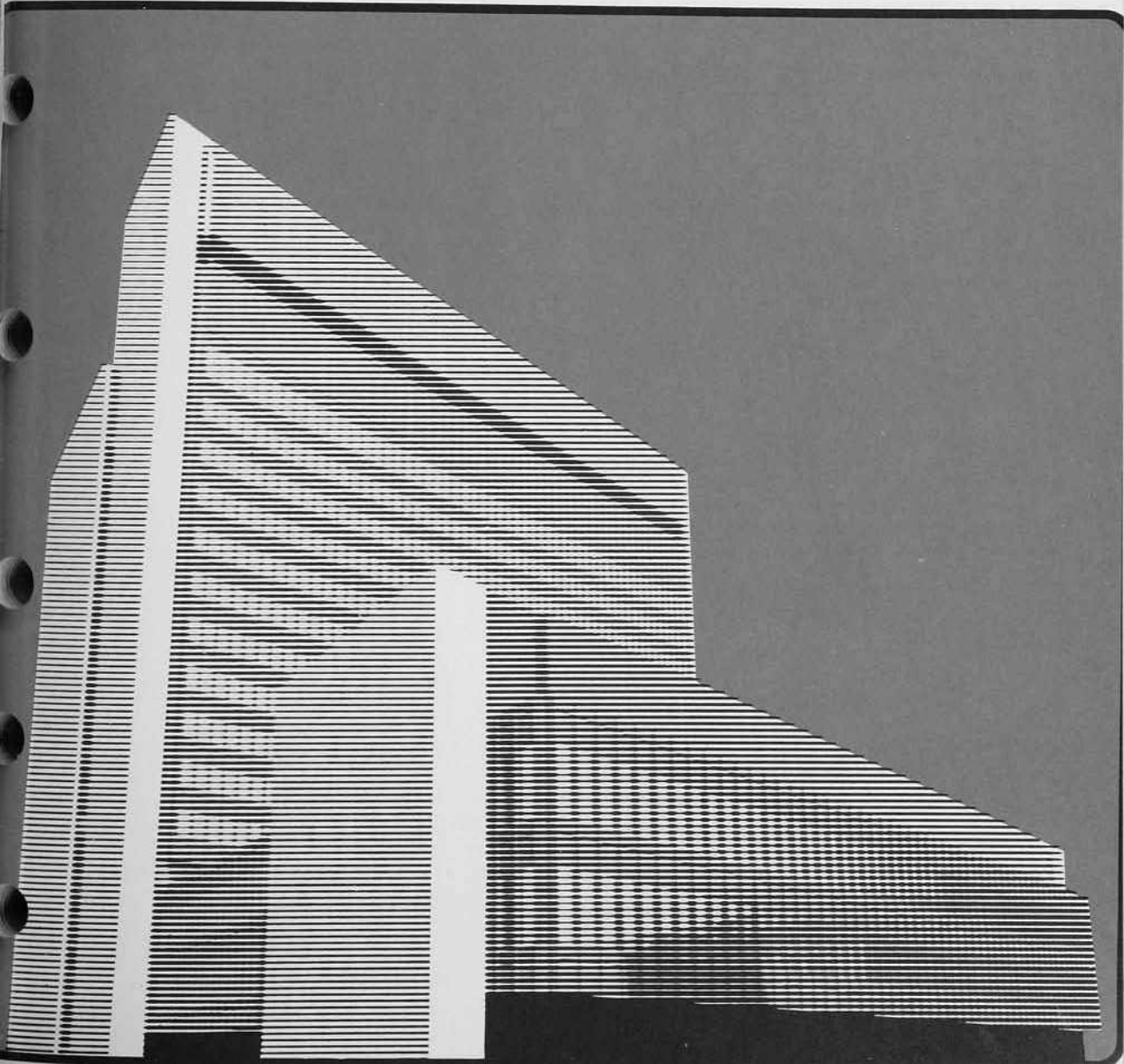
LOIS ET RÈGLEMENTS
PARTIE 2
LAWS AND
REGULATIONS

107e ANNÉE
10 DÉCEMBRE 1975
No 44

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC
OFFICIAL GAZETTE



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de $30 et le prix d'un exemplaire de $1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is $30, and single issues $1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:
Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1R 4Y7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tel.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:
Tel.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1R 4Y7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

A.C. 4790-75, 29 octobre 1975
Règ. 75-552, 30 octobre 1975

LOI DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX
(S.R., 1964, c. 150)

Construction — Code de sécurité — modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement modifiant le code de sécurité pour les travaux de construction.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q., 1964, c. 150) le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les prescriptions nécessaires à la sécurité, à la santé et à la moralité des travailleurs dans les établissements industriels et commerciaux;

ATTENDU QUE le code de sécurité pour les travaux de construction a été adopté par l'arrêté en conseil 1576-74 du 1er mai 1974 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 15 mai 1974;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ledit code.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement modifiant le code de sécurité pour les travaux de construction, dont le texte est joint au présent arrêté en conseil, soit adopté;

QUE ledit règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement modifiant le code de sécurité pour les travaux de construction

1. Le code de sécurité pour les travaux de construction, adopté par l'arrêté en conseil 1576 du 1er mai 1974, est modifié en remplaçant l'article 2.5.1 par le suivant:

«**2.5.1 Comité de chantier:** Un comité de chantier doit être constitué sur tous chantier de construction où l'effectif du personnel est de 25 travailleurs ou plus, à un moment quelconque des travaux.»

2. L'article 2.5.2 dudit code est modifié en ajoutant après le paragraphe 3, les paragraphes suivants:

O.C. 4790-75, 29 October, 1975
Reg. 75-552, 30 October, 1975

INDUSTRIAL AND COMMERCIAL ESTABLISHMENTS ACT
(R.S., 1964, c. 150)

Construction — Safety Code — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation amending the Construction Safety Code.

WHEREAS under section 5 of the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q., 1964, c. 150) the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the special precautions necessary for the safety, health and morality of employees in industrial and commercial establishments;

WHEREAS the Construction Safety Code was assented to by Order in Council No. 1576-74 of May 1, 1974 and published in the *Québec Official Gazette* of May 15, 1974;

WHEREAS it is necessary to amend the said Code;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the regulation amending the Construction Safety Code, for which copy is attached, be adopted;

THAT the said regulation come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Construction Safety Code

1. The Construction Safety Code, adopted by Order in Council No. 1576 of May 1, 1974, is amended by replacing section 2.5.1 by the following:

«**2.5.1 Site Committee:** A site committee shall be established on any construction site employing 25 workers or more at any time during the works.''

2. Section 2.5.2 of the said Code is amended by adding after subsection 3, the following subsections:

«**4)** Les réunions du comité peuvent avoir lieu par secteur de chantier lorsque les travaux effectués par les travailleurs d'un secteur n'affectent pas la sécurité des travailleurs d'un autre secteur du chantier;

5) L'agent de sécurité doit assister aux réunions du comité de chantier.»

3. Ledit code est modifié en remplaçant l'article 2.5.3 par le suivant:

«**2.5.3 Agent de sécurité**

1) Au moins un agent de sécurité doit être affecté à plein temps, à compter du début des travaux, sur tout chantier de construction:

i) qui emploie 150 travailleurs ou plus à un moment quelconque des travaux; ou

ii) dont le coût total des travaux dépasse $5 millions dans le cas de la construction d'un bâtiment.

2) Le nombre d'agents de sécurité qui doivent être en fonction à plein temps sur un chantier de construction est proportionnel au nombre de travailleurs qui sont présents sur le chantier et est déterminé de la façon suivante:

Nombre de travailleurs présents sur le chantier	*Nombre d'agents de sécurité*
150 à 299	1
300 à 599	2
600 à 1199	3
1200 à 2399	4
2400 et plus	5

3) De plus, un agent de sécurité doit demeurer en fonction sur le chantier lorsque plus de 50 travailleurs y travaillent en temps supplémentaires.»

4. L'article 2.5.4 dudit code est modifié en remplaçant les mots «après le 1er septembre 1975» du début du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 par les mots «après le 1er mai 1976».

5. Les article 2.5.5, 2.5.6 et 2.5.7 dudit code sont abrogés.

6. Ledit code est modifié en remplaçant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de l'article 3.8.3 par le suivant:

«**a)** d'un câble d'acier d'au moins 1/8 po. (0.95 cm) de diamètre pour la main courante et la traverse intermédiaire.»

7. Ledit code est modifié en remplaçant le paragraphe 2 de l'article 3.10.12 par le suivant:

"**(4)** Committee meetings may be held by sector when the work performed by workers in one sector does not effect the safety of workers in another sector on the site;

(5) The safety officer shall be present as site committee meetings."

3. The said Code is amended by replacing section 2.5.3 as follows:

"**2.5.3 Safety Officer**

(1) At least one full-time officer shall be on duty as of the beginning of any work on a construction site:

(i) employing 150 workers or more at any time during the work; or

(ii) whose total contract costs exceed $5 million in the case of a building construction.

(2) The number of full-time safety officers required to work on a construction site is proportional to the number of workers working on the site and is determined as follows:

Number of workers on the site	*Number of safety officers*
150 to 299	1
300 to 599	2
600 to 1199	3
1200 to 2399	4
2400 and over	5

(3) Moreover, a safety officer shall stay on the site when more than 50 workers are working overtime."

4. Section 2.5.4 of the said Code is amended by replacing the words "after September 1, 1975" at the beginning of item *c* of subsection 2 by the words "after May 1, 1976".

5. Sections 2.5.5, 2.5.6 and 2.5.7 of the said Code are abrogated.

6. The said Code is amended by replacing item *a* of subsection 3 of section 3.8.3 as follows:

"**(a)** of a wire rope at least 1/8 in. (0.95 cm) in diameter for the toprail and the intermediate rail."

7. The said Code is amended by replacing subsection 2 of section 3.10.12 as follows:

«**2)** Tout camion dont la charge utile est supérieure à 2.5 tonnes (2.268 kg) doit être muni d'un klaxon automatique pour la marche arrière.»

8. Ledit code est modifié en remplaçant le paragraphe *f* de l'article 3.13.5 par le suivant:

«**f)** placée sur un chariot conçu à cette fin lorsqu'elle est déplacée durant son utilisation.»

9. Ledit code est modifié en remplaçant l'article 3.17.3 par le suivant:

«**3.17.3 Air d'alimentation et mélange de gaz.** L'air d'alimentation doit être de composition naturelle et ne doit contenir aucune impureté toxique, pour tout travail à des profondeurs allant jusqu'à 180 pi. (54,86 m). Pour les travaux à des profondeurs supérieures à 180 pi. (54,86 m) le mélange gazeux d'alimentation doit respecter une des compositions suivantes:

a) 68% ± 0.5% Hélium et 32% ± 0.5% Oxygène. Les constituants mineurs ne doivent pas dépasser les concentrations du tableau ci-dessous.

b) 60% ± 1.2% Hélium et 40% ± 1.2% Oxygène. Les constituants mineurs ne doivent pas dépasser les concentrations du tableau ci-dessous.»

Concentration des constituants mineurs

Constituant	*Concentration maximum admissible en ppm (volume)*
— Azote, Argon, Néon, Hydrogène	1970
— Monoxyde de carbone (CO)	0.04
— Bioxyde de carbone (CO_2)	4.8
— Méthane (CH_4)	20.6
— Acéthylène (C_2H_2)	0.04
— Ethylène (C_2H_4)	0.16
— Ethane et autres dydrocarbures du groupe éthan	2.4
— Oxyde nitrique	0.8
— Composés halogènes dont:	0.8
— Régrigérants (Fréon, etc.), solvants	0.08
— autres composés halogènes perceptibles sur un spectrophotomètre à l'infrarouge	0.08
— Eau	6.25»

"**(2)** Any truck whose payload is greater than 2.5 tons (2,268 kg) shall be equipped with an automatic warning horn for the reverse movement."

8. The said Code is amended by replacing subsection *f* of section 3.13.5 as follows:

"**(f)** placed on a cart designed for this purpose when moved during its operation."

9. The said Code is amended by replacing section 3.17.3 as follows:

"**3.17.3 Air supply and gas mixture.** The air supply shall be of natural composition and shall not contain any toxic impurity, for any work at depths not exceeding 180 ft (54,86 m). For work at depths greater than 180 ft (54,86 m) the supply gas mixture shall conform to one of the following formula:

(a) 68% ± 0.5% Helium and 32% ± 0.5% Oxygen. The minor constituents shall not exceed the concentrations of the table below.

(b) 60% ± 1.2% Helium and 40% ± Oxygen. The minor constituents shall not exceed the concentrations of the table below.

Concentration of minor constituents

Constituents	*Maximum allowable concentration in ppm (volume)*
— Nitrogen, Argon, Neon, Hydrogen	1970
— Carbon monoxide (CO)	0.04
— Carbon dioxide (CO_2)	4.8
— Methane (CH_4)	20.6
— Acetylene (C_2H_2)	0.04
— Ethylene (C_2H_4)	0.16
— Ethane and other hydrocarbons of the ethane group	2.4
— Nitrons oxide	0.8
— Halogenated compounds such as:	0.8
— refrigerants (Freon, etc.) solvents	0.08
— Other halogenated compounds discernable on an infrared spectrophotometer	0.08
— Water	6.25"

10. Ledit code est modifié en remplaçant l'article 4.4.9 par le suivant:

« **4.4.9** Les boîtes d'explosifs doivent être:

a) brûlées en plein air, sous réserve des règlements municipaux relatifs aux feux en plein air;

b) retournées au fabricant; ou

c) défaites manuellement à l'aide d'un canif. »

11. Ledit code est modifié en remplaçant l'article 6.8.2 par le suivant:

« **6.8.2** L'usage des verins à étages multiples est prohibé. »

12. L'article 6.8.3 dudit code est abrogé.

930-o

10. The said Code is amended by replacing section 4.4.9 as follows:

" **4.4.9** Empty explosive boxes shall be:

(a) burnt in the open, subject to municipal by-laws for fires outdoors; or

(b) sent back to the manufacturer; or

(c) destructed by hand with a knife."

11. The said Code is amended by replacing section 6.8.2 as follows:

" **6.8.2** Multistorey telescopic jacks are prohibited."

12. Section 6.8.3 of the said Code is abrogated.

930-o

A.C. 5083-75, 19 novembre 1975
Règ. 75-579, 21 novembre 1975

LOI DES PARCS PROVINCIAUX
(S.R., 1964, c. 201)

Parc provincial de la Gaspésie — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Parc provincial de la Gaspésie.

ATTENDU QU'il y a lieu d'imposer aux personnes traversant ce parc l'obligation de remiser leurs armes, engins de chasse ou engins de pêche dans le coffre arrière de leur véhicule ou à défaut de coffre dans des étuis ou contenants fermés;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 5070, du 18 décembre 1946, modifié par l'arrêté en conseil 2878-75, du 16 juillet 1975, doit être à nouveau modifié en conséquence;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le règlement, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement modifiant le règlement concernant le Parc provincial de la Gaspésie

Loi des parcs provinciaux
(S.R.Q., 1964, c. 201, art. 9, 1a)

1. l'article 7 de l'arrêté en conseil 5070, du 18 décembre 1946, modifié par le règlement 75-365, du 18 juillet 1975, adopté par l'arrêté en conseil 2878-75, du 16 juillet 1975, est à nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

«Ces armes à feu, engins de chasse ou engins de pêche doivent cependant être remisés dans le coffre arrière du véhicule ou à défaut de coffre dans des étuis ou contenants fermés».

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa deuxième publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

922-43-2-o

O.C. 5083-75, 19 November 1975
Reg. 75-579, 21 November 1975

PROVINCIAL PARKS ACT
(R.S., 1964, c. 201)

Gaspesian Provincial Park — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Gaspesian Provincial Park.

WHEREAS it is expedient to compel persons crossing the Park to put their firearms, hunting or fishing gear in the rear trunk of their vehicle or, if there is not such a trunk, in closed cases or containers;

WHEREAS Order in Council 5070 dated 18 December 1946 amended by Order in Council 2878-75 dated 16 July 1975 must be further amended accordingly;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Regulation annexed to this Order in Council be enacted.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the regulation respecting the Gaspesian Provincial Park

Provincial Parks Act
(R.S.Q., 1964, c. 201, sec. 9 1a)

1. Section 7 of Order in Council 5070 dated 18 December 1946 amended by Regulation 75-365 dated 18 July 1975 made under Order in Council 2878-75 dated 16 July 1975 is further amended by adding the following paragraph:

"The said firearms, hunting or fishing gear must, however, be kept in the rear trunk of the vehicle or, if there is no trunk, in closed cases or containers".

2. This Regulation shall come into force on the date of its second publication in the *Québec Official Gazette*.

922-43-2-o

A.C. 4680-75, 22 octobre 1975
Règ. 75-587, 28 novembre 1975

LOI DE L'EXÉCUTIF
(S.R., 1964, c. 9)

Bernard Lachapelle, ministre d'État à l'Éducation

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'honorable Bernard Lachapelle, ministre d'État à l'Éducation.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R., 1964, c. 9), le lieutenant-gouverneur en conseil peut «confier une partie des fonctions d'un ministre à un autre ministre ou permettre à un ministre d'exercer une partie des fonctions d'un autre ministre sous la direction de ce dernier. Le ministre à qui sont ainsi attribués des services ou des fonctions a les mêmes pouvoirs et remplit les mêmes devoirs, relativement à ces services ou fonctions, que le ministre qui en avait précédemment le contrôle ou la responsabilité ou que le ministre sous la direction duquel il agit, selon le cas».

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil 4372-75 du 1er octobre 1975, l'honorable Bernard Lachapelle, membre du Conseil exécutif, a été désigné comme ministre d'État à l'Éducation.

ATTENDU QU'il y a lieu que certains devoirs, pouvoirs ou fonctions du ministre de l'Education soient attribués à l'honorable Bernard Lachapelle.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre de la Justice et Vice-président du Conseil Exécutif:

1) QUE, sous la direction du ministre de l'Éducation, l'honorable Bernard Lachapelle, membre du Conseil exécutif et ministre d'État à l'Éducation, soit chargé d'exercer les fonctions du ministre de l'Éducation à l'égard de l'enseignement supérieur, de l'enseignement collégial, de l'éducation des adultes et des prêts et bourses aux étudiants;

2) QUE, dans l'exécution des fonctions mentionnées au paragraphe précédent, il soit chargé de l'application des Lois suivantes:

   a) Loi du Conseil des universités (1968, c. 64),

   b) Loi des investissements universitaires (1968, c. 65),

   c) Loi de l'Université du Québec (1968, c. 66),

   d) Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/67, c. 71),

   e) Loi du Collège régional du Saguenay-Lac St-Jean (1975, P.L. 91),

O.C. 4680-75, 22 October 1975
Reg. 75-587, 28 November 1975

EXECUTIVE POWER ACT
(R.S., 1964, c. 9)

Bernard Lachapelle, Minister of State for Education

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Honourable Bernard Lachapelle, Minister of State for Education.

WHEREAS under section 7 of the Executive Power Act (R.S., 1964, c. 9), the Lieutenant-Governor in Council may "entrust part of the duties of a minister to another minister, or allow a minister to exercise part of the functions of another, under the latter's direction. The minister to whom branches or duties are so transferred or entrusted shall, with respect to such branches or duties, have the same powers and perform the same duties as the minister who formerly had the control of or responsibility for them, or the minister under whose direction he acts, as the case may be".

WHEREAS under Order in Council 4372-75 dated 1 October 1975, the Honourable Bernard Lachapelle, member of the Executive Council, was designated as Minister of State for Education.

WHEREAS it is expedient that certain duties, powers or functions of the Minister of Education be entrusted to the Honourable Bernard Lachapelle.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice and Vice-President of the Executive Council:

(1) THAT, inder the direction of the Minister of Education, the Honourable Bernard Lachapelle, member of the Executive Council and Minister of State for Education, be entrusted with the functions of the Minister of Education with respect to higher education, collegiate education, adult education and student loans and scholarships;

(2) THAT, in the performance of the duties referred to in the preceding paragraph, he be entrusted with the application of the following Acts:

   (a) Council of Universities Act (1968, c. 64),

   (b) University Investment Act (1968, c. 65),

   (c) University of Québec Act (1968, c. 66),

   (d) General and Vocational Colleges Act (1966/67, c. 71),

   (e) Act respecting the *Collège régional du Saguenay-Lac St-Jean* (1975, Bill 91),

f) Loi des prêts et bourses aux étudiants (1966/67, c. 70),

g) Loi des bourses pour le personnel enseignant (S.R., 1964, c. 241),

h) Loi permettant aux municipalités d'imposer certaines maisons d'enseignement (1971, c. 51);

3) QU'à l'égard de l'application des Lois et de l'exécution des fonctions mentionnées aux paragraphes précédents, l'honorable Bernard Lachapelle soit notamment autorisé à:

1. approuver ou signer les demandes au Conseil exécutif et au Conseil du Trésor;

2. approuver ou signer les demandes relatives à la nomination et à la gestion du personnel, ainsi que tout document ayant trait à l'application de ces lois ou à l'exécution de ces fonctions;

3. approuver ou signer toute demande ou tout document se rapportant à un item pour lequel un crédit est prévu au budget des dépenses du ministère de l'Éducation, à voter ou autorisé par statut, tel qu'il appert au livre des Crédits pour chaque année financière.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

931-o

(f) Students Loans and Scholarships Act (1966/67, c. 70),

(g) Teachers Scholarships Act (R.S., 1964, c. 241),

(h) Act to enable municipalities to tax certain educational establishments (1971, c. 51);

(3) THAT, with respect to the application of the Acts and the performance of the duties referred to in the preceding paragraphs, the Honourable Bernard Lachapelle be in particular authorized to:

1. approve or sign applications to the Executive Council and the Treasury Board;

2. approve or sign applications concerning the nomination and management of personnel, as well as any document relating to the application of these Acts or the performance of these duties;

3. approve or sign any application or any document relating to an item for which an appropriation is provided in the budget of expenses of the Department of Education to be voted or authorized by statute, as shown in the Appropriation Book for each fiscal year.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

931-o

A.C. 5144-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-588, 28 novembre 1975

LOI DE L'EXÉCUTIF
(S.R., 1964, c. 9)

Bernard Lachapelle, ministre d'État à l'Éducation — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'honorable Bernard Lachapelle, ministre d'État à l'Éducation.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier Ministre:

QUE l'arrêté en conseil 4680-75 du 22 octobre 1975 soit modifié en ajoutant au paragraphe 3 du dispositif, le sous-paragraphe suivant:

«**4.** Autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère de l'éducation pour les fins d'application de l'article 11 de la Loi du ministère de l'éducation (S.R., 1964, c. 233)».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

931-o

O.C. 5144-75, 26 November 1975
Reg. 75-588, 28 November 1975

EXECUTIVE POWER ACT
(R.S., 1964, c. 9)

Bernard Lachapelle, Minister of State for Education — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Honourable Bernard Lachapelle, Minister of State for Education.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order in Council 4680-75 dated 22 October 1975 be amended by adding after paragraph 3 of the purview, the following paragraph:

"**4.** Authorize in writing every functionary of the Department of Education for the purposes of application of section 11 of the Education Department Act (R.S., 1964, c. 233)".

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

931-o

A.C. 5154-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-589, 28 novembre 1975

LOI DES HEURES D'AFFAIRES DES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX
(1969, c. 60)

Cité Universitaire, U.L., endroit touristique

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la Cité Universitaire de l'Université de Laval.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (1969, c. 60), le lieutenant-gouverneur en conseil peut pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques soustrayant ainsi les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de ladite loi.

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la Cité Universitaire de l'Université de Laval, à Québec, pour la période s'étendant du 11 au 16 mai 1976, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux, date correspondant à la tenue du 5e Salon International du Livre de Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique, le territoire de la Cité Universitaire de l'Université de Laval, à Québec, pour la période s'étendant du 11 au 16 mai 1976, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

QUE le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

933-o

O.C. 5154-75, 26 November 1975
Reg. 75-589, 28 November 1975

COMMERCIAL ESTABLISHMENTS BUSINESS HOURS ACT
(1969, c. 60)

Cité Universitaire, U.L. (L.U. Campus), tourist area

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the *Cité Universitaire de l'Université Laval* (Laval University Campus).

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (1969, c. 60), the Lieutenant-Governor in Council may, for the purposes of the said Act, declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the commercial establishments located therein from the application of the said act;

WHEREAS it is expedient to declare the territory of the *Cité Universitaire de l'Université Laval* (Laval University Campus), in Québec City, to be a tourist area for the period extending from 11 to 16 May 1976, the dates on which the *5e Salon International du Livre de Québec* will be held, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the *Cité Universitaire de l'Université Laval* (Laval University Campus), in Québec City, be declared a tourist area for the period extending from 11 to 16 May 1976, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

933-o

A.C. 5155-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-590, 28 novembre 1975

LOI DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC
(1971, c. 64)

Règlements concernant l'aide au développement industriel du Québec — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant un article des règlements concernant l'aide au développement industriel du Québec.

ATTENDU QUE l'article 48 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, c. 64), donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire des règlements touchant certains sujets ayant trait à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article, des règlements ont été adoptés par l'arrêté en conseil 1955 du 1er juin 1971, lesquels règlements publiés dans la *Gazette officielle du Québec*, le 5 juin 1971 ont été amendés par les arrêtés en conseil 4110 du 8 décembre 1971, 1594-73 du 2 mai 1973, 2824-73 du 1er août 1973, 2167-74 du 12 juin 1974, 373-75 du 29 janvier 1975 et 1207-75 du 26 mars 1975.

ATTENDU QUE la Loi de l'aide au développement industriel du Québec a été amendée par la Loi modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1974, c. 56) et par la Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1975, P.L. 46);

ATTENDU QU'il y a lieu de faire un règlement modifiant l'article 1.01 desdits règlements.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE les règlements adoptés par l'arrêté en conseil 1955 du 1er juin 1971, et amendés tel que ci-dessus mentionné soient de nouveau modifiés par le règlement rédigé dans l'annexe au présent arrêté en conseil.

QUE le règlement apparaissant dans l'annexe soit adopté et entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
GUY COULOMBE.

O.C. 5155-75, 26 November 1975
Reg. 75-590, 28 November 1975

QUÉBEC INDUSTRIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE ACT
(1971, c. 64)

Regulation respecting assistance for the industrial development of Québec — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending one section of the Regulation respecting assistance for the industrial development of Québec.

WHEREAS under section 48 of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, c. 64), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting certain matters to be administered by the said Act;

WHEREAS under the said section, a Regulation was made under Order in Council 1955 dated 1 June 1971, published in the *Québec Official Gazette* of 5 June 1971, and amended under Orders in Council 4110 dated 8 December 1971, 1594-73 dated 2 May 1973, 2824-73 dated 1 August 1973, 2167-74 dated 12 June 1974, 373-75 dated 29 January 1975 and 1207-75 dated 26 March 1975;

WHEREAS the Québec Industrial Development Assistance Act was amended by the Act to amend the Québec Industrial Development Assistance Act (1974, c. 56) and by the Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act (1975, Bill 46);

WHEREAS it is expedient to make a Regulation amending section 1.01 of the said Regulation.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the Regulation made under Order in Council 1955 dated 1 June 1971 and amended as abovementioned be further amended by the Regulation annexed to this Order in Council

THAT the Regulation annexed hereto be enacted and come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE.
Clerk of the Executive Council.

Règlement modifiant un article des règlements sur l'aide au développement industriel du Québec

1. L'article 1.01 des règlements sur l'aide au développement industriel du Québec est modifié en abrogeant son paragraphe *b*.

933-o

Regulation amending one section of the Regulation respecting assistance for the industrial development of Québec

1. Section 1.01 of the Regulation respecting assistance for the industrial development of Québec is amended by revoking its paragraph *b*.

933-o

A.C. 5148-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-591, 28 novembre 1975

CODE DE PROCÉDURE CIVILE
(1965, 1re sess., c. 80)

Avis en vertu de l'art. 278 du Code de Procédure civile

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'avis de la date fixée pour l'enquête et l'audition en vertu de l'article 278 du Code de Procédure civile.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de l'article 278 du Code de Procédure civile, remplacé par l'article 13 du chapitre 70 des lois de 1972, le protonotaire, sous réserve des règles de pratique, expédie aux parties en cause et à leurs procureurs un avis de la date fixée pour l'enquête et l'audition au moins quinze jours et pas plus de trente jours avant celle-ci et que cet avis est expédié par la poste ou si les circonstances l'exigent, par tout autre moyen autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il existe présentement un conflit entre le ministère des Postes du Canada et certains de ses employés empêchant pour une période indéterminée la livraison du courrier;

ATTENDU QU'il est nécessaire pour le temps que cette situation durera et afin de respecter les dispositions de l'article 278 du Code de Procédure civile, de déterminer un autre mode d'expédition que la poste;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE sous l'autorité de l'article 278 du Code de Procédure civile, remplacé par l'article 13 du chapitre 70 des lois de 1972, l'affichage au palais de justice des rôles des causes de la Cour Supérieure et de la Cour Provinciale tienne lieu d'avis de la date fixée pour l'enquête et l'audition tant et aussi longtemps que le conflit entre le ministère des Postes du Canada et certains de ses employés durera et ce, nonobstant toutes dispositions des règles de pratique de la Cour d'Appel, de la Cour Supérieure ou de la Cour Provinciale;

QUE le présent arrêté en conseil soit affiché dans chacun des palais de justice du Québec;

QU'un avis de cet affichage paraisse en français dans un journal de langue française et en anglais dans un journal de langue anglaise publiés et circulant dans les districts judiciaires où cet affichage aura lieu;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

928-o

O.C. 5148-75, 26 November 1975
Reg. 75-591, 28 November 1975

CODE OF CIVIL PROCEDURE
(1965, 1st session, c. 80)

Notice pursuant to art. 278 of the Code of Civil Procedure

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the notice of the date fixed for proof and hearing pursuant to article 278 of the Code of Civil Procedure.

WHEREAS in accordance with the provisions of article 278 of the Code of Civil Procedure, replaced by section 13 of Chapter 70 of the 1972 Statutes, the prothonotary, subject to the rules of practice, sends to the parties and their attorneys a notice of the date fixed for proof and hearing at least fifteen days and not more than thirty days before proof and hearing and such notice is sent by mail or, if the circumstances require it, by any other means authorized by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS a dispute now in progress between the Canada Post Office Department and some of its employees prevents mail delivery for an indefinite period of time;

WHEREAS it is necessary, while that situation lasts and in order to comply with the provisions of article 278 of the Code of Civil Procedure, to determine a means of sending notices other than by mail;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT pursuant to article 278 of the Code of Civil Procedure, replaced by section 13 of Chapter 70 of the 1972 Statutes, the posting of the rolls of cases of the Superior Court and the Provincial Court in court houses stands in lieu of the notice of the date fixed for proof and hearing for as long as the dispute between the Canada Post Office Department and some of its employees lasts, notwithstanding any provisions in the rules of practice of the Court of Appeal, the Superior Court or the Provincial Court;

THAT this Order in Council be posted in every court house in the Province of Québec;

THAT a notice of such posting appear in English in an English-language newspaper and in French in a French-language newspaper and in French in a French-language newspaper published and circulating in the judicial districts where such posting will be made;

THAT this Order in Council be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

928-o

A.C. 5169-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-592, 28 novembre 1975

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
(S.R., 1964, c. 109)

Règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement modifiant les Règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE les Règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes, édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil 435 du 4 février 1970 et modifiés par les arrêtés en conseil 2786-72 du 20 septembre 1972, 4232-73 du 21 novembre 1973, 1650-74 du 8 mai 1974, 3664-74 du 16 octobre 1974 et 895-75 du 5 mars 1975, soient de nouveau modifiés par le Règlement reproduit en annexe au présent arrêté en conseil.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement modifiant le Règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes

1. Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 18 de la Loi de l'amélioration des fermes.

2. L'article 1 des règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes édictés par l'arrêté en conseil 435 du 4 février 1970 et modifiés par les arrêtés en conseil 2786-72 du 20 septembre 1972, 4232-73 du 21 novembre 1973, 1650-74 du 8 mai 1974, 3664-74 du 16 octobre 1974 et 895-75 du 5 mars 1975, est modifié:

a) par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «les expressions suivantes signifient» par les mots «on entend par»;

b) par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«a) «Loi»: la Loi de l'amélioration des fermes (S.R., 1964, c. 109);»;

c) par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *c* du premier alinéa, des lettres et mots «*f* et *g* de la Loi): le fait pour une personne:» par les lettres et mots «*c*[1], *f*, *f*[1], *g* et *g*[1] de la Loi): le fait pour une personne, à la fois:»;

O.C. 5169-75, 26 November 1975
Reg. 75-592, 28 November 1975

FARM IMPROVEMENT ACT
(R.S., 1964, c. 109)

Regulation respecting the Farm Improvement Act — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation amending the Regulations respecting the Farm Improvement Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the Regulations respecting the Farm Improvement Act, made by the Lieutenant-Governor in Council under Order in Council 435 dated 4 February 1970 and amended by Orders in Council 2786-72 dated 20 September 1972, 4232-73 dated 21 November 1973, 1650-74 dated 8 May 1974, 3664-74 dated 16 October 1974 and 895-75 dated 5 March 1975, be further amended by the Regulation annexed to this Order in Council.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulations respecting the Farm Improvement Act

1. This Regulation is adopted by virtue of section 18 of the Farm Improvement Act.

2. Section 1 of the Regulations respecting the Farm Improvement Act enacted by Order in Council 435 of February 4th 1970 and amended by Orders in Council 2786-72 of September 20th 1972, 4232-73 of November 21st 1973, 1650-74 of May 8th 1974, 3664-74 of October 16th 1974 and 895-75 of March 5th 1975, is amended:

(a) by replacing, in the second line of the first paragraph, the words "the following expressions mean" by the words "it is meant by";

(b) by replacing subparagraph *a* of the first paragraph by the following subparagraph:

"(a) "Act": the Farm Improvement Act (R.S., 1964, c. 109);";

(c) by replacing, in the second line of subparagraph *c* of the first paragraph, the letters and words "*f* and *g* of the Act): the fact that a person:" by the letters and words, "*c*[1], *f*, *f*[1], *g* and *g*[1] of the Act): the fact that a person, at the same time:";

d) par le remplacement, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du paragraphe *d* du premier alinéa, des mots «exclusivement sylvicole n'est pas considérée comme «culture du sol» pour les fins de la Loi;» par les mots «acéricole est considérée comme «culture du sol» pour les fins de la Loi, mais l'exploitation exclusivement sylvicole ne l'est pas;»;

e) par le remplacement des paragraphes *e*, *f*, *g*, *h* et *i* du premier alinéa par les suivants:

«**e)** «élevage d'animaux de ferme» (Réf. paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 2 de la Loi): l'élevage de bovins, de moutons, de porcs, d'animaux à fourrure, de volailles, de chèvres, de lapins, de poissons de pisciculture fermière, d'abeilles et de chevaux, excepté les chevaux de course, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions; à titre accessoire à l'entreprise principale, est considéré comme «élevage d'animaux de ferme» l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de ceux-ci et de leurs productions; l'expression «exploitation» exclut, dans le cas des chevaux, l'opération de courses sur les pistes de courses;

f) «amélioration au fonds de terre» (Réf. paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi): l'achat et la plantation d'arbres fruitiers, de conifères, d'arbres et d'arbustes d'ornement, le drainage souterrain et superficiel, le défrichement, l'épierrement, le nivellement, la confection de clôtures, le creusage d'étang de ferme, l'aménagement d'étang servant à la pisciculture fermière, la construction de chemins, ponts et ponceaux de ferme, l'aménagement de cour de ferme et la désinfection du sol pour la destruction de nématodes;

g) «achat ou réparation d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole et d'équipement de ferme» (Réf. paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi): l'achat ou la réparation des outils, instruments, appareils et machines d'une espèce non habituellement fixée aux biens fonds ou immeubles, destinés à être employés sur une ferme, y compris les tracteurs de ferme sur roues ou à chenilles de caoutchouc de toute puissance, les tracteurs à chenilles d'acier ou béliers mécaniques d'une puissance motrice n'excédant pas 65 chevaux-vapeur et les camions de 1 à 3 tonnes. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, ces expressions comprennent l'achat ou la réparation, entre autres, des charrues, épierreuses, herses de tous genres, épandeurs, semoirs, planteurs, cultivateurs, rouleaux, faucheuses, conditionneurs, râteaux, andaineuses, meulonneuses, transporteurs de meulons, trancheuses de meulons, presses à foin, séchoir, monte-charge, convoyeurs, fourragères, ensileurs, videurs de silo, moissonneuses-batteuses, moulanges, soigneurs automatiques, souffleurs, arracheuses, classificateurs, boî-

(d) by replacing, in the fourth, fifth and sixth lines of subparagraph *d* of the first paragraph, the words "exclusive exploitation of the forest is not considered "cultivation of the soil" for the purposes of the Act;" by the words "maple production shall be considered as "cultivation of the soil" for the purposes of the Act, but exclusively sylvicultural operations shall not be so considered;";

(e) by replacing subparagraphs *e*, *f*, *g*, *h* and *i* of the first paragraph by the following subparagraphs:

"**(e)** "raising of livestock" (Ref. subparagraph *a* of the first paragraph of section 2 of the Act): the raising of cattle, sheep, swine, fur-bearing animals, poultry, goats, rabbits, fish by farm pisciculture, bees and horses, except race horses, or the exploitation of these classes of livestock and the products thereof; as an accessory to the principal production, the breeding of any other animals or the exploitation of them and their products shall be considered "raising of livestock"; the word "exploitation" excludes, in the case of horses, the conducting of races on racetracks;

(f) "improvements of the land" (Ref. subsection 1 of the first paragraph of section 4 of the Act): the purchase and planting of fruit trees, conifers, ornamental trees and shrubs, underground or surface drainage, clearing, removal of stones, levelling, erection of fences, digging of farm pond, construction of pond for farm pisciculture, building of farm roads, bridges and culverts, improvement of farmyards, and soil disinfection to destroy nematodes;

(g) "purchase or repair of farm implements, agricultural tools or machinery and farm equipment" (Ref. subsection 2 of the first paragraph of section 4 of the Act): the purchase or the repair of tools, implements, appliances and machines of a kind not usually attached to real estate or immovable property and intended to be used on a farm, including farm tractors on wheels or rubber tracks of any horse-power tractors on steel tracks or bulldozers not exceeding 65 horse-power and 1 to 3 ton trucks. Without restricting the generality of the foregoing, these expressions include the purchase or the repair, among other things, of plows, rock pickers, harrows of all kinds, spreaders, seeders, planting machines, cultivators, rollers, mowers, conditioners, rakes, windrowers, stackers, stack movers, stack cutters, hay balers, dryers, elevators, conveyers, forrage harvesters, ensiling machines, silo unloaders, combines, grinders, automatic feeders, blowers, root crop diggers, graders, storage boxes, motors, dynamos, circular saws, chain saws, milking machines, milk pipeline, bulk tanks, automatic stable cleaners, sugaring equipment, irrigation equip-

tes à entreposage, moteurs, dynamos, bancs de scie, scies mécaniques, trayeuses, lactoducs, bassins refroidisseurs, écureurs automatiques, outillage d'érablière, appareils d'irrigation, matériel apicole, matériel servant à l'élevage de lapins, d'animaux à fourrure et de poissons de pisciculture fermière, articles avicoles tels que les incubateurs, éleveuses, trémies, abreuvoirs, cages, laveuses ou nettoyeuses d'oeufs, ainsi que l'achat des pièces destinées à la réparation d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole et d'équipement de ferme et les travaux nécessités pour telle réparation;

ment, equipment for beekeeping and for raising rabbits, fur-bearing animals and fish by farm pisciculture, poultry equipment such as incubators, brooders, feed hoppers, drinking fountains, cages, egg washers or cleaners, and the purchase of parts intended for repairing farm emplements, agricultural tools or machinery and farm equipment and the work needed for such repairs;

h) «animaux reproducteurs» (Réf. paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi): les sujets mâles et femelles de tout âge acquis en vue de la reproduction de bovins, de moutons, de porcs, d'animaux à fourrure, de chèvres, de lapins, de poissons de pisciculture fermière, d'abeilles et de chevaux, excepté les chevaux de course;

(h) "breeding stock" (Ref. subsection 3 of the first paragraph of section 4 of the Act): males and females of any age intended for breeding bovines, sheep, swine, fur-bearing animals, goats, rabbits, fish by farm pisciculture, bees and horses, except race horses;

i) «achat, construction ou amélioration de bâtiments de ferme» (Réf. paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi): la construction, l'agrandissement ou la réparation de bâtiments de ferme sur la ferme dont l'emprunteur est propriétaire ou locataire et comprenant: laiterie et installation pour refroidisseur à lait; silo; remise à instruments aratoires; hangar; poulailler; porcherie; remise à fumier; cabane à sucre; grange-étable; maison de ferme, appareils sanitaires ou installations de chauffage; entrepôt à légumes; entrepôt à pommes; serre; séchoir à tabac; bergerie; hangar d'animaux à fourrure; entrepôt frigorifique; laboratoire d'apiculteur; garage; séchoir à maïs; une ou plusieurs habitations additionnelles pour la main-d'oeuvre agricole; tout autre bâtiment utile ou nécessaire à l'exploitation agricole. Ces expressions comprennent également: l'achat de tous bâtiments ci-dessus énumérés ainsi que de tous autres bâtiments de ferme situés ailleurs que sur la ferme dont l'emprunteur est propriétaire ou locataire et destinés à y être transportés, leur transport jusqu'à la ferme exploitée par l'emprunteur et leur installation pour fins d'exploitation de ladite ferme ou d'habitation par l'emprunteur ou par sa main-d'oeuvre agricole; l'achat et l'installation de maisons préfabriquées dont aucune dimension extérieure de front ou de profondeur ne doit être inférieure à 24 pieds, mesure anglaise, pour servir d'habitation à l'emprunteur ou à sa main-d'oeuvre agricole; l'amélioration, pour fins d'hébergement, d'une ou de plusieurs maisons de l'emprunteur situées sur la ferme dont il est propriétaire ou locataire; et les annexes, additions ou réparations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'un ou l'autre des bâtiments et habitations énumérés au présent paragraphe;

(i) "purchase, erection or improvement of farm buildings" (Ref. subsection 4 of the first paragraph of section 4 of the Act): the erection, enlargement or repair of buildings on the farm of which the borrower is owner or lessee and including: dairy and system for cooling milk; silo; shelter for farm implements; shed; hen-house; piggery; manure pit; sugar-house; barn-stable; farm-house, sanitary equipment or heating system; storehouse for vegetables; storehouse for apples; greenhouse; tobacco dryer; sheep-fold; shed for fur-bearing animals; cold-storage warehouse; apiarist's laboratory; garage; corn dryer; one or more additional housing units for farm help; any other building useful or necessary for the farming enterprise. These expressions also include the purchase of any of the above-mentioned buildings and any other farm buildings situated elsewhere than on the farm of which the borrower is owner or lessee but intended to be transported thereto, their transport to the farm operated by the borrower and their installation for purposes of operating the said farm or for habitation by the borrower of his farm help; the purchase and installation of prefabricated houses whose outside dimensions must not measure less than 24 feet in frontal width or in depth, english measure, to house the borrower or his farm help; the improvement, for lodging purposes, of one or more of the borrower's houses situated on the farm of which he is owner or lessee; and annexes, additions or inside or outside repairs to one or other of the buildings and dwellings mentioned in this subparagraph;

j) «achat de terre additionnelle» (Réf. paragraphe 9° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi): l'achat de terre ou de lopin de terre, avec ou sans bâtisse, et constituant

(j) "purchase of additional land" (Ref. subsection 9 of the first paragraph of section 4 of the Act): the purchase of a farm or of a piece of land, with or without building, and

une addition ou un complément à une exploitation existante;

k) «personne»: un agriculteur, un aspirant-agriculteur, des emprunteurs conjoints, une coopérative d'exploitation agricole, une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole;

l) «conjoint de droit commun»: une personne vivant habituellement avec une autre de sexe différent comme mari et femme sans être mariées ensemble légalement.».

3. L'article 2 desdits règlements est remplacé par le suivant:

«**2. Bail d'un locataire ou d'un preneur de ferme** (Réf. article 5 de la Loi): Le bail d'un locataire de ferme ou le bail emphytéotique d'un preneur de ferme doit être constaté par un acte notarié ou sous seing privé qui doit être enregistré au bureau d'enregistrement de la division où se trouve la ferme qui fait l'objet du bail; le laps de temps à courir doit être au moins égal à la durée du prêt, mais lorsqu'il s'agit d'un bail de locataire de ferme, il est aussi tenu compte, si besoin est, la période de renouvellement qui y est stipulée à l'option du locataire, pour que ce dernier s'engage par écrit à se prévaloir de cette option.

Une copie du bail ou, selon le cas, du bail emphytéotique portant le certificat d'enregistrement doit être produite au prêteur qui la retiendra pour la durée du prêt.».

4. Lesdits règlements sont modifiés par l'addition, après l'article 2, du suivant:

«**2a. Emprunt par un aspirant-agriculteur** (Réf. paragraphe c^1 du premier alinéa de l'article 2 de la Loi): Lorsqu'une personne sollicite un prêt en qualité d'aspirant-agriculteur, elle doit, en outre des autres conditions requises pour obtenir un prêt, fournir au prêteur un engagement écrit, sur la partie de la formule MT-1 prévue à cette fin, de faire de l'agriculture sa principale occupation dans un délai qui ne doit pas excéder 5 ans de:

a) la date du plus ancien de tout emprunt qu'elle a contracté soit à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de l'une ou l'autre de la Loi du crédit agricole (S.R.Q., 1964, c. 108 et am.), de la Loi de l'amélioration des fermes (S.R.Q., 1964, c. 109 et am.) ou de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (1972, c. 38 et am.), soit à titre de particulier dont l'agriculture n'est pas la principale occupation, en vertu de la partie IV de la Loi sur le crédit agricole (S.R.C., 1970, c. F-2 et

constituting an addition or complement to an existing farm;

(k) "person": a farmer, an aspiring farmer, joint borrowers, an agricultural operations cooperative, a corporation for agricultural operations and an agricultural operations partnership;

(l) "common law consort": a person living habitually with another of different sex as husband and wife without their being legally married together.".

3. Section 2 of the said regulations is replaced by the following:

"**2. Lease of a lessee or emphyteutic tenant of a farm** (Ref. section 5 of the Act): The lease of a lessee or emphyteutic tenant of a farm must be evidenced by notarial deed or by private writing which must be registered at the registry office of the division where the farm which is the object of the lease is situated; the unexpired term of the lease must be at least equal to the duration of the loan, but in the case of the lease of a lessee of a farm, there shall also be taken into account, if need be, the optional period of renewal therein allowed to the lessee, provided that he undertakes in writing to avail himself of it.

A copy of the lease or, as the case may be, of the emphyteutic lease bearing a registration certificate must be supplied to the lender who will keep it for the duration of the loan.".

4. The said regulations are amended by adding, after section 2, the following:

"**2a. Loan to an aspiring farmer** (Ref. subparagraph c^1 of the first paragraph of section 2 of the Act): When a person applies for a loan as an aspiring farmer, he must, in addition to meeting the other conditions for obtaining it, provide the lender with a written undertaking, in the proper part of form MT-1, to make farming his principal occupation within a delay which must not exceed five years after:

(a) the date of the earliest of any loans he has contracted either as an aspiring farmer under the Farm Credit Act (R.S.Q., 1964, c. 108 and am.), the Farm Improvement Act (R.S.Q., 1964, c. 109 and am.), or the Act to promote credit to farm producers (1972, c. 38 and am.), or as an individual whose principal occupation is not farming, under part IV of the Farm Credit Act (R.S.C., 1970, c. F-2 and am.) or the date on which a grant is made to him under the Act to promote the development

am.) ou la date à laquelle une subvention a déjà été accordée à cette personne à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (1969, c. 44 et am.), selon la plus éloignée de ces dates; ou

b) la date à laquelle elle contractera un emprunt en vertu de la Loi, dans le cas où elle n'a contracté aucun emprunt ou ne s'est vu accorder aucune subvention à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de l'une ou l'autre des cinq lois précitées.

Cependant, si elle sollicite un tel prêt pour la première fois, elle doit en outre établir que les ressources de la ferme à l'égard de laquelle le prêt est demandé permettent à l'Office de prévoir que, dans le délai prévu au premier alinéa, cette personne pourra faire de l'agriculture sa principale occupation.

Une personne physique qui a cessé d'être aspirant-agriculteur peut reprendre son statut d'aspirant-agriculteur pourvu qu'elle prouve à l'Office qu'elle a cessé d'être aspirant-agriculteur pour raison valable et qu'elle ait remboursé tout emprunt contracté en vertu de l'une ou l'autre des lois citées au paragraphe *a* du premier alinéa. Cette personne est alors considérée, si elle a recommencé à faire de l'agriculture l'une de ses occupations mais non la principale et si elle sollicite un prêt, comme ayant pour la première fois le statut d'aspirant-agriculteur.

L'aspirant-agriculteur à qui un prêt a été consenti doit, au plus tard dans les 30 jours de l'expiration du délai prévu au premier alinéa, produire à son prêteur et à l'Office, par courrier recommandé, une déclaration solennelle énonçant qu'il fait de l'agriculture sa principale occupation et la date à laquelle il a commencé à le faire; cependant, une telle déclaration peut être produite en tout temps avant ce délai, si l'aspirant-agriculteur a commencé à faire de l'agriculture sa principale occupation avant ledit délai.

Lorsqu'un aspirant-agriculteur n'a pas fait de l'agriculture sa principale occupation dans le délai prévu au premier alinéa, il perd le bénéfice du terme qui lui a été accordé pour le remboursement de son emprunt, et le prêteur doit exiger le remboursement intégral et immédiat de tout solde et des intérêts dus sur cet emprunt, à moins que, conformément à l'avis de l'Office, le prêteur n'en décide autrement.».

of agricultural exploitations (1969, c. 44 and am.), according to the earliest of these dates; or

(b) the date on which he contracts a loan under the Act, if he has not yet contracted any loan or has not yet received any grant as an aspiring farmer under one or other of the five above-mentioned acts.

However, if he applies for such a loan for the first time, he must also show that the resources of the farm for which the loan is requested are such as to allow the Bureau to except that the applicant will be able to make farming his principal occupation within the delay stipulated in the first paragraph.

A physical person who has ceased to be an aspiring farmer may recover his status of aspiring farmer provided that he proves to the Bureau that he ceased to be an aspiring farmer for a valid reason and that he has repaid any loan contracted under one or other of the acts mentioned in subparagraph *a* of the first paragraph. If he has again begun to make farming one of his occupations, but not the principal one, and if he then applies for a loan, he shall be considered as having the status of aspiring farmer for the first time.

An aspiring farmer to whom a loan has been granted must, within 30 days of the expiry of the delay stipulated in the first paragraph, send his lender and the Bureau, by registered mail, a solemn declaration stating that he is making farming his principal occupation and the date on which he began to do so; however, such declaration may be submitted at any time before the said delay if the aspiring farmer began to make farming his principal occupation before that delay.

If an aspiring farmer has not made farming his principal occupation within the delay stipulated in the first paragraph, he loses the benefit of the period allowed him to repay his loan, and the lender must demand the immediate and integral repayment of any balance and interest owing on such loan, unless, in accordance with the Bureau's opinion, the lender decides otherwise.".

5. L'article 3 desdits règlements est modifié:

a) par le remplacement des sous-paragraphes *ii* et *iii* du paragraphe *a* par les suivants:

«**ii)** une copie du registre des actionnaires certifiée par le secrétaire de la corporation;

5. Section 3 of the said regulations is amended:

(a) by replacing subparagraphs *ii* and *iii* of paragraph *a* by the following:

"**(ii)** a copy of the register of shareholders certified by the secretary of the corporation;

iii) un certificat de régularité de la corporation récemment émis par le ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières;»;

b) par la suppression du sous-paragraphe *v* du paragraphe *a*;

c) par la suppression du sous-paragraphe *iii* du paragraphe *b*;

d) par le remplacement, à la fin du sous-paragraphe *iv* du paragraphe *b*, du point par un point virgule;

e) par l'addition des paragraphes suivants:

«c) **pour la coopérative d'exploitation agricole:**

i) lorsqu'il s'agit d'une société coopérative agricole, une copie certifiée de l'avis donné par le ministre en vertu de l'article 7 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R., 1964, c. 124) ou, lorsqu'il s'agit d'une association coopérative, une copie certifiée de l'avis d'approbation de telle association prévu à l'article 8 de la Loi des Associations coopératives (S.R., 1964, c. 292); avec, dans chaque cas, une preuve établissant que l'avis concerné a été dûment publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

ii) la liste certifiée par le secrétaire de la société coopérative agricole ou de l'association coopérative, selon le cas, des producteurs actionnaires et du nombre d'actions ordinaires de chacun ou, selon le cas, des membres et du nombre de parts sociales de chacun;

iii) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; ou, dans le cas d'une nouvelle coopérative d'exploitation agricole, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations;

d) **pour les emprunteurs conjoints:**

i) le contrat d'exploitation conjointe existant entre eux et toute convention subséquente, s'il y a lieu;

ii) lorsque tel contrat n'existe pas, une déclaration solennelle signée par tous les emprunteurs reconnaissent le fait de leur exploitation conjointe et devant contenir en outre ce qui suit: la date où cette exploitation a commencé, les intérêts de chacun des emprunteurs dans cette exploitation conjointe et la valeur proportionnelle de tels intérêts, la proportion suivant laquelle sont partagés les revenus et dépenses de l'ensemble des fermes exploitées conjointement ainsi qu'un engagement de continuer l'exploitation conjointe durant un laps de temps qui ne doit pas être inférieur à la durée du prêt.».

(iii) a certificate of compliances of the corporation recently issued by the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;";

(b) by striking out subparagraph *v* of paragraph *a*;

(c) by striking out subparagraph *iii* of paragraph *b*;

(d) by replacing, at the end of subparagraph *iv* of paragraph *b*, the period by a semi-colon;

(e) by adding the following paragraphs:

(c) **in the case of an agricultural operations cooperative:**

(i) in the case of a cooperative agricultural association, a certified copy of the notice given by the Minister under section 7 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S., 1964, c. 124) or, in the case of a cooperative association, a certified copy of the approval notice provided for in section 8 of the Cooperative Association Act (R.S., 1964, c. 292) and, in each case, a proof that the notice in question has been duly published in the *Québec Official Gazette*;

(ii) a list, certified by the secretary of the cooperative agricultural association or of the cooperative association, as the case may be, of the shareholder-producers with the number of ordinary shares held by each or, as the case may be, of the members and of the number of common shares held by each;

(iii) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year; or, in the case of a new agricultural operations cooperative, a *pro forma* balance sheet and an operations estimate;

(d) **in the case of the joint borrowers:**

(i) their joint exploitation contract and any subsequent agreement, if applicable;

(ii) if no such contract exists, a solemn declaration signed by all the borrowers acknowledging the existence of their joint exploitation and including in addition the following: the date on which such exploitation began, each borrower's interest in the joint exploitation and the proportionate value of such interest, the proportions in which the income and expenses of the totality of the jointly exploited farms are shared and an undertaking to continue the joint exploitation during a period which must be no shorter than that of the loan.

6. L'article 5 desdits règlements est modifié:

a) par le remplacement, dans la première ligne, des mots «Article 4, paragraphe 8 de la Loi» par les mots «paragraphe 8° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi»;

b) par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les suivants:

«**b)** Pour l'application du paragraphe 8° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi, seul l'achat de contingents et de quotas de lait industriel, de quotas de lait de consommation, de chair de volailles ou d'oeufs de consommation ou de tout autre quota émis en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (1974, c. 36) peut faire l'objet d'un emprunt.

c) Si un emprunteur vend ou cède autrement un contingent ou un quota pour l'achat duquel il a obtenu un emprunt, il doit immédiatement rembourser au prêteur la portion du solde dû sur cet emprunt correspondant à la partie de l'emprunt qui a été obtenue pour ledit achat.».

7. L'article 6 desdits règlements est abrogé.

8. L'article 7 desdits règlements est remplacé par le suivant:

«**7. Besoin d'un prêt:** Pour apprécier le besoin d'un prêt, le prêteur tient compte de la situation financière globale de l'emprunteur ainsi que de l'usage qu'il entend faire du produit de ce prêt.

Pour permettre au prêteur d'apprécier tel besoin, toute personne qui sollicite un prêt doit dans sa demande de prêt déclarer ses revenus, ses disponibilités et placements et ses autres actifs.

Sous réserve du paragraphe *c* de l'article 11, lorsque le prêteur a un doute dans l'appréciation du besoin d'un prêt, la demande de prêt peut être référée à l'Office aux fins d'obtenir son avis avant de consentir le prêt.».

9. L'article 8 desdits règlements est remplacé par le suivant:

«**8. Garantie des prêts** (Réf. article 5 de la Loi): Les animaux ou les autres biens achetés à même le produit d'un emprunt contracté pour l'une des fins prévues aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi, à l'exception des abeilles et des pièces destinées à la réparation d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole et d'équipement de ferme, doivent faire l'objet d'un nantissement agricole ou de la cession prévue à l'article 88 de la Loi sur les banques (S.R.C., 1970, c. B-1) en faveur du prêteur.

Lorsque l'emprunt est contracté pour l'une des fins prévues aux autres paragraphes du premier alinéa dudit article

6. Section 5 of the said regulations is amended:

(a) by replacing, in the first line, the words "section 4, paragraph 8 of the Act" by the words "subsection 8 of the first paragraph of section 4 of the Act";

(b) by replacing paragraphs *b* and *c* by the following:

"**(b)** For the application of subsection 8 of the first paragraph of Section 4 of the Act, only the purchase of subsidy quotas and quotas for industrial milk or fluid milk, poultry or consumer eggs or any other quota allotted under the Farm Products Marketing Act (1974, c. 36) shall be the object of a loan.

(c) If a borrower sells or otherwise disposes of subsidy quota or a quota which he purchased by means of a loan, he shall immediately reimburse the lender the outstanding balance of the said loan relative to that part of the loan obtained for such purchase.".

7. Section 6 of the said regulations is repealed.

8. Section 7 of the said regulations is replaced by the following:

"**7. Need for a loan:** In judging need for a loan, the lender will take into account the borrower's overall financial situation and also the use he intends to make of the loan.

Every applicant for a loan shall declare in his application his revenue, his investments and available assets and his other assets so that the lender can judge his need for a loan.

Subject to paragraph *c* of section 11, if the lender has any doubts in judging the need for a loan, the application must be referred to the Bureau for its opinion before the loan is granted.".

9. Section 8 of the said regulations is replaced by the following:

"**8. Security for loans** (Ref. section 5 of the Act): The livestock or other articles purchased out of the proceeds of a loan contracted for any of the purposes mentioned in subsections 2 and 3 of the first paragraph of section 4 of the Act, with the exception of bees and parts intended for repairing farm implements, agricultural tools or machinery and farm equipment, must be the object of a pledge of agricultural property or of assignment under section 88 of the Bank Act (R.S.C., 1970, c. B-1) in favour of the lender.

When a loan is contracted for one of the purposes mentioned in the other subsections of the first paragraph

4, pour la réparation d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole et d'équipement de ferme ou pour l'achat d'abeilles et excède le montant de $3,000, l'emprunteur doit, pour la partie excédant $3,000, fournir des garanties mobilières, immobilières ou sous forme de cautionnement d'un tiers. Si ce montant n'excède pas $3,000, il est quand même loisible au prêteur d'exiger des garanties.

Pour déterminer ce montant de $3,000, tout solde d'un emprunt antérieur ou de partie d'un emprunt antérieur contracté pour l'une ou plusieurs des fins visées au deuxième alinéa est réputé inclus dans le nouvel emprunt et doit être pris en considération.

Lorsque l'emprunteur est une corporation, une coopérative ou une société d'exploitation agricole, le prêteur peut exiger un engagement ou cautionnement personnel de tout actionnaire, producteur actionnaire ou membre, selon le cas, ou sociétaire de telle corporation, coopérative ou société.».

10. L'article 9 desdits règlements est abrogé.

11. L'article 10 desdits règlements est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants.

«**Taux d'intérêt:** Le taux annuel d'intérêt payable à un prêteur sur un emprunt contracté à compter du 15 décembre 1975 ne peut excéder, au moment où cet emprunt est contracté et, lorsque les parties en conviennent ainsi, en tout temps de sa durée par la suite, le taux de base majoré de un pour cent (1%) l'an.

Pour les fins du présent article, le «taux de base» signifie: le taux de base, également appelé «taux préférentiel», qui est appliqué par la majorité des banques à charte faisant affaires dans la province de Québec. Lorsque le taux de base de l'une d'elles, en vigueur à son siège social, est différent du taux de base tel que défini au présent alinéa, c'est le taux de base de cette banque qui s'applique pour elle.

Dans les 15 jours suivant tout changement du taux de base tel que défini au deuxième alinéa, l'Office en avise chaque banque, à son siège social ou à sa principale place d'affaires dans la province de Québec, et il en avise aussi chaque Fédération de caisses. Cet avis fait état de la modification du taux de base et de la date d'entrée en vigueur de cette modification.

Dans le cas d'un prêt assorti d'une assurance sur la vie de l'emprunteur, le prêteur peut, nonobstant les dispositions du premier alinéa, exiger un supplément d'intérêt n'excédant pas 1% l'an sur le principal impayé de ce prêt, pourvu que le prêteur paie la prime de telle assurance.».

12. L'article 11 desdits règlements est modifié:

a) par le remplacement des paragraphes *a*, *b* et *c* par les suivants:

aforesaid section 4, for repairing farm implements, agricultural tools or machinery and farm equipment or to buy bees and if it exceeds $3,000, the borrower must, for the part of the loan exceeding $3,000, provide movable or immovable securities or security in the form of a suretyship by a third party. If the loan does not exceed $3,000, the lender is still entitled to require security.

In determining the said amount of $3,000, any outstanding balance of a former loan or of a portion of a former loan contracted for one or more of the purposes contemplated in the second paragraph shall be considered as included in the new loan and shall be taken into account.

If the borrower is a corporation for agricultural operations, an agricultural operations cooperative or an agricultural operations partnership, the lender may require a personal commitment or suretyship from any shareholder, producer-shareholder or member, as the case may be, or partner of such corporation, cooperative or partnership.".

10. Section 9 of the said regulations is repealed.

11. Section 10 of the said regulations is amended by replacing the first paragraph by the following:

"**Rate of interest:** The rate of interest payable to a lender on a loan contracted on or after 15 December 1975 may not exceed, at the time such loan is contracted, nor, if the parties so agree, at any time thereafter during the term of the loan, the prime rate plus 1% per annum.

For the purposes of this section, "prime rate" means the prime rate, also called the "preferred rate", applied by the majority of chartered banks doing business in the Province of Québec. If the prime rate at the head office of one of them differs from the prime rate as defined in this paragraph, the said bank's prime rate is the one which shall apply to that bank.

Within the 15 days following any change in the prime rate as defined in the second paragraph, the Bureau shall notify each bank thereof at its head office or principal place of business in the Province of Québec and it shall also notify each Federation of credit unions. Such notification shall state the change in the prime rate and the date of its coming into effect.

In the case of a loan accompanied by insurance on the borrower's life, the lender may, notwithstanding the provisions of the first paragraph, charge additional interest not exceeding 1% per annum on the unpaid principal of such loan, provided that the lender pays the premium of the said insurance.".

12. Section 11 of the said regulations is amended:

(a) by replacing paragraphs *a*, *b* and *c* by the following:

«**a)** Tout agriculteur ou tout aspirant-agriculteur qui demande un prêt doit présenter une demande de prêt conforme à la formule MT-1; la formule MT-1A doit être utilisée dans le cas d'une corporation, d'une coopérative ou d'une société d'exploitation agricole; la formule MT-1B doit être utilisée dans le cas d'emprunteurs conjoints ou de plusieurs personnes physiques propriétaires par indivis d'une ferme et constituant un agriculteur au sens du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 2 de la Loi.

b) La demande de prêt prévue au paragraphe *a* du présent article doit être soumise au prêteur avant ou dans les 90 jours de l'achat d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole, d'équipement de ferme, de pièces destinées à leur réparation, d'animaux reproducteurs, de bâtiments de ferme, de contingents, de quotas ou de terre additionnelle.

c) Toute demande de prêt doit être examinée et vérifiée par le prêteur et, si le prêt est consenti, ce dernier doit attester qu'au meilleur de sa connaissance les conditions et les fins du prêt sont de nature à justifier la garantie en faveur du prêteur et, le cas échéant, le remboursement de 3% d'intérêt; en particulier il doit s'assurer que, lorsque la personne qui demande un prêt est un agriculteur, ce dernier répond aux exigences de la Loi.

Lorsque, le ou après le 15 décembre 1975, une demande de prêt est présentée pour la première fois par une corporation, une société ou une coopérative d'exploitation agricole, par des emprunteurs conjoints, par un aspirant-agriculteur ou par plusieurs personnes physiques propriétaires par indivis d'une ferme et constituant un agriculteur au sens du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 2 de la Loi, cette demande ainsi que tous les documents qui doivent l'accompagner suivant les dispositions de l'article 3 des règlements, s'il y a lieu, doivent être expédiés par le prêteur à l'Office pour examen et vérification. L'office doit s'assurer si la personne qui demande le prêt y est admissible et doit en informer le prêteur avant que celui-ci ne puisse consentir un prêt, lors de toute demande de prêt subséquente présentée par l'une ou l'autre de ces personnes, le prêteur examine et vérifie cette demande et doit s'assurer que la personne qui l'a présentée répond aux exigences de la Loi.».

13. L'article 12 desdits règlements est modifié par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les suivants:

«**b)** L'emprunteur doit fournir au prêteur des reçus, factures ou chèques encaissés ou autres pièces justificatives attestant le paiement complet des dépenses encourues

"**(a)** Every farmer or aspiring farmer who applies for a loan must submit an application on form MT-1; if the applicant is a corporation, cooperative or partnership for agricultural operations, form MT-1A must be used; in the case of joint borrowers or a number of physical persons who are undivided owners of a farm and constitute a farmer within the meaning of subparagraph *c* of the first paragraph of section 2 of the Act, form MT-1B must be used.

(b) The application for a loan referred to in paragraph *a* of this section shall be submitted to the lender before or within 90 days after the purchase of farm implements, agricultural tools or machinery, farm equipment, parts intended for repairing them, breeding stock, farm buildings, subsidy quotas, quotas or additional land.

(c) Every application for a loan must be scrutinized and checked by the lender and, if the loan is granted, the latter must certify that, so the best of his knowledge, the conditions and purposes of the loan are such as to justify the guarantee in favour of the lender and, as the case may be, the repayment of 3% interest; he must make particularly sure that, if the person who applies for a loan is a farmer, he meets the requirements of the Act.

When, on or after 15 December 1975, an application for a loan is submitted for the first time by a corporation, a partnership or an agricultural operations cooperative, by joint borrowers, by an aspiring farmer or by a number of physical persons who are undivided owners of a farm and who constitute a farmer within the meaning of subparagraph *c* of the first paragraph of section 2 of the Act, such application and all the documents which must accompany it in conformity with the provisions of section 3 of the Regulations, if applicable, must be sent by the lender to the Bureau to be studied and verified. The Bureau must make sure that the person applying for the loan is eligible for one and it must notify the lender of his eligibility before the latter can grant the loan. When any subsequent application for a loan is made by any person referred to in this paragraph, the lender shall study and verify the application and must make sure that the person who submitted it complies with the requirements of the Act.".

13. Section 12 of the said regulations is amended by replacing paragraphs *b* and *c* by the following:

"**(b)** The borrower shall furnish the lender with receipts, invoices or cashed cheques or other vouchers attesting to the complete payment of expenses incurred by the

pour l'achat de biens et la prestation de services reliés aux fins prévues à l'article 4 de la Loi.

c) Si un emprunt a été obtenu pour l'achat d'un contingent ou d'un quota, l'emprunteur doit fournir au prêteur un document émanant de tout organisme habilité à en autoriser le transfert, à l'effet que cet organisme a accepté le transfert en faveur de l'emprunteur de tel contingent ou quota.

Dans le cas où le transfert concerne un quota de lait de consommation et que l'emprunteur a un surplus de lait dont il dispose à titre de lait de transformation, il doit fournir en outre au prêteur un document émanant de l'organisme qui accepte le transfert dudit quota, à l'effet que l'emprunteur détient un contingent ou un quota de mise en marché pour ce surplus.».

14. L'article 13 desdits règlements est remplacé par le suivant:

«**13. Remboursement d'intérêt:** Sous réserve des deuxième, troisième et quatrième alinéas, le montant équivalent à la portion d'intérêt remboursable par le gouvernement en vertu de l'article 3*c* de la Loi est versé par l'Office à tout emprunteur après réception par l'Office de l'état de chaque prêt mentionné au paragraphe *b* de l'article 15 des règlements. Cependant, cette portion d'intérêt n'est remboursable que sur les premiers quinze mille dollars dus en principal par l'emprunteur et pourvu que ce dernier ait acquitté lui-même les versements échus d'intérêt et de principal sur tous les emprunts dus par lui.

La personne qui contracte un emprunt à titre d'aspirant-agriculteur ne bénéficie du droit au remboursement d'intérêt prévu à l'article 3*c* de la Loi qu'à l'égard du solde dû sur cet emprunt à la date de réception par l'Office de la déclaration visée à l'article 2*a* des règlements, pourvu qu'elle ait fait de l'agriculture sa principale occupation dans le délai prévu audit article 2*a* et que l'Office ait obtenu la preuve de ce fait.

Lorsque, le ou après le 15 décembre 1975, un emprunt est contracté par une personne en qualité d'agriculteur ou d'aspirant-agriculteur et qu'au moment où cet emprunt est contracté, ou, en tout temps par la suite, le conjoint légitime non judiciairement séparé de corps de cet emprunteur ou son conjoint de droit commun demeurant avec lui a un revenu annuel global non agricole excédant la somme obtenue en additionnant $7,000 à un montant égal à 10% du montant dudit emprunt ou de son solde, selon le cas, et du solde de tout autre emprunt alors dû par cette personne, celle-ci doit, dès qu'elle contracte cet emprunt en qualité d'agriculteur ou dès qu'elle devient agriculteur ou, selon le cas, chaque fois qu'une pareille situation se présente ou se répète quant au revenu de son conjoint, en aviser sans délai l'Office. Cette personne n'a alors pas le droit au remboursement

borrower for the purchase of property and the furnishing of services connected with the purposes provided for in section 4 of the Act.

(c) If a loan is obtained for the purchase of a subsidy quota or quota, the borrower shall furnish the lender a document issued by an organization empowered to authorize the transfer and stating that the said organization agrees to the assignment to the borrower of such subsidy quota or quota.

If the assignment concerns a consumer milk quota and the borrower has a milk surplus which he makes use of for processed milk, he shall also furnish the lender with a document issued by an organization which agrees to the assignment of the said quota, certifying that the borrower holds a subsidy quota or a marketing quota for the said surplus.".

14. Section 13 of the said regulations is replaced by the following:

"**13. Reimbursement of interest:** Subject to the provisions of the second, third and fourth paragraphs, the amount equal to the portion of interest repayable by the government under section 3*c* of the Act will be paid by the Bureau to each borrower following receipt by the Bureau of the statement of each loan as mentioned in paragraph *b* of section 15 of the Regulations. However, this portion of interest is repayable only on the first fifteen thousand dollars of the principal owned by the Borrower and provided that he is not in arrears with his payments of interest and principal on any loan he is responsible for.

A person who contracts a loan as an aspiring farmer is entitled to the repayment of interest provided for in section 3*c* of the Act on the balance only of such loan still outstanding on the date when the Bureau receives the declaration contemplated in section 2*a* of the Regulations, provided that he has made farming his principal occupation within the delay stipulated in the said section 2*a* and that the Bureau has obtained proof of this fact.

If, on or after 15 December 1975, a loan is contracted by a person as a farmer or aspiring farmer and if, at the time the said loan is contracted or subsequently, the borrower's legitimate consort not judicially separated from bed and board, or the borrower's common law consort living with him, has a total annual non-agricultural income in excess of the sum obtained by adding $7,000 to 10% of the amount of the said loan or balance thereof, as the case may be, and of the balance of any other loan then owed by such person, he must, as soon as he contracts the said loan as a farmer or as soon as he becomes a farmer or, as the case may be, each time such a situation arises or recurs with respect to the consort's income, notify the Bureau thereof without delay. In such circumstances, the said person shall not be entitled to the repayment of interest mentioned in section 3*c* of the

sement d'intérêt prévu à l'article 3*c* de la Loi, à l'égard dudit emprunt ou de son solde, ou cesse d'y avoir droit, selon le cas, à compter du jour où telle situation se présente ou se répète quant au revenu de son conjoint et elle n'a droit audit remboursement d'intérêt qu'à compter de la date de réception par l'Office d'une déclaration solennelle de sa part à l'effet que ladite situation a cessé.

Les dispositions du troisième alinéa s'appliquent *mutatis mutandis* à:

a) la partie de tout emprunt contracté par une corporation, une coopérative ou une société d'exploitation agricole, correspondant au pourcentage des intérêts y détenus par tout exploitant agricole qui en fait partie et dont le conjoint légitime non judiciairement séparé de corps ou le conjoint de droit commun demeurant avec lui a un revenu annuel global non agricole excédant la somme obtenue en additionnant $7,000 à un montant égal à 10% de ladite partie et de celle du solde de tout autre emprunt dû par l'emprunteur, correspondant au pourcentage des intérêts ainsi détenus par cet exploitant agricole;

b) la partie de tout emprunt contracté par des emprunteurs conjoints, correspondant au pourcentage des intérêts détenus dans la ferme rentable qu'ils exploitent par tout agriculteur dont le conjoint légitime non judiciairement séparé de corps ou le conjoint de droit commun demeurant avec lui a un revenu annuel global non agricole excédant la somme obtenue en additionnant $7,000 à un montant égal à 10% de ladite partie et de celle du solde de tout autre emprunt dû par l'emprunteur, correspondant au pourcentage des intérêts ainsi détenus par cet agriculteur;

c) la partie de tout emprunt contracté par des propriétaires indivis considérés comme un agriculteur au sens du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 2 de la Loi, correspondant au pourcentage des droits de propriété détenus dans leur ferme par tout exploitant agricole dont le conjoint légitime non judiciairement séparé de corps ou le conjoint de droit commun demeurant avec lui a un revenu annuel global non agricole excédant la somme obtenue en additionnant $7,000 à un montant égal à 10% de ladite partie et de celle du solde de tout autre emprunt dû par l'emprunteur, correspondant au pourcentage des droits de propriété ainsi détenus par cet exploitant agricole.».

15. Les articles 14 et 15 desdits règlements sont remplacés par les suivants:

"**14. Billet ou reconnaissance de dette:** Pour les fins de l'article 5 de la Loi, le billet doit être conforme à la formule MT-3 ou MT-3A, selon le cas, et la reconnaissance de dette doit être conforme à la formule MT-4 ou MT-4A, selon le cas.

Act on the said loan or balance thereof or shall cease to be entitled to it, as the case may be, starting on the day when such situation with respect to the consort's income arises or recurs and he shall not be entitled to the said repayment of interest until the date on which the Bureau receives a solemn declaration by him that the said situation has ceased.

The provisions of the third paragraph apply *mutatis mutandis* to:

(a) the part of any loan contracted by a corporation for agricultural operations, an agricultural operations cooperative or an agricultural operations partnership, corresponding to the percentage of the interests held therein by any participating farm operator whose legitimate consort not judicially separated from bed and board or whose common law consort living with him has a total annual non-agricultural income in excess of the sum obtained by adding $7,000 to 10% of the said part and of the part of the balance of any other loan owed by the borrower, corresponding to the percentage of the interests so held by such farm operator;

(b) the part of any loan contracted by joint borrowers, corresponding to the percentage held in the economic farm which they operate by any farmer whose legitimate consort not judicially separated from bed and board or whose common law consort living with him has a total annual non-agricultural income in excess of the sum obtained by adding $7,000 to 10% of the said part and of the part of the balance of any other loan owed by the borrower, corresponding to the percentage of the interests so held by such farmer;

(c) the part of any loan contracted by undivided owners considered as a farmer within the meaning of subparagraph *c* the first paragraph of section 2 of the Act, corresponding to the percentage of the ownership rights held in their farm by any farm operator whose legitimate consort not judicially separated from bed and board or whose common law consort living with him has a total annual non-agricultural income in excess of the sum obtained by adding $7,000 to 10% of the said part and of the part of the balance of any other loan owed by the borrower, corresponding to the percentage of the ownership rights so held by such farm operator.".

15. Sections 14 and 15 of the said regulations are replaced by the following:

"**14. Note or acknowledgement of debt:** For the purposes of section 5 of the Act, the note shall be in accordance with form MT-3 or MT-3A, as the case may be, and the acknowledgement of debt shall be in accordance with form MT-4 or MT-4A, as the case may be.

15. Expédition des demandes et des rapports:

1) Le prêteur doit expédier à l'Office un exemplaire de chaque demande de prêt, incluant la demande de remboursement d'intérêt (MT-1, MT-1A ou MT-1B) au plus tard dans le cours du deuxième mois suivant celui où le déboursement final du prêt a été effectué. À défaut de ce faire, le prêteur perd la garantie du gouvernement visée à l'article 17 de la Loi, à l'égard de ce prêt, à moins qu'il ne démontre à l'Office que, pour des raisons sérieuses, il fut dans l'impossibilité de produire ladite demande.

2) L'Office fait parvenir à chaque prêteur, deux fois par année, un état de chaque prêt consenti par ce prêteur indiquant, s'il y a lieu, la portion d'intérêt susceptible d'être remboursée à l'emprunteur.

Cet état doit être vérifié, complété, corrigé s'il y a lieu, daté et signé par le prêteur et réexpédié à l'Office dans les 30 jours suivant sa réception.

3) Lorsqu'un prêt est totalement remboursé, le prêteur doit en informer immédiatement l'Office suivant la formule MT-10.».

16. L'article 20 desdits règlements est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe *d*, des mots «transportée au gouvernement, sans garantie; et le prêteur devra» par les mots «remise au gouvernement. Le prêteur doit alors».

17. Lesdits règlements sont modifiés par l'addition, après l'article 20, du suivant:

«**21. Conditions accessoires d'un prêt:**

1) L'emprunteur doit, sauf lorsque le montant du prêt consenti pour les fins prévues aux paragraphes 1° et 4° à 9° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi, pour l'achat d'abeilles ou pour la réparation d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole et d'équipement de ferme est de $3,000 ou moins calculé suivant les dispositions de l'article 8 des règlements, assurer et maintenir assurés contre l'incendie, le vent et la foudre, au bénéfice du prêteur, pendant la durée du prêt, les biens mobiliers constituant les garanties mobilières visées audit article 8 et les bâtisses constituant les garanties immobilières visées au même article. Sous réserve d'une déduction de $3,000 à l'égard du prêt ou de l'ensemble des prêts obtenus par un emprunteur pour les fins prévues aux susdits paragraphes du premier alinéa de l'article 4 de la Loi, pour l'achat d'abeilles ou pour la réparation d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole et d'équipement de ferme, les biens mobiliers doivent être assurés pour un montant égal au solde dû sur ce ou ces prêts ou à la pleine valeur assurable desdits biens, et les bâtisses pour un montant déterminé par le prêteur eu égard à la valeur de la garantie

15. Forwarding of applications and reports:

(1) The lender must forward to the Bureau a copy of each loan application form, including an application for repayment of interest (MT-1, MT-1A or MT-1B), at the latest during the second month following that in which final disbursement of the loan was made. If the lender fails to do this, he loses the Government guarantee as referred to in section 17 of the Act, with respect to this loan, unless he proves to the Bureau that, for serious reasons, he was unable to produce such application.

(2) The Bureau sends to each lender twice a year a statement of each loan granted by such lender showing, if applicable, the portion of interest that may be repaid to the borrower.

This statement shall be verified, completed, corrected if necessary, dated and signed by the lender and returned to the Bureau within 30 days of its reception.

(3) When a loan has been repaid in full, the lender shall immediately inform the Bureau thereof on form MT-10.".

16. Section 20 of the said regulations is amended by replacing, in the fifth and sixth lines of paragraph *d*, the words "transferred to the Government, without warranty; and the lender shall" by the words "delivered to the Government. The lender must then".

17. The said regulations are amended by adding, after section 20, the following:

"**21. Accessory conditions of a loan:**

(1) Unless the amount of the loan granted for the purposes referred to in subsection 1 and 4 to 9 of the first paragraph of section 4 of the Act, for the purchase of bees or for repairing farm implements, agricultural tools or machinery and farm equipment is $3,000 or less, calculated in conformity with the provisions of section 8 of the Regulations, the borrower must insure and keep insured against fire, wind and lightning, to the benefit of the lender, for the duration of the loan, the movables constituting the movable security referred to in the said section 8 and the buildings constituting the immovable security referred to in the same section. Subject to a deduction of $3,000 as regards the loan or totality of loans obtained by a borrower for the purposes referred to in the above-mentioned subsections of the first paragraph of section 4 of the Act, for the purchase of bees or for repairing farm implements, agricultural tools or machinery and farm equipment, the movables must be insured for an amount equal to the balance owing on this or these loans or for the full insurable value of the said property, and the buildings must be insured for an amount determined by the lender taking into consider-

immobilière constituée par le fonds de terre sur lequel elles sont situées, et les pertes doivent être stipulées payables au prêteur en cas de sinistre, selon le rang que le prêteur accepte pour la protection suffisante de ses garanties.

2) Lorsque les garanties visées à l'article 8 sont données sous forme de nantissement et sont constituées de biens mobiliers se trouvant sur un immeuble loué par la personne qui les nantit, l'emprunteur doit, avant le déboursement du prêt, en notifier le locateur et fournir au prêteur une preuve écrite de telle notification.».

18. **Formules:**

1) Les formules MT-2, MT-5, MT-6, MT-9 et MT-9A, constituant des annexes auxdits règlements, sont abrogées.

2) Les formules MT-1, MT-1A, MT-3 et MT-4, constituant des annexes auxdits règlements, sont remplacées respectivement par les formules MT-1, MT-1A, MT-3 et MT-4 portées en annexe au présent règlement.

3) Les formules MT-1B, MT-3A et MT-4A, portées en annexe au présent règlement, sont ajoutées aux formules constituant des annexes auxdits règlements.

19. Le présent règlement sera publié dans la *Gazette officielle du Québec* et il entrera en vigueur le 15 décembre 1975, après cette publication.

935-o

ation the value of the immovable security represented by the land on which they are situated, and compensation for loss must be stipulated payable to the lender in case of disaster, according to the ranking which the lender agrees to for adequate protection of his security.

(2) If the security referred to in section 8 is in the form of a pledge and are constituted by movable property which are on an immovable leased by the person who pledges them, the borrower must, before the loan is disbursed, notify the lessor concerning such pledge and give the lender a written proof of such notification.''.

18. **Forms:**

(1) Forms MT-2, MT-5, MT-6, MT-9 and MT-9A in the appendix to the said regulations are repealed.

(2) Forms MT-1, MT-1A, MT-3 and MT-4 in the appendix to the said regulations are replaced respectively by forms MT-1, MT-1A, MT-3 and MT-4 which appear as appendices to the regulations.

(3) Forms MT-1B, MT-3A and MT-4A are added to the forms constituting appendices to the said regulations.

19. These regulations shall be published in the *Québec Official Gazette* and shall come into force on 15 December 1975, following that publication.

935-o

A remplir en duplicata

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DEMANDE DE PRÊT

en vertu de la

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES

(Cette formule doit être remplie et signée par l'agriculteur ou par l'aspirant-agriculteur)

MT-1

N° compte.....

Espace réservé à l'Office du crédit agricole du Québec N° de dossier: Demande N°

PRÊTEUR: Réservé NUMÉRO:

(Nom)

(Adresse)

(Comté) (Code postal)

(Téléphone) (N° transit)

(1) EMPRUNTEUR: Date de naissance jr. ms. an.

(N° assurance sociale) (N° producteur agricole)

(Nom)

(Prénom)

(Adresse postale: R.R., rang, paroisse)

(Comté et code postal) (N° de téléphone)

Si l'emprunteur a déjà un dossier au Service de l'amélioration des fermes, indiquer son numéro: .....

L'emprunteur est: (répondre à A et B) (Cocher)

A - Un agriculteur ☐

- Un aspirant-agriculteur ☐

B - Propriétaire ☐

- Locataire ou preneur par bail emphytéotique ☐
- Détenteur (billet de location de terres de la Couronne) ☐
- Occupant (Loi sur les terres destinées aux anciens combattants) ☐

Réservé ☐

(2) Prêt demandé:

Montant $ ..... remboursable en .....

versements mensuels (1), trimestriels (2),

semi-annuels (3) ou annuels (4),

égaux et consécutifs de $ .....

dont le premier deviendra échu le

..... 19....

Réservé jr ms an formant une période de

..... ans et ..... mois Réservé (mois);

avec en plus l'intérêt au taux fluctuant ☐ ou fixe ☐ à .....% l'an et payable en même temps que les versements de principal,

plus (s'il y a lieu) .....% pour l'assurance dont la prime est payée par le prêteur.

Réservé Garantie Réservé Intérêt

Réservé

DESCRIPTION DE L'EXPLOITATION

Exploitation OCA Coût Revenus

Code Sup. tot. Sup. cult. Bail (an)

(3) FINS DU PRET: (article 4 de la Loi et paragraphes f à j de l'article 1 des règlements):

Note Indiquer le coût pour chaque fin ou une estimation du coût des travaux et

- Pour l'achat d'animaux nombre, espèce. bovins laitiers ou de boucherie;
- Pour achat d'instruments ou de machines agricoles désignation nombre et marque;
- Pour amélioration au sol ou aux bâtiments description et détails.
- Pour achat de contingents et de quotas indiquer la quantité et la nature.

Fins (préciser)	Coût ou estimation pour chaque fin	Montant du prêt pour chaque fin	Réservé
	$	$	
Total	$	$	

To be completed ...

GOVERNMENT OF QUÉBEC

APPLICATION FOR LOAN
under the
FARM IMPROVEMENT ACT

(This form is to be completed and signed by a farmer or an aspiring farmer)

MT-1

Account number:

This space reserved for the Québec Farm Credit Bureau — File number: | Application number

LENDER NUMBER

(Name)

(Address)

(County) (Postal code)

(Telephone) (Transit No)

BORROWER — Date of birth (Day, Mth, Yr)

(Soc. Ins. No.) (Agr. Producer's No.)

(Name)

(Given names)

(Postal address R.R., Range, Parish)

(County and Postal Code) (Telephone)

If borrower already has a file at Farm Improvement Service, give number:

The borrower is: (Answer A and B) (Check)

A - a farmer ☐
- an aspiring farmer ☐

B - owner ☐
- lessee or emphyteutic tenant ☐
holder (of Crown lands under location ticket) ☐
occupant (Veterans' Land Act) ☐

Reserved ☐

Loan requested:

Amount $ ..... repayable in .....

equal and consecutive, monthly (1), quarterly (2), semi-annual (3), or annual (4),

instalments of $ .....

the first of which will fall due on

..... 19 .....

Reserved — Day, Mth, Yr — making a repayment period of ..... years and ..... months — Reserved (months);

plus interest at a rate which varies ☐ or is fixed at ☐ .....% per annum, payable at the same time as the instalments in repayment of the principal,

and (if applicable) .....% for the insurance the premium of which is paid by the lender.

Reserved — Security

Reserved — Interest

Reserved

CODIFICATION OF EXPLOITATION

Exploitation | FCB | Cost | Revenue

Code | Total area | [illegible] | Lease (Yr.)

(3) PURPOSES OF THE LOAN (section 4 of the Act and subparagraphs f to j of section 1 of the regulations):

Note: Mention the proposed expenditure for each purpose or an estimate of the cost of the improvements and,

- in the case of livestock purchases, state the number and kind, whether dairy or beef;
- in the case of farm implements or machinery, give description, number and make;
- in the case of improvements to land or buildings, give description and details;
- in the case of purchase of subsidy quotas or quotas, state kind of quota and quantity;

Purposes (specify)	Cost or estimate for each purpose	Amount of loan for each purpose	Reserved
.....	$.....	$.....	
.....	.....	.....	
.....	.....	.....	
.....	.....	.....	
.....	.....	.....	
.....	.....	.....	
.....	.....	.....	
Total	$.....	$.....	

(4) Document constatant chaque prêt (article 5 de la Loi):

- Billet ☐
- Reconnaissance de dette ☐
- Acte de prêt ☐

(5) Genre de garantie (article 8 des règlements):

- Cession ☐
- Nantissement ☐
- Autre garantie mobilière ☐
- Hypothèque ☐
- Cautionnement d'un tiers ☐

(6) **DÉTAILS QUANT AUX GARANTIES:** (Indiquer la nature et une description sommaire des garanties et leur valeur)

.....
.....
.....
.....

(7) **DÉTAILS QUANT À LA FERME EXPLOITÉE:** ferme située dans le comté de .....

A) Propriétaire et désignation:

Nom du ou des propriétaires	Numéro des lots	Rang	Municipalité ou canton	Superficie (acres / arp.)	
				Totale	En culture

B) **RÉPARTITION DE LA SUPERFICIE EN CULTURE:**

Nature de la culture	Acres ou arpents	Nature de la culture	Acres ou arpents	Nature de la culture	Acres ou arpents
Foin	.....	Betteraves à sucre	.....	Verger	.....
Grain	.....	Maïs à grain	.....	Pâturage cultivé	.....
Ensilage	.....	Autres légumes	.....	Autres	.....
Patates	.....	Petits fruits	.....	.....	.....

C) Si la ferme est hypothéquée en faveur de l'Office du crédit agricole du Québec, N° du prêt: .....

D) Assurance contre l'incendie, le vent et la foudre: sur bâtisse: $ .....; sur machinerie: $ .....
sur animaux: $ .....; sur récoltes: $ .....

E) Assurance-récoltes: oui ☐ non ☐

(8) A) RELEVE DES PRETS PAF EN COURS: (Inclure aussi les demandes de prêts en cours, tout prêt dont l'emprunteur a assumé le paiement, tout prêt dû par lui à titre individuel (agriculteur ou aspirant-agriculteur) et tout prêt obtenu à titre de participant d'un groupe (emprunteurs conjoints). Dans ce dernier cas, il ne faut indiquer que la part relative du participant dans ce groupe.)

Nom du prêteur	Date du déboursement	Prêt consenti	Montant dû actuellement
		$	$
			$ .....

B) Si une demande de prêt (PAF) déjà faite par l'emprunteur lui a été refusée, indiquer par qui et si possible les raisons d'un tel refus: .....
.....

(4) DOCUMENT IN EVIDENCE OF EACH LOAN (section 5 of the Act):

- Note ☐
- Acknowledgement of debt ☐
- Deed of loan ☐

(5) KIND OF SECURITY (section 8 of Regulations)

- Assignment ☐
- Pledge ☐
- Other movable security ☐
- Mortgage ☐
- Surety by third party ☐

(6) **DETAILS OF SECURITIES**: (State the nature and value of the securities and briefly describe them)

(7) **DETAILS OF THE OPERATED FARM**, which is situated in the County of .....

A) Owner and description:

Name(s) of owner(s)	Lot numbers	Range	Municipality or township	Area (acres or arpents)	
				Total	Cultivated

B) Use made of land under cultivation:

Crop	Acres or arpents	Crop	Acres or arpents	Crop	Acres or arpents
Hay		Sugar beets		Orchard	
Grain		Grain corn		Improved pasture	
Silage		Other vegetables		Others	
Potatoes		Small fruits			

C) If the farm is mortgaged to the Québec Farm Credit Bureau, state loan number: .....

D) Amount of fire, wind and lightning insurance: on buildings: $ ..... ; on machinery: $ ....., on livestock: $ ..... ; on crops: $ .....

E) Crop insurance: Yes ☐ No ☐.

(8) A) LIST OF CURRENT FARM IMPROVEMENT ACT LOANS: (Including loan applications under consideration, any loan of which the borrower has assumed the payment, any loan owed by this latter as an individual (farmer or aspiring farmer) and any loan he has obtained as member of a group (joint borrowers). In this last case, mention only the borrower's share of such group's liability.)

Name of lender	Date loan disbursed	Loan granted	Unrepaid balance
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
			$.....

B) If the borrower has ever been refused an application for a loan under the Farm Improvement Act, state by whom and, if possible, why: .....

(9) **INVENTAIRE** (animaux, machinerie et instruments servant à l'exploitation de la ferme décrite à la section 7 (A)):

A) Animaux:

Espèce	Nombre	Valeur actuelle
Vaches	.....	$.....
Autres bovins	.....	.....
Porcs	.....	.....
Moutons et chèvres	.....	.....
Volailles	.....	.....
Autres animaux (préciser)		
.....	.....	.....
	Total:	$.....

B) Machinerie et instruments:

Description	Valeur actuelle
Tracteur	$.....
Fourragère	.....
Presse à foin	.....
Moissonneuse-batteuse	.....
Outillage de sucrerie	.....
Écureur	.....
Bassins refroidisseur à lait	.....
Machinerie et outillage forestiers	.....
Camion	.....
Automobile	.....
Autres instruments (préciser):	
.....	
.....	
.....	.....
Total:	$.....

Total (A + B): $ .....

(10) **DETTES DE L'EMPRUNTEUR:**

A) Hypothèques, rentes ou privilèges, taxes et autres charges grevant les immeubles appartenant à l'emprunteur:

Nom du créancier	Montant
.....	$.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
Total:	$.....

B) Autres dettes que celles affectant les immeubles:

Catégorie de dettes	Montant
Banques et Caisses (sur animaux)	$.....
Banques et Caisses (sur machinerie et instruments)	.....
Banques et Caisses (sur recoltes)	.....
Autres dettes sur animaux	.....
Autres dettes sur machinerie et instruments	.....
Autres dettes sur récoltes	.....
Banques et Caisses (prêts personnels)	.....
Compagnies de finance (prêts personnels)	.....
Pour moulées et fourrages	.....
Pour semences et engrais	.....
Pour impôts	.....
Diverses	.....
Total:	$.....

Total (A + B): $ .....

(11) Avoir net de l'emprunteur:

DISPONIBILITES ET PLACEMENTS:

ARGENT EN CAISSE ET EN BANQUE	$.....
COMPTES À RECEVOIR	$.....
ACTIONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES	$.....
PRÊTS HYPOTHÉCAIRES	$.....
AUTRES PRÊTS OU CRÉANCES	$.....
SOUS-TOTAL:	$.....

AUTRES ACTIFS:

FERME DÉCRITE À LA SECTION 7(A) INCLUANT LES BÂTISSES, MAIS EXCEPTÉ LES IMMEUBLES LOUÉS	$.....
ANIMAUX DÉCRITS À LA SECTION 9(A)	$.....
MACHINERIE ET INSTRUMENTS DÉCRITS À LA SECTION 9(B)	$.....
RÉCOLTES À VENDRE	$.....
AUTRES BIENS, Y COMPRIS TOUS AUTRES IMMEUBLES NON DÉCRITS À LA SECTION 7(A) (SPÉCIFIER):	
.....	
.....	$.....
AVOIR TOTAL:	$.....
MOINS DETTES TOTALES ÉNUMÉRÉES À LA SECTION 10	$.....
AVOIR NET:	$.....

(12) Recettes brutes pour l'année 19.....

REVENUS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE:

Vente de grain ou de foin	$.....
Vente d'animaux de ferme	$.....
Vente de produits laitiers	$.....
Vente de produits avicoles	$.....
Vente de légumes et de fruits	$.....
Produits de la ferme consommés à la maison par l'emprunteur et sa famille	$.....
Autres revenus agricoles (spécifier):	
.....	
.....	$.....
Sous-total:	$.....
REVENUS D'AUTRES SOURCES: loyers, intérêts, dividendes, travail extérieur, etc. (spécifier):	$.....
.....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
TOTAL:	$.....

(9) **INVENTORY:** (Livestock, machinery and implements used to operate the farm described in section 7(A) of this form):

A) Livestock:

Kind	Number	Present value
Cows	.....	$.....
Other cattle	.....	.....
Pigs	.....	.....
Sheep and goats	.....	.....
Poultry	.....	.....
Other animals (specify)		
.....	.....	.....
	Total:	$.....

B) Machinery and implements:

Description	Present value
Tractor	$.....
Forage harvester	.....
Hay baler	.....
Combine	.....
Sugaring equipment	.....
Barn cleaner	.....
Milk cooler or bulk tank	.....
Forestry machinery or tools	.....
Truck	.....
Automobile	.....
Other implements (specify):	
.....	
.....	
.....	.....
Total:	$.....

Total (A + B) : $ .....

(10) **BORROWER'S INDEBTEDNESS:**

A) Mortgages, annuities or liens, taxes and other charges encumbering the borrower's immovables:

Name of creditor	Amount
.....	$.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
Total:	$.....

B) Other indebtedness than that on immovables:

Classes of debts	Amount
Banks and credit unions (on livestock)	$.....
Banks and credit unions (on machinery and implements	.....
Banks and credit unions (on crops)	.....
Other debts on livestock	.....
Other debts on machinery and implements	.....
Other debts on crops	.....
Banks and credit unions (personal loans)	.....
Finance companies (personal loans)	.....
For mash and fodder	.....
For seed and fertilizer	.....
For taxes	.....
Sundry	.....
Total:	$.....

Total (A + B) : $ .....

(11) Borrower's net worth:

AVAILABLE FUNDS AND INVESTMENTS:

Money on hand or in bank	$.....
Accounts receivable	$.....
Shares, bonds and other securities	$.....
Mortgage loans	$.....
Other loans or claims	$.....
Sub-total:	$.....

OTHER ASSETS:

Farm described in section 7(A) including buildings but not rented property	$.....
Livestock described in section 9(A)	$.....
Machinery and implements described in section 9(B)	$.....
Crops for sale	$.....
Other property including any other immovables not mentioned in section 7(A) (specify):	
.....	
.....	$.....
Total assets:	$.....
Less total debts listed in section 10	$.....
Net worth:	$.....

(12) **Gross revenue for 19.....**

REVENUE FROM THE FARMING OPERATIONS:

Sale of grain and hay	$.....
Sale of livestock	$.....
Sale of dairy products	$.....
Sale of poultry products	$.....
Sale of fruit and vegetables	$.....
Farm produce consumed on farm by borrower and his family	$.....
Other income from farming (specify):	$.....
.....	$.....
Sub-total:	$.....
REVENUE FROM OTHER SOURCES: rentals, interests, dividends, off-farm work, etc. (specify):	$.....
.....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
TOTAL:	$.....

(13) L'emprunteur estime pour l'année en cours ses revenus bruts à $ ..... et ses dépenses totales à $ ..... laissant un revenu net estimatif de $ .....

(14) L'emprunteur est marié(e) ☐ célibataire ☐ veuf(ve) ☐ séparé(e) ☐ divorcé(e) ☐ et a à sa charge ..... personnes dont ..... sont des enfants ce moins de 16 ans et ..... sont des garçon de plus de 16 ans demeurant à la maison.

L'emprunteur est marié(e) avec ....., sous le régime de la communauté ☐ de la séparation de biens ☐ ou de la société d'acquets ☐ .

(15) L'emprunteur tient feu et lieu sur la ferme exploitée depuis le ..... 19 ....; s'il habite ailleurs, indiquer la distance entre la résidence et la ferme .....

(16) L'emprunteur cultive la ferme lui-même à titre de propriétaire ☐ de locataire ☐ ou de preneur ☐ depuis le ..... 19 ....; auparavant il a cultivé une terre située à ..... (Paroisse) ..... (Comté) ..... pendant ..... ans.

(17) A) Si l'emprunteur, en plus d'exploiter la ferme décrite à la section 7 (A), a une occupation régulière ☐ occasionnelle ☐ à plein temps ☐ à temps partiel ☐ :

Donner le nom de l'employeur: .....

La nature et le genre d'occupation: .....

Indiquer le nombre d'heures par jour: ....., de jours par semaine: ....., de semaines par année: ..... qu'il y consacre, ainsi que le salaire brut hebdomadaire ☐ mensuel ☐ ou annuel ☐ qu'il en perçoit: $.....

B) Revenus annuels bruts non agricoles du conjoint légitime non judiciairement séparé de corps de l'emprunteur ou de son conjoint de droit commun demeurant avec lui: $ .....

(18) Si à la section 1 l'emprunteur déclare qu'il est locataire ou preneur par bail emphytéotique, fournir les renseignements suivants:

A) Relativement au bail:

Numéro du ou des lot(s) y décrit(s)	Date du bail	Numéro d'enregistrement	Durée totale du bail	Date de son expiration	Nombre de mois à courir avant son expiration
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

B) Le nom et l'adresse du propriétaire de la ferme louée ou du bailleur de la ferme faisant l'objet d'un bail emphytéotique: .....

C) Montant du loyer annuel ou, selon le cas, de la rente emphytéotique: $ .....

D) Dans le cas d'un locataire, indiquer les possibilités de renouvellement de son bail: .....

(19) A) Mentionner la production agricole principale de l'emprunteur (l'industrie laitière, l'élevage de bovins de boucherie, de porcs, de moutons, l'aviculture, le maïs-grain, les céréales, les fourrages, la pomiculture, les cultures maraîchères, etc.): .....

B) Si le produit du prêt demandé doit servir en tout ou en partie à payer des achats ou des dépenses reliés à une production assujettie à un quota de mise en marché, l'emprunteur a-t-il fourni au prêteur la preuve qu'il détient le ou les quotas appropriés? oui ☐ non ☐.

Dans l'affirmative, en indiquer la nature et le volume: Lait: ....., chair de volailles: ....., oeufs de consommation: ..... ou autres: .....

C) Dans le cas de transformation d'exploitation, l'emprunteur a-t-il fourni la formule MT-112? ..... (La production de cette formule est obligatoire).

(20) Si l'emprunteur a déjà été dépossédé de justice, s'il s'est déjà prévalu de la Loi du dépôt volontaire, a fait faillite ou cession de ses biens, fait présentement l'objet d'un jugement ou de procédures judiciaires ou si l'Office du crédit agricole du Québec a déjà remboursé à l'acquit de l'emprunteur un prêt garanti par le gouvernement, donner des détails: .....

(21) Si le prêt demandé a pour objet de payer des dépenses ou des achats déjà effectués, donner la date des factures: .....

(13) For the current year, the borrower estimates his total gross revenue at $ ..... and his total expenses at $ ..... leaving an estimated net revenue of $ .....

(14) The borrower is married ☐ single ☐ a widower or widow ☐ separated ☐ divorced ☐ and has..... dependants of whom ..... are children under 16 and ..... are boys over 16 living at home.

The borrower is married to ..... and they are common as to property ☐ separate as to property ☐ joint owners of acquests ☐.

(15) The borrower has dwelt on the operated farm since ..... 19 .....; if he lives elsewhere, state the distance between his residence and the farm .....

(16) The borrower himself has operated the farm as owner ☐, lessee ☐, or emphyteutic tenant ☐ since ..... 19 .....; before that, he operated a farm at ..... (Parish) ..... for ..... years. (County)

(17) A) If, besides operating the farm described in 7 (A) the borrower has regular ☐ occasional ☐ full-time ☐ part-time ☐ employment:
State the employer's name: .....
The line and type of work: .....
Number of hours per day: ....., days per week: ....., weeks per year: ..... that he spends at it, and the gross weekly ☐, monthly ☐, or yearly ☐ salary he earns thereby: $.....

B) Gross annual non-agricultural income of borrower's legitimate and not judicially separated consort or common law consort: $. . . . . .

(18) If, in section 1, the borrower has declared himself a lessee or emphyteutic tenant, give the following information:

A) Concerning the lease:

Lot number(s) to which it refers	Date of lease	Registration number	Total duration of lease	Date of expiry	Number of months to run before expiry

B) Name and address of the owner of the rented farm or of the lessee of the farm which is the object of an emphyteutic lease: .....

C) Amount of annual rent or emphyteutic rent: $ .....

D) In the case of a lessee, indicate likelihood of his lease being renewed: .....

(19) A) State borrower's principal agricultural production (dairying, raising beef cattle, hogs, sheep or poultry, growing cereals, grain-corn, forage or apples, market gardening, etc.): .....

B) If the loan is to be used wholly or partly to pay for purchases or expenses connected with a production under a marketing quota, has the borrower given the lender proof that he holds the appropriate quotas? Yes ☐ No ☐.
If he has, state the product and quantity: milk: ....., poultry: ....., consumer eggs: ....., others: .....

C) If the enterprise is to be converted to another type of farming, has the borrower produced form MT-117..... (Note: this form **must** be produced).

(20) If the borrower has ever been legally dispossessed or has availed himself of the legislation governing volontary deposits or been adjudged bankrupt or made an assignment or has a judgment or legal proceedings pending against him or if the Quebec Farm Credit Bureau has repaid, on his behalf, a loan guaranteed by the government, give details: .....

(21) If the purpose of the loan is to defray expenses already incurred or pay for purchases already made, give the date of each bill: .....

(22) DECLARATION ET ENGAGEMENT DE L'EMPRUNTEUR:

Je demande par les présentes un prêt en vertu de la Loi de l'amélioration des fermes (S.R.Q., 1964, ch. 109 et am.) et je déclare que je n'ai pas de dettes autres que celles indiquées dans ma présente demande de prêt et que les animaux, les instruments aratoires, l'outillage ou la machinerie agricole, l'équipement de ferme ou les autres biens donnés en garantie ou qui seront donnés en garantie au prêteur sont libres de tout privilège, cession, hypothèque ou nantissement antérieur, sauf les suivants (s'il n'en existe pas, indiquer "aucun"): .....

.....

.....

Je déclare en outre que les animaux ou les autres biens achetés ou à être achetés avec le produit du prêt seront utilisés sur la ferme que j'exploite ou que les améliorations ou les réparations décrites dans la présente demande de prêt y ont été ou y seront effectuées.

Si le prêt sollicité m'est consenti:

A) Je m'engage à employer le produit du prêt exclusivement aux fins indiquées dans la présente demande;

B) Je m'engage à remettre au prêteur tous reçus, factures, chèques encaissés ou autres pièces justificatives attestant le paiement complet des dépenses encourues pour l'achat de biens décrits à la section (3) et, selon le cas, pour l'exécution des travaux décrits à ladite section ainsi que pour la prestation de services reliés aux fins indiquées dans la présente demande; et dans le cas d'achat de contingents ou de quotas, je m'engage également à fournir la preuve que j'ai obtenu des organismes dûment autorisés le transfert desdits contingents ou quotas;

C) Je m'engage, au cas où l'un ou plusieurs des lots décrits à la section 18(A) feraient l'objet d'un bail dans lequel est prévue une période de renouvellement du bail à l'option du locataire, à me prévaloir de cette option si, à l'expiration du délai initial de ce bail, le présent prêt n'était pas remboursé;

D) Je m'engage à prendre, maintenir, renouveler, s'il y a lieu, et transporter au bénéfice du prêteur, conformément à l'article 21 des règlements, les assurances requises sur les biens faisant l'objet d'une cession, d'une hypothèque ou d'un nantissement consenti ou qui sera consenti au prêteur, le cas échéant, à la garantie du présent prêt, sans quoi le prêteur pourra faire assurer ces biens, à sa satisfaction et à mes frais;

E) Je m'engage à fournir au prêteur les garanties prévues aux présentes qui n'auraient pu être données au moment du prêt et, à cette fin, je nomme par les présentes comme mon mandataire la personne qui fait actuellement fonction de gérant ou de directeur de la succursale susmentionnée de la Banque ou de la Caisse pour donner à la Banque ou à la Caisse, selon le cas, en mon nom telles garanties et pour signer ou endosser et remettre tous actes ou documents s'y rattachant;

F) Je conviens que la créance du prêteur résultant de ce prêt soit et demeure indivisible pour toute la durée du prêt et qu'elle puisse être réclamée en totalité de chacun de mes héritiers ou de mes ayants droit, conformément à l'article 1123 du code civil;

G) Je m'engage à ne pas grever, aliéner ou diminuer de quelque façon, sans l'assentiment du prêteur, les animaux, les instruments aratoires, l'outillage ou la machinerie agricole et l'équipement de ferme achetés avec le produit du prêt ou donnés en garantie du prêt tant que je serai endetté envers le prêteur en vertu du présent prêt;

H) J'autorise le prêteur, si une garantie par cession en vertu de l'article 88 de la Loi sur les Banques, par hypothèque ou par nantissement est exigée, à faire les recherches requises, l'inscription ou l'enregistrement approprié et à vérifier à sa satisfaction la valeur des titres et l'état hypothécaire de la garantie immobilière ainsi que les charges grevant la garantie mobilière et je m'engage à lui en rembourser les frais;

(22) DECLARATION AND UNDERTAKING BY THE BORROWER:

I hereby request a loan under the Farm Improvement Act (R.S.Q., 1964, ch. 109 and am.) and declare that I have no other debts than those mentioned in this application and that the livestock, farm implements, agricultural tools or machinery, farm equipment or other property pledged or to be pledged as security to the lender are not encumbered by any previous lien, assignment, hypothec or pledge, except for the following (if there are none, write "none"): .....

.....

.....

I also declare that the livestock or other property purchased or to be purchased with the proceeds of the loan will be used on the farm which I operate and that the improvements or repairs described in this loan application have been or will be made on the said farm.

If the loan is granted:

A) I undertake to use the proceeds of the loan solely for the purposes stated in this application;

B) I undertake to deliver to the lender all receipts, invoices, cashed cheques or other vouchers attesting to the payment in full of the expenses incurred to buy the property described in section 3 and, as the case may be, carry out the works described in the said section and to pay for the services performed in connection with the purposes stated in this application; and, in the case of purchase of subsidy quotas or quotas, I undertake to produce proof that I obtained their transfer from duly authorized bodies;

C) If one or more of the lots described in section 18(A) is the object of a lease which provides for a period of renewal at the option of the lessee, I undertake to avail myself of such option if, at the expiry of the initial period of the lease, this loan has not been repaid;

D) I undertake to take out, maintain, renew if necessary, and make over to the lender as beneficiary, in conformity with section 21 of the regulations, the insurance required on the property which is the object of an assignment, mortgage or pledge granted or to be granted to the lender as security for this loan, should it so happen, failing which the lender may have the said property insured to his satisfaction and at my expense;

E) I undertake to furnish the lender the securities prescribed herein which could not be given when the loan was granted and, for such purpose, I hereby appoint as my authorized representative the person presently acting as manager or director of the above-mentioned branch of the bank or credit union to give such guarantees to the bank or credit union, as the case may be, in my name and to sign or endorse and hand over all deeds or documents attached thereto;

F) I agree that the lender's claim resulting from this loan is and remains indivisible for the entire duration of the loan and that it may be demanded in full from any one of my heirs or assigns in conformity with section 1123 of the Civil Code;

G) I undertake not to encumber, alienate or diminish in any way, without the lender's consent, and as long as I am indebted to him for the present loan, the livestock, farm implements, agricultural tools or machinery and farm equipment purchased with the proceeds of the loan or pledged as security for it;

H) If security is required in the form of assignment under section 88 of the Bank Act or by hypothec or pledge, I authorize the lender to have the necessary searches and appropriate entry or registration made and to ascertain to his satisfaction the validity of the titles and the hypothecary statement of the immovable security and the encumbrances on it and I agree to reimburse him for the costs thereby incurred;

I) If any of the property on a leased immovable is pledged, I undertake to notify the lessor of the fact and to provide the lender with written proof of such notification before the loan is disbursed;

- 5a -

I) Je m'engage, dans le cas de nantissement sur des biens se trouvant sur un immeuble loué, à en notifier le locateur et à fournir au prêteur, avant le déboursement du prêt, une preuve écrite de telle notification;

J) J'autorise le prêteur, en cas de défaut de remboursement de ce prêt, à vendre ou à faire vendre publiquement ou privément, selon le cas, toute garantie donnée et tous biens sur lesquels elle porte, le produit de chaque vente moins les frais qui en résultent devant être affecté à ma dette sans que ma responsabilité pour le solde en soit diminuée;

K) J'autorise le prêteur à fournir à tout fonctionnaire de l'Office du crédit agricole du Québec ou du Ministère de l'Agriculture tous les renseignements requis concernant le prêt demandé par les présentes ou mes autres affaires avec le prêteur.

(23) DEMANDE DE REMBOURSEMENT D'INTERET (3%) A L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC, S'IL Y A LIEU

Je désire profiter des avantages de la Loi de l'amélioration des fermes et je m'engage à en respecter toutes les conditions ainsi que les règlements s'y rapportant et notamment à aviser sans délai ledit Office si, au cours du prêt, la situation quant au revenu du conjoint prévue à l'article 13 desdits règlements se présente ou se répète. Je m'engage également à fournir tous renseignements demandés et à signer, aux fins ci-dessus, tous autres documents requis par le prêteur ou par ledit Office (Service de l'amélioration des fermes) et j'autorise ledit Office ainsi que le prêteur à effectuer toute enquête, y compris la visite de mon exploitation pour toutes fins que de droit en rapport avec le prêt qui fait l'objet de la présente demande.

(24) AUTRES DECLARATION ET ENGAGEMENT SELON QUE L'EMPRUNTEUR EST AGRICULTEUR OU ASPIRANT-AGRICULTEUR:

A) S'IL S'AGIT D'UN AGRICULTEUR:

Je déclare être un agriculteur au sens de la Loi de l'amélioration des fermes, savoir que je suis une personne qui, à la fois, consacre la majeure partie de son temps à son exploitation agricole, compte tenu de la nature de cette dernière, qui en tire la plus grande part de son revenu, qui y contrôle l'emploi de son temps dans la mesure où le requièrent les opérations normales de ladite exploitation et qui est reconnue dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture. Je m'engage à maintenir mon statut d'agriculteur conformément à ladite Loi jusqu'au remboursement complet du prêt et, advenant un changement de mon occupation, à en avertir immédiatement le prêteur et ledit Office.

Signé ce ..... jour de ..... 19 .....

.....
(Signature de l'emprunteur qui est agriculteur)

B) S'IL S'AGIT D'UN ASPIRANT-AGRICULTEUR:

Je déclare être un aspirant-agriculteur au sens de la Loi de l'amélioration des fermes et je m'engage:

i) à continuer à m'adonner à l'agriculture;
ii) à faire de l'agriculture ma principale occupation au sens du paragraphe c du premier alinéa de l'article 1 des règlements concernant ladite Loi dans un délai expirant le .....;
iii) à produire au prêteur et à l'Office du crédit agricole du Québec, par courrier recommandé, dans les trente jours de la date où je commencerai à faire de l'agriculture ma principale occupation, une déclaration solennelle énonçant ce fait et cette date;
iv) et par la suite à conserver le statut d'agriculteur conformément à ladite Loi jusqu'au remboursement complet du prêt.

Advenant un changement de mon statut d'aspirant-agriculteur ou d'agriculteur, selon le cas, j'en avertirai immédiatement le prêteur et ledit Office.

A défaut par moi d'accomplir l'un ou plusieurs des engagements pris aux aliénas précédents, je m'engage à rembourser immédiatement le solde du prêt faisant l'objet de la présente demande.

Signé ce ..... jour de ..... 19 .....

.....
(Signature de l'emprunteur qui est aspirant-agriculteur)

J) I authorize the lender in case of default of repayment of the loan, to publicly or privately sell or cause to be sold any given security and the property relative thereto, the proceeds of each sale less the subsequent expenses to be debited to me without any decrease in my responsibility for the balance;

K) I authorize the lender to supply any employee of the Québec Farm Credit Bureau or of the Québec Department of Agriculture with all information requested in connection with the loan hereby requested or with any of my dealings with the lender.

(23) APPLICATION TO THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU FOR REPAYMENT OF 3% INTEREST, IF NEED BE

I wish to take advantage of the benefits of the Farm Improvement Act and I undertake to abide by all the regulations and conditions thereof and, specifically, to notify the Bureau if and as soon as the situation refered to in section 13 of the said regulations concerning the consort's income arises or recurs. I also undertake to give all information requested and to sign, for the above-mentioned purposes, any other documents required by the lender or the said Bureau (Farm Improvement Service) and I authorize the lender and the said Bureau to make any enquiries, including an inspection of my exploitation, for all authorized purposes with respect to the loan constituting the object of this application.

(24) OTHER DECLARATIONS AND UNDERTAKINGS ACCORDING TO WHETHER THE BORROWER IS A FARMER OR AN ASPIRING FARMER:

A) IN THE CASE OF A FARMER:

I declare that I am a farmer within the meaning of the Farm Improvement Act, that is to say that I am a person who, at the same time, devotes the major part of his time to his agricultural exploitation, account being taking of the nature of the said exploitation, derives the greater part of his revenue therefrom, orders his time thereat to the extent required in the normal operation of the said exploitation and is acknowledged in his milieu to be principally engaged in agriculture. I undertake to maintain my status of farmer in accordance with the aforesaid Act until the loan has been fully repaid and, in the event of a change in my occupation, to notify immediately my lender and the said Bureau.

Signed this ..... day of ..... 19 .....

.....
(Signature of borrower who is a farmer)

B) IN THE CASE OF AN ASPIRING FARMER:

I declare that I am an aspiring farmer within the meaning of the Farm Improvement Act and I undertake:

i) To continue to devote myself to agriculture;
ii) To make agriculture my principal occupation as defined in subparagraph c of the first paragraph of section 1 of the regulations concerning the said Act within a period ending on .....;
iii) Within thirty days of the date on which I begin to make agriculture my principal occupation, to sent to the lender and to the Québec Farm Credit Bureau, by registered mail, a solemn declaration informing each of them of that fact and of the date thereof;
iv) And, subsequently, to maintain my status of farmer in conformity with the said Act until the loan has been fully repaid.

In the event of a change in my status of farmer or aspiring farmer, as the case may be, I will immediately notify the lender and the said Bureau.

I undertake to repay immediately the balance of the loan which is the object of this application if I fail to fulfil one or more of the undertakings provided for in the preceding paragraphs.

Signed this ..... day of ..... 19 .....

.....
(Signature of borrower who is an aspiring farmer)

– 6 –

(25) **DÉCLARATION DE L'EMPRUNTEUR**
(agriculteur ou aspirant-agriculteur)

Je déclare que les renseignements contenus dans la présente demande de prêt sont, au meilleur de ma connaissance, exacts et véridiques en tout point.

..... (Lieu)

..... (Date de la demande de prêt)

..... (Témoin à la signature) ..... (Signature de l'emprunteur)

---

(26) **CERTIFICAT D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRETEUR**

Je certifie par les présentes que j'ai examiné et vérifié la demande ci-dessus avec le soin que mon employeur exige de moi dans la conduite de ses opérations ordinaires et, à ma connaissance, les conditions et fins du prêt consenti conformément à la demande sont de nature à en justifier la garantie aux termes de la Loi de l'amélioration des fermes et des règlements s'y rapportant.

Le prêt au montant de $..... a été déboursé le .....19 .....

(Si le déboursement du prêt s'est fait par tranches, s.v.p. nous en fournir les dates et les montants sur une feuille ajoutée.)

..... (Date) 19 .... (Signature d'un officier responsable du prêteur)

ESPACE RÉSERVÉ À L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC

Vérification	Codage	Recommandation
..... (Vérificateur)	..... (Codeur)	..... (Service de l'amélioration des fermes)
..... 19 ..... (Date)	..... 19 ..... (Date)	..... 19 ..... (Date)

01-12-75

(25) DECLARATION OF BORROWER
(farmer or aspiring farmer)

I declare that all the information given in this loan application is true and exact to the best of my knowledge and belief.

.....
(Place)

.....
(Date of loan application)

.....
(Witness to the signature)

.....
(Signature of borrower)

---

(26) CERTIFICATE OF A RESPONSIBLE OFFICER OR THE LENDER

I hereby certify that I have examined and verified the above application with the care required of me by my employer in the conduct of my normal duties and, to the best of my knowledge, the conditions and purposes of the loan granted in accordance with the sand application are such as to justify the guarantee within the meaning of the Farm Improvement Act and the regulations made under such Act.

The loan in the amount of $..... was disbursed on ..... 19.....

(If the loan was disbursed in instalments, please give the dates and amounts on a separate sheet).

..... 19.....
(Date)

.....
(Signature of responsible officer of lender)

SPACE RESERVED FOR QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

Verification

Code

Recommendation

(Farm Improvement Service)

..... 19
(date)

..... 19
(date)

..... 19
Date

01-12-75

A remplir en duplicata

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DEMANDE DE PRÊT

en vertu de la

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES

(Cette formule doit être remplie et signée par les fondés de pouvoir de la corporation, la coopérative ou la société d'exploitation agricole)

MT-1A

N° compte .....

Espace réservé à l'Office du crédit agricole du Québec N° de dossier: | | | | | | | Demande N° | | | |

PRÊTEUR: Réservé NUMÉRO: | | | | | | |

(Nom)

(Adresse)

(Comté) (Code postal)

(Téléphone) (N° transit)

(1) EMPRUNTEUR

| | | | | | | |

To be completed in duplicate

GOVERNMENT OF QUEBEC

APPLICATION FOR LOAN
under the
FARM IMPROVEMENT ACT

MT-1A

(This form is to be completed and signed by authorized representative(s) for a corporation for agricultural operations, an agricultural operations cooperative or an agricultural operations partnership)

Account number:

This space reserved for the Québec Farm Credit Bureau — File number: ⌊⌊⌊

(4) DOCUMENT CONSTATANT CHAQUE PRÊT (article 5 de la Loi):

- Billet ☐
- Reconnaissance de dette ☐
- Acte de prêt ☐

(5) GENRE DE GARANTIE (article 8 des règlements):

- Cession ☐
- Nantissement ☐
- Autre garantie mobilière ☐
- Hypothèque ☐
- Cautionnement d'un tiers ☐

(6) **DÉTAILS QUANT AUX GARANTIES**: (Indiquer la nature et une description sommaire des garanties et leur valeur)

.....

(7) **DÉTAILS QUANT À LA FERME EXPLOITÉE**: ferme située dans le comté de .....

A) Propriétaire et désignation:

Nom du ou des propriétaires	Numéro des lots	Rang	Municipalité ou canton	Superficie (acres / arp.)	
				Totale	En culture

B) **RÉPARTITION DE LA SUPERFICIE EN CULTURE**:

Nature de la culture	Acres ou arpents	Nature de la culture	Acres ou arpents	Nature de la culture	Acres ou arpents
Foin		Betteraves à sucre		Verger	
Grain		Maïs à grain		Pâturage cultivé	
Ensilage		Autres légumes		Autres	
Patates		Petits fruits			

C) Si la ferme est hypothéquée en faveur de l'Office du crédit agricole du Québec, N° du prêt: .....

D) Assurance contre l'incendie, le vent et la foudre: sur bâtisses: $.....; sur machinerie: $.....; sur animaux: $.....; sur récoltes: $.....

E) Assurance-récoltes: oui ☐ non ☐

(8) A) **RELEVÉ DES PRÊTS PAF EN COURS**: (Inclure aussi les demandes de prêts en cours et tout prêt dû par l'emprunteur par succession.)

Nom du prêteur	Date du déboursement	Prêt consenti	Montant dû actuellement
		$	$
			$.....

B) Si une demande de prêt (PAF) déjà faite par l'emprunteur lui a été refusée, indiquer par qui et si possible les raisons d'un tel refus: .....

.....

(4) Document in evidence of each loan (section 5 of the Act)

- Note ☐
- Acknowledgement of debt ☐
- Deed of loan ☐

(5) Kind of security (section 8 of Regulations)

- Assignment ☐
- Pledge ☐
- Other movable security ☐
- Mortgage ☐
- Surety by third party ☐

(6) **DETAILS OF SECURITIES:** (State the nature and value of the securities and briefly describe them)

.....

(7) **DETAILS OF THE OPERATED FARM:** which is situated in the County of .....

A) Owner and description:

Name(s) of owner(s)	Lot numbers	Range	Municipality or township	Area (acres or arpents)	
				Total	Cultivated

B) Use made of land under cultivation:

Crop	Acres or arpents	Crop	Acres or arpents	Crop	Acres or arpents
Hay		Sugar beets		Orchard	
Grain		Grain corn		Improved pasture	
Silage		Other vegetables		Others	
Potatoes		Small fruits			

C) If the farm is mortgaged to the Québec Farm Credit Bureau, state loan number: .....

D) Amount of fire, wind and lightning insurance: on buildings: $ .....; on machinery: $ .....
on livestock: $ .....; on crops: $ .....

E) Crop insurance: yes ☐ no ☐

(8) A) LIST OF CURRENT FARM IMPROVEMENT ACT LOANS: (Include also loan applications under consideration and any loan issuing from a succession and owed by the borrower.)

Name of lender	Date loan disbursed	Loan granted	Unrepaid balance
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
			$.....

B) If the borrower has ever been refused an application for a loan under the Farm Improvement Act, state by whom and, if possible, why: .....

.....

(9) **INVENTAIRE** (animaux, machinerie et instruments servant à l'exploitation de la ferme décrite à la section 7 (A)):

A) Animaux:

Espèce	Nombre	Valeur actuelle
Vaches	.....	$.....
Autres bovins	.....	.....
Porcs	.....	.....
Moutons et chèvres	.....	.....
Volailles	.....	.....
Autres animaux (préciser)		
.....	.....	.....
	Total:	$.....

B) Machinerie et instruments:

Description	Valeur actuelle
Tracteur	$.....
Fourragère	.....
Presse à foin	.....
Moissonneuse-batteuse	.....
Outillage de sucrerie	.....
Écureur	.....
Bassin refroidisseur à lait	.....
Machinerie et outillage forestiers	.....
Camion	.....
Automobile	.....
Autres instruments (préciser):	
.....	
.....	
.....	.....
Total:	$.....

Total (A + B): $ .....

(10) **DETTES DE L'EMPRUNTEUR:**

A) Hypothèques, rentes ou privilèges, taxes et autres charges grevant les immeubles appartenant à l'emprunteur:

Nom du créancier	Montant
	$.....
Total:	$

B) Autres dettes que celles affectant les immeubles:

Catégorie de dettes	Montant
Banques et Caisses (sur animaux)	$ .....
Banques et Caisses (sur machinerie et instruments)	.....
Banques et Caisses (sur récoltes)	.....
Autres dettes sur animaux	.....
Autres dettes sur machinerie et instruments	.....
Autres dettes sur récoltes	.....
Banques et Caisses (prêts personnels)	.....
Compagnies de finance (prêts personnels)	.....
Pour moulées et fourrages	.....
Pour semences et engrais	.....
Pour impôts	.....
Diverses	.....
Total:	$.....

Total (A + B): $

(11) Avoir net de l'emprunteur:

DISPONIBILITÉS ET PLACEMENTS:

ARGENT EN CAISSE ET EN BANQUE	$.....
COMPTES À RECEVOIR	$.....
ACTIONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES	$.....
PRÊTS HYPOTHÉCAIRES	$.....
AUTRES PRÊTS OU CRÉANCES	$.....
SOUS-TOTAL:	$.....

AUTRES ACTIFS:

FERME DÉCRITE À LA SECTION 7(A) INCLUANT LES BÂTISSES, MAIS EXCEPTÉ LES IMMEUBLES LOUÉS	$.....
ANIMAUX DÉCRITS À LA SECTION 9(A)	$.....
MACHINERIE ET INSTRUMENTS DÉCRITS À LA SECTION 9(B)	$.....
RÉCOLTES À VENDRE	$.....
AUTRES BIENS, Y COMPRIS TOUS AUTRES IMMEUBLES NON DÉCRITS À LA SECTION 7(A) (SPÉCIFIER):	$.....
AVOIR TOTAL:	$.....
MOINS DETTES TOTALES ÉNUMÉRÉES À LA SECTION 10	$.....
AVOIR NET:	$.....

(12) Revenus bruts pour l'année 19.....

REVENUS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE:

Vente de grain ou de foin	$.....
Vente d'animaux de ferme	$.....
Vente de produits laitiers	$.....
Vente de produits avicoles	$.....
Vente de légumes et de fruits	$.....
Autres revenus agricoles (spécifier):	$.....
Sous-total:	$.....
REVENUS D'AUTRES SOURCES: loyers, intérêts, dividendes, travail extérieur, etc. (spécifier):	$.....
.....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
TOTAL:	$ .....

(9) **INVENTORY** (livestock, machinery and implements used to operate the farm described in section 7 (A) of this form):

A) Livestock:

Kind	Number	Present value
Cows	.....	$.....
Other cattle	.....	.....
Pigs	.....	.....
Sheep and goats	.....	.....
Poultry	.....	.....
Other animals (specify)		
.....	.....	.....
	Total:	$

B) Machinery and implements:

Description	Present value
Tractor	$
Forage harvester	
Hay baler	
Combine	
Sugaring equipment	
Barn cleaner	
Milk cooler or bulk tank	
Forestry machinery or tools	
Truck	
Automobile	
Other implements (specify):	
.....	
.....	
.....	
Total	$

Total (A + B): $ ..

(10) **BORROWER'S INDEBTEDNESS:**

A) Mortgages, annuities or liens, taxes and other charges encumbering the borrower's immovables:

Name of creditor	Amount
.....	$
.....	
.....	
.....	
Total	$

B) Other indebtedness than that on immovables:

Classes of debts	Amount
Banks and credit unions (on livestock)	$
Banks and credit unions (on machinery and implements)	
Banks and credit unions (on crops)	
Other debts on livestock	
Other debts on machinery and implements	
Other debts on crops	
Banks and credit unions (personal loans)	
Finance companies (personal loans)	
For mash and fodder	
For seed and fertilizer	
For taxes	
Sundry	
Total:	$

Total (A + B) $

(11) Borrower's net worth:

AVAILABLE FUNDS AND INVESTMENTS:

Money on hand or in bank	$.....
Accounts receivable	$.....
Shares, bonds and other securities	$.....
Mortgage loans	$.....
Other loans or claims	$.....
Sub-total:	$.....

OTHER ASSETS:

Farm described in section 7(A) including buildings but not rented property	$.....
Livestock described in section 9(A)	$.....
Machinery and implements described in section 9(B)	$.....
Crops for sale	$.....
Other property including any other immovables not mentioned in section 7(A) (specify):	
.....	
.....	$.....
Total assets:	$.....
Less total debts listed in section 10	$.....
Net worth:	$.....

(12) Gross revenue for 19.....

REVENUE FROM THE FARMING OPERATIONS:

Sale of grain and hay	$.....
Sale of livestock	$.....
Sale of dairy products	$.....
Sale of poultry products	$.....
Sale of fruit and vegetables	$.....
Other income from farming (specify):	
.....	
.....	$.....
Sub-total:	$.....
REVENUE FROM OTHER SOURCES: rentals, interests, dividends, off-farm work, etc. (specify):	$.....
.....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
TOTAL:	$.....

(13) L'emprunteur estime pour l'année en cours ses revenus bruts à $ ..... et ses dépenses totales à $ ..... laissant un revenu net estimatif de $ .....

(14) L'activité principale de l'emprunteur est l'exploitation de la ferme décrite à la section 7 (A): oui ☐ non ☐

(15) Indiquer si l'emprunteur est une coopérative d'exploitation agricole formée en vertu de la Loi des Sociétés coopératives agricoles: oui ☐ non ☐ Dans l'affirmative, mentionner: le montant des actions souscrites: $ ..... et le montant du fonds de réserve: $ .....

(16) Détails quant à tous les actionnaires de la corporation, procucteurs actionnaires ou membres, selon le cas, de la coopérative ou sociétaires de la société, selon le cas: (si espace insuffisant, ajouter une liste en annexe).

A) DANS LE CAS D'UNE CORPORATION:

Nom et adresse de tous les actionnaires	Principale occupation	Exploite-t-il la ferme de la corporation?		Nombre d'actions détenues		
		Oui	Non	Ord	Priv. "A"	Priv. "B"

B) DANS LE CAS D'UNE COOPÉRATIVE:

Nom et adresse de tous les producteurs actionnaires ou membres	Principale occupation	Exploite-t-il la ferme de la coopérative		Nombre d'actions ordinaires ou de parts sociales détenues	
		Oui	Non	Ordinaires	Parts soc.

C) DANS LE CAS D'UNE SOCIÉTÉ: Actif global de la société: $ .....

Nom et adresse de tous les sociétaires	Principale occupation	Exploite-t-il la ferme de la société?		Participation dans l'actif
		Oui	Non	Pourcentage
				%
				%
				%
				%
				%
				%

Tous les actionnaires, producteurs actionnaires, membres ou sociétaires, selon le cas, sont des personnes physiques: oui ☐ non ☐

(17) Nom e revenus annue s brut: non agricoles du conjoint légitime ou de droit commun de chacur des exploitant: agricoles qui font partie de la corporation, coopérative ou société d'exploitation agricole, selon le cas:

.....

.....

(18) Si à la section 1 l'emprunteur déclare qu'il est locataire ou preneur par bail emphytéotique, fournir les renseignements suivants:

A) Relativement au bail:

Numéro du ou des lot(s) y décrit(s)	Date du bail	Numéro d'enregistrement	Durée totale du bail	Date de son expiration	Nombre de mois à courir avant son expiration

B) Le nom et l'adresse du propriétaire de la ferme louée ou de la ferme cédée par bail emphytéotique: .....

C) Montant du loyer annuel ou, selon le cas, de la rente emphythéotique: $ .....

(13) For the current year, the borrower estimates his total gross revenue at $ ..... and his total expenses at $ ..... leaving and estimated net revenue of $.....

(14) The borrower's principal activity is the operation of the farm described in section 7(A): Yes ☐ No ☐

(15) State whether the borrower is an agricultural operations cooperative established under the Cooperative Agricultural Associations Act: Yes ☐ No ☐ . If yes, state the total amount of subscribed shares: $ .....
and the amount of reserve funds: $ .....

(16) Details of all shareholders of the corporation, shareholder-producers or members, as the case may be, of the cooperative, or partners in the partnership: (If there is not enough space below, attach a separate list).

A) IN THE CASE OF A CORPORATION:

Names and addresses of all the shareholders	Principal occupation	Does he operate the corporation's farm?		Number of shares held		
		Yes	No	Ordinary	Pref. "A"	Pref. "B"

B) IN THE CASE OF A COOPERATIVE:

Names and addresses of all the shareholders	Principal occupation	Does he operate the cooperative's farm?		Number of ordinary shares or common shares held?	
		Yes	No	Ordinary	Common

C) IN THE CASE OF A PARTNERSHIP: Total assets of partnership: $ .....

Names and addresses of all the partners	Principal occupation	Does he operate the partnership's farm?		Proportionate contribution to the assets
		Yes	No	Percentage
				%
				%
				%
				%
				%
				%

Are all the shareholders, shareholder-producers, members or partners, as the case may be, physical persons: Yes ☐ No ☐

(17) Name and gross annual non-agricultural income of legitimate consort or common law consort of each of the farm operators in the corporation, cooperative or partnership for agricultural operations: .....
.....
.....

(18) If, in section 1, the borrower declared himself to be a lessee or emphyteutic tenant, give the following information:
A) Concerning the lease:

Lot number(s) to which it refers	Date of lease	Registration number	Total duration of lease	Date of expiry	Number of months to run before expiry

B) Name and address of the owner of the farm which is the object of the lease or emphyteutic lease: .....

C) Amount of annual rent or emphyteutic rent: $ .....

D) Dans le cas d'un locataire, indiquer les possibilités de renouvellement de son bail: .....

(19) Détails additionnels quant à la ferme décrite à la section 7 (A):

La ferme de l'emprunteur est-elle susceptible de produire, compte tenu de l'ensemble de ses ressources, un revenu permettant à ceux qui l'exploitent:

A) D'en acquitter les frais d'exploitation (y compris l'entretien et la dépréciation): oui ☐ non ☐

B) De remplir leurs obligations: oui ☐ non ☐ ; C) De faire vivre leur famille convenablement: oui ☐ non ☐

Revenu net d'opérations du dernier exercice financier $ ..... ou, si l'emprunteur en est à sa première année d'opérations, prévisions du revenu net: $ .....

(20) A) Mentionner la production agricole principale de l'emprunteur (l'industrie laitière, l'élevage de bovins de boucherie, de porcs, de moutons, l'aviculture, le maïs-grain, les céréales, les fourrages, la pomiculture, les cultures maraîchères, etc.):

.....

B) Si le produit du prêt demandé doit servir en tout ou en partie à payer des achats ou des dépenses reliés à une production assujettie à un quota de mise en marché, l'emprunteur a-t-il fourni au prêteur la preuve qu'il détient le ou les quotas appropriés? oui ☐ non ☐.

Dans l'affirmative, en indiquer la nature et le volume: Lait: ....., chair de volailles: .....,

oeufs de consommation: ..... ou autres: .....

C) Dans le cas de transformation d'exploitation, l'emprunteur a-t-il fourni la formule MT-11? .....
(La production de cette formule est obligatoire).

(21) Si l'emprunteur a déjà été dépossédé de justice, s'il s'est déjà prévalu de la Loi du dépôt volontaire, a fait faillite ou cession de ses biens, fait présentement l'objet d'un jugement ou de procédures judiciaires ou si l'Office du crédit agricole du Québec a déjà remboursé à l'acquit de l'emprunteur un prêt garanti par le gouvernement, donner des détails: .....

.....

(22) Si le prêt demandé a pour objet de payer des dépenses ou des achats déjà effectués, donner la date de chacune des factures:

(23) DECLARATION ET ENGAGEMENT DE L'EMPRUNTEUR:

L'emprunteur agissant aux présentes et dûment représenté par son/ses fondé(s) de pouvoir demande par la présente un prêt en vertu de la Loi de l'amélioration des fermes (S.R.Q. 1964, ch. 109 et am.) et déclare être une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole, selon le cas, au sens de ladite Loi. Il déclare en outre qu'il n'a pas de dettes autres que celles indiquées dans sa demande de prêt et que les animaux, les instruments aratoires, l'outillage ou la machinerie agricole, l'équipement de ferme ou les autres biens donnés en garantie ou qui seront donnés en garantie au prêteur sont libres de tout privilège, cession, hypothèque ou nantissement antérieur, sauf les suivants (s'il n'en existe pas, indiquer "aucun"): .....

.....

.....

.....

L'emprunteur déclare en outre que les animaux ou les autres biens achetés ou à être achetés avec le produit du prêt seront utilisés sur la ferme qu'il exploite ou que les améliorations ou les réparations décrites dans la présente demande de prêt y ont été ou y seront effectuées.

Si le prêt sollicité lui est consenti, l'emprunteur:

A) S'engage à employer le produit du prêt exclusivement aux fins indiquées dans la présente demande;

B) S'engage à remettre au prêteur tous reçus, factures, chèques encaissés ou autres pièces justificatives attestant le paiement complet des dépenses encourues pour l'achat de biens décrits à la section (3) et, selon le cas, pour l'exécution des travaux décrits à ladite section ainsi que pour la prestation de services reliés aux fins indiquées dans la présente demande; et dans le cas d'achat de contingents ou de quotas, il s'engage également à fournir la preuve qu'il a obtenu des organismes dûment autorisés le transfert desdits contingents ou quotas;

C) S'engage à maintenir son statut de corporation d'exploitation agricole, de coopérative d'exploitation agricole ou de société d'exploitation agricole, selon le cas, conformément à ladite Loi jusqu'au remboursement entier du prêt; advenant un changement de son occupation, il en avertira immédiatement le prêteur et l'Office du crédit agricole du Québec;

D) In the case of a lessee, indicate likelihood of his lease being renewed: .....

.....

(19) Further information about the farm described in section 7 (A):

Taking into account its resources as a whole, is the borrower's farm likely to yield a revenue which will enable its operators:
A) to pay the operating costs (including maintenance and depreciation): Yes ☐ No ☐

B) to fulfil their obligations: Yes ☐ No ☐ ;

C) to support their families adequately: Yes ☐ No ☐

Net revenue of farm for the last year of operations: $ ..... or, if the borrower is in his first year of operations, forecast of net revenue: $ .....

(20) A) State borrower's principal agricultural production (dairying, raising beef cattle, hogs, sheep or poultry, growing cereal, grain corn, forage, apples, market gardening, etc.):

.....

B) If the loan is to be used wholly or partly to pay for purchases or expenses connected with a production under a marketing quota, has the borrower given the lender proof that he holds the appropriate quotas? Yes ☐ No ☐ . If he has, state the product and quantity: milk: ....., poultry: ....., consumer eggs: ....., others: .....

C) If the enterprise is to be converted to another type of farming, has the borrower produced form MT-111 ..... (Note: this form must be produced).

(21) If the borrower has ever been legally dispossessed or has availed himself of the legislation governing voluntary deposits or been adjudged bankrupt or made an assignment or has a judgment or legal proceedings pending against him or if the Québec Farm Credit Bureau has repaid, on his behalf, a loan guaranteed by the government, give details: .....

.....

(22) If the purpose of the loan is to defray expenses already incurred or to pay for purchases already made, give date of each bill:

.....

(23) DECLARATION AND UNDERTAKING BY THE BORROWER:

The borrower, acting through and duly represented herein by its authorized representative(s), hereby requests a loan under the Farm Improvement Act (R.S.Q., 1964, ch. 109 and am.) and declares itself to be a corporation for agricultural operations, an agricultural operations cooperative or an agricultural operations partnership, as the case may be, within the meaning of the said Act. It also declares that it has no other debts than those mentioned in this application and that the livestock, farm implements, agricultural tools or machinery, farm equipment or other property pledged or to be pledged as security to the lender are not encumbered by any previous lien, assignment, hypothec or pledge, except for the following (if there are none, write "none"): .....

.....

.....

.....

The borrower also declares that the livestock or other property purchased or to be purchased with the proceeds of the loan will be used on the farm which it operates and that the improvements or repairs described in this loan application have been or will be made on the said farm.

If the requested loan is granted, the borrower:

A) Undertakes to use the proceeds of the loan solely for the purposes stated in this application;

B) Undertakes to deliver to the lender all receipts, invoices, cashed cheques or other vouchers attesting to the payment in full of the expenses incurred to buy the property described in section 3 and, as the case may be, carry out the works described in the said section and to pay for the services performed in connection with the purposes stated in this application; and, in the case of purchase of subsidy quotas or quotas, it undertakes to produce proof that it obtained their transfer from duly authorized bodies;

C) Undertakes to maintain its status of corporation for agricultural operations, agricultural operations cooperative or agricultural operations partnership in conformity with the said Act until the loan has been fully repaid; in the event of a change in its occupation, it undertakes to notify immediately the lender and the Québec Farm Credit Bureau;

D) In the case of an agricultural operations partnership, undertakes not to dissolve the partnership during the term of the loan, regardless of the length of the partnership or of its renewal as provided for in its contract, should it so happen;

D) S'engage, dans le cas d'une société d'exploitation agricole, à ne pas mettre fin à la société pendant la durée du prêt, quel que soit le terme prévu au contrat de société ou de son renouvellement, le cas échéant;

E) S'engage, au cas où l'un ou plusieurs des lots décrits à la section 18(A) feraient l'objet d'un bail dans lequel est prévue une période de renouvellement du bail à l'option du locataire, à se prévaloir de cette option, si à l'expiration du délai initial de ce bail, le présent prêt n'était pas remboursé;

F) S'engage à prendre, maintenir, renouveler, s'il y a lieu, et transporter au bénéfice du prêteur, conformément à l'article 21 des règlements, les assurances requises sur les biens faisant l'objet d'une cession, d'une hypothèque ou d'un nantissement consenti ou qui sera consenti au prêteur, le cas échéant, à la garantie du présent prêt, sans quoi le prêteur pourra faire assurer ces biens, à sa satisfaction et aux frais de l'emprunteur;

G) S'engage à fournir au prêteur les garanties prévues aux présentes qui n'auraient pu être données au moment du prêt et, à cette fin, nomme par les présentes comme son mandataire la personne qui fait actuellement fonction de gérant ou de directeur de la succursale susmentionnée de la Banque ou de la Caisse, pour donner à la Banque ou à la Caisse, selon le cas, au nom de l'emprunteur telles garanties et pour signer ou endosser et remettre tous actes ou documents s'y rattachant;

H) S'engage à ne pas grever, aliéner ou diminuer de quelque façon, sans l'assentiment du prêteur, les animaux, les instruments aratoires, l'outillage ou la machinerie agricole et l'équipement de ferme achetés avec le produit du prêt ou donnés en garantie du prêt tant qu'il sera endetté envers le prêteur en vertu du présent prêt;

I) Autorise le prêteur, si une garantie par cession en vertu de l'article 88 de la Loi sur les Banques, par hypothèque ou par nantissement est exigée, à faire les recherches requises, l'inscription ou l'enregistrement approprié et à vérifier à sa satisfaction la valeur des titres et l'état hypothécaire de la garantie immobilière ainsi que les charges grevant la garantie mobilière et il s'engage à lui en rembourser les frais;

J) S'engage, dans le cas de nantissement sur des biens se trouvant sur un immeuble loué, à en notifier le locateur et à fournir au prêteur, avant le déboursement du prêt, une preuve écrite de telle notification;

K) Autorise le prêteur, au cas de défaut de remboursement de ce prêt, à vendre ou à faire vendre publiquement ou privément toute garantie donnée et tous biens sur lesquels elle porte, le produit de chaque vente moins les frais qui en résultent devant être affecté à sa dette sans que sa responsabilité pour le solde en soit diminuée;

L) Autorise le prêteur à fournir à tout fonctionnaire de l'Office du crédit agricole du Québec ou du ministère de l'agriculture du Québec tous les renseignements requis concernant le prêt demandé par les présentes ou ses autres affaires avec le prêteur.

(24) DEMANDE DE REMBOURSEMENT D'INTERET (3%) A L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC, S'IL Y A LIEU

L'emprunteur désire profiter des avantages de la Loi de l'amélioration des fermes et s'engage à en respecter toutes les conditions ainsi que les règlements s'y rapportant et notamment à aviser l'Office sans délai si, au cours du prêt, la situation quant au revenu du conjoint de chaque exploitant agricole prévue à l'article 13 desdits règlements se présente ou se répète. Il s'engage également à fournir tous renseignements demandés et à signer, aux fins ci-dessus, tous autres documents requis par le prêteur ou par ledit Office (Service de l'amélioration des fermes) et il autorise ledit Office ainsi que le prêteur à effectuer toute enquête, y compris la visite de son exploitation pour toutes fins que de droit en rapport avec le prêt qui fait l'objet de la présente demande.

E) If one or more of the lots described in section 18(A) is the object of a lease which provides for a period of renewal at the option of the lessee, it undertakes to avail itself of such option if, at the expiry of the initial period of the lease, this loan has not been repaid;

F) Undertakes to take out, maintain, renew if necessary, and make over to the lender as beneficiary, in conformity with section 21 of the regulations, the insurance required on the property which is the object of an assignment, mortgage or pledge granted or to be granted to the lender as security for this loan, should it so happen, failing which the lender may have the said property insured to his satisfaction and at the borrower's expense;

G) Undertakes to furnish the lender the securities prescribed herein which could not be given when the loan was granted and, for such purpose, it hereby appoints as its authorized representative the person presently acting as manager or director of the above-mentioned branch of the bank or credit union to give such guarantees to the bank or credit union in the name of the borrower and to sign or endorse and hand over all the deeds or documents attached thereto;

H) Undertakes not to encumber, alienate or diminish in any way, without the lender's consent, and as long as it is indebted to him for the present loan, the livestock, farm implements, agricultural tools or machinery and farm equipment purchased with the proceeds of the loan or pledged as security for it;

I) If security is required in the form of an assignment under section 88 of the Bank Act or by hypothec or pledge, authorizes the lender to have the necessary searches and appropriate entry or registration made and to ascertain to his satisfaction the validity of the titles and the hypothecary statement of the immovable security and the encumbrances on it and agrees to reimburse him for the costs thereby incurred;

J) If any of the property on a leased immovable is pledged, it undertakes to notify the lessor of the fact and to provide the lender with written proof of such notification before the loan is disbursed;

K) Authorizes the lender, in case of default in repayment of the loan, to publicly or privately sell or cause to be sold any given security and the property relative thereto, the proceeds of each such sale, less the costs thereby entailed, to be applied to the reduction of its debt without any decrease in its responsibility for the balance;

L) Authorizes the lender to give any officer of the Québec Farm Credit Bureau or the Québec Department of Agriculture the necessary information relative to the loan which may be granted to it or to other business dealings with the lender.

(24) APPLICATION TO THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU FOR REPAYMENT OF 3% INTEREST, IF NEED BE

The borrower wishes to take advantage of the benefits of the Farm Improvement Act and undertakes to abide by all the regulations and conditions thereof and, specifically, to notify the Bureau if and as soon as the situation referred to in section 13 of the said Regulations concerning the consort's income of each farm operator arises or recurs during the term of the loan. It also undertakes to give all information requested and to sign, for the above-mentioned purposes, any other documents required by the lender or the said Bureau (Farm Improvement Service) and authorizes the lender and the said Bureau to make any enquiries, including an inspection of its exploitation, for all authorized purposes with respect to the loan constituting the object of this application.

Signé ce ..... jour de ..... 19...

..... (Nom de l'emprunteur)

Par: ..... (Signature du fondé de pouvoir ou du sociétaire) Par: ..... (Signature du fondé de pouvoir ou du sociétaire)

..... (Signature des autres sociétaires)

(25)

DÉCLARATION DE L'EMPRUNTEUR

Je / nous ..... (Nom(s) du / des fondé(s) de pouvoir ou des sociétaires)

Domicilié(s) à ..... (Adresse(s) du domicile)

..... (Adresse(s) du domicile)

déclare / déclarons ce qui suit:

Que je suis / nous sommes ..... (Titre et fonction)

de l'emprunteur et que je suis / nous sommes au courant des affaires dudit emprunteur.

Que j'ai / nous avons pris connaissance de la présente demande de prêt de l'emprunteur.

Que les renseignements contenus dans ladite demande de prêt sont au meilleur de ma / notre connaissance exacts et véridiques en tout point.

..... (Signature du fondé de pouvoir ou du sociétaire)

..... (Lieu) ..... (Signature du fondé de pouvoir ou du sociétaire)

..... (Date de la demande de prêt) ..... (Signature des autres sociétaires s'il y a lieu)

..... (Témoin à la signature) ..... (Signature des autres sociétaires s'il y a lieu)

(26)

CERTIFICAT D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRÊTEUR

Je certifie par les présentes que j'ai examiné et vérifié la demande ci-dessus avec le soin que mon employeur exige de moi dans la conduite de ses opérations ordinaires et, à ma connaissance, les conditions et fins du prêt consenti conformément à la demande sont de nature à en justifier la garantie aux termes de la Loi de l'amélioration des fermes et des règlements s'y rapportant.

Le prêt au montant de $ ..... a été déboursé le ..... 19.....

(Si le déboursement du prêt s'est fait par tranches, s.v.p. nous en fournir les dates et les montants sur une feuille ajoutée.)

..... (Date) 19. ..... (Signature d'un officier responsable du prêteur)

ESPACE RÉSERVÉ À L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC

Vérification	Codage	Recommandation
..... (Vérificateur)	..... (Codeur)	..... (Service de l'amélioration des fermes)
..... 19 ..... (Date)	..... 19 ..... (Date)	..... 19 ..... (Date)

01-12-75

Signed this ..... day of ..... 19...

(Name of borrower)

By ..... By: .....

(Signature of authorized representative, member or partner) (Signature of authorized representative, member or partner)

(Signature of other members or partners)

(25) **DECLARATION BY BORROWER**

I / we .....

(Names of representative(s), member(s) or partner(s))

residing at .....

(Address(es) of residence(s))

.....

(Address(es) of residence(s))

hereby declare as follows:

That I am / we are .....

(Title and position)

of the borrower and that I am / we are conversant with the said borrower's affairs;

That I / we have studied the borrower's present application for a loan;

That the information contained in the said application is, to the best of my / our knowledge, true and exact in every respect.

.....

(Representative, member or partner)

..... (Place) .....

(Representative, member or partner)

..... (Date of loan application) .....

(Other members or partners, if applicable)

..... (Witness to the signature) .....

(Other members or partners, if applicable)

(26) **CERTIFICATE OF A RESPONSIBLE OFFICER OF THE LENDER**

I hereby certify that I have examined and verified the above application with the care required of me by my employer in the conduct of my normal duties and, to the best of my knowledge, the conditions and purposes of the loan granted in accordance with the said application are such as to justify the guarantee within the meaning of the **Farm Improvement Act and the regulations made under such Act.**

The loan **in the amount of $**..... **was disbursed on** ..... 19.....

(If the loan was disbursed in instalments, please give the dates and amounts on a separate sheet).

..... (Date) 19 .....

(Signature of responsible officer of lender)

SPACE RESERVED FOR QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

Verification	Code	Recommendation
(Verifier)	(Coder)	(Farm Improvement Service)
..... 19 ..... (Date)	..... 19 ..... (Date)	..... 19 ..... (Date)

01-12-75

A remplir en duplicata

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DEMANDE DE PRÊT

en vertu de la

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES

(Cette formule doit être remplie et signée par les propriétaires indivis d'une ferme répondant à la définition d'agriculteur ou par les emprunteurs conjoints, selon le cas)

MT-1B

N° compte

Espace réservé à l'Office du crédit agricole du Québec N° de dossier:

Demande N°

PRÊTEUR NUMÉRO (Réservé)

(Nom)

(Adresse)

(Comté) (Code postal)

(Téléphone) (N transit)

(1) EMPRUNTEUR:

Renseignements (pour fins de correspondance) concernant une des personnes exploitant la ferme décrite à la section 7 (A):

(Nom) (Prénom)

(Adresse postale R.R. rang paroisse)

(Comté et code postal) (N° de téléphone)

Le terme «emprunteur» employé dans la présente demande signifie: (Cocher)

- des propriétaires indivis d'une ferme répondant à la définition d'agriculteur (article 2, paragraphe c de la Loi):

ou (selon le cas)

- des emprunteurs conjoints (article 2, paragraphe g 1 de la Loi):

L'emprunteur est:

- propriétaire
- locataire ou preneur par bail emphytéotique
- détenteur (billet de location de terres de la Couronne)
- occupant (Loi sur les terres destinées aux anciens combattants)

Si l'emprunteur a déjà un dossier au Service de l'amélioration des fermes, en indiquer son numéro: (Réservé)

(2) Prêt demandé:

Montant $ remboursable en

versements mensuels (1), trimestriels (2),

semi-annuels (3), ou annuels (4),

égaux et consécutifs de $

dont le premier deviendra échu le

..... 19 .....

(Réservé) formant une période de

..... ans et .... mois (Réservé) (mois);

avec en plus l'intérêt au taux fluctuant ☐

ou fixe ☐ à .....% l'an et payable en même temps que les versements du principal,

plus (s'il y a lieu) .....% pour l'assurance dont la prime est payée par le prêteur.

Réservé Garantie

Réservé Intérêt

Réservé

Date de naissance

(N° producteur agricole) j ms an

DESCRIPTION DE L'EXPLOITATION

Exploitation OCA Coût Recettes

Code Sup. tot Sup. cult Bail (ans)

(3) FINS DU PRET: (article 4 de la Loi et paragraphes f à j de l'article 1 des règlements):

Note Indiquer le coût pour chaque fin ou une estimation du coût des travaux et

- Pour l'achat d'animaux nombre espèce **bovins laitiers ou de boucherie;**
- Pour achat d'instruments ou de machines agricoles designation nombre **et marque;**
- Pour amélioration au sol ou aux bâtiments description et détails
- Pour achat de contingents et de quotas indiquer la quantité **et la nature.**

Fins (préciser)	Coût ou estimation pour chaque fin	Montant du prêt pour chaque fin	Réserve
	$		
Total	$	$	

To be completed in duplicate

GOVERNMENT OF QUEBEC

APPLICATION FOR LOAN

under the

FARM IMPROVEMENT ACT

MT-1B

(This form is to be completed and signed by undivided owners of a farm, answering to the definition of "farmer", or, as the case may be, by joint borrowers)

Account number:

This space reserved for the Québec Farm Credit Bureau — File number: | | | | | | | | Application number: | | | |

LENDER: NUMBER: Reserved | | | | | | | |

(Name)

(Address)

(County) (Postal code)

(Telephone) (Transit No.)

(1) BORROWER:

Information required (for purposes of correspondence) about one of the persons operating the farm described in section 7 (A):

(Surname) (Christian name)

(Postal address: R.R., range, parish)

(County and postal code) (Telephone)

The term "borrower" used in this application means: (Check)

- undivided owners of a farm who fit the definition of "farmer" (section 2, paragraph c of the Act): ☐

or (as the case may be)

- joint borrowers (section 2, paragraph g[1] of the Act): ☐

The borrower is:

- owner ☐
- lessee or emphyteutic tenant ☐
- occupant (of Crown lands under a location ticket) ☐
- occupant (under Veteran's Land Act) ☐

If borrower already has a file at the Farm Improvement Service, give number: ..... Reserved ☐

(2) Loan requested:

Amount $ | | | | | | | | | | repayable in | | | |

equal and consecutive, monthly (1), quarterly (2), semi-annual (3), or annual (4),

instalments of $ | | | | | | | | | |

the first of which will fall due on

..... 19.....

Reserved Day | | Mth | | Yr | | making a repayment period of

..... years and .....months | | | (months);

plus interest at a rate which varies ☐ or is fixed at ☐ .....% per annum, payable at the same time as the instalments in repayment of the principal,

and (if applicable) .....% for the insurance the premium of which is paid by the lender.

Reserved Security | | Reserved Interest | | | | |

Reserved

CODIFICATION OF EXPLOITATION

Agricultural Producer's No. | | | | | | | | | | | | | | Date of birth: Day | | Mth | | Yr | |

Exploitation | | | FCB | | Cost | | | | | Revenue | | | | | | | |

Code | | | | Total area | | | | Area under cultivation | | | | Lease (Yr.) | |

(3) PURPOSES OF THE LOAN (section 4 of the Act and subparagraphs f to j of section 1 of the regulations):

Note: Mention the proposed expenditure for each purpose or an estimate of the cost of the improvements and,

- in the case of livestock purchases, state the number and kind, whether dairy or beef;
- in the case of farm implements or machinery, give description, number and make;
- in the case of improvements to land or buildings, give description and details;
- in the case of purchase of subsidy quotas or quotas, state kind of quota and quantity;

Purposes (specify)	Cost or estimate for each purpose	Amount of loan for each purpose	Reserved	
.....	$.....	$.....		
.....	.....	.....		
.....	.....	.....		
.....	.....	.....		
.....	.....	.....		
.....	.....	.....		
.....	.....	.....		
Total	$.....	$.....		

(4) DOCUMENT CONSTATANT CHAQUE PRÊT (article 5 de la Loi):

- Billet ☐
- Reconnaissance de dette ☐
- Acte de prêt ☐

(5) GENRE DE GARANTIE (article 8 des règlements):

- Cession ☐
- Nantissement ☐
- Autre garantie mobilière ☐
- Hypothèque ☐
- Cautionnement d'un tiers ☐

(6) **DETAILS QUANT AUX GARANTIES:** (Indiquer la nature et une description sommaire des garanties et leur valeur)

(7) **DÉTAILS QUANT À LA FERME EXPLOITÉE:** ferme située dans le comté de .....

A) Propriétaire et désignation:

Nom du ou des propriétaires	Numéro des lots	Rang	Municipalité ou canton	Superficie (acres / arp.)	
				Totale	En culture

B) **RÉPARTITION DE LA SUPERFICIE EN CULTURE:**

Nature de la culture	Acres ou arpents	Nature de la culture	Acres ou arpents	Nature de la culture	Acres ou arpents
Foin		Betteraves à sucre		Verger	
Grain		Maïs à grain		Pâturage cultivé	
Ensilage		Autres légumes		Autres	
Patates		Petits fruits			

C) Si la ferme est hypothéquée en faveur de l'Office du crédit agricole du Québec, N° du prêt: .....

D) Assurance contre l'incendie, le vent et la foudre: sur bâtisses: $.....; sur machinerie: $.....; sur animaux: $.....; sur récoltes: $.....

E) Assurance-récoltes: oui ☐ non ☐

(8) A) RELEVE DES PRETS PAF EN COURS: (Inclure aussi les demandes de prêts en cours, tout prêt dont chacun des emprunteurs a assumé le paiement et tout prêt déjà dû par chacun d'eux à titre individuel et à titre de participant d'un autre groupe d'emprunteurs conjoints. Dans ce dernier cas, il ne faut indiquer que la part relative du participant dans ce groupe.)

Nom du prêteur	Date du déboursement	Prêt consenti	Montant dû actuellement
		$	$
			$.....

B) Si une demande de prêt (PAF) déjà faite par l'emprunteur lui a été refusée, indiquer par qui et si possible les raisons d'un tel refus: .....

.....

(4) Document in evidence of each loan (section 5 of the Act)

- Note ☐
- Acknowledgement of debt ☐
- Deed of loan ☐

(5) Kind of security (section 8 of Regulations)

- Assignment ☐
- Pledge ☐
- Other movable security ☐
- Mortgage ☐
- Surety by third party ☐

(6) **DETAILS OF SECURITIES:** (State the nature and value of the securities and briefly describe them)

(7) **DETAILS OF THE OPERATED FARM:** which is situated in the County of .....

A) Owner and description:

Name(s) of owner(s)	Lot numbers	Range	Municipality or township	Area (acres or arpents)	
				Total	Cultivated

B) Use made of land under cultivation:

Crop	Acres or arpents	Crop	Acres or arpents	Crop	Acres or arpents
Hay		Sugar beets		Orchard	
Grain		Grain corn		Improved pasture	
Silage		Other vegetables		Others	
Potatoes		Small fruits			

C) If the farm is mortgaged to the Québec Farm Credit Bureau, state loan number: .....

D) Amount of fire, wind and lightning insurance: on buildings: $ .....; on machinery: $ .....
on livestock: $ .....; on crops: $ .....

E) Crop insurance: yes ☐ no ☐ .

(8) A) LIST OF CURRENT FARM IMPROVEMENT ACT LOANS: (Include also loan applications under consideration, any loan of which each of the borrowers has assumed the payment and any loan already owed by each of them either individually or as a member of another group of joint borrowers. In this last case, mention only the borrower's share of such group's liability.)

Name of lender	Date loan disbursed	Loan granted	Unrepaid balance
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
			$.....

B) If the borrower has ever been refused an application for a loan under the Farm Improvement Act, state by whom and, if possible, why: .....
.....

(9) **INVENTAIRE** (animaux, machinerie et instruments servant à l'exploitation de la ferme décrite à la section 7 (A)):

A) Animaux:

Espèce	Nombre	Valeur actuelle
Vaches	.....	$ .....
Autres bovins	.....	.....
Porcs	.....	.....
Moutons et chèvres	.....	.....
Volailles	.....	.....
Autres animaux (préciser)		
.....	.....	.....
	Total:	$ .....

B) Machinerie et instruments:

Description	Valeur actuelle
Tracteur	$.....
Fourragère	.....
Presse à foin	.....
Moissonneuse-batteuse	.....
Outillage de sucrerie	.....
Écureur	.....
Bassin refroidisseur à lait	.....
Machinerie et outillage forestiers	.....
Camion	.....
Automobile	.....
Autres instruments (préciser):	
.....	
.....	
.....	.....
Total:	$.....

Total (A + B): $ .....

(10) **DÉTAILS QUANT AUX DETTES:**

Note: Indiquer seulement les dettes de chaque exploitant agricole ayant des droits indivis dans la ferme décrite à la section 7 (A) ou de chaque agriculteur ayant des intérêts dans cette ferme.

A) Hypothèques, rentes ou privilèges, taxes et autres charges grevant cette ferme et leurs autres immeubles, le cas échéant:

Nom du créancier	Montant
.....	$ .....
.....	.....
.....	.....
Total:	$ .....

B) Autres dettes que celles affectant les immeubles:

Catégorie de dettes	Montant
Banques et Caisses (sur animaux)	$.....
Banques et Caisses (sur machinerie et instruments)	.....
Banques et Caisses (sur récoltes)	.....
Autres dettes sur animaux	.....
Autres dettes sur machinerie et instruments	.....
Autres dettes sur récoltes	.....
Banques et Caisses (prêts personnels)	.....
Compagnies de finance (prêts personnels)	.....
Pour moulées et fourrages	.....
Pour semences et engrais	.....
Pour impôts	.....
Diverses	.....
Total:	$.....

Total (A + B): $ .....

(11) Avoir net de l'emprunteur:

DISPONIBILITES ET PLACEMENTS:

ARGENT EN CAISSE ET EN BANQUE	$.....
COMPTES À RECEVOIR	$.....
ACTIONS, OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES	$.....
PRÊTS HYPOTHÉCAIRES	$.....
AUTRES PRÊTS OU CRÉANCES	$.....
SOUS-TOTAL:	$.....

AUTRES ACTIFS:

FERME DÉCRITE À LA SECTION 7(A) INCLUANT LES BÂTISSES, MAIS EXCEPTÉ LES IMMEUBLES LOUÉS	$.....
ANIMAUX DÉCRITS À LA SECTION 9(A)	$.....
MACHINERIE ET INSTRUMENTS DÉCRITS À LA SECTION 9(B)	$.....
RÉCOLTES À VENDRE	$.....
AUTRES BIENS, Y COMPRIS TOUS AUTRES IMMEUBLES NON DÉCRITS À LA SECTION 7(A) (SPÉCIFIER):	
.....	
.....	$.....
AVOIR TOTAL:	$.....
MOINS DETTES TOTALES ÉNUMÉRÉES À LA SECTION 10	$.....
AVOIR NET:	$.....

(12) **Revenus bruts pour l'année 19.....**

REVENUS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE:

Vente de grain ou de foin	$.....
Vente d'animaux de ferme	$.....
Vente de produits laitiers	$.....
Vente de produits avicoles	$.....
Vente de légumes et de fruits	$.....
Autres revenus agricoles (spécifier):	
.....	
.....	$.....
Sous-total:	$.....
REVENUS D'AUTRES SOURCES: loyers, intérêts, dividendes, travail extérieur, etc. (spécifier):	$.....
.....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
TOTAL:	$ .....

(9) **INVENTORY** (livestock, machinery and implements used to operate the farm described in section 7 (A) of this form):

A) Livestock:

Kind	Number	Present value
Cows	.....	$.....
Other cattle	.....	.....
Pigs	.....	.....
Sheep and goats	.....	.....
Poultry	.....	.....
Other animals (specify)		
.....	.....	.....
	Total:	$.....

B) Machinery and implements:

Description	Present value
Tractor	$.....
Forage harvester	.....
Hay baler	.....
Combine	.....
Sugaring equipment	.....
Barn cleaner	.....
Milk cooler or bulk tank	.....
Forestry machinery or tools	.....
Truck	.....
Automobile	.....
Other implements (specify):	
.....	
.....	
.....	
Total:	$.....

Total (A + B): $.....

(10) **DETAILS OF DEBTS:**

Note: Enter only the debts of each farm operator holding undivided rights of ownership in the farm described in section 7 (A) or of each farmer having an interest in it.

A) Mortgages, annuities or liens, taxes and other charges encumbering this farm and the other immovables (if any) of the aforesaid persons:

Name of creditor	Amount
.....	$.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
Total:	$.....

B) Other indebtedness than that on immovables:

Classes of debts	Amount
Banks and credit unions (on livestock)	$.....
Banks and credit unions (on machinery and implements)	.....
Banks and credit unions (on crops)	.....
Other debts on livestock	.....
Other debts on machinery and implements	.....
Other debts on crops	.....
Banks and credit unions (personal loans)	.....
Finance companies (personal loans)	.....
For mash and fodder	.....
For seed and fertilizer	.....
For taxes	.....
Sundry	.....
Total:	$.....

Total (A + B): $.....

(11) Borrower's net worth:

AVAILABLE FUNDS AND INVESTMENTS:

Money on hand or in bank	$.....
Accounts receivable	$.....
Shares, bonds and other securities	$.....
Mortgage loans	$.....
Other loans or claims	$.....
Sub-total:	$.....

OTHER ASSETS:

Farm described in section 7(A) including buildings but not rented property	$.....
Livestock described in section 9(A)	$.....
Machinery and implements described in section 9(B)	$.....
Crops for sale	$.....
Other property including any other immovable not mentioned in section 7(A) (specify):	
.....	
.....	$.....
Total assets:	$.....
Less total debts listed in section 10	$.....
Net worth:	$.....

(12) Gross revenue for 19.....

REVENUE FROM THE FARMING OPERATIONS:

Sale of grain and hay	$.....
Sale of livestock	$.....
Sale of dairy products	$.....
Sale of poultry products	$.....
Sale of fruit and vegetables	$.....
Other income from farming (specify):	
.....	
.....	$.....
Sub-total:	$.....
REVENUE FROM OTHER SOURCES: rentals, interests, dividends, off-farm work, etc. (specify):	$.....
.....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
TOTAL:	$.....

(13) L'emprunteur estime pour l'année en cours ses revenus bruts à $ ..... et ses dépenses totales à $ ..... laissant un revenu net estimatif de $ .....

(14) Si à la section 1 l'emprunteur déclare qu'il est locataire ou preneur par bail emphytéotique, fournir les renseignements suivants:

A) Relativement au bail:

Numéro du ou des lot(s) y décrit(s)	Date du bail	Numéro d'enregistrement	Durée totale du bail	Date de son expiration	Nombre de mois à courir avant son expiration

B) Le nom et l'adresse du propriétaire de la ferme louée ou du bailleur de la ferme faisant l'objet d'un bail emphytéotique: .....

C) Montant du loyer annuel: $ ..... ou, selon le cas, de la rente emphytéotique annuelle: $ .....

D) Dans le cas d'un locataire, indiquer les possibilités de renouvellement de son bail: .....

(15) Renseignements relatifs à toutes les personnes qui sont propriétaires indivis de la ferme décrite à la section 7 (A) ou, selon le cas, qui l'exploitent conjointement (si espace insuffisant, ajouter une liste en annexe):

Noms et adresses	Principale occupation	Exploite-t-elle cette ferme? Oui	Exploite-t-elle cette ferme? Non	Parts ou intérêts dans cette ferme
1)	.....	.....	.....	..... %
2)	.....	.....	.....	..... %
3)	.....	.....	.....	..... %
4)	.....	.....	.....	..... %
5)	.....	.....	.....	..... %

N° producteur agricole	Date de naissance	Autre occupation: Genre	Autre occupation: Revenus annuels bruts	Célibataire marié(e) veuf(ve) séparé(e) divorcé(e)	Revenus annuels bruts non agricoles du conjoint légitime ou de droit commun
1)	.....	.....	.....	.....	.....
2)	.....	.....	.....	.....	.....
3)	.....	.....	.....	.....	.....
4)	.....	.....	.....	.....	.....
5)	.....	.....	.....	.....	.....

(16) Détails additionnels quant à la ferme décrite à la section 7 (A):

La ferme de l'emprunteur est-elle susceptible de produire, compte tenu de l'ensemble de ses ressources, un revenu permettant à ceux qui l'exploitent:

A) d'en acquitter les frais d'exploitation (y compris l'entretien et la dépréciation): oui ☐ non ☐ ;

B) de remplir leurs obligations: oui ☐ non ☐ ; C) de faire vivre leur famille convenablement: oui ☐ non ☐ .

Revenu net d'opération du dernier exercice financier: $ ..... ou, si l'emprunteur en est à sa première année d'opérations, prévisions du revenu net: $ .....

(17) A) Mentionner la production agricole principale de l'emprunteur (l'industrie laitière, l'élevage de bovins de boucherie, de porcs, de moutons, l'aviculture, le maïs-grain, les céréales, les fourrages, la pomiculture, les cultures maraîchères, etc.): .....

B) Si le produit du prêt demandé doit servir en tout ou en partie à payer des achats ou des dépenses reliés à une production assujettie à un quota de mise en marché, l'emprunteur a-t-il fourni au prêteur la preuve qu'il détient le ou les quotas appropriés? oui ☐ non ☐ . Dans l'affirmative, en indiquer la nature et le volume: lait: ....., chair de volailles: ....., oeufs de consommation: ..... ou autres: .....

C) Dans le cas de transformation d'exploitation, l'emprunteur a-t-il fourni la formule MT-112 ..... (La production de cette formule est obligatoire).

(18) Si l'emprunteur a déjà été dépossédé de justice, s'il s'est déjà prévalu de la Loi du dépôt volontaire, à fait faillite ou cession de ses biens, fait présentement l'objet d'un jugement ou de procédures judiciaires ou si l'Office du crédit agricole du Québec a déjà remboursé à l'acquit de l'emprunteur un prêt garanti par le gouvernement, donner des détails: .....

(13) For the current year, the borrower estimates his total gross revenue at $ ..... and his total expenses at $ ..... leaving an estimated net revenue of $ .....

(14) If, in section 1, the borrower declared himself to be a lessee or emphyteutic tenant, give the following information:

A) Concerning the lease:

Lot number(s) to which it refers	Date of lease	Registration number	Total duration of lease	Date of expiry	Number of months to run before expiry

B) Name and address or the owner of the farm which is the object of the lease or emphyteutic lease: .....

C) Annual rent: $ ..... or annual emphyteutic rent: $ .....

D) In the case of an ordinary lessee, state the likelihood of his lease being renewed: .....

(15) Information concerning all the persons who are undivided owners of the farm described in section 7(A) or who jointly operate it. (If there is not enough space below, use a separate sheet and attach it to this form):

Names and addresses	Principal occupation	Does this person operate the farm? Yes	No	Percentage contribution to the farm's assets
1)	.....	.....	.....	..... %
2)	.....	.....	.....	..... %
3)	.....	.....	.....	..... %
4)	.....	.....	.....	..... %
5)	.....	.....	.....	..... %

Agricultural producer's number	Date of birth	Other occupation: Type of occupation	Other occupation: Gross annual income	Single married widow(er) separated divorced	Gross annual non-agricultural income of legitimate consort or common law consort
1)	.....	.....	.....	.....	.....
2)	.....	.....	.....	.....	.....
3)	.....	.....	.....	.....	.....
4)	.....	.....	.....	.....	.....
5)	.....	.....	.....	.....	.....

(16) Further details about farm described in section 7 (A):

Taking into account its resources as a whole, is the borrower's farm likely to yield an income which will enable its operators to:

A) Pay the operating costs (Including maintenance and depreciation): Yes ☐ No ☐ ;

B) Fulfil their obligations: Yes ☐ No ☐ ; C) Support their families adequately: Yes ☐ No ☐

Net revenue of farm for last fiscal period: $ ..... or, if the borrower is in his first year of operations, forecast of net revenue: $ .....

(17) A) State the borrower's principal farm production (dairying, raising beef cattle, hogs, sheep or poultry, growing grain corn, cereals, forage, apples, market gardening, etc.): .....

B) If part or all of the requested loan is to be used to pay for purchases or defray expenses connected with a production under a marketing quota, has the borrower given the lender proof that he holds the appropriate quotas? Yes ☐ No ☐ . If he has, state the product and quantity: milk: ....., poultry: ....., consumer eggs: ....., others: .....

C) If the enterprise is to be converted to another type of farming, has the borrower submitted form MT-11? .....
(Note: this form **must** be produced).

(18) If the borrower has been legally dispossessed or availed himself of the legislation governing voluntary deposits or been adjudged bankrupt or made an assignment or has a judgment or legal proceedings pending against him, or if the Quebec Farm Credit Bureau has repaid, on his behalf, a loan guaranteed by the government, give details: .....

(19) Si le prêt demandé a pour objet de payer des dépenses ou des achats déjà effectués, donner la date de chacune des factures:

(20) DECLARATION ET ENGAGEMENT DE L'EMPRUNTEUR:

L'emprunteur agissant aux présentes ou dûment représenté par son/ses fondé(s) de pouvoir demande par la présente un prêt en vertu de la Loi de l'amélioration des fermes (S.R.Q. 1964, ch. 109 et am.) et déclare répondre à la définition d'agriculteur ou d'emprunteurs conjoints, selon le cas, au sens de ladite loi. Il déclare que chaque exploitant agricole ayant des droits indivis de propriété dans la ferme décrite à la section 7(A) ou, selon le cas, chaque agriculteur ayant des intérêts dans ladite ferme n'a pas de dettes autres que celles indiquées dans sa demande de prêt et que les animaux, les instruments aratoires, l'outillage ou la machinerie agricole, l'équipement de ferme ou les autres biens donnés en garantie ou qui seront donnés en garantie au prêteur sont libres de tout privilège, cession, hypothèque ou nantissement antérieur, sauf les suivants (s'il n'en existe pas, indiquer "aucun"):.....

.....

.....

L'emprunteur déclare en outre que les animaux ou les autres biens achetés ou à être achetés avec le produit du prêt seront utilisés sur la ferme qu'il exploite ou que les améliorations ou les réparations décrites dans la présente demande de prêt y ont été ou y seront effectuées.

Si le prêt sollicité lui est consenti, l'emprunteur:

A) S'engage à employer le produit du prêt exclusivement aux fins indiquées dans la présente demande;

B) S'engage à remettre au prêteur tous reçus, factures, chèques encaissés ou autres pièces justificatives attestant le paiement complet des dépenses encourues pour l'achat de biens décrits à la section (3) et, selon le cas, pour l'exécution des travaux décrits à ladite section ainsi que pour la prestation de services reliés aux fins indiquées dans la présente demande; et dans le cas d'achat de contingents ou de quotas, il s'engage également à fournir la preuve qu'il a obtenu des organismes dûment autorisés le transfert desdits contingents ou quotas;

C) S'engage à maintenir son statut d'agriculteur ou d'emprunteurs conjoints, selon le cas, conformément à ladite Loi jusqu'au remboursement entier du prêt; advenant un changement de son occupation, il en avertira immédiatement le prêteur et l'Office du crédit agricole du Québec;

D) Convient que la créance du prêteur résultant de ce prêt soit et demeure indivisible pour toute la durée du prêt et qu'elle puisse être réclamée en totalité de chacun des héritiers des propriétaires indivis de la ferme décrite à la section 7(A) ou, selon le cas, des personnes qui l'exploitent conjointement ou de leurs ayants droit, conformément à l'article 1123 du Code civil;

E) S'engage, au cas où l'un ou plusieurs des lots décrits à la section 14(A) feraient l'objet d'un bail dans lequel est prévue une période de renouvellement du bail à l'option du locataire, à se prévaloir de cette option si, à l'expiration du délai initial de ce bail, le présent prêt n'était pas remboursé;

F) S'engage à prendre, maintenir, renouveler, s'il y a lieu, et transporter au bénéfice du prêteur, conformément à l'article 21 des règlements, les assurances requises sur les biens faisant l'objet d'une cession, d'une hypothèque ou d'un nantissement consenti ou qui sera consenti au prêteur, le cas échéant, à la garantie du présent prêt, sans quoi le prêteur pourra faire assurer ces biens, à sa satisfaction et aux frais de l'emprunteur;

G) S'engage à fournir au prêteur les garanties prévues aux présentes qui n'auraient pu être données au moment du prêt et, à cette fin, nomme par les présentes comme son mandataire la personne qui fait actuellement fonction de gérant ou de directeur de la succursale susmentionnée de la Banque ou de la Caisse, pour donner à la Banque ou à la Caisse, selon le cas, au nom de l'emprunteur telles garanties et pour signer ou endosser et remettre tous actes ou documents s'y rattachant;

(19) If the purpose of the loan is to defray expenses already incurred or pay for purchases already made, give the date of each bill:.....
.....

DECLARATION AND UNDERTAKING BY THE BORROWER:

The borrower, acting through or duly represented herein by its authorized representative(s) hereby requests a loan under the Farm Improvement Act (R.S.Q., 1964, ch. 109 and am.) and declares that it corresponds to the definition of farmer or joint borrowers, as the case may be, within the meaning of the said Act. It declares that each farm operator having undivided ownership rights in the farm described in section 7(A) or, as the case may be, each farmer having interests in the said farm has no other debts than those mentioned in this application and that the livestock, farm implements, agricultural tools or machinery, farm equipment or other property pledged or to be pledged as security to the lender are not encumbered by any previous lien, assignment, hypothec or pledge, except for the following (if there are none, write "none"): .....
.....
.....

The borrower also declares that the livestock or other property purchased or to be purchased with the proceeds of the loan will be used on the farm which it operates and that the improvements or repairs described in this loan application have been or will be made on the said farm.

If the requested loan is granted, the borrower:

A) Undertakes to use the proceeds of the loan solely for the purposes stated in this application;

B) Undertakes to deliver to the lender all receipts, invoices, cashed cheques or other vouchers attesting to the payment in full of the expenses incurred to buy the property described in section 3 and, as the case may be, carry out the works described in the said section and to pay for the services performed in connection with the purposes stated in this application; and, in the case of purchase of subsidy quotas or quotas, it undertakes to produce proof that it obtained their transfer from duly authorized bodies;

C) Undertakes to maintain his status as a farmer or joint borrowers, as the case may be, in conformity with the said Act until the loan has been fully repaid; in the event of a change in its occupation, it undertakes to notify immediately the lender and the Québec Farm Credit Bureau;

D) Agrees that the lender's claim resulting from this loan is and remains indivisible for the entire duration of the loan and that it can be demanded in whole from each heir of the undivided owners of the farm described in section 7(A) or from the persons who jointly operate it or their assigns, in conformity with section 1123 of the Civil Code;

E) If one or more of the lots described in section 14(A) is the object of a lease which provides for a period of renewal at the option of the lessee, it undertakes to avail itself of such option if, at the expiry of the initial period of the lease, this loan has not been repaid;

F) Undertakes to take out, maintain, renew if necessary, and make over to the lender as beneficiary, in conformity with section 21 of the regulations, the insurance required on the property which is the object of an assignment, mortgage or pledge granted or to be granted to the lender as security for this loan, should it so happen, failing which the lender may have the said property insured to his satisfaction and at the borrower's expense;

G) Undertakes to furnish the lender the securities prescribed herein which could not be given when the loan was granted and, for such purpose, it hereby appoints as its authorized representative the person presently acting as manager or director of the above-mentioned branch of the bank or credit union to give such guarantees to the bank or credit union in the name of the borrower and to sign or endorse and hand over all the deeds or documents attached thereto;

- 5a -

H) S'engage à ne pas grever, aliéner ou diminuer de quelque façon, sans l'assentiment du prêteur, les animaux, les instruments aratoires, l'outillage ou la machinerie agricole et l'équipement de ferme achetés avec le produit du prêt ou donnés en garantie du prêt tant qu'il sera endetté envers le prêteur en vertu du présent prêt;

I) Autorise le prêteur, si une garantie par cession en vertu de l'article 88 de la Loi sur les banques, par hypothèque ou par nantissement est exigée, à faire les recherches requises, l'inscription ou l'enregistrement approprié et à vérifier à sa satisfaction la valeur des titres et l'état hypothécaire de la garantie immobilière ainsi que les charges grevant la garantie mobilière et il s'engage à lui en rembourser les frais;

J) S'engage, dans le cas de nantissement sur des biens se trouvant sur un immeuble loué, à en notifier le locateur et à fournir au prêteur, avant le déboursement du prêt, une preuve écrite de telle notification;

K) Autorise le prêteur, au cas de défaut de remboursement de ce prêt, à vendre ou à faire vendre publiquement ou privément toute garantie donnée et tous biens sur lesquels elle porte, le produit de chaque vente moins les frais qui en résultent devant être affecté à sa dette sans que sa responsabilité pour le solde en soit diminuée;

L) Autorise le prêteur à fournir à tout fonctionnaire de l'Office du crédit agricole du Québec ou du ministère de l'agriculture du Québec tous les renseignements requis concernant le prêt demandé par les présentes ou ses autres affaires avec le prêteur.

(21) DEMANDE DE REMBOURSEMENT D'INTERET (3%) A L'OFFICE DU CREDIT AGRICOLE DU QUEBEC, S'IL Y A LIEU

L'emprunteur désire profiter des avantages de la Loi de l'amélioration des fermes et s'engage à en respecter toutes les conditions ainsi que les règlements s'y rapportant et notamment à aviser l'Office sans délai, si au cours du prêt, la situation quant au revenu du conjoint de chaque agriculteur ou exploitant agricole, selon le cas, prévue à l'article 13 desdits règlements se présente ou se répète. Il s'engage également à fournir tous renseignements demandés et à signer, aux fins ci-dessus, tous autres documents requis par le prêteur ou par ledit Office (Service de l'amélioration des fermes) et il autorise ledit Office ainsi que le prêteur à effectuer toute enquête, y compris la visite de son exploitation pour toutes fins que de droit en rapport avec le prêt qui fait l'objet de la présente demande.

Signé ce ..... jour de ..... 19.....

(Espace réservé à droite pour la signature de la ou des personnes représentant l'emprunteur personnellement ou agissant comme son/ses fondé(s) de pouvoir).

.....

.....

.....

.....

.....

H) Undertakes not to encumber, alienate or diminish in any way, without the lender's consent, and as long as it is indebted to him for the present loan, the livestock, farm implements, agricultural tools or machinery and farm equipement purchased with the proceeds of the loan or pledged as security for it;

I) If security is required in the form of an assignment under section 88 of the Bank Act or by hypothec or pledge, authorizes the lender to have the necessary searches and appropriate entry or registration made and to ascertain to his satisfaction the validity of the titles and the hypothecary statement of the immovable security and the encumbrances on it and agrees to reimburse him for the costs thereby incurred;

J) If any of the property on a leased immovable is pledged, it undertakes to notify the lessor of the fact and to provide the lender with written proof of such notification before the loan is disbursed;

K) Authorizes the lender, in case of default in repayment of the loan, to publicly or privately sell or cause to be sold any given security and the property relative thereto, the proceeds of each such sale, less the costs thereby entailed, to be applied to the reduction of its debt without any decrease in its responsibility for the balance;

L) Authorizes the lender to give any officer of the Québec Farm Credit Bureau or the Québec Department of Agriculture the necessary information relative to the loan which may be granted to it or to other business dealings with the lender.

(21) APPLICATION TO THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU FOR REPAYMENT OF 3% INTEREST, IF NEED BE

The borrower wishes to take advantage of the benefits of the Farm Improvement Act and undertakes to abide by all the regulations and conditions thereof and, specifically, to notify the Bureau if and as soon as the situation referred to in section 13 of the said regulations concerning the consort's income of each farm or of each farm operator arises or recurs during the term of the loan. It also undertakes to give all information requested and to sign, for the above-mentioned purposes, any other documents required by the lender or the said Bureau (Farm Improvement Service) and authorizes the lender and the said Bureau to make any enquiries, including an inspection of its exploitation, for all authorized purposes with respect to the loan constituting the object of this application.

Signed this ..... day of .....19.....

(The space at the right is for the signature of the person(s) representing the borrower or of the authorized representative(s).

.....

.....

.....

.....

.....

– 6 –

(22) **DÉCLARATION DE L'EMPRUNTEUR**

(Note: cette déclaration doit être signée par les mêmes personnes que celles qui ont signé la demande de prêt).

Je / nous .....
(Nom(s) de la ou des personne(s) agissant personnellement ou comme fondé(s) de pouvoir)

Domicilié(s) à .....
(Adresse(s) du domicile)

.....
(Adresse(s) du domicile)

déclare / déclarons ce qui suit:

Que je suis / nous sommes .....
(Indiquer fondé(s) de pouvoir si c'est le cas)

Que j'ai / nous avons pris connaissance de la présente demande de prêt de l'emprunteur.

Que les renseignements contenus dans ladite demande de prêt sont au meilleur de ma / notre connaissance exacts et véridiques en tout point.

.....

.....

.....
(Lieu)

.....
(Date de la demande de prêt)

.....
(Témoin à la signature)

---

(23)

CERTIFICAT D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU PRÊTEUR

Je certifie par les présentes que j'ai examiné et vérifié la demande ci-dessus avec le soin que mon employeur exige de moi dans la conduite de ses opérations ordinaires et, à ma connaissance, les conditions et fins du prêt consenti conformément à la demande sont de nature à en justifier la garantie aux termes de la Loi de l'amélioration des fermes et des règlements s'y rapportant.

Le prêt au montant de $..... a été déboursé le ..... 19.....

(Si le déboursement du prêt s'est fait par tranches, s.v.p. nous en fournir les dates et les montants sur une feuille ajoutée.)

..... 19 .....
(Date) (Signature d'un officier responsable du prêteur)

ESPACE RÉSERVÉ À L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC

Vérification	Codage	Recommandation
(Vérificateur)	(Codeur)	(Service de l'amélioration des fermes)
19 ..... (Date)	19 ..... (Date)	19 ..... (Date)

01-12-75

(22) **DECLARATION OF BORROWER**

(Note: This declaration must be signed by the same persons who signed the loan application).

I / we .....
(Names of person(s) acting perscnally or as authorized representative(s))

residing at .....
(Address(es) of residence(s))

.....
(Address(es) of residence(s))

hereby declare as follows:

That I am / we are .....
(Write "Authorized representative" if such is the case)

That I / we have studied the borrower's present application for a loan.

That the information contained in the said application is, to the best of my / our knowledge, true and exact in every respect.

.....

.....

.....
(Place)

.....
(Date of loan application)

.....
(Witness to the signature)

---

(23) **CERTIFICATE OF A RESPONSIBLE OFFICER OF THE LENDER**

I hereby certify that I have examined and verified the above application with the care required of me by my employer in the conduct of my normal duties and, to the best of my knowledge, the conditions and purposes of the loan granted in accordance with the said application are such as to justify the guarantee within the meaning of the Farm Improvement Act and the regulations made under such Act.

The loan in the amount of $ ..... was disbursed on ..... 19.....

(If the loan was disbursed in instalments, please give the dates and amounts on a separate sheet).

.....
(Date) 19 .....

.....
(Signature of responsible officer of lender)

SPACE RESERVED FOR QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

Verification	Code	Recommendation
(Verifier)	(Coder)	(Farm Improvement Service)
(Date) 19	(Date) 19	(Date) 19 .....

01-12-75

Gouvernement du Québec

LOI DE L'AMELIORATION DES FERMES

MT-3

BILLET

$ . . . . . Demande . . . . 19 . . .

Pour valeur reçue, je promets de payer à l'ordre de . . . . . (nom de la banque) . . . . . à sa succursale de . . . . . la somme de . . . . . dollars (ci-après appelée le "principal"), par versements (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels) égaux et consécutifs de . . . . . dollars ($) chacun. Je promets de payer le premier de ces versements le . . . . . jour d . . . . . 19 . . . et les autres régulièrement par la suite jusqu'au . . . . . jour d . . . . . 19 . . .

Je promets en outre de payer régulièrement, en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés, avant comme après échéance, l'intérêt au taux de * . . . . .% par an, courant à compter du . . . . . jour d . . . . . 19 . . . sur le principal impayé.

Les paiements partiels seront d'abord imputés à l'intérêt couru.

Si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Banque.

. . . . . .

. . . . . .

* Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base de la Banque, à son siège social, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Banque ne pourra exiger que son taux de base majoré de 1%, conformément à l'article 10 des règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes.

Government of Québec

MT-3

FARM IMPROVEMENT ACT

NOTE

$ . . . . . Application No . . . . 19 . . .

For value received, I promise to pay to the order of . . . . . (name of bank) . . . . . at its . . . . . branch, the sum of . . . . . dollars (hereinafter called the "principal"), in equal and consecutive (monthly, quarterly, semi-annual, annual) instalments of . . . . . dollars ($) each. I promise to pay the first of these instalments on the . . . . . day of . . . . . 19 . . . and the others regularly thereafter until the . . . . . day of . . . . . 19 . . .

I also promise to pay regularly, at the same time as the instalments of principal hereinabove mentioned, whether before or after the date due, interest on the unrepaid principal at the rate of * . . . . % per annum, the said interest to run from the. . . . . day of . . . . . 19 . . .

The partial payments shall be applied first against the accrued interest.

If any instalment of principal or accrued interest remains unpaid after the date on which it falls due, the whole of the principal and accrued interest shall forthwith become due and payable at the discretion of the bank.

. . . . . .

. . . . . .

* Enter here a rate of interest not exceeding the bank's prime rate at its head office plus 1%. If a higher rate is entered, the bank may not charge more than its prime rate plus 1%, as required by section 10 of the regulations concerning the Farm Improvement Act.

Gouvernement du Québec

MT-3A

LOI DE L'AMELIORATION DES FERMES

BILLET

$ . . . . . Demande . . . . 19 . . .

Pour valeur reçue, je promets de payer à l'ordre de . . . . . (nom de la banque)

à sa succursale de . . . . . .

la somme de . . . . . dollars

(ci-après appelée le "principal"), par versements (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels) égaux et consécutifs de . . . . . dollars ($)

chacun. Je promets de payer le premier de ces versements le . . . . . jour d . . . . . .

. . . . . 19 . . . et les autres régulièrement par la suite jusqu'au . . . . . jour d . . . . . .

. . . . . 19 . . .

Je promets en outre de payer régulièrement, en même temps que les versements de principal ci-dessus mentionnés, avant comme après échéance, l'intérêt au taux de * . . . . % par an, courant à compter du . . . . . jour d . . . . . 19 . . . sur le principal impayé, lequel taux devant être modifié lorsque et à chaque fois que changera le taux de base de la Banque à son siège social, pour s'ajuster automatiquement à ce taux de base, majoré de 1% l'an.

Les paiements partiels seront d'abord imputés à l'intérêt couru.

Si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Banque.

. . . . . .

. . . . . .

* Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base de la Banque, à son siège social, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Banque ne pourra exiger que son taux de base majoré de 1%, conformément à l'article 10 des règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes.

Government of Québec

FARM IMPROVEMENT ACT

MT-3A

NOTE

$ . . . . . Application No . . . . 19 . . .

For value received, I promise to pay to the order of . . . . . (name of bank) . . . . . at its . . . . . branch, the sum of . . . . . dollars (hereinafter called the "principal"), in equal and consecutive (monthly, quarterly, semi-annual, annual) instalments of . . . . . dollars ($) each. I promise to pay the first of these instalments on the . . . . . day of . . . . . 19 . . . and the others regularly thereafter until the . . . . . day of . . . . . 19 . . .

I also promise to pay regularly, at the same time as the instalments of principal hereinabove mentioned, whether before or after the date due, interest on the unrepaid principal at the rate of * . . . . .% per annum, the said interest to run from the. . . . . day of . . . . . 19 . . . and the rate thereof to be changed when and each time the bank's prime rate at its head office changes so that it will automatically be adjusted to the said prime rate plus 1% per annum.

The partial payments shall be applied first against the accrued interest.

If any instalment of principal or accrued interest remains unpaid after the date on which it falls due, the whole of the principal and accrued interest shall forthwith become due and payable at the discretion of the bank.

. . . . . .

. . . . . .

* Enter here a rate of interest not exceeding the bank's prime rate at its head office plus 1%. If a higher rate is entered, the bank may not charge more than its prime rate plus 1%, as required by section 10 of the regulations concerning the Farm Improvement Act.

Gouvernement du Québec

MT-4

LOI DE L'AMELIORATION DES FERMES

RECONNAISSANCE DE DETTE

Date d'échéance [ ] [ ] [ ] jr ms an — No de la demande [ ] — Folio de l'emprunteur [ ] — No du prêt [ ]

$ .... 19....

Je, soussigné, reconnais avoir emprunté et reçu de la CAISSE . . . . . .

. . . . . .

la somme de . . . . . dollars (ci-après appelée le "principal") et m'engage à lui rembourser cette somme, à son siège social, dans un délai de . . . . . (ans ou mois) par versements . . . . . (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels) égaux et consécutifs de . . . . . dollars ($) chacun, le premier de ces versements devenant dû le . . . . . 19 . . .

Je m'engage en outre à payer, en plus des versements de principal ci-dessus mentionnés et en même temps que ceux-ci, l'intérêt au taux de * ..... % l'an, courant à compter du . . . . . jour de . . . . . 19 . . . sur le principal impayé.

Je m'engage aussi à payer, en plus des versements de principal ci-dessus mentionnés et en même temps que ceux-ci, un supplément d'intérêt de ..... % (maximum: 1%) l'an sur le principal impayé, en considération du fait que le prêt faisant l'objet de la présente reconnaissance de dette est assorti d'une assurance sur ma vie dont la prime est payée par la Caisse.

Je conviens que tout versement partiel sera d'abord imputé à l'intérêt couru.

Je conviens que si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Caisse. Dans un tel cas, la Caisse peut, en tout temps et sans avis, compenser avec ma dette toute somme qui est susceptible de m'être due à titre de capital social, de dépôt à l'épargne, d'intérêt ou de toute autre manière.

. . . . . .

. . . . . .

*Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base défini à l'article 10 des règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Caisse ne pourra exiger que le taux de base majoré de 1%, conformément au premier alinéa dudit article.

Government of Québec

FARM IMPROVEMENT ACT

MT-4

ACKNOWLEDGMENT OF DEBT

Date of maturity [ ][ ][ ] day mth. yr. Application number [ ] Folio of borrower [ ] Loan No. [ ]

3..... ..... 19 ....

I, the undersigned, acknowledge having borrowed and received from the CAISSE . . . . . .
. . . . . .
the sum of . . . . . dollars
(hereinafter called the "principal") and I hereby binf myself to repay that sum to it at its head office within a delay
of . . . . . in equal and consecutive . . . . . instalments of . .
(years or months) (monthly, quarterly, semi-annual or annual)
. . . . . dollars ($)
each, the first of such instalments to fall due on the . . . . . .19 . . .

I also promise to pay regularly, in addition to the instalments of principal hereinabove mentioned and at the same time as the above-mentioned instalments, interest on the unpaid principal at the rate of * . . . . .% per annum, the said interest to run from the . . . . . day of . . . . . 19 . . .

I also promise to pay regularly, in addition to the instalments of principal hereinabove mentioned and at the same time as the above-mentioned instalments, additional interest at the rate of . . . . . % per annum on the unrepaid (maximum: 1%)
principal in consideration of the fact that the loan covered by this acknowledgement of debt is accompanied by an insurance policy on my life the premium of which is paid by the Caisse.

I agree that any partial payment shall be applied first against the accrued interest.

I agree that if any instalment of the principal or accrued interest remains unpaid after the due date, the whole of the principal and accrued interest shall become immediately due and payable at the discretion of the Caisse. In such a case, the Caisse may at any time and without notice compensate with my debt any sum that may be payable to me as capital, savings deposit interest or in any other way.

. . . . . .

. . . . . .

* Enter here a rate of interest not exceeding the prime rate as defined in section 10 of the regulations concerning the Farm Improvement Act, plus 1%. If a higher rate is entered, the Caisse may not charge more than the prime rate plus 1%, in conformity with the first paragraph of said section.

01-12-75

Gouvernement du Québec

LOI DE L'AMELIORATION DES FERMES **MT-4A**

RECONNAISSANCE DE DETTE

Date d'échéance [ ] jr ms an | No de la demande [ ] | Folio de l'emprunteur [ ] | No du prêt [ ]

$ .... 19 ....

Je, soussigné, reconnais avoir emprunté et reçu de la CAISSE . . . . . .
. . . . . .
la somme de . . . . . dollars
(ci-après appelée le "principal") et m'engage à lui rembourser cette somme, à son siège social, dans un délai de . . . .
. . . . . par versements . . . . . égaux et consécutifs
(ans ou mois) (mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels)
de . . . . . dollars ($)
chacun, le premier de ces versements devenant dû le . . . . . 19 . . .

Je m'engage en outre à payer, en plus des versements de principal ci-dessus mentionnés et en même temps que ceux-ci, l'intérêt au taux de * .....% l'an, courant à compter du . . . . . jour de . . . . . 19 . . . sur le principal impayé, lequel taux devant être modifié lorsque et à chaque fois que le taux de base de la majorité des banques à charte faisant affaires dans la province de Québec changera, pour s'ajuster automatiquement à ce taux de base, majoré de 1% l'an.

Je m'engage aussi à payer, en plus des versements de principal ci-dessus mentionnés et en même temps que ceux-ci, un supplément d'intérêt de .....% l'an sur le principal impayé, en considération du fait que le prêt faisant l'objet de la présente reconnaissance de dette est assorti d'une assurance sur ma vie dont la prime est payée par la Caisse.
(maximum: 1%)

Je conviens que tout versement partiel sera d'abord imputé à l'intérêt couru.

Je conviens que si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Caisse. Dans un tel cas, la Caisse peut, en tout temps et sans avis, compenser avec ma dette toute somme qui est susceptible de m'être due à titre de capital social, de dépôt à l'épargne, d'intérêt ou de toute autre manière.

. . . . . .

. . . . . .

* Inscrire ici un taux n'excédant pas le taux de base défini à l'article 10 des règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes, majoré de 1%. Si un taux supérieur est inscrit, la Caisse ne pourra exiger que le taux de base majoré de 1%, conformément au premier alinéa dudit article.

Government of Québec

FARM IMPROVEMENT ACT

MT-4A

ACKNOWLEDGEMENT OF DEBT

Date of maturity [| | |] (day mth. yr.) Application number [ ] Folio of borrower [ ] Loan No. [ ]

....., ... 19.....

I, undersigned, acknowledge having borrowed and received from the CAISSE .....

.....

the sum of ..... dollars (hereinafter called the "principal") and I hereby bind myself to repay that sum to it at its head office within a delay of ..... (years or months) in equal and consecutive ..... (monthly, quarterly, semi-annual or annual) instalments of ..... dollars ($) each, the first of such instalments to fall due on the ..... 19 ...

I also promise to pay regularly, in addition to the instalments of principal hereinabove mentioned and at the same time as the above-mentioned instalments, interest on the unpaid principal at the rate of *..... % per annum, the said interest to run from ..... day of ..... 19 ... and the rate thereof to be changed when and each time the prime rate of the majority of chartered banks doing business in the Province of Québec changes so that it will automatically be adjusted to the said prime rate plus 1% per annum.

I also promise to pay regularly, in addition to the instalments of principal hereinabove mentioned and at the same time as the above-mentioned instalments, additional interest at the rate of ..... (maximum: 1%) % per annum on the unrepaid principal in consideration of the fact that the loan covered by this acknowledgement of debt is accompanied by an insurance policy on my life the premium of which is paid by the Caisse.

I agree that any partial payment shall be applied first against the accrued interest.

I agree that if any instalment of the principal or accrued interest remains unpaid after the due date, the whole of the principal and accrued interest shall become immediately due and payable at the discretion of the Caisse. In such a case, the Caisse may at any time and without notice compensate with my debt any sum that may be payable to me as capital, savings deposit, interest or in any other way.

.....

.....

* Enter here a rate of interest not exceeding the prime rate as defined in section 10 of the regulations concerning the Farm Improvement Act, plus 1%. If a higher rate is entered, the Caisse may not charge more than the prime rate plus 1%, in conformity with the first paragraph of said section.

01-12-75

935-o

A.C. 5170-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-593, 28 novembre 1975

LOI FAVORISANT LE CRÉDIT À LA PRODUCTION AGRICOLE
(1972, c. 38)

Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE le Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole (1972, c. 38), édicté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil 2785-72 du 20 septembre 1972 et modifié par les arrêtés en conseil 738-73 du 7 mars 1973 et 1957-75 du 14 mai 1975, soit de nouveau modifié par le Règlement reproduit en annexe au présent arrêté en conseil.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement modifiant le Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole

1. Le présent règlement est adopté en vertu des articles 13*a* et 17 de la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

2. L'article 1 du Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole, lequel règlement a été édicté par l'arrêté en conseil 2785-72 du 20 septembre 1972 et modifié par les arrêtés en conseil 738-73 du 7 mars 1973 et 1957-75 du 14 mai 1975, est modifié:

a) par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots «les expressions suivantes signifient» par les mots «on entend par»;

b) par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *d* du premier alinéa, des lettres et mots «*f* et *g* de la Loi): le fait pour une personne:» par les lettres et mots «*c*[1], *f*, *f*[1], *g* et *g*[1] de la Loi): le fait pour une personne, à la fois:»;

c) par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«**f**) «élevage d'animaux de ferme» (Réf. article 1, paragraphe *a*, de la Loi): l'élevage de bovins, de mou-

O.C. 5170-75, 26 November 1975
Reg. 75-593, 28 November 1975

ACT TO PROMOTE CREDIT TO FARM PRODUCERS
(1972, c. 38)

Regulation under the Act to promote credit to farm producers — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation amending the Regulation under the Act to promote credit to farm producers.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the Regulation under the Act to promote credit to farm producers (1972, c. 38), made by the Lieutenant-Governor in Council under Order in Council 2785-72 dated 20 September 1972 and amended by Orders in Council 738-73 dated 7 March 1973 and 1957-75 dated 14 May 1975, be further amended by the Regulation annexed to this Order in Council.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending the Regulation under the Act to promote credit to farm producers

1. This Regulation is adopted under sections 13*a* and 17 of the Act to promote credit to farm producers.

2. Section 1 of the Regulation under the Act to promote credit to farm producers, enacted by Order in Council 2785-72 of September 20th 1972 and amended by Orders in Council 738-73 of March 7th 1973 and 1957-75 of May 14th 1975 is amended:

(a) by replacing, in the second and third lines of the first paragraph, the words "the following words and expressions mean" by the words "it is meant by";

(b) by replacing, in the second line of subparagraph *d* of the first paragraph, the letters and words "*f* and *g* of the Act): the fact that a person who:" by the letters and words "*c*[1], *f*, *f*[1], *g* and *g*[1] of the Act): the fact that a person, at the same time:";

(c) by replacing subparagraph *f* by the following:

"**(f)** "raising of livestock" (Ref. section 1, subparagraph *a* of the Act): the raising of cattle, sheep,

tons, de porcs, d'animaux à fourrure, de volailles, de chèvres, de lapins, de poissons de pisciculture fermière, d'abeilles et de chevaux, excepté les chevaux de course, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions; à titre accessoire à l'entreprise principale, est considéré comme «élevage d'animaux de ferme» l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de ceux-ci et de leurs productions; l'expression «exploitation» exclut, dans le cas des chevaux, l'opération de courses sur les pistes de courses.».

swine, fur-bearing animals, poultry, goats, rabbits, fish by farm pisciculture, bees and horses, except race horses, or the exploitation of these classes of livestock and the products thereof; as an accessory to the principal production, the breeding of any other animals or the exploitation of them and their products shall be considered "raising of livestock"; the word "exploitation" excludes, in the case of horses, the conducting of races on racetracks.".

3. L'article 2 dudit règlement est remplacé par le suivant:

«**2. Emprunt par un aspirant-agriculteur** (Réf. article 1, paragraphe c^1, de la Loi): Lorsqu'une personne sollicite un prêt en qualité d'aspirant-agriculteur, elle doit, en outre des autres conditions requises pour obtenir un prêt, fournir au prêteur un engagement écrit, sur la partie de la formule CP-1 prévue à cette fin, de faire de l'agriculture sa principale occupation dans un délai qui ne doit pas excéder 5 ans de:

3. Section 2 of the said regulation is replaced by the following:

"**2. Loan to an aspiring farmer** (Ref. section 1, subparagraph c^1, of the Act): When a person applies for a loan as an aspiring farmer, he must, in addition to meeting the other conditions for obtaining it, provide the lender with a written undertaking, in the proper part of form CP-1, to make farming his principal occupation within a delay which must not exceed five years after:

a) la date du plus ancien de tout emprunt qu'elle a contracté soit à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de l'une ou l'autre de la Loi du crédit agricole (S.R., 1964, c. 108), de la Loi de l'amélioration des fermes (S.R., 1964, c. 109 et am.) ou de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (1972, c. 38), soit à titre de particulier dont l'agriculture n'est pas la principale occupation, en vertu de la partie IV de la Loi sur le crédit agricole (S.R.C., 1970, c. F-2 et am.) ou la date à laquelle une subvention a déjà été accordée à cette personne à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (1969, c. 44), selon la plus éloignée de ces dates; ou

(a) the date of the earliest of any loans he has contracted either as an aspiring farmer under the Farm Credit Act (R.S., 1964, c. 108 and am.) the Farm Improvement Act (R.S., 1964, c. 109 and am.) or the Act to promote credit to farm producers (1972, c. 38 and am.), or as an individual whose principal occupation is not farming, under part IV of the Farm Credit Act (R.S.C.,1970, c. F-2 and am.) or the date on which a grant is made to him under the Act to promote the development of agricultural exploitations (1969, c. 44 and am.), according to the earliest of these dates; or

b) la date à laquelle elle contractera un emprunt en vertu de la Loi, dans le cas où elle n'a contracté aucun emprunt ou ne s'est vu accorder aucune subvention à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de l'une ou l'autre des cinq lois précitées.

Cependant, si elle sollicite un tel prêt pour la première fois, elle doit en outre établir que les ressources de la ferme à l'égard de laquelle le prêt est demandé permettent à l'Office de prévoir que dans le délai prévu au premier alinéa, cette personne pourra faire de l'agriculture sa principale occupation.

Une personne physique qui a cessé d'être aspirant-agriculteur pour toute raison jugée valable par l'Office peut, pour les fins du présent article, reprendre son statut d'aspirant-agriculteur pourvu qu'elle ait remboursé tout emprunt contracté en vertu de l'une ou l'autre des lois citées au paragraphe *a* du premier alinéa. Cette personne est alors considérée, si elle a recommencé à

(b) the date on which he contracts a loan under the Act, if he has not yet contracted any loan or has not yet received any grant as an aspiring farmer under one or other of the five above-mentioned acts.

However, if he applies for such a loan for the first time, he must also show that the resources of the farm for which the loan is requested are such as to allow the Bureau to expect that the applicant will be able to make farming his principal occupation within the delay stipulated in the first paragraph.

A physical person who has ceased to be an aspiring farmer for any reason deemed valid by the Bureau may, for the purposes of this section, recover his status of aspiring farmer provided that he has repaid every loan contracted under one or other of the acts mentioned in subparagraph *a* of the first paragraph. If he has again begun to make farming one of his occupations, but not the principal one, and if he then applies for a loan, he

faire de l'agriculture l'une de ses occupations mais non la principale et si elle sollicite un prêt, comme ayant pour la première fois le statut d'aspirant-agriculteur.

L'aspirant-agriculteur à qui un prêt a été consenti doit, au plus tard dans les 30 jours de l'expiration du délai prévu au premier alinéa, produire à son prêteur et à l'Office, par courrier recommandé, une déclaration solennelle énonçant qu'il fait de l'agriculture sa principale occupation et la date à laquelle il a commencé à le faire; cependant, une telle déclaration peut être produite en tout temps avant ce délai, si l'aspirant-agriculteur a commencé à faire de l'agriculture sa principale occupation avant ledit délai.

Lorsqu'un aspirant-agriculteur n'a pas fait de l'agriculture sa principale occupation dans le délai prévu au premier alinéa, il perd le bénéfice du terme qui lui a été accordé pour le remboursement de son emprunt, et le prêteur doit exiger le remboursement intégral et immédiat de tout solde et des intérêts dus sur cet emprunt, à moins que, conformément à l'avis de l'Office, le prêteur n'en décide autrement.».

shall be considered as having the status of aspiring farmer for the first time.

An aspiring farmer to whom a loan has been granted must, within thirty days of the expiry of the delay stipulated in the first paragraph, send his lender and the Bureau, by registered mail, a solemn declaration stating that he is making farming his principal occupation and the date on which he began to do so; however, such declaration may be submitted at any time before the said delay if the aspiring farmer began to make farming his principal occupation before that delay.

If an aspiring farmer has not made farming his principal occupation within the delay stipulated in the first paragraph, he loses the benefit of the period allowed him to repay his loan, and the lender must demand the immediate and integral repayment of any balance and interest owing on such loan, unless, in accordance with the Bureau's opinion, the lender decides otherwise.''.

4. L'article 3 dudit règlement est modifié par l'insertion, dans la neuvième ligne du premier alinéa, après le mot «s'engage» des mots «par écrit».

4. Section 3 of the said regulation is amended by inserting, in the ninth line of the first paragraph, after the word ''undertakes'', the words ''in writing''.

5. L'article 4 dudit règlement est modifié:

a) par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du sous-paragraphe *v* du paragraphe *a*, des mots «institutions financières, compagnies et coopératives;» par les mots «consommateurs, coopératives et institutions financières;»;

b) par le remplacement, à la fin du sous-paragraphe *iv* du paragraphe *b*, du point par un point virgule.».

5. Section 4 of the said regulation is amended:

(a) by replacing, in the second and the third lines of subparagraph *v* of paragraph *a*, the words ''Financial Institutions, Companies and Cooperatives;'' by the words ''Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;'';

(b) by replacing, at the end of subparagraph *iv* of paragraph *b*, the period by a semi-colon.

6. L'article 7 dudit règlement est modifié:

a) par le remplacement, dans les première, deuxième, troisième et quatrième lignes du premier alinéa du paragraphe 3, des mots «un fonctionnaire responsable du prêteur, avec le soin que son employeur exige de lui dans la conduite de ses opérations ordinaires et si le prêt est consenti, ledit fonctionnaire» par les mots «le prêteur et, si le prêt est consenti, ce dernier»;

b) par la suppression, dans les douzième et treizième lignes du deuxième alinéa du paragraphe 3, des mots «fonctionnaire responsable du».».

6. Section 7 of the said regulation is amended:

(a) by replacing, in the first, second, third and fourth lines of the first paragraph of subsection 3, the words ''a responsible officer of the lender with the care required of him by his employer in the conduct of his normal duties, and if the loan is agreed to, the said officer'' by the words ''the lender and, if the loan is agreed to, the latter'';

(b) by deleting, in the twelfth and thirteenth lines of the second paragraph of subsection 3, the words ''responsible officer of''.

7. L'article 12 dudit règlement est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Lorsque l'emprunteur est une corporation, une coopérative ou une société d'exploitation agricole, il est loisible au prêteur d'exiger un engagement ou cautionnement person-

7. Section 12 of the said regulation is amended by adding the following paragraph:

''If the borrower is a corporation for agricultural operations, an agricultural operations cooperative or an agricultural operations partnership, the lender may require a per-

nel de tout actionnaire, producteur actionnaire ou membre, selon le cas, ou sociétaire de telle corporation, coopérative ou société.».

8. L'article 14 dudit règlement est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

«**4.** Lorsque les garanties visées à l'article 12 sont données sous forme de nantissement et sont constituées de biens mobiliers se trouvant sur un immeuble loué par la personne qui les nantit, l'emprunteur doit, avant le déboursement du prêt, en notifier le locateur et fournir au prêteur une preuve écrite de telle notification.».

9. L'article 21 dudit règlement est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du paragraphe 3, des mots «transportée au gouvernement, sans garantie; et le prêteur devra» par les mots «remise au gouvernement. Le prêteur devra alors».

10. Le présent règlement sera publié dans la *Gazette officielle du Québec* et il entrera en vigueur le 15 décembre 1975, après cette publication.

935-o

sonal commitment or suretyship from any shareholder, producer-shareholder or member, as the case may be, or partner of such corporation, cooperative or partnership.''.

8. Section 14 of the said regulation is amended by adding the following subsection:

''**4.** If the security referred to in section 12 is given in the form of a pledge and are constituted by movable property which are on an immovable leased by the person who pledges them, the borrower must, before the loan is disbursed, notify the lessor concerning such pledge and give the lender a written proof of such notification.''.

9. Section 21 of the said regulation is amended by replacing, in the sixth line of subsection 3, the words ''transferred to the government without guarantee. The lender must'' by the words ''delivered to the government. The lender must then''.

10. This regulation shall be published in the *Québec Official Gazette* and shall come into force on 15 December 1975, following that publication.

935-o

A.C. 5226-75, 27 novembre 1975
Règ. 75-594, 28 novembre 1975

LOI DES TRANSPORTS
(1972, c. 55)

Règlement 6I sur le transport — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 6I modifiant le Règlement 6 sur le transport par véhicule-taxi.

ATTENDU QUE le Règlement 6 sur le transport par véhicule-taxi a été adopté par l'arrêté en conseil 3495-73 du 25 septembre 1973 et modifié par le Règlement 6A adopté par l'arrêté en conseil 3906-73 du 22 octobre 1973, par le Règlement 6B adopté par l'arrêté en conseil 3907-73 du 22 octobre 1973, par le Règlement 6C adopté par l'arrêté en conseil 4761-73 du 19 décembre 1973, par le Règlement 6D adopté par l'arrêté en conseil 549-74 du 13 février 1974, par le Règlement 6E adopté par l'arrêté en conseil 2064-74 du 4 juin 1974, par le Règlement 6F adopté par l'arrêté en conseil 2182-74 du 12 juin 1974, par le Règlement 6G adopté par l'arrêté en conseil 2691-74 du 24 juillet 1974, et par le Règlement 6H adopté par l'arrêté en conseil 193-75 du 15 janvier 1975;

ATTENDU QUE ledit Règlement, dans ses dispositions concernant le service de taxi aux aéroports, ne couvre pas le cas de l'aéroport international de Montréal à Mirabel;

ATTENDU QUE l'aéroport international de Montréal à Mirabel entre officiellement en opération au mois de novembre 1975;

ATTENDU QUE des services de transport par véhicule-taxi apparaissent nécessaires pour desservir convenablement ce nouvel aéroport au point de vue transport;

ATTENDU QU'il est nécessaire d'organiser le service de transport par véhicule-taxi à l'aéroport international de Montréal à Mirabel;

ATTENDU QU'il est opportun d'ajuster, en les augmentant, les taux minimum et maximum à l'intérieur desquels la Commission des transports du Québec doit fixer le prix du transport par véhicule-taxi, afin que les taux et tarifs ainsi fixés correspondent aux coûts d'opération de l'industrie du taxi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 6I annexé au présent arrêté en conseil soit adopté et qu'il entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 5226-75, 27 November 1975
Reg. 75-594, 28 November 1975

TRANSPORT ACT
(1972, c. 55)

Regulation 6I respecting transport — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 6I amending Regulation 6 respecting transport by taxicab.

WHEREAS Regulation 6 respecting transport by taxicab was enacted under Order in Council 3495-73 dated 25 September 1973 and amended by Regulation 6A enacted under Order in Council 3906-73 dated 22 October 1973, by Regulation 6B enacted under Order in Council 3907-73 dated 22 October 1973, by Regulation 6C enacted under Order in Council 4761-73 dated 19 December 1973, by Regulation 6D enacted under Order in Council 549-74 dated 13 February 1974, by Regulation 6E enacted under Order in Council 2064-74 dated 4 June 1974, by Regulation 6F enacted under Order in Council 2182-74 dated 12 June 1974, by Regulation 6G enacted under Order in Council 2691-74 dated 24 July 1974 and by Regulation 6H enacted under Order in Council 193-75 dated 15 January 1975;

WHEREAS the said Regulation, in its provisions respecting taxi services to airports, does not cover the Montreal International Airport at Mirabel;

WHEREAS the Montreal International Airport at Mirabel shall be in operation officially in the month of November 1975;

WHEREAS transport by taxicab services appears to be necessary to properly serve this new airport as regards transport;

WHEREAS it is necessary to organize the taxicab transport service at the Montreal International Airport at Mirabel;

WHEREAS it is expedient to adjust the minimum and maximum rates within which the Québec Transport Commission must fix the price of transport by taxicab, by increasing them, in order that the rates and tariffs thus fixed correspond to the taxicab industry operating costs;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport;

THAT Regulation 6I annexed to this Order in Council be enacted and that it come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement 6I modifiant le Règlement 6 concernant le transport par véhicule-taxi

6I.1 Le Règlement 6 concernant le transport par véhicule-taxi adopté par l'arrêté en conseil 3495-73 du 25 septembre 1973 et modifié par le Règlement 6A adopté par l'arrêté en conseil 3906-73 du 22 octobre 1973, par le Règlement 6B adopté par l'arrêté en conseil 3907-73 du 22 octobre 1973, par le Règlement 6C adopté par l'arrêté en conseil 4761-73 du 19 décembre 1973, par le Règlement 6D adopté par l'arrêté en conseil 549-74 du 13 février 1974, par le Règlement 6E adopté par l'arrêté en conseil 2064-74 du 4 juin 1974, par le Règlement 6F adopté par l'arrêté en conseil 2182-74 du 12 juin 1974, par le Règlement 6G adopté par l'arrêté en conseil 2691-74 du 24 juillet 1974 et par le Règlement 6H adopté par l'arrêté en conseil 193-75 du 15 janvier 1975, est de nouveau modifié, en ajoutant immédiatement après l'article 6.30, ce qui suit:

«**6.30.1** Nul chauffeur ou propriétaire d'un véhicule-taxi, qui est autorisé, en vertu du présent règlement, à fournir un service de transport aux aéroports internationaux de Montréal à Dorval ou à Mirabel, ne peut y stationner son véhicule ailleurs qu'à un poste de stationnement.»

6I.2 Ledit règlement est modifié en remplaçant l'article 6.47 par le suivant:

«**6.47** La Commission fixe les taux et tarifs pour le transport par véhicule-taxi selon les normes suivantes:

I. — Pour les permis de catégorie «agglomération» lorsqu'un véhicule est muni d'un taximètre

	DE	*À*
A) Au départ de la chute:		
i) Pour les permis se rapportant à une des agglomérations du groupe I	$0.50	$0.80
ii) Pour les permis se rapportant à une des agglomérations du groupe II	0.60	0.90
iii) Pour les permis se rapportant à une des agglomérations du groupe III	0.70	1.10
iv) Pour les permis se rapportant à une des agglomérations du groupe IV	0.60	1.20
v) Pour les permis se rapportant à une des agglomérations du groupe V	1.00	1.60
vi) Pour les permis se rapportant à une des agglomérations du groupe VI	0.60	1.20
B) Pour chaque mille parcouru	0.50	0.80
C) Pour chaque minute d'attente	0.10	0.20

Regulation 6I amending Regulation 6 respecting transport by taxicab

6I.1 Regulation 6 respecting transport by taxicab enacted under Order in Council 3495-73 dated 25 September 1973 and amended by Regulation 6A enacted under Order in Council 3906-73 dated 22 October 1973, by Regulation 6B enacted under Order in Council 3907-73 dated 22 October 1973, by Regulation 6C enacted under Order in Council 4761-73 dated 19 December 1973, by Regulation 6D enacted under Order in Council 549-74 dated 13 February 1974, by Regulation 6E enacted under Order in Council 2064-74 dated 4 June 1974, by Regulation 6F enacted under Order in Council 2182-74 dated 12 June 1974, by Regulation 6G enacted under Order in Council 2691-74 dated 24 July 1974 and by Regulation 6H enacted under Order in Council 193-75 dated 15 January 1975, is further amended by adding immediately after section 6.30, the following:

"**6.30.1** No chauffeur or owner of a taxicab who is authorized, under this Regulation, to provide transport service to the Montreal International Airports at Dorval or Mirabel, shall station his vehicle other than at a taxi stand."

6I.2 The said Regulation is amended by replacing section 6.47 by the following:

"**6.47** The Commission shall fix the rates and tariffs for transport by taxicab in accordance with the following standards:

I. — In the case of permits of the "conglomeration" category when a vehicle is equipped with a taximeter

	FROM	*TO*
(A) Minimum departure tariff:		
(i) For permits relating to one of the conglomerations of group I	$0.50	$0.80
(ii) For permits relating to one of the conglomerations of group II	0.60	0.90
(iii) For permits relating to one of the conglomerations of group III	0.70	1.10
(iv) For permits relating to one of the conglomerations of group IV	0.60	1.20
(v) For permits relating to one of the conglomerations of group V	1.00	1.60
(vi) For permits relating to one of the conglomerations of group VI	0.60	1.20
(B) For each mile travelled	0.50	0.80
(C) For each minute of waiting	0.10	0.20

II.— Pour les permis de catégorie «région» lorsqu'un véhicule est muni d'un taximètre

	DE	*À*
A) Au départ de la chute	$0.60	$1.60
B) Pour chaque mille parcouru	0.50	0.80
C) Pour chaque minute d'attente	0.10	0.20

III.— Pour les permis de catégorie «région» lorsqu'un véhicule n'est pas muni d'un taximètre

	DE	*À*
Pour chaque mille parcouru avec le requérant et calculé à l'odomètre	$0.50	$0.80

IV.— Pour les permis de catégorie «secteur fermé»

	DE	*À*
A) Pour une course de un mille ou moins	$1.50	$2.25
B) Pour une course de plus de un mille, pour chaque mille parcouru avec le requérant et calculé à l'odomètre	1.00	1.25

V.— Pour tous les permis lorsqu'un véhicule n'est pas muni d'un taximètre

	DE	*À*
Pour chaque mille parcouru avec le requérant et calculé à l'odomètre	$0.50	$0.80

VI.— Service extérieur

A) Dans le cas d'une course dont le lieu d'origine ou la destination finale est situé à 10 milles ou plus des limites de la région ou de l'agglomération à laquelle le permis se rapporte, ou à plus de 10 milles de la conurbation dont fait partie l'agglomération à laquelle le permis se rapporte:

	DE	*À*
Pour chaque mille parcouru avec le requérant et calculé à l'odomètre	$0.40	$0.80

B) Nonobstant le paragraphe A, dans le cas d'une course dont le lieu d'origine est situé dans une agglomération faisant partie de la conurbation de Montréal et dont la destination finale est l'aéroport international de Montréal à Mirabel, cette course n'est pas considérée comme étant un service extérieur.

VII.— Dispositions générales

1) Si la durée de la course excède 10 heures consécutives en service extérieur, les frais de séjour du chauffeur doivent être payés en plus, à raison de $25 par jour.

II.— In the case of permits of the "region" category when a vehicle is equipped with a taximeter

	FROM	*TO*
(A) Minimum departure tariff	$0.60	$1.60
(B) For each mile travelled	0.50	0.80
(C) For each minute of waiting	0.10	0.20

III.— In the case of permits of the "region" category when a vehicle is not equipped with a taximeter

	FROM	*TO*
For each mile travelled with the hirer and computed with the odometer	$0.50	$0.80

IV.— In the case of permits of the "closed area" category

	FROM	*TO*
(A) In the case of a trip of one mile or under	$1.50	$2.25
(B) In the case of a trip of more than one mile, for each mile travelled with the hirer and computed with the odometer	$1.00	$1.25

V.— In the case of all permits when a vehicle is not equipped with a taximeter

	FROM	*TO*
In the case of each mile travelled with the hirer and computed with the odometer	$0.50	$0.80

VI.— Service outside limits

(A) In the case of a trip whose point of origin or final destination is situated 10 miles or more from the limits of the region or conglomeration to which the permit relates, or more than 10 miles from the conurbation of which the conglomeration to which the permit relates is part:

	FROM	*TO*
In the case of each mile travelled with the hirer and computed with the odometer	$0.40	$0.80

(B) Notwithstanding paragraph (A), in the case of a trip whose point of origin is situated in a conglomeration which is part of the conurbation of Montreal and whose final destination is the Montreal International Airport at Mirabel, such trip shall not be considered as being a service outside limits.

VII.— General Provisions.

(1) If the duration of the trip exceeds 10 consecutive hours in service outside limits, the stay-over expenses of the chauffeur shall be paid in addition at a rate of $25 per day.

2) Pour les fins du présent article, les expressions et mots suivants signifient:

a) «service extérieur»:

i) Le service à l'extérieur de la conurbation dans le cas d'une agglomération faisant partie d'une conurbation;

ii) le service à l'extérieur d'une agglomération dans le cas d'une agglomération ne faisant pas partie d'une conurbation, ou à l'extérieur d'une région dans le cas d'une région;

b) «attente»: le temps durant lequel, en course, un véhicule est immobile ou circule à moins de cinq milles à l'heure;

c) «minute d'attente»: 60 secondes d'attente.

3) Dans le cas d'un baptême, d'un mariage ou d'obsèques et que le transport requis est en service local, les taux et tarifs prévus pour le service fourni en vertu d'un permis de catégorie «ordinaire» sont remplacés par les prix forfaitaires suivants:

	DE	*À*
i) pour un baptême (par heure) . . .	$10.00	$20.00
ii) pour un mariage (par heure) . . .	12.00	25.00
iii) pour des obsèques (par heure) . .	13.00	26.00

4) Dans le cas où le chauffeur de taxi transporte des bagages au début et à la fin d'une même course du consentement ou à la demande du requérant, la majoration du prix de la course dans le cas prévu à l'article 6.24 doit être fixée à au moins $0.20 et à au plus $0.30 à compter du deuxième bagage transporté par ce chauffeur de taxi.

5) Au sens du paragraphe 4, le transport de bagages ne consiste pas uniquement dans la manipulation des bagages pour les placer dans la malle ou à l'intérieur du véhicule-taxi, mais aussi leur transport du lieu où le requérant les a déposés.

6) Lorsqu'un propriétaire ou un chauffeur doit défrayer un droit ou le coût de stationnement dans une ligne d'attente à l'aéroport international de Montréal à Dorval, le prix de la course apparaissant au taximètre est majoré d'un montant égal à ce droit ou ce coût de stationnement.

7) a) Dans le cas d'un service de transport par véhicule-taxi effectué à partir de toute agglomération ou région, selon le cas, vers l'aéroport international de Montréal à Mirabel, le prix total de la course comprend:

i) le montant de la course apparaissant au taximètre, lorsque le véhicule-taxi en est muni, ou le montant de la course calculé en vertu du présent règlement; et

ii) le montant représentant les frais de poste de péage, s'il y a lieu; et

(2) For the purposes of this section, the following words and expressions mean:

(a) "service outside limits":

(i) service outside the conurbation in the case of a conglomeration which is part of a conurbation;

(ii) service outside a conglomeration in the case of a conglomeration which is not part of a conurbation, or outside a region in the case of a region;

(b) "waiting": the time during which, on a trip, a vehicle is stationary or travels at less than five miles per hour;

(c) "minute of waiting": 60 seconds of waiting.

(3) In the case of a christening, wedding or funeral and where the transport required is for local service, the rates and tariffs prescribed for the service provided pursuant to a permit of the "ordinary" category are replaced by the following charter fares:

	FROM	*TO*
(i) for a christening (per hour) . . .	$10.00	$20.00
(ii) for a wedding (per hour)	12.00	25.00
(iii) for a funeral (per hour)	13.00	26.00

(4) In the case where the taxicab chauffeur handles baggage at the beginning and at the end of the same trip upon the consent or request of the hirer, the increase in the fare in the case prescribed in section 6.24 shall be fixed at not less than $0.20 and not more than $0.30 starting with the second piece of baggage carried by such taxicab chauffeur.

(5) Within the meaning of paragraph 4, the handling of baggage does not solely consist in the handling of the baggage to place it in the trunk or inside the taxicab, but also consists in its handling from the place where the hirer deposited it.

(6) When the owner or chauffeur must pay a fee or the parking cost in a waiting line at the Montreal International Airport at Dorval, the fare showing on the taximeter shall be increased by an amount equal to such fee or parking cost.

(7) (a) In the case of a transport by taxicab service started from any conglomeration or region, as the case may be, to the Montreal International Airport at Mirabel, the total fare for the trip shall include.

(i) the fare showing on the taximeter, where the taxicab is equipped with one, or the fare computed under this Regulation; and

(ii) the amount representing toll costs, where applicable and

iii) le montant représentant le coût à défrayer pour traverser un pont, s'il y a lieu.

b) Dans le cas d'un service de transport par véhicule-taxi effectué à partir de l'aéroport international de Montréal à Mirabel vers toute agglomération ou région, selon le cas, le prix total de la course comprend:

i) le montant de la course apparaissant au taximètre; et

ii) le montant représentant les frais de poste de péage, s'il y a lieu; et

iii) le montant représentant le coût à défrayer pour traverser un pont, s'il y a lieu.

c) Lorsqu'un propriétaire ou un chauffeur fournit un service de transport par véhicule-taxi à partir de toute agglomération ou région, selon le cas, vers l'aéroport international de Montréal à Mirabel et qu'il doit revenir à vide vers son lieu de départ, le prix total de la course en vertu du sous-paragraphe *a* du présent paragraphe doit comprendre en double les frais visés aux sous-paragraphes *ii* et *iii*.

8) Tout propriétaire ou chauffeur d'un véhicule-taxi doit maintenir affiché, de façon à ce qu'il soit aisément lu par tout passager à l'intérieur de son véhicule, le tarif en vigueur pour le transport effectué à l'aéroport international de Montréal à Mirabel en vertu du présent règlement.»

61.3 Le règlement est modifié en remplaçant l'article 6.78 par le suivant:

«**6.78.** 1) Dans chacune des conurbations de Montréal et de Québec, les associations de service des agglomérations comprises dans l'une et l'autre de ces conurbations doivent se grouper en une conférence du taxi.

2) Le nom de la conférence du taxi doit comprendre uniquement les mots «la conférence du taxi de» suivis du nom de la conurbation pour laquelle elle est constituée et se terminer par l'abréviation «Inc.».

3) Les conférences du taxi ont notamment pour objet d'établir et d'administrer, aux aéroports internationaux de Montréal à Dorval et à Mirabel et de Ste-Foy respectivement, les moyens et systèmes d'affectation des véhicules-taxis munis de permis se rapportant à une des agglomérations comprises dans la conurbation dont fait partie cette agglomération d'aéroport.»

61.4 Ledit règlement est modifié:

a) en remplaçant aux paragraphes (1), (2), (3) et (4) de l'article 6.79, les mots «l'aéroport international de Montréal» par les mots «l'aéroport international de Montréal à Dorval»;

b) en remplaçant au paragraphe (5) de l'article 6.79, les mots «l'aéroport de Québec» par les mots «l'aéroport de Ste-Foy».

(iii) the amount representing the cost for crossing a bridge, where applicable.

(b) In the case of a transport by taxicab service starting from the Montreal International Airport at Mirabel to any conglomeration or region, as the case may be, the total fare shall include:

(i) the fare showing on the taximeter; and

(ii) the amount representing toll costs where applicable; and

(iii) the amount representing the cost for crossing a bridge, where applicable.

(c) In the case where the owner or chauffeur provides a transport by taxicab service starting from any conglomeration or region, as the case may be, to the Montreal International Airport at Mirabel and where he must return empty to his starting point, the total fare pursuant to subparagraph *a* of this paragraph must include the double of the fees contemplated in items ii and iii.

(8) Every owner or chauffeur of a taxicab must now post up, so that it can be easily read by any passenger within his vehicle, the tariff in force for the transport carried out at the Montreal International Airport at Mirabel pursuant to this Regulation."

61.3 The said Regulation is amended by replacing section 6.78 by the following:

"**6.78.** (1) In each conurbation of Montreal and Québec, the taxicab service associations of the conglomerations included in one or other of these conurbations must group themselves into a taxi conference.

(2) The name of the said taxi conference shall be composed of only the words "Taxi Conference", preceded by the name of the conurbation for which it is constituted and ending with the abbreviation "Inc.".

(3) The object of the said taxi conferences shall be to establish and manage, at the Montreal International Airports at Dorval and Mirabel, and of that of Ste-Foy respectively, the means and systems for assigning taxicabs holding a permit relating to one of the conglomerations included in the conurbation of which the airport conglomeration is part."

61.4 The said Regulation is amended:

(a) by replacing in paragraphs (1), (2), (3) and (4) of section 6.79, the words "Montreal International Airport" by the words "Montreal International Airport at Dorval";

(b) by replacing in paragraph (5) of section 6.79, the words "Québec Airport" by the words "Ste. Foy Airport".

61.5 Ledit règlement est modifié en ajoutant, immédiatement après le paragraphe (5) de l'article 6.79, ce qui suit:

«**6)** Le service de taxi vers l'aéroport international de Montréal à Mirabel à partir d'une agglomération ou d'une région est fourni par les véhicules-taxis de cette agglomération ou de cette région.

7) Le service de taxi à partir de l'aéroport international de Montréal à Mirabel vers une agglomération ou une région est fourni exclusivement par les véhicules-taxis dont les propriétaires font partie d'une association de service membre de la conférence du taxi de Montréal.»

61.6 Ledit règlement est modifié en ajoutant, immédiatement après l'article 6.94.1, le suivant:

«**6.94.2.** L'administrateur de la Commission retourne le cautionnement de toute personne qui a introduit devant la Commission une demande de permis pour fournir un service de transport par taxi de ou vers l'aéroport international de Montréal à Mirabel ou les deux; l'administrateur de la Commission retourne également le cautionnement de l'opposant, s'il en est, et ferme le dossier de l'affaire.»

61.7 Ledit règlement est modifié en remplaçant la section II de l'annexe «A» par la suivante:

«**Section II**

LES CONURBATIONS DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL

A) La conurbation de Québec est composée des agglomérations de Québec, de Ste-Foy et du territoire de l'aéroport de Ste-Foy.

B) La conurbation de Montréal est composée des agglomérations de Montréal, de l'Ouest de l'Île de Montréal, de l'Est de l'Île de Montréal et du territoire des aéroports internationaux de Montréal à Dorval et à Mirabel.»

61.8 Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et s'applique aux affaires qui sont alors pendantes devant la Commission.

932-o

61.5 The said Regulation is amended by adding, immediately after paragraph (5) of section 6.79, the following:

"**(6)** The taxicab service to the Montreal International Airport at Mirabel starting from a conglomeration or a region is provided by taxicabs of such conglomeration or region.

(7) The taxicab service from the Montreal International Airport at Mirabel to a conglomeration or region is provided exclusively by taxicabs whose owners are part of a service association which is a member of the taxi conference of Montreal."

61.6 The said Regulation is amended by adding, immediately after section 6.94.1, the following:

"**6.94.2** The Commission administrator shall return the security of any person who has filed an application for a permit with the Commission to provide a transport by taxicab service from or to the Montreal International Airport at Mirabel or both; the Commission administrator shall also return the opposing party's security, where applicable, and shall close the record on the matter."

61.7 The said Regulation is amended by replacing Division II of Schedule "A" by the following:

"**Division II**

CONURBATIONS OF QUÉBEC AND MONTREAL

(A) The conurbation of Québec is composed of the conglomerations of Québec, Ste. Foy and the territory of the Ste. Foy airport.

(B) The conurbation of Montreal is composed of the conglomerations of Montreal, of West of the Island of Montreal, of East of the Island of Montreal and of the territory of the Montreal International Airports at Dorval and Mirabel."

61.8 This Regulation shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette* and shall apply to matters which are then pending before the Commission.

932-o

A.C. 5227-75, 27 novembre 1975
Règ. 75-595, 28 novembre 1975

LOI DES TRANSPORTS
(1972, c. 55)

Ordonnance générale no 17 — Voyages spéciaux ou à charte-partie — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement 17B modifiant l'ordonnance générale no 17 (1969) concernant les voyages spéciaux ou à charte-partie

ATTENDU QUE le nouvel aéroport international de Montréal à Mirabel sera utilisé pour le transport aérien de passagers à compter du 30 novembre 1975;

ATTENDU QUE le nombre de passagers aériens qui utiliseront ledit aéroport ne pourra pas être connu avant que la plupart des envolées qui doivent y être effectuées le soient de façon constante;

ATTENDU QU'en conséquence il n'est pas possible de déterminer avant quelques mois les besoins de transport à charte-partie par autobus de et vers ledit aéroport;

ATTENDU QUE pour répondre aux besoins immédiats et également pour évaluer de façon certaine les besoins de transport à charte-partie par autobus de et vers ledit aéroport il y a lieu de prévoir le libre accès aux services à charte-partie à tout transporteur qui a déjà le droit de faire des voyages à charte-partie et aux commissions de transport;

ATTENDU QUE le règlement 17B annexé au présent arrêté en conseil prévoit une telle mesure en amendant en ce sens l'ordonnance générale no 17 (1969) concernant les voyages spéciaux ou à charte-partie adoptée par la Régie des transports le 19 mars 1970.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des transports:

QUE le règlement 17B annexé au présent arrêté en conseil soit adopté, entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier mars 1976.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement 17B modifiant l'ordonnance générale no 17 (1969) concernant les voyages spéciaux ou à charte-partie

17B.1 L'ordonnance générale no 17 (1969) concernant les voyages spéciaux ou à charte-partie, adoptée par la Régie des transports le 19 mars 1970, modifiée par le règlement 17 adopté par l'arrêté en conseil 4379-73 du 28 no-

O.C. 5227-75, 27 November 1975
Reg. 75-595, 28 November 1975

TRANSPORT ACT
(1972, c. 55)

General Order No. 17 — Special or chartered trips — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 17B amending General Order No. 17 (1969) respecting special or chartered trips.

WHEREAS the new Montreal International Airport at Mirabel will be used for air passenger transport from 30 November 1975;

WHEREAS the number of airline passengers that will use the said airport cannot be known before most of the flights to be effected therefrom are effected steadily;

WHEREAS consequently, it will not be possible to determine for a few months the requirements in charter transport by autobus to and from the said airport;

WHEREAS to meet immediate needs and also to evaluate with certainty the requirements in charter transport by autobus to and from the said airport, it is expedient to provide every carrier that is already entitled to make chartered trips, and transport commissions, with free access to charter services;

WHEREAS Regulation 17B annexed to this Order in Council provides such a measure by amending to that effect General Order No. 17 (1969) respecting special or chartered trips made by the Transportation Board on 19 March 1970.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 17B annexed to this Order in Council be enacted, come into force from its publication in the *Québec Official Gazette* and remain in force until 1 March 1976.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 17B amending General Order No. 17 (1969) respecting special or chartered trips

17B.1 General Order No. 17 (1969) respecting special or chartered trips made by the Transportation Board on 19 March 1970, amended by Regulation 17 made under Order in Council 4379-73 dated 28 November 1973 and by Regu-

vembre 1973 et par le règlement 17A adopté par l'arrêté en conseil 2425-75 du 11 juin 1975 est de nouveau modifiée en ajoutant immédiatement après l'article 11.B le suivant:

«**ARTICLE 11C**

1. Pour les fins du présent article «voyage à charte-partie» comprend le voyage aller, le voyage retour et le voyage aller-retour.

2. Toute personne à laquelle s'applique la présente ordonnance peut effectuer des voyages à charte-partie de ou vers ou de et vers l'aéroport international de Montréal à Mirabel de manière régulière ou irrégulière pourvu que ces voyages originent d'un endroit qu'elle est autorisée à desservir par un service régulier ou par voyages à charte-partie, ou se terminent à un tel endroit.

3. Le paragraphe 2 s'applique à toute commission de transport constituée par une loi du Québec comme si cette commission était titulaire d'un permis l'autorisant à fournir des services de transport en commun.»

17B.2 Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

932-o

lation 17A made under Order in Council 2425-75 dated 11 June 1975 is further amended by adding immediately after section 11.B the following:

"**SECTION 11C**

1. For the purposes of this section "chartered trips" includes outward trips, inward trips and return trips.

2. Every person to whom this Order applies may carry out chartered trips to or from or to and from the Montreal International Airport at Mirabel regularly or irregularly provided that such trips originate from a place which he is authorized to serve by regular service or by chartered trip, or terminate at such a place.

3. Subsection 2 applies to every transport commission constituted under a law of Québec as if that commission were the holder of a permit authorizing it to furnish public transport services."

17B.2 This Regulation shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

932-o

Règ. 75-596, 28 novembre 1975

CODE DE LA ROUTE
(S.R., 1964, c. 231)

Règlement EC-5 du 10 novembre 1975

Prescriptions du Directeur du Bureau des véhicules automobiles concernant la fiche à être établie par une école de conduite pour tout élève inscrit à un cours en conduite automobile.

Conformément à l'article 45 de l'arrêté en conseil 1563 du 27 avril 1971, le Directeur décrète ce qui suit:

Tout exploitant d'une école de conduite doit compléter une fiche pour tout élève inscrit à un cours de conduite. Cette fiche doit comporter les indications suivantes: le numéro de la formule d'inscription (EC-1), la date, l'heure, la description des sujets traités, le nom des moniteurs et instructeurs qui ont dispensé les cours, leur numéro de permis d'enseignant, la signature de l'élève ainsi que la signature de l'exploitant ou de la personne autorisée à cette fin qui attestera la véracité et la conformité des renseignements fournis. La formule autorisée pour la rédaction de cette fiche est uniquement celle fournie par le Directeur du Bureau des véhicules automobiles et porte le numéro (EC-2).

Ces prescriptions entrent en vigueur conformément aux dispositions de l'article 53 section 8 de l'arrêté en conseil 1563 du 27 avril 1971 et remplacent le règlement EC-5 du 15 octobre 1971.

Le Directeur du Bureau
des véhicules automobiles,
GHISLAIN K.-LAFLAMME, avocat.

932-o

Reg. 75-596, 28 November 1975

HIGHWAY CODE
(R.S., 1964, c. 231)

Regulation EC-5 dated 10 November 1975

Regulations of the Director of the Motor Vehicle Bureau concerning the file to be kept by driving schools for each pupil enrolled in a motor vehicle driving course.

In accordance with section 45 of Order in Council 1563 dated 27 April 1971, the Director decrees as follows:

Every operator of a driving school must complete a file for each pupil enrolled in a driving course. This file must contain the following information: the number of the enrolment form (EC-1), the date, hour, description of the subjects studied, the name of the monitors and instructors who gave the course, the number of their teacher's permit, the signature of the pupil as well as the signature of the operator or person authorized for such purpose attesting to the veracity and conformity of the information supplied. The only form authorized for drawing up the file shall be that furnished by the Director of the Motor Vehicle Bureau and bearing number (EC-2).

These regulations shall come into force in accordance with the provisions of section 53 of Division 8 of Order in Council 1563 dated 27 April 1971 and replace Regulation EC-5 dated 15 October 1971.

GHISLAIN K.-LAFLAMME, Advocate,
Director of the Motor
Vehicle Bureau.

932-o

A.C. 5078-75, 19 novembre 1975
Règ. 75-598, 21 novembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Automobile, Mauricie — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie.

ATTENDU QUE la Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie, chargé de surveiller et d'assurer l'observance des décrets 487-72 du 16 février 1972 et 2535 du 20 septembre 1967 et leurs modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels et des salariés assujettis auxdits décrets, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie, chargé de surveiller et d'assurer l'observance des décrets 487-72 du 16 février 1972 et 2535 du 20 septembre 1967 et leurs modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 4 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis auxdits décrets, selon les conditions décrites ci-après:

O.C. 5078-75, 19 November, 1975
Reg. 75-598, 21 November, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Automobile, St. Maurice Valley — Levy

Present: The Lieutenant-Gouvernor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley.

WHEREAS the Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley commissioned to ensure the supervision and observance of Decrees No. 487-72 of February 16, 1972 and No. 2535 of September 20, 1967 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers and employees governed by the said decree;

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley entrusted with the supervision and enforcement of Decrees No. 487-72 of February 16, 1972 and No. 2535 of September 20, 1967 and all further amendments decided at a meeting held on September 4, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers and employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis aux décrets 487-72 du 16 février 1972 et 2535 du 20 septembre 1967 et leurs modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/4% de leur liste de paie pour les salariés assujettis auxdits décrets (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis aux décrets 487-72 du 16 février 1972 et 2535 du 20 septembre 1967 et leurs modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/4% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Le Comité paritaire de l'automobile de la Mauricie

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 80,000
Revenus divers	6,000
Total des revenus	$ 86,000

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decrees No. 487-72 of February 16, 1972 and No. 2535 of September 20, 1967 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/4% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decrees No. 487-72 of February 16, 1972 and No. 2535 of September 20, 1967 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/4% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to the present Regulation.

The Automobile Parity Committee of the St. Maurice Valley

Summary of the extimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 80,000
Miscellaneous Revenue	6,000
Total revenue	$ 86,000

Dépenses:

Administration générale	$ 41,774
Administration du décret (inspection)	31,010
Administration — propriété	7,834
Administration — membres du comité	3,981
Total des dépenses	$ 84,599
Surplus prévu	$ 1,401

930-o

Expenses:

General Administration	$ 41,774
Administration of the Decree (inspection)	31,010
Administration of premises	7,834
Administration — Committee members	3,981
Total expenses	$ 84,599
Estimated surplus	$ 1,401

930-o

A.C. 5079-75, 19 novembre 1975
Règ. 75-599, 21 novembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Coiffeurs pour hommes, Montréal — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1790 du 12 octobre 1966 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif.
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1790 du 12 octobre 1966 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 30 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 5079-75, 19 November, 1975
Reg. 75-599, 21 November, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Men's Hairdressers, Montreal — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal.

WHEREAS the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal, commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees and artisans governed by the said decree;

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal, entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all further amendments decided at a meeting held on September 30, 1975 to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 1790 du 12 octobre 1966 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 1790 du 12 octobre 1966 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis au décret 1790 du 12 octobre 1966 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leurs recettes brutes, sans toutefois que le montant exigible n'excède $1 par semaine.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Le Comité paritaire des coiffeurs pour hommes de Montréal

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 102,200
Revenus divers	10,100
Total des revenus	$ 112,300

(a) All professional employers governed by Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) All artisans governed by Decree No. 1790 of October 12, 1966 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their gross receipts, without the exigible amount exceeding $1.00 per week.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

The levy imposed by the present regulation is payable to the Parity Committee each month by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to the present Regulation.

The Parity Committee of Men's Hairdressers of Montreal

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 102,200
Miscellaneous Revenue	10,100
Total revenue	$112,300

Dépenses:

Administration générale	$ 70,718
Administration du décret (inspection)	32,264
Administration — propriété	3,905
Administration — membres du comité	5,110
Total des dépenses	$ 111,997
Surplus prévu	$ 303

930-o

Expenses:

General Administration	$ 70,718
Administration of the Decree (inspection)	32,264
Administration of premises	3,905
Administration — Committee members	5,110
Total expenses	$ 111,997
Estimated surplus	$ 303

930-o

A.C. 5080-75, 19 novembre 1975
Règ. 75-600, 21 novembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Barbiers et coiffeurs, Saguenay — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 977 du 14 juin 1960 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 977 du 14 juin 1960 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 9 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 5080-75, 19 November, 1975
Reg. 75-600, 21 November, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Barbers and Hairdressers, Saguenay — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Saguenay Barbers and Hairdressers Parity Committee.

WHEREAS the Saguenay Barbers and Hairdressers Parity Committee commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 977 of June 14, 1960 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees and artisans governed by the said decree;

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Saguenay Barbers and Hairdressers Parity Committee for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Saguenay Barbers and Hairdressers Parity Committee entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 977 of June 14, 1960, and all further amendments decided at a meeting held on September 9, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described;

1 Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 977 du 14 juin 1960 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 977 du 14 juin 1960 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis au décret 977 du 14 juin 1960 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leurs recettes brutes, sans toutefois que le montant exigible n'excède $0.50 par semaine.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire bi-annuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du Saguenay

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 12,600
Revenus divers	958
Total des revenus	$ 13,558

(a) All professional employers governed by Decree No. 977 of June 14, 1960 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 977 of June 14, 1960 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) All artisans governed by Decree No. 977 of June 14, 1960 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their gross receipts, without the exigible amount exceeding $0.50 per week.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

The levy imposed by the present regulation is payable to the Parity Committee twice a year by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to this Regulation.

The Saguenay Barbers and Hairdressers Parity Committee

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 12,600
Miscellaneous Revenue	958
Total revenue	$ 13,558

Dépenses:

Administration générale	$ 9,637
Administration du décret (inspection)	2,020
Administration — propriété	877
Administration — membres du comité	840
Total des dépenses	$ 13,374
Surplus prévu	$ 184

930-o

Expenses:

General Administration	$ 9,637
Administration of the Decree (inspection)	2,020
Administration of premises	877
Administration — Committee members	840
Total expenses	$ 13,374
Estimated surplus	$ 184

930-o

A.C. 5081-75, 19 novembre 1975
Règ. 75-601, 21 novembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Coiffeurs, Saint-Jean — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Jean et région.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Jean et région, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 666 du 15 juin 1955 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (R.S.Q. 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Jean et région, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Jean et région, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 666 du 15 juin 1955 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 22 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 5081-75, 19 November, 1975
Reg. 75-601, 21 November, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Hairdressers, St. Jean — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Hairdressers' Parity Committee of St. Jean and region.

WHEREAS the Hairdressers' Parity Committee of St. Jean and region commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 666 of June 15, 1955 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees and artisans governed by the said decree;

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Hairdressers' Parity Committee of St. Jean and region for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Hairdressers' Parity Committee of St. Jean and region entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 666 of June 15, 1955 and all further amendments decided at a meeting held on September 22, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 666 du 15 juin 1955 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 666 du 15 juin 1955 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis;

c) les artisans assujettis au décret 666 du 15 juin 1955 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leurs recettes brutes, sans toutefois que le montant exigible n'excède $0.75 par semaine.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Jean et région

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 13,550
Revenus divers	1,978
Total des revenus	$ 15,528

(a) All professional employers governed by Decree No. 666 of June 15, 1955 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 666 of June 15, 1955 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) All artisans governed by Decree No. 666 of June 15, 1955 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their gross receipts without the exigible amount exceeding $0.75 per week.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

The levy imposed by the present regulation is payable to the Parity Committee each month by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to the present Regulation.

Hairdressers' Parity Committee of St. Jean and region

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 13,550
Miscellaneous Revenue	1,978
Total revenue	$ 15,528

Dépenses:

Administration générale	$ 9,953
Administration du décret (inspection)	2,501
Administration — propriété	1,580
Administration — membres du comité	2,325
Total des dépenses	$ 16,359
Déficit prévu	$ 831

930-o

Expenses:

General administration	$ 9,953
Administration of the Decree (inspection)	2,501
Administration of premises	1,580
Administration — Committee members	2,325
Total expenses	$ 16,359
Estimated deficit	$ 831

930-o

A.C. 5172-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-602, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Coiffeurs, Hull — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des coiffeurs du district de Hull.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des coiffeurs du district de Hull, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 3652 du 13 novembre 1968 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs du district de Hull, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire des coiffeurs du district de Hull, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 3652 du 13 novembre 1968 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 9 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 5172-75, 26 November, 1975
Reg. 75-602, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Hairdressers, Hull — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Hairdressers' Joint Committee for Hull District.

WHEREAS the Hairdressers' Joint Committee for Hull District commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 3652 of November 13, 1968 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees, and artisans governed by the said decree:

WHEREAS the requests of the Joint Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the Levy Regulation for the Hairdressers' Joint Committee for Hull District for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE.
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Hairdressers' Joint Committee for Hull District entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 3652 of November 13, 1968, and all further amendments, decided at a meeting held on September 9, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 3652 du 13 novembre 1968 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 3652 du 13 novembre 1968 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis au décret 3652 du 13 novembre 1968 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leurs recettes brutes, sans toutefois que le montant exigible n'excède $0.85 par semaine.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement et payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Comité paritaire des coiffeurs du district de Hull

Sommaire des prévisions
en matière de revenus et dépenses
pour la période
du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 22,181
Revenus divers	1,305
Total des revenus	$ 23,486

(a) All professional employers governed by Decree No. 3652 of November 13, 1968 and all further amendments shall pay the Joint Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 3652 of November 13, 1968 and all further amendments shall remit to the Joint Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) All artisans governed by Decree No. 3652 of November 13, 1968 and all further amendments shall remit to the Joint Committee an amount equal to 1/2% of their gross receipts, without the exigible amount exceeding $0.85 per week.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Joint Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

The levy imposed by the present regulation is payable to the Joint Committee each month by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Joint Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to the present Regulation.

The Hairdressers' Joint Committee for Hull District

Summary of the estimate
of expenditure and revenue
for the period extending
from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 22,181
Miscellaneous Revenue	1,305
Total revenue	$ 23,486

Dépenses:

Administration générale	$ 19,609
Administration du décret (inspection)	1,850
Administration — propriété	1,200
Administration — membres du comité	800
Total des dépenses	$ 23,459
Surplus prévu	$ 27

930-o

Expenses:

General Administration	$ 19,609
Administration of the Decree (inspection)	1,850
Administration of premises	1,200
Administration — Committee members	800
Total expenses	$ 23,459
Estimated surplus	$ 27

930-o

A.C. 5173-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-603, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Corrections à l'A.C. 4715-75 — Coiffeurs — Drummond, Richelieu et Shefford

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections à l'arrêté en conseil 4715-75 du 22 octobre 1975 relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Drummond, Richelieu et Shefford.

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil 4715-75 du 22 octobre 1975, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 5 novembre 1975, soit corrigé pour se lire de la façon suivante:

1. L'article 3 devient l'article 4.

2. Le nouvel article 3 suivant est inséré après l'article 2:

«**3.** Quant au district électoral de Richelieu, l'article 120 devient l'article 20.00.»

3. Les articles 20.00 à 24.00 inclusivement deviennent les articles 21.00 à 25.00 inclusivement.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

930-o

A.C. 5173-75, 26 November, 1975
Reg. 75-603, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Corrections to O.C. 4715-75 — Hairdressers — Drummond, Richelieu and Shefford

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to Order in Council No. 4715-75 of October 22, 1975 respecting men's and ladies' hairdressers in the electoral districts of Drummond, Richelieu and Shefford.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Order in Council No. 4715-75 of October 22, 1975, published in the *Québec Official Gazette* of November 5, 1975, be corrected to read as follows:

1. Section 3 becomes section 4.

2. The following new section 3 is added after section 2:

"**3.** As to the electoral district of Richelieu, section 120 becomes section 20.00."

3. Sections 20.00 to 24.00 inclusively become sections 21.00 to 25.00 inclusively.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

930-o

A.C. 5174-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-604, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Coiffeurs, Saint-Hyacinthe — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-Gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Hyacinthe, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1010 du 26 septembre 1956 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Hyacinthe, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Hyacinthe, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1010 du 26 septembre 1956 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 17 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 5174-75, 26 November, 1975
Reg. 75-604, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Hairdressers, St. Hyacinthe — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Hairdressers' Parity Committee of St. Hyacinthe.

WHEREAS the Hairdressers' Parity Committee of St. Hyacinthe commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 1010 of September 26, 1956 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees and artisans governed by the said decree.

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 and December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Hairdressers' Parity Committee of St. Hyacinthe for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Hairdressers' Parity Committee of St. Hyacinthe entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 1010 of September 26, 1956 and all further amendments decided at a meeting held on September 17, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 1010 du 26 septembre 1956 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salaires assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 1010 du 26 septembre 1956 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis au décret 1010 du 26 septembre 1956 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leurs recettes brutes, sans toutefois que le montant exigible n'excède $0.75 par semaine.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Comité paritaire des coiffeurs de Saint-Hyacinthe

Sommaire des prévisions
en matière de revenus et dépenses
pour la période
du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$17,000
Revenus divers	650
Total des revenus	$ 17,650

(a) All professional employers governed by Decree No. 1010 of September 26, 1956 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 1010 of September 26, 1956 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) All artisans governed by Decree No. 1010 of September 26, 1956 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their gross receipts, without the exigible amount exceeding $0.75 per week.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

The levy imposed by the present regulation is payable to the Parity Committee each month by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to this Regulation.

The Hairdressers' Parity Committee of St. Hyacinthe

Summary of the estimate
of expenditure and revenue
for the period extending
from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 17,000
Miscellaneous Revenue	650
Total revenue	$ 17,650

Dépenses:

Administration générale	$ 8,320
Administration du décret (inspection)	4,500
Administration — propriété	1,490
Administration — membres du comité	1,800
Total des dépenses	$ 16,110
Surplus prévu	$ 1,540

930-o

Expenses:

General Administration	$ 8,320
Administration of the Decree (inspection)	4,500
Administration of premises	1,490
Administration — Committee members	1,800
Total expenses	$ 16,110
Estimated surplus	$ 1,540

930-o

A.C. 5175-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-605, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Distributeurs de pain, Montréal — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 29 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 5175-75, 26 November, 1975
Reg. 75-605, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Bread Delivery, Montreal — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Parity Committee of Bread Delivery in the Montreal region.

WHEREAS the Parity Committee of Bread Delivery in the Montreal region commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 85 of February 4, 1959 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees and artisans governed by the said decree.

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Parity Committee of Bread Delivery in the Montreal region, for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Parity Committee of Bread Delivery in the Montreal region entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 85 of February 4, 1959 and all further amendments decided at a meeting held on September 29, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis au décret 85 du 4 février 1959 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% du salaire du compagnon le plus rémunéré au décret, sans toutefois que le montant exigible n'excède $0.50 par semaine.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Comité paritaire des distributeurs de pain de la région de Montréal

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 82,680
Revenus divers	15,388
Total des revenus	$ 98,068

(a) All professional employers governed by Decree No. 85 of February 4, 1959 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 85 of February 4, 1959 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) All artisans governed by Decree No. 85 of February 4, 1959 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of the wage of the highest paid journeyman in the decree, without the exigible amount exceeding $0.50 per week.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

The levy imposed by the present regulation is payable to the Parity Committee each month by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to this Regulation.

The Parity Committee of Bread Delivery in the Montreal Region

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 82,680
Miscellaneous Revenue	15,388
Total revenue	$ 98,068

Dépenses:

Administration générale	$ 41,311
Administration du décret (inspection)	37,500
Administration — propriété	2,585
Administration — membres du comité	9,810
Total des dépenses	$ 91,206
Surplus prévu	$ 6,862

930-o

Expenses:

General Administration	$ 41,311
Administration of the Decree (inspection)	37,500
Administration of premises	2,585
Administration — Committee members	9,810
Total expenses	$ 91,206
Estimated surplus	$ 6,862

930-o

A.C. 5176-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-606, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Automobile, Montréal — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 26 août 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

O.C. 5176-75, 26 November, 1975
Reg. 75-606, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964,c. 143)

Automobile, Montreal — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District.

WHEREAS the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 184 of February 8, 1950 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees and artisans governed by the said decree.

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District for which copy is attached, by approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments decided at a meeting held on August 26, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/4% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/4% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis au décret 184 du 8 février 1950 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/4% du salaire du compagnon le plus rémunéré au décret, sans toutefois que le montant exigible n'excède $0.10 par semaine.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 715,936
Revenus divers	69,048
Total des revenus	$ 784,984

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/4% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/4% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) All artisans governed by Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/4% of the wage of the highest paid journeyman in the decree, without the exigible amount exceeding $0.10 per week.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

The levy imposed by the present regulation is payable to the Parity Committee each month by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to this Regulation.

The Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$715,936
Miscellaneous Revenue	69,048
Total revenue	$784,984

Dépenses:

Administration générale	$ 463,409
Administration du décret (inspection)	255,692
Administration — propriété	45,967
Administration — membres du comité	17,520
Total des dépenses	$ 782,588
Surplus prévu	$ 2,396

930-o

Expenses:

General Administration	$463,409
Administration of the Decree (inspection)	255,692
Administration of premises	45,967
Administration — Committee members	17,520
Total expenses	$782,588
Estimated surplus	$ 2,396

930-o

A.C. 5177-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-607, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Boite de carton, province — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1884 du 12 novembre 1947 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1884 du 12 novembre 1947 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 9 octobre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

O.C. 5177-75, 26 November, 1975
Reg. 75-607, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Paper Box, Province — Levy

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec.

WHEREAS the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 1884 of November 12, 1947 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers and employees governed by the said decree.

WHEREAS the request of the Joint Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 1884 of November 12, 1947 and all further amendments decided at a meeting held on October 9, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers and employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 1884 du 12 novembre 1947 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/6% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 1884 du 12 novembre 1947 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/6% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations, ou bonis).

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:	
Cotisations	$ 53,400
Revenus divers	2,100
Total des revenus	$ 55,500
Dépenses:	
Administration générale	$ 29,473
Administration du décret (inspection)	13,410
Administration — propriété	1,531
Administration — membres du comité	12,470
Total des dépenses	$ 56,884
Déficit prévu	$ 1,384

930-o

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976: the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decree No. 1884 of November 12, 1947 and all further amendments shall pay the Joint Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/6% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 1884 of November 12, 1947 and all further amendments shall remit to the Joint Committee an amount equal to 1/6% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Joint Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Joint Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to this Regulation.

The Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:	
Dues	$ 53,400
Miscellaneous Revenue	2,100
Total revenue	$ 55,500
Expenses:	
General Administration	$ 29,473
Administration of the Decree (inspection)	13,410
Administration of premises	1,531
Administration — Committee members	12,470
Total expenses	$ 56,884
Estimated deficit	$ 1,384

930-o

A.C. 5178-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-608, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Fourrure, section du gros, Montréal — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 524 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 524 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 25 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

O.C. 5178-75, 26 November, 1975
Reg. 75-608, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Fur, wholesale section, Montreal — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal.

WHEREAS the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 524 of May 11, 1955 and all subséquent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees and artisans governed by the said decree.

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, for which copy is attached, be appproved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 524 of May 11, 1955 and all further amendments decided at a meeting held on September 25, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 524 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 524 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

c) les artisans assujettis au décret 524 du 11 mai 1955 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% du salaire du compagnon le plus rémunéré au décret, sans toutefois que le montant exigible n'excède $1 par semaine.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 145,977
Revenus divers	5,215
Total des revenus	$ 151,192

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decree No. 524 of May 11, 1955 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 524 of May 11, 1955 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(c) All artisans governed by Decree No. 524 of May 11, 1955 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of the wage of the highest journeyman in the decree, without the exigible amount exceeding $1 per week.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by hinself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

The levy imposed by the present regulation is payable to the Parity Committee each month by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to this Regulation.

The Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 145,977
Miscellaneous Revenue	5,215
Total revenue	$ 151,192

Dépenses:

Administration générale	$ 91,848
Administration du décret (inspection)	54,669
Administration — propriété	7,115
Administration — membres du comité	4,480
Total des dépenses	$ 158,112
Déficit prévu	$ 6,920

930-o

Expenses:

General Administration	$ 91,848
Administration of the Decree (inspection)	54,669
Administration of premises	7,115
Administration — Committee members	4,480
Total expenses	$ 158,112
Estimated deficit	$ 6,920

930-o

A.C. 5179-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-609, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Produits de papiers et cartons ondulés — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire de l'industrie des produits de papiers et cartons ondulés.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'industrie des produits de papiers et cartons ondulés, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 728 du 6 juillet 1955 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des produits de papiers et cartons ondulés, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire de l'industrie des produits de papiers et cartons ondulés, chargé de surveillet et d'assurer l'observance du décret 728 du 6 juillet 1955 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 8 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 5179-75, 26 November, 1975
Reg. 75-609, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Corrugated Paper Products — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Joint Committee of the Corrugated Paper Products Industry of Québec.

WHEREAS the Joint Committee of the Corrugated Paper Products Industry of Québec commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 728 of July 6, 1955 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers governed by the said decree;

WHEREAS the request of the Joint Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Joint Committee of the Corrugated Paper Products Industry of Québec for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE.
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Joint Committee of the Corrugated Paper Products Industry of Québec entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 728 of July 6, 1955 and all further amendments decided at a meeting held on September 8, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers according to the conditions hereinafter described:

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

Les employeurs professionnels assujettis au décret 728 du 6 juillet 1955 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Remise: L'employeur professionnel doit remettre sa cotisation au comité paritaire en même temps qu'il produit son rapport mensuel.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Comité paritaire de l'industrie des produits de papiers et cartons ondulés

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:

Cotisations	$ 16,500
Revenus divers	100
Total des revenus	$ 16,600

Dépenses:

Administration générale	$ 8,488
Administration du décret (inspection)	2,450
Administration — propriété	615
Administration — membres du comité	4,780
Total des dépenses	$ 16,333
Surplus prévu	$ 267

930-o

All professional employers governed by Decree No. 728 of July 6, 1955 and all further amendments shall remit to the Joint Committee an amount equal to 1/2% of their payroll for the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

2. Remittance: The professional employer shall remit his dues to the Joint Committee when submitting his monthly report.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Joint Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, is attached to this Regulation.

The Joint Committee of the Corrugated Paper Products Industry of Québec

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:

Dues	$ 16,500
Miscellaneous Revenue	100
Total revenue	$ 16,600

Expenses:

General Administration	$ 8,488
Administration of the Decree (inspection)	2,450
Administration of premises	615
Administration — Committee members	4,780
Total expenses	$ 16,333
Estimated surplus	$ 267

930-o

A.C. 5180-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-610, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Institutions religieuses et fabriques paroissiales, Saint-Hyacinthe — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1336 du 12 mai 1967 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement:

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 1336 du 12 mai 1967 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 22 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

O.C. 5180-75, 26 November, 1975
Reg. 75-610, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Religious Institutions and Church Councils, St. Hyacinthe — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity.

WHEREAS the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 1336 of May 12, 1967 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers and employees governed by the said decree;

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity, for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity, entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 1336 of May 12, 1967 and all further amendments decided at a meeting held on September 22, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers and employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 1336 du 12 mai 1967 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 1336 du 12 mai 1967 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au Comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:	
Cotisations	$ 9,400
Revenue divers	250
Total des revenus	$ 9,650
Dépenses:	
Administration générale	$ 8,704
Administration du décret (inspection)	600
Administration — propriété	625
Administration — membres du comité	774
Total des dépenses	$ 10,703
Déficit prévu	$ 1,053

930-o

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decree No. 1336 of May 12, 1967 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 1336 of May 12, 1967 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to the present Regulation.

Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:	
Dues	$ 9,400
Miscellaneous Revenue	250
Total revenue	$ 9,650
Expenses:	
General Administration	$ 8,704
Administration of the Decree (inspection)	600
Administration of premises	625
Administration — Committee members	774
Total expenses	$ 10,703
Estimated deficit	$ 1,053

930-o

A.C. 5181-75, 26 novembre 1975
Règ. 75-611, 1er décembre 1975

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Métiers de la métallurgie, Québec — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 973 du 30 juin 1948 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement;

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143 et am.), le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 973 du 30 juin 1948 et ses modifications ultérieures, a décidé à une assemblée tenue le 29 septembre 1975 de prier le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 1er janvier 1976 et le 31 décembre 1976 et il est exercé de la façon suivante:

O.C. 5181-75, 26 November, 1975
Reg. 75-611, 1 December, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Metal Trade, Québec — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Parity Committee of the Metal Trade of Québec District.

WHEREAS the Parity Committee of the Metal Trade of Québec District commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 973 of June 30, 1948 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers and employees governed by the said decree.

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.);

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Parity Committee of the Metal Trade of Québec District for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143 and am.), the Parity Committee of the Metal Trade of Québec District entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 973 of June 30, 1948 and all further amendments decided at a meeting held on September 29, 1975, to petition the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers and employees governed by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

a) les employeurs professionnels assujettis au décret 973 du 30 juin 1948 et ses modifications ultérieures doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à .3% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) les salariés assujettis au décret 973 du 30 juin 1948 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à .3% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, les prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement, l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976.

Le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la région de Québec

Sommaire des prévisions en matière de revenus et dépenses pour la période du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1976

Revenus:	
Cotisations	$ 46,000
Revenus divers	4,237
Total des revenus	$ 50,237
Dépenses:	
Administration générale	$ 25,054
Administration du décret (inspection)	15,410
Administration — propriété	2,040
Administration — membres du comité	3,600
Total des dépenses	$ 46,104
Surplus prévu	$ 4,133

930-o

(a) All professional employers governed by Decree No. 973 of June 30, 1948 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to .3% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

(b) All employees governed by Decree No. 973 of June 30, 1948 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to .3% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Committee.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976, is attached to this Regulation.

The Parity Committee of the Metal Trade of Québec District

Summary of the estimate of expenditure and revenue for the period extending from January 1, 1976 to December 31, 1976

Revenue:	
Dues	$ 46,000
Miscellaneous revenue	4,237
Total revenue	$ 50,237
Expenses:	
General administration	$ 25,054
Administration of the Decree (inspection)	15,410
Administration of premises	2,040
Administration — Committee members	3,600
Total expenses	$ 46,104
Estimated surplus	$ 4,133

930-o

Règ. 75-615, 1 décembre 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Le ministre des affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 23 janvier 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

« Un moulin à vent, sis au 14, Parc des Vieux Moulins à Repentigny et situé sur un terrain connu et désigné comme étant la subdivision quatre du lot trente et un (31-4) du cadastre officiel de Repentigny, division d'enregistrement de L'Assomption. »

Le vingt et unième jour de novembre 1975.

Le ministre des Affaires culturelles,
JEAN-PAUL L'ALLIER.

934-o

Reg. 75-615, 1 December 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19), that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 23 January 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

"A windmill situated at 14 Parc des Vieux Moulins in Repentigny and located on the land known and designated as being subdivision four of lot thirty-one (31-4) of the official cadastre of Repentigny, registration division of L'Assomption."

The twenty-first day of November 1975.

JEAN-PAUL L'ALLIER,
Minister of Cultural Affairs.

934-o

Règ. 75-616, 1 décembre 1975

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Le ministre des affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19), qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 16 janvier 1975, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

«Le Moulin à vent Dansereau sis au 1025, boulevard Marie-Victorin à Verchères et situé sur le lot connu et désigné comme étant la subdivision A du lot trente et un (31-A) du cadastre officiel de Verchères, division d'enregistrement de Verchères».

Le vingt et unième jour de novembre 1975.

Ministre des affaires culturelles,
JEAN-PAUL L'ALLIER.

934-o

Reg. 75-616, 1 December 1975

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19), that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 16 January 1975, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

"The Dansereau Windmill situated at 1025 boulevard Marie-Victorin in Verchères and located on the lot known and designated as being subdivision A of lot thirty-one (31-A) of the official cadastre of Verchères, registration division of Verchères".

The twenty-first day of November 1975.

JEAN-PAUL L'ALLIER,
Minister of Cultural Affairs.

934-o

Avis

Notices

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle » adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 8 octobre 1975, aux pages 5319 à 5324, a été approuvé le 26 novembre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 5223-75, avec la modification suivante:

Remplacer le paragraphe *d* de l'article 1.01 par le suivant:

d) « dossiers »: les dossiers, livres et registres que tient un diététiste dans l'exercice de sa profession, ainsi que les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, c. 48);

En conséquence, ce règlement entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

931-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee", made by the Bureau of the Professional Corporation of Dieticians of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 8 October 1975, pages 5319 to 5324, was approved on 26 November 1975 under Order in Council 5223-75, with the following amendment:

Replace paragraph *d* of section 1.01 by the following:

(d) "records": the records, books and registers which a dietician keeps in the practice of his profession and the documents or reports in which he has in fact collaborated in the records, books and registers of his colleagues or his employer, including an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, c. 48);

Therefore, this Regulation shall come into force as amended on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

931-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes » adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 8 octobre 1975, aux pages 5325 à 5331, a été approuvé le 26 novembre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 5224-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

931-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the procedure for the conciliation and arbitration of accounts", made by the Bureau of the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 8 October 1975, pages 5325 to 5331, was approved on 26 November 1975 under Order in Council 5224-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

931-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle» adopté par le Bureau de l'Ordre des optométristes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 8 octobre 1975, aux pages 5381 à 5386, a été approuvé le 26 novembre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 5225-75, avec la modification suivante:

Remplacer le sous-paragraphe ii du paragraphe *d* de l'article 1.01 par le suivant:

ii) un bien, notamment une prothèse, qui lui a été confié par un client;

En conséquence, ce règlement entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

931-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee", made by the Bureau of the Order of Optometrists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 8 October 1975, pages 5381 to 5386, was approved on 26 November 1975 under Order in Council 5225-75, with the following amendment:

Replace item ii of paragraph *d* of section 1.01 by the following:

(ii) any proprety, in particular prosthesis, that has been entrusted to him by a client;

Therefore, this Regulation shall come into force as amended on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

931-o

Proclamation

Canada
Province de Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 14 de la Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes (projet de loi numéro 3 de 1975), sanctionnée le 27 juin 1975, cette loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 15 décembre 1975 la date d'entrée en vigueur de cette loi;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 5072-75, du 19 novembre 1975, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de l'agriculture:

QUE l'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes, sanctionnée le 27 juin 1975, soit fixée au 15 décembre 1975.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Proclamation

Canada
Province of Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these letters come or whom they may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, in accordance with section 14 of the Act to amend the Farm Improvement Act (Bill number 3 of 1975), assented to on 27 June 1975, the said Act will come into force on a date or dates to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of the provisions excluded by such proclamation;

WHEREAS it is expedient to order that the said Act shall come into force on 15 December 1975;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order number 5072-75, dated November 19, 1975, We have ordered and, upon the recommendation of the Minister of Agriculture, do hereby order:

THAT the Act to amend the Farm Improvement Act, assented to on 27 June 1975, shall come into force on 15 December 1975.

ALL OUR LOYAL SUBJECTS and all others whom these letters may concern must take notice hereof and act accordingly.

IN WITNESS WHEREOF, We have caused these letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-quinze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
RENÉ LANGEVIN.

Libro: 503
Folio: 14

928-o

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this nineteenth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-five and in the twenty-fourth year of Our Reign.

By command,

RENÉ LANGEVIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 503
Folio: 14

928-o

Projets de règlement

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des agronomes du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté en vertu du paragraphe *i* de l'article 92 du Code des professions et des paragraphes *g* et *h* de l'article 10 de la Loi des agronomes (1973, c. 58), le «Règlement concernant l'admission à la pratique de la profession d'agronome», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement concernant l'admission à la pratique de la profession d'agronome

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *i* de l'article 92 du Code des professions (1973, c. 43) et des paragraphes *g* et *h* de l'article 10 de la Loi des agronomes (1973, c. 58).

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

COMITÉ DES EXAMINATEURS

2.01 Le comité des examinateurs est composé de membres de l'Ordre ayant au moins 3 années d'expérience dans la pratique de la profession d'agronome.

2.02 Le Bureau nomme le président du comité et voit au remplacement des membres à raison de 2 par année.

2.03 Un examinateur qui est parent ou allié d'un candidat à la pratique ne peut exercer cette fonction lors de l'examen de ce candidat.

Draft Regulations

DRAFT REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Agrologists of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to paragraph *i* of section 92 of the Professional Code and paragraphs *g* and *h* of section 10 of the Agrologists Act (1973, c. 58), the "Regulation respecting the admission to the practice of the profession of agrologist", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

Regulation respecting the admission to the practice of the profession of agrologist

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 This Regulation is made under paragraph *i* of section 92 of the Professional Code (1973, c. 43) and paragraphs *g* and *h* of section 10 of the Agrologists Act (1973, c. 58).

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2

COMMITTEE OF EXAMINERS

2.01 The committee of examiners shall consist of members of the Order having at least 3 years of experience in the practice of the profession of agrologist.

2.02 The Bureau shall appoint the chairman of the committee and ensure that the members are replaced on the basis of 2 per year.

2.03 An examiner who is related or allied to a candidate for the practice shall not perform that duty upon the examination of such candidate.

Section 3

FORMALITÉS D'INSCRIPTION À L'EXAMEN D'ADMISSION

3.01 Un candidat à l'examen d'admission doit remplir la formule de demande d'admission prévue à l'annexe 1; cette formule est disponible au secrétariat de l'Ordre.

3.02 Les droits d'inscription à l'examen sont de $50 payables au secrétaire de l'Ordre. Ces droits ne sont pas remboursés quel que soit le résultat de l'examen.

3.03 Le candidat doit, en outre, fournir les documents suivants:

a) une copie authentifiée de son acte de naissance ou une preuve satisfaisante de la date et du lieu de cette naissance;

b) son dossier universitaire;

c) une attestation à l'effet qu'il est titulaire d'un diplôme reconnu valide par le lieutenant-gouverneur en conseil comme donnant ouverture au permis ou jugé équivalent par le Bureau;

d) la liste de ses employeurs au cours des 2 dernières vacances d'été, s'il est finissant d'une université;

e) le nom de son employeur s'il occupe un emploi quelconque; et

f) la photocopie de son certificat de citoyenneté canadienne si le candidat n'est pas né au Canada.

Section 4

L'EXAMEN D'ADMISSION

4.01 L'examen comporte une épreuve orale d'une durée de 30 à 45 minutes. Il doit être de nature à permettre une appréciation des capacités d'analyse et de synthèse du candidat et de ses connaissances générales, compte tenu de la concentration des crédits qu'il a obtenus dans les différents domaines des sciences agricoles.

4.02 L'examen a lieu 4 fois par année, soit durant la dernière quinzaine du mois de mai, la première quinzaine des mois de juin et novembre et la dernière quinzaine du mois de février.

4.03 L'examen peut porter sur les matières suivantes:

Biologie: l'anatomie et la physiologie animales et végétales, la génétique, la botanique, l'entomologie, la microbiologie, la zoologie, l'écologie et la qualité du milieu.

Division 3

FORMALITIES OF REGISTRATION FOR THE ADMISSION EXAMINATION

3.01 A candidate for the admission examination must fill out the application for admission form prescribed in Schedule 1; this form is available at the office of the Order.

3.02 The registration fee for the examination shall be $50, payable to the secretary of the Order. This fee shall not be reimbursed no matter what the result of the examination may be.

3.03 The candidate must, in addition, furnish the following documents:

(a) a certified copy of his act of birth or satisfactory proof of the date and place of his birth;

(b) his university record;

(c) an attestation to the effect that he is the holder of a diploma recognized valid by the Lieutenant-Governor in Council giving access to the permit or deemed equivalent by the Bureau;

(d) the list of his employers during the last 2 summer vacations if he is a university graduate;

(e) the name of his employer if he occupies a position; and

(f) a photocopy of his certificate of Canadian citizenship if the candidate was not born in Canada.

Division 4

ADMISSION EXAMINATION

4.01 The examination shall consist of an oral test of a duration of 30 to 45 minutes. It must be formulated so as to permit an evaluation of the candidate's analysis and synthesis capabilities and of his general knowledge, account being taken of the concentration of the credits which he obtained in the various fields of agricultural sciences.

4.02 The examination shall be held 4 times a year, namely, during the last fortnight in May, the first fortnight in both June and November and the last fortnight in February.

4.03 The examination may deal with the following subjects:

Biology: animal and plant anatomy and physiology, genetics, botany, entomology, microbiology, zoology, ecology and quality of the environment.

Chimie agricole: la chimie analytique, inorganique et organique, la chimie des sols et la chimie des produits agricoles et alimentaires.

Sols: la genèse et la classification des sols, l'interprétation des cartes pédologiques, la fertilité, les engrais et l'économie de la fumure, les exigences des principales espèces végétales, les modes et les possibilités d'utilisation à des fins agricoles, la conservation des sols et l'aménagement du territoire.

Géographie agricole: les caractéristiques socio-économiques de l'agriculture québécoise, les zones et les activités agricoles au Québec, les problèmes climatiques relatifs au Québec, les tendances et les perspectives d'avenir.

Économie: l'agriculture et le développement économique, l'économie politique et l'économie rurale, l'économie de la production agricole, les politiques agricoles, la coopération, la gestion agricole, les expertises, la commercialisation des produits agricoles et alimentaires.

Productions végétales: l'amélioration génétique des plantes cultivées, la protection, les insecticides, les fongicides, les herbicides, les façons culturales et la gestion des cultures, les céréales, les plantes fourragères, horticoles et industrielles.

Productions animales: la reproduction, l'expertise, les principes d'élevage, l'amélioration génétique des animaux de la ferme, l'hygiène et la pathologie animale, la nutrition des animaux et l'élevage des différentes espèces animales.

Génie rural: le machinisme agricole, les constructions rurales, l'hydrologie agricole, le drainage, l'irrigation et la physique du sol.

Vivres: la conservation, la transformation et l'hygiène des produits agricoles et alimentaires, l'utilisation des sous-produits.

4.04 L'attribution des points se fait comme suit:

a) connaissances théoriques: 45 points;

b) connaissances pratiques: 45 points;

c) capacités d'analyse et de synthèse: 10 points.

Le candidat doit conserver au moins 50% des points sur chacun des facteurs mentionnés à l'alinéa précédent et 60% sur l'ensemble de ces facteurs.

4.05 Après chaque examen, le président du comité des examinateurs consigne les résultats des examens à l'aide de la formule prévue à l'annexe 2 avec la mention que le candidat a réussi ou échoué à l'examen d'admission à la pratique de la profession d'agronome.

Agricultural chemistry: analytical, inorganic and organic chemistry, soil chemistry and the chemistry of agricultural and food products.

Soils: the genesis and classification of soils, the interpretation of soil maps, soil fertility, fertilizers and the economics of fertilizing and manuring, the requirements of the principal crop plants and the possibilities and manner of their use for agricultural purposes, soil conservation and land use.

Agricultural geography: the socio-economical aspects of Québec agriculture, agricultural zones and farming activities in Québec, climatic constraints on Québec agriculture, trends and future prospects.

Economics: agricultural and economic development, political economy and agricultural economics, the economics of agricultural production, agricultural policies, farm cooperatives and farm management, surveys, the marketing of agricultural and food products.

Plant productions: the genetic improvement of cultivated plants and their protection, insecticides, fungicides, herbicides, farming methods and crop management, cereals and forage, horticultural and industrial crops.

Animal productions: the breeding, judging, principles of rearing and genetic improvement of farm animals, animal health and pathology, animal nutrition and the raising of different kinds of livestock..

Agricultural engineering: farm machinery, farm buildings, agricultural hydraulics, drainage, irrigation and soil physics.

Food science: the keeping, processing and hygiene of agricultural and food products and the utilization of by-products.

4.04 The points shall be allotted as follows:

(a) theoretical knowledge: 45 points

(b) practical knowledge: 45 points

(c) analysis and synthesis capability: 10 points.

The candidate must have at least 50% of the points on each of the factors referred to in the preceding paragraph and 60% on the aggregate factors.

4.05 After each examination, the chairman of the committee of examiners shall enter the results of the examinations on the form prescribed in Schedule 2 with mention that the candidate has passed or failed the examination for admission to the practice of the profession of agrologist.

4.06 Le président du comité des examinateurs doit faire rapport au président et au secrétaire de l'Ordre.

4.07 Un candidat qui échoue à une session d'examen peut se reprendre à une session ultérieure après une période de formation supplémentaire, théorique ou pratique, d'une durée de 6 mois et dont le programme a été élaboré par le comité des examinateurs en collaboration avec le candidat, et approuvé par le Bureau. Dans l'élaboration du programme, il doit être tenu compte des concentrations de crédits du candidat et de ses déficiences constatées lors de l'examen.

Pour reprendre une session d'examens, le candidat doit payer des frais de réinscription de $25.

Section 5

DISPOSITION FINALE

5.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4.06 The chairman of the committee of examiners must submit a report to the president and to the secretary of the Order.

4.07 A candidate who fails an examination session may take a supplementary examination at a subsequent session after an additional theoretical or practical training period of 6 months and whose programme, has been prepared by the committee of examiners in cooperation with the candidate and approved by the Bureau. In the preparation of the programme, account must be taken of the concentrations of the candidate's credits and of the weaknesses discovered during his examination.

To take a supplementary examination, the candidate must pay the re-registration fee of $25.

Division 5

FINAL PROVISION

5.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

ANNEXE 1

Demande d'admission

Je, soussigné(e) .....
(nom, prénom)

domicilié(e) à .....
donne avis au secrétaire de l'Ordre des agronomes du Québec que je désire m'inscrire aux examens dudit Ordre et déclare solennellement:

1) Que je suis né(e) le .....de l'année mil neuf cent .....à .....

2) Que j'ai fait mes études dans les collèges et écoles et aux endroits suivants:

École ou collège	Année
.....	
.....	

3) Que j'ai obtenu les titres ou diplômes suivants:

Titre ou diplôme	Année
.....	
.....	

SCHEDULE 1

Application for admission

I, the undersigned, ...
(name, given name)

domiciled à .....
give notice to the secretary of the Order of Agrologists of Québec that I wish to register for the examinations of the said Order and solemnly declare:

(1) That I was born on ..... in the year on thousand nine hundred ..... in .....

(2) That I completed my studies at the following colleges and schools and places:

School or college	Year
.....	
.....	

(3) That I obtained the following degrees or diplomas:

Degree or diploma	Year
.....	
.....	

4) Que j'ai fait un cours universitaire dans les universités suivantes:

Université	Nombre d'années
.....	
.....	
.....	

5) Que j'ai obtenu, à la suite de mes études universitaires, les titres ou diplômes universitaires suivants:

Titres et diplômes	Année
.....	
.....	
.....	

6) Que je suis citoyen(ne) canadien(ne): oui .... non ....

ou

Que j'ai été légalement admis(e) au Canada pour y demeurer en permanence, que je suis domicilié(e) au Québec et que je me suis engagé(e) à demander la citoyenneté canadienne dès que je pourrai le faire en vertu de la Loi sur la citoyenneté canadienne (S.R.C., 1970, c. C-19)

oui .... non ....

7) Que j'ai exercé les fonctions ou occupé les emplois suivants:

Fonction ou emploi	Année
.....	
.....	
.....	

Je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie, et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, sous l'empire de la loi de la preuve en Canada.

Déclaré devant moi à

.....

le .....

de l'année mil neuf cent ....

.....
(signature)

(4) That I completed a university course at the following universities:

University	Number of years
.....	
.....	
.....	

(5) That I obtained, following my university studies, the following university degrees or diplomas:

Degrees and diplomas	Year
.....	
.....	
.....	

(6) That I am a Canadian citizen: yes .... no ....

or

That I was lawfully admitted to Canada for permanent residence, that I am domiciled in the province of Québec and that I undertook to apply for Canadian citizenship as soon as I am able to do so under the Canadian Citizenship Act (R.S.C., 1970, c. C-19)

yes .... no ....

(7) That I have performed the following duties or occupied the following positions:

Duty or employment	Year
.....	
.....	
.....	

I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true, and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath under the Canada Evidence Act.

Declared before me at

.....

this .....

in the year one thousand nine hundred .....

.....
(signature)

ANNEXE 2 — *SCHEDULE 2*

L'Ordre des Agronomes du Québec —*Order of Agrologists of Québec*

Résultat de l'examen d'admission à la pratique — *Result of the examination for admission to the practice*

	Capacités d'analyse et de synthèse *Analysis and synthesis capability*	Connaissances *Knowledge*		Total
Nom du candidat /*Name of candidate*		théoriques *thereotical*	pratiques *practical*	sur *out of*
	10	45	45	100

Note obtenue /*Mark obtained*

Concentration /*Concentration*

Remarques et Recommandations du Comité des Examinateurs
Remarks and Recommendations of the Committee of Examiners

Membres du Comité des Examinateurs
Members of the Committee of Examiners

Signature du Président du Comité des Examinateurs
Signature of the Chairman of the Committee of Examiners

Date

931-o

LOI SUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION

Projets de règlement

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre chargé de l'application de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, monsieur Gérald Harvey, donne avis conformément à l'article 60 de ladite Loi, qu'il soumettra les projets de règlement ci-joints à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil dans les 30 jours de leur publication ou après la tenue d'une enquête conformément à l'article 61 de la Loi.

Toute personne ayant des objections à formuler sur ces projets de règlement est priée de les transmettre au ministre avant l'expiration de ce délai de 30 jours.

Le sous-ministre du travail et de la main-d'oeuvre,
GILLES LAPORTE.

Règlement no 1 concernant l'émission d'une licence pendant la période transitoire

1. Les entrepreneurs qui ont droit et désirent se prévaloir de l'article 79 de la Loi, doivent faire leur demande d'obtention d'une licence, par écrit à la Régie, au plus tard le 13 février 1976.

2. Cette demande de licence doit être faite sur la formule de demande de la Régie préparée à cet effet, être dûment complétée et signée par l'entrepreneur requérant ou dans le cas d'une société ou corporation par son mandataire dûment autorisé.

3. Aucune demande de licence faite en vertu de l'article 79 de la Loi n'est censée avoir été reçue à moins qu'elle ne contienne tous les renseignements demandés et qu'elle soit accompagnée du dépôt des honoraires et frais d'enquête fixés par règlement.

4. Pour des raisons d'ordre administratif, les licences de la Régie émises en vertu des dispositions de l'article 79 le sont pour une période variant de 8 à 12 mois et le montant des honoraires payables est ajusté en conséquence suivant les dispositions de l'article 2 du règlement concernant les honoraires payables pour l'obtention d'une licence.

5. Lors de la demande de renouvellement de la licence plus haut visée, l'entrepreneur doit se conformer aux dispositions régulières prescrites pour l'émission et le renouvellement d'une licence.

BUILDING CONTRACTORS VOCATIONAL QUALIFICATIONS ACT

Draft regulations

The Minister of Labour and Manpower, Mr. Gérald Harvey, empowered with the enforcement of the Building Contractors Vocational Qualifications Act, hereby gives notice, pursuant to section 60 of the said Act, that he will submit the following draft regulations for which copy is attached to the Lieutenant-Governor in Council for his approval within 30 days of their publication or after an investigation has been held pursuant to section 61 of the Act.

Any person wishing to bring forward any objections to these draft regulations is requested to file such objections with the Minister before the expiration of this 30-day period.

GILLES LAPORTE,
Deputy-Minister of Labour and Manpower.

Regulation No. 1 concerning the issue of a licence during the transition period

1. Contractors who qualify and who wish to take advantage of section 19 of the Act, must make written application to the board for a licence not later than February 13, 1976.

2. Any request for a licence must be made on the form prepared by the board for this purpose and such form must be completed and signed by the contractor requesting the licence.

3. No request for a licence made under section 79 of the Act is accepted unless it contains all the required information and is accompanied by a deposit of the duties and fees prescribed by regulation.

4. For administrative purposes licences issued by the board under the provisions of section 79 are for a period varying from 8 to 12 months and the duties payable shall be adjusted accordingly as prescribed under section 2 of the regulation concerning the payment of fees for licences.

5. When requesting a renewal of the above-mentioned licence, the contractor shall conform to the regular provisions prescribed for the issue and renewal of licences.

6. Toute demande de licence doit spécifier la ou les catégories de licence demandée et la ou les sous-catégories de telle catégorie, le tout en conformité avec la nature des travaux de construction que l'entrepreneur exécutait généralement avant le 13 août 1975.

Règlement no 2 concernant les catégories de licence

1. Les licences d'entrepreneur de construction que la Régie émet, sont de deux catégories, savoir:

a) la licence d'entrepreneur général;

b) la licence d'entrepreneur spécialisé.

2. La licence d'entrepreneur général doit être obtenue par l'entrepreneur dont l'activité principale consiste à organiser ou à coordonner des travaux de construction dont l'exécution est confiée à des personnes sous ses ordres ou à des entrepreneurs spécialisés et qui traite généralement par marché et directement avec le donneur d'ordre.

3. La licence d'entrepreneur spécialisé doit être obtenue par l'entrepreneur dont l'activité principale consiste à exécuter un ou plusieurs des travaux spécialisés mentionnés à l'article du présent règlement qui détermine les sous-catégories de la catégorie d'entrepreneur spécialisé.

4. L'entrepreneur qui détient une licence d'entrepreneur général n'est pas tenu de détenir une licence d'entrepreneur spécialisé pour exécuter les travaux de construction spécifiés dans la ou les sous-catégories pour lesquelles sa licence est émise.

5. L'entrepreneur général peut toutefois spécifier sur sa demande une ou plusieurs sous-catégories de la catégorie d'entrepreneur spécialisé, lorsqu'il possède une qualification pertinente dans cette ou ces sous-catégories. Sa licence fait état de cette ou ces spécialités, de même que les dossiers de la Régie.

Règlement no 3 concernant les sous-catégories de la catégorie d'entrepreneur général

1. La catégorie d'entrepreneur général se subdivise en quinze (15) sous-catégories qui sont ci-après définies et identifiées par un numéro d'ordre et une désignation générale, savoir:

4041-1 — Construction domiciliaire classe 1

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de bâtiments domiciliaires de quatre (4) étages ou

6. Any request for a licence must indicate the categories or subcategories of such category, in accordance with the construction work that the contractor generally carried out before August 13, 1975.

Regulation No. 2 concerning categories of licences

1. Construction contractors' licences issued by the board are of two categories:

(a) general contractor's licences;

(b) specialized contractor's licences.

2. A general contractor's licence shall be obtained by the contractor whose main activity consists in organizing or coordinating construction work given to persons under his orders or to specialized contractors who work generally on a contract basis and directly for the person giving the order.

3. The specialized contractor's licence shall be obtained by the contractor whose main activity consists in performing one or several of the specialized works mentioned in the section of this regulation dealing with the subcategories of specialized contractors.

4. The contractor who holds a general contractor's licence is not obliged to hold a specialized contractor's licence to perform construction work specified in the subcategory(ies) for which his licence is issued.

5. The general contractor may when making his request, specify one or several subcategories under the category of specialized contractor when he has the pertinent qualification in the one or several subcategories. His licence takes this specialty into account and so also do the records of the board.

Regulation No. 3 concerning the subcategories of the general contractor's category

1. The general contractor's category is subdivided into fifteen (15) subcategories which are hereafter mentioned and identified by a general number and a list number:

4041-1 — Residential Construction Class I

This subcategory includes residential construction work of four (4) storeys or less above ground level, including

moins au-dessus du sol, incluant les bâtiments et ouvrages connexes, tels les garages, les piscines privées, les remises, les granges, les trottoirs et passages privés.

4041-2 — Construction domiciliaire classe II

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de bâtiments servant principalement à des fins domiciliaires de tous genres et dimensions incluant les bâtiments et ouvrages connexes mentionnés à la sous-catégorie 4041-1.

4049 — Construction non-domiciliaire

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de bâtiments destinés à des fins institutionnelles, gouvernementales, commerciales et industrielles tels les établissements d'enseignements, les hôpitaux, les édifices d'institution religieuse, les églises, les édifices commerciaux, les complexes commerciaux domiciliaires, les centres d'achat, les hôtels, les magasins, les édifices publics et gouvernementaux, les usines et autres bâtiments similaires, incluant les bâtiments et ouvrages connexes.

4061 — Pavage et Bitumage

Cette sous-catégorie comprend les travaux de pavage, de bitumage, de pose et réparation de revêtement souple et autres revêtements routiers sur les routes, rues, terrains de stationnement, voies privées, et autres travaux similaires.

4069-1 — Travaux de génie civil classe I:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction suivants: routes, rues, terrains de stationnement, trottoirs, voies publiques, aéroports, travaux d'irrigation, incluant les travaux d'infrastructure, de drainage, de terrassement, de bitumage et de pavage et autres travaux de nature similaire ou connexes.

4069-2 — Travaux de génie civil classe II:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction suivants: ponts et structures, étagements de passages, échangeurs en structure, viaducs et autres travaux de nature similaire ou connexes.

4091 — Travaux maritimes:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction suivants: bassins, batardeaux, brises-lames, canaux d'amenée et de navigation, chenaux, digues, écluses, jetées môles, ports, quais, dragage des ports, des canaux et des voies maritimes, et autres travaux de nature similaire ou connexes.

4092 — Travaux hydro-électriques et hydrauliques:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction des barrages, des centrales hydro-électriques, ouvrages hydro-électriques, usines hydrauliques, usine d'électricité, stations génératrices, stations et sous-stations d'alimentation de courant électrique et autres travaux de nature similaire ou connexes.

accessory buildings and work such as: garages, private pools, storage sheds, barns, sidewalks and private roads.

4041-2 — Residential Construction Class II

This subcategory includes building construction used mainly for all types and dimensions of residences including the accessory buildings and works mentioned in subcategory 4041-1.

4049 — Non-Residential Construction

This subcategory includes building construction work performed for institutional, government, commercial and industrial purposes such as: teaching establishments, hospitals, religious institutions, churches, commercial buildings, commercial residential complexes, shopping centres, hotels, stores; public and government buildings, factories and other similar buildings including accessory buildings and works.

4061 — Paving and Asphalting

This subcategory includes paving and asphalting, the laying and repairing of resilient and other road surfaces on highways, streets, parking lots and private roadways, and other similar works.

4069-1 — Civil Engineering Works Class I:

This subcategory includes the following construction work: roads, streets, parking lots, sidewalks, public roads, airports, irrigation works, including substructure works, drainage, earthwork, asphalting and paving, and other similar or accessory works.

4069-2 — Civil Engineering Works Class II:

This subcategory includes the following construction works: bridges and structures, grade separations for overpasses, structures for interchanges, viaducts and other similar or accessory works.

4091 — Maritime Works:

This subcategory includes the following construction work: basins, dams, breakwaters, inlets and navigation channels, channels, dykes, locks, piers, grovnes, ports, quays, dredging of ports, canals and waterways, and other similar or accessory works.

4092 — Hydraulic and Hydroelectric Works:

This subcategory includes construction works for dams, hydroelectric power stations, hydroelectric works, hydraulic plants, electric plants, generating stations, electric stations and substations, and other similar and accessory works.

4093 — Travaux relatifs au transport d'énergie:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de lignes de transmission et distribution dans le domaine de l'électricité, de la téléphonie, de la télégraphie, de la télécommunication, incluant la construction et la pose des pylônes porteurs, des poteaux, le posage des cables, les canalisations électriques et autres travaux de nature similaire ou connexes.

4094-1 — Travaux municipaux:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de canalisation d'égout, réseau d'aqueduc, réservoirs municipaux, station de pompage, et autres travaux de nature similaire ou connexes.

4094-2 — Travaux de canalisation:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de pipelines, gazoducs, oléoducs, de canalisation de distribution pour le pétrole et le gaz naturel, et autres travaux de nature similaire ou connexes.

4095 — Travaux de construction de chemin de fer:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de voies ferrées et ouvrages ferroviaires, de monorails, incluant les travaux d'infrastructure et de structure de ces voies et ouvrages, ainsi que les autres travaux de nature similaire ou connexes.

4099-1 — Travaux de génie civil classe III:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de métro, de tunnels et autres travaux de nature similaire ou connexes.

4099-2 — Travaux de génie civil classe IV:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction d'usines de filtration d'eau, d'usine d'épuration des eaux usées, d'incinérateurs municipaux et autres travaux similaires ou connexes.

4099-3 — Travaux industriels:

Cette sous-catégorie comprend la construction des raffineries d'huile, usines métallurgiques et sidérurgiques, usines de produits chimiques, usines de pâtes et papiers, cimenteries et autres complexes industriels de nature similaire ou connexes.

2. L'entrepreneur général qui désire une licence doit spécifier dans sa demande, la ou les sous-catégories de travaux de la catégorie pour lesquelles il requiert l'émission d'une licence.

4093 — Works Related to Power Transmission:

This subcategory includes construction of transmission and distribution lines for electricity, telephone, telegraph, and telecommunications, including the construction and the installation of transmission towers and poles, the installation of cables, electrical canalizations, and other similar or accessory works.

4094-1 — Municipal Works:

This subcategory includes construction work for sewer mains, aqueducts, municipal reservoirs, pumping stations, and other similar and accessory works.

4094-2 — Canalization Works:

This subcategory includes the construction of pipelines, gas pipelines, oil pipelines, canalizations for the distribution of oil and natural gas, and other similar and accessory works.

4095 — Railroad Construction Works:

This subcategory includes the construction of railroads, railroad works, monorails, including structures and substructures related to the said roads and works, and other similar or accessory works.

4099-1 — Civil Engineering Works Class III:

This subcategory includes the construction of subways, tunnels and other similar or accessory works.

4099-2 — Civil Engineering Works Class IV:

This subcategory includes the construction of water filtration plants, sewage treatment plants, municipal incinerators, and other similar and accessory works.

4099-3 — Industrial Works:

This subcategory includes the construction of oil refineries, metallurgical plants, metal and steel works, chemical plants, pulp and paper plants, cement plants, and other similar or accessory industrial works.

2. The general contractor who wishes a licence shall mention in his request the subcategories in his category for which he requires a licence.

Règlement no 4 concernant les sous-catégories de la catégorie d'entrepreneur spécialisé

1. La catégorie d'entrepreneur spécialisé se subdivise en trente-deux (32) sous-catégories ci-après définies et identifiées par un numéro d'ordre et une désignation générale, savoir:

4211 — Entrepreneur en ventilation:

Cette sous-catégorie comprend les travaux d'installation de système de ventilation et d'évacuation d'air et les travaux de ferblanterie des systèmes de chauffage, de climatisation et de ventilation.

4212 — Entrepreneur en réfrigération:

Cette sous-catégorie comprend les travaux d'installation et de réparation des systèmes de réfrigération.

4213-1 — Entrepreneur en électronique:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de montage, d'installation d'équipement électronique de bâtiments ainsi que d'antennes, et autres travaux similaires non réservés exclusivement aux maîtres électriciens.

4213-2 — Entrepreneur en installation de systèmes d'intercommunication:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de montage, d'installation de systèmes d'intercommunication et autres travaux similaires non réservés exclusivement aux maîtres électriciens.

4213-3 — Entrepreneur en installation de systèmes d'alarmes:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de montage, d'installation de systèmes d'alarmes et autres travaux similaires non réservés exclusivement aux maîtres électriciens.

4214 — Entrepreneur en construction d'ascenseurs et escaliers mécaniques:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de montage d'installation, réfection, modification, d'entretien et réparation des ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs mouvants, plateaux amovibles, monte-charge, échafauds volants et autres appareils similaires généralement utilisés pour le transport de personnes, d'objets ou de matériaux.

4215 — Entrepreneur en peinture et décoration:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux de peinture et de décoration et autres travaux du métier de peintre dans l'industrie de la construction.

4216 — Entrepreneur en plâtrerie et pose de lattis:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de pose des enduits calcaires tels que plâtre, crépi, mortier, ciment, stuc

Regulation No. 4 concerning the subcategories of the category of specialized contractor

1. The category of specialized contractor is subdivided into thirty-two (32) subcategories which are hereafter defined and identified by a general number and a list number:

4211 — Ventilation Contractor:

This subcategory includes the installation of ventilation and evacuation systems and the metalwork related to heating, air-conditioning and ventilation systems.

4212 — Refrigeration Contractors:

This subcategory includes the installation and repair of refrigeration systems.

4213-1 — Electronics Contractor:

This subcategory includes the assembly and installation of electronic equipement in buildings, as well as antennas and other similar work not reserved exclusively for master electricians.

4213-2 — Intercommunication Systems Contractor:

This subcategory includes the assembly and installation of intercommunication systems and other similar work not reserved exclusively for master electricians.

4213-3 — Alarm Systems Contractor:

This subcategory includes the assembly and installation work for alarm systems and other similar work not reserved exclusively for master electricians.

4214 — Elevators and Escalators Contractor:

This subcategory includes the assembly, installation, rebuilding, modification, maintenance and repair of elevators, escalators, mobile walks, moveable platforms, lifts, hanging stages and other similar devices generally used for transporting persons, objects or materials.

4215 — Painting and Decorating Contractor:

This subcategory includes generally painting and decorating and other work associated with the painter's trade in the construction industry.

4216 — Plastering and Lathing Contractor:

This subcategory includes the laying of chalky surfaces such as: plaster, rough-cast, mortar, cement, stucco and

et autres matériaux similaires, la pose de planches de gypse et plus généralement les travaux du métier de plâtrier et du métier de poseur de lattis dans l'industrie de la construction.

4217 — Entrepreneur en planchéiage:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de pose des planchers et parquets incluant le ponçage et la finition, la pose de revêtements souples sur les planchers tels les revêtements en vinyle, asphalte, caoutchouc, liège, linoléum et autres matériaux semblables, la pose des moquettes, des tapis et sous-tapis et sous-tapis et autres travaux similaires ou connexes.

4218-1 — Entrepreneur ferblantier-couvreur:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de la tôle et du métal en feuilles d'une épaisseur maximum de 10 jauges entrant dans le revêtement métallique des couvertures, corniches, solins, coupe-feu, murs et dans la fabrication de gouttières, cloisons, écrans, plafonds et toutes sortes d'objets en métal en feuilles.

4218-2 — Entrepreneur en revêtement métallique:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de parement des murs, plafonds et corniches des bâtiments par la pose d'un revêtement d'aluminium ou acier en feuilles, déclins d'aluminium ou autres compositions métalliques, et autres ouvrages similaires ou connexes.

4219 — Entrepreneur couvreur:

Cette sous-catégorie comprend la pose et la réparation de la couverture des toits tels le papier bardeau, les compositions d'asphalte, de gravier, tuile de grès et autres produits semblables, y compris le coupe-vapeur, les membranes d'imperméabilisation, et la pose de la tôle non soudée et non agrafée et autres travaux similaires ou connexes.

4221 — Entrepreneur en briquetage et maçonnerie:

Cette sous-catégorie comprend les travaux du métier de briqueteur-maçon tels la taille, le sciage, la pose, la réparation des pièces de maçonnerie comme les briques, pierres naturelles ou artificielles, briques réfractaires, terres cuites, béton architectural préfabriqué, blocs de verre, de gypse, de béton, d'agrégats légers pour murs ou cloisons, incluant la pose des dispositifs d'ancrage et des isolants rigides à l'intérieur des murs et cavités de maçonnerie.

4222 — Entrepreneur cimentier-applicateur:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de cimentier-applicateur tels la préparation et la finition des surfaces de ciment, les revêtements ou l'ornementation en ciment incluant l'application des durcisseurs, des scellants et autres travaux connexes ou similaires.

other similar materials, installing gypsum boards and more generally any work associated with the trades of plasterer and lather in the construction industry.

4217 — Flooring Contractor:

This subcategory includes the laying of floors and parquet, including sandpapering and finishing; the laying of resilient coverings on floors, such as vinyl, asphalt, rubber, cork and linoleum coverings and other similar materials; the laying of moquettes, rugs and under carpets and other similar or accessory materials.

4218-1 — Tinsmithing and Tiling Contractor:

This subcategory includes work with sheet metal of a maximum 10 gauge used for covering roofs, cornices, flashings, fire walls and walls, and used in the manufacture of eavetroughs, dividing walls, partitions, ceilings and any other objects in sheet metal.

4218-2 — Metal Covering Contractor:

This subcategory includes the covering of walls, ceilings and cornices of buildings with aluminium or sheet metal, aluminium coverings or other metal compositions, and other similar or accessory works.

4219 — Roofing Contractor:

This subcategory includes the installation and repair of roofing materials such as tarpaper, asphalt and gravel compositions, sandstone tiles and other similar products, including vapor barriers, waterproof film, and the installation of unwelded and unseamed sheet metal and other similar or accessory works.

4221 — Bricklaying and Masonry Contractor:

This subcategory includes the work associated with the trade of bricklayer-mason such as the cutting, sawing, installation and repair of masonry such as bricks, natural or artificial stone, fireproof bricks, baked clay, prefabricated architectural cement, blocks of glass, gypsum, and cement, light-weight aggregate blocks for walls or dividing walls, including the installation of anchoring devices, and rigid insulation within walls and masonry cavities.

4222 — Cement Contractor:

This subcategory includes generally work associated with the cement trade such as: preparing and finishing cement surfaces, cement coverings or decoration including the application of hardeners and sealers, and other similar or accessory works.

4223 — Entrepreneur en pose du marbre et terrazzo:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de carreleur tels la taille, la pose, polissage du marbre, du granit, du terrazzo, de l'ardoise et autres matériaux similaires, incluant les ouvrages connexes.

4224 — Entrepreneur en excavation et terrassement:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de creusage, transport, déplacement, compactage, nivelage de terres ou matériaux granulaires avec des pelles mécaniques, rétrocaveuses, grues, boutoirs, décapeuses, niveleuses, chargeuses, compacteurs, rouleaux compresseurs et autre équipement semblable.

4225-1 — Entrepreneur en charpenterie et menuiserie:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de charpentier-menuisier dans l'industrie de la construction à l'exclusion des travaux prévus à la sous-catégorie (4225-2) *Entrepreneur en coffrage* mais incluant le coffrage des murs de fondation et des murs de soutènement.

4225-2 — Entrepreneur en coffrage:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de coffrage pour béton structural, fausses-charpentes, coffrage pour la structure de gros bâtiments et travaux de génie ainsi que des travaux similaires ou connexes.

4226-1 — Entrepreneur en montage de charpente métallique:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de monteur d'acier de structure tels le montage et l'assemblage de tous les éléments de charpente en fer, en acier, en béton entrant dans la construction des immeubles, des ponts, des viaducs, des métros, des tunnels, des téléphériques, des télésièges et téléskis, des tours, des antennes de postes émetteurs et autres travaux du métier précité, à l'exclusion des travaux spécifiés à la sous-catégorie 4093 (travaux relatifs au transport d'énergie.

4226-2 — Entrepreneur en chaudronnerie:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de chaudronnier se rapportant à la construction des générateurs de vapeur, de chaudières ou de réservoirs, de purgeoirs, de cuves, de colonnes d'alimentation ainsi qu'aux travaux en fer laminé en rapport avec ceux-ci.

4226-3 — Entrepreneur en pose d'acier d'armature:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de ferrailleur tels la coupe, la pose, l'attache, l'assemblage des tiges et treillis métalliques entrant dans la construction d'ouvrages de béton pour renforcer ce béton.

4223 — Marble and Terrazzo Contractor:

This subcategory includes generally the work associated with the trade of tile-layer, such as: the cutting, laying and polishing of marble, granite, terrazzo, slate and other similar materials, including accessory works.

4224 — Excavation and Earthwork Contractor:

This subcategory includes the digging, transport, displacement, packing and levelling of soils or granular materials with power shovels, backhoes, cranes, dozers, scrapers, levellers, loaders, compactors, rollers and other similar equipment.

4225-1 — Carpentry and Woodwork Contractor:

This subcategory includes generally the work associated with the trade of carpenter-joiner in the construction industry with the exception of the works mentioned in subcategory (4225-2) *Formwork Contractor*, but including the formwork of foundation and supporting walls.

4225-2 — Formwork Contractor:

This subcategory includes the formwork for structural cement and temporary structures; the formwork for large buildings and engineering works, as well as other similar or accessory works.

4226-1 — Structural Steel Contractor:

This subcategory includes generally the work associated with the trade of structural steel erector, such as: the erecting and assembly of all iron, steel or cement framework used in the construction of buildings, bridges, viaducts, subways, tunnels, cable cars, chair lifts, ski lifts, towers, and antennas for transmitting stations, and other work in the above-mentioned trade with the exception of the works mentioned in subcategory 4093 (work related to power transmission).

4226-2 — Boilermaker Contractor:

This subcategory includes generally the work associated with the trade of boilermaker such as: the construction of steam generators, boilers or reservoirs, filtering tanks, vats, and stand-pipes as well as the rolled iron work related to the above.

4226-3 — Reinforcing Steel Contractor:

This subcategory includes generally the work associated with the trade of reinforcing steel erector such as: the cutting, installation, fastening, and assembly of the metal rods and wire netting used in the construction of cement work in order to reinforce the cement.

4227-1 — Entrepreneur en isolation classe I:

Cette sous-catégorie comprend les travaux du métier de calorifugeur tels l'isolation thermique de tout système de tuyauterie, de tous conduits, calorifères, chaudières, fournaises, réservoirs et autres appareils similaires, incluant la pose des isolants rigides ou semi-rigides.

4227-2 — Entrepreneur en isolation classe II:

Cette sous-catégorie comprend les travaux d'isolation thermique et acoustique non compris à la sous-catégorie 4227-1, tels la pose de matériaux isolants, en vrac, en sacs, en panneaux rigides ou semi-rigides, la pose de bandes de coupe-froid, de bourrelets isolants.

4228 — Entrepreneur vitrier:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de monteur-mécanicien (vitrier) tels l'installation d'ouvrages se rapportant à l'industrie du verre plat et autres ouvrages similaires faits de métaux et matériaux de substitution.

4229-1 — Entrepreneur spécialiste des métaux ouvrés:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de serrurier de bâtiment tels la coupe, la préparation, l'assemblage et de toute pièce de métal pour la fabrication d'escaliers, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de marquises, d'articles en fer ornemental, de grillages de tous genres, de portes coupe-feu et autres travaux similaires ou connexes.

4229-2 — Entrepreneur en dynamitage:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de sautage à la dynamite incluant la préparation des diagrammes de forage et des taux d'utilisation des explosifs, le storage des explosifs, le forage et le sautage proprement dit et les travaux connexes, selon les exigences des lois pertinentes à ce secteur de l'industrie.

4229-3 — Entrepreneur en nettoyage de bâtiments:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de nettoyage des bâtiments au moyen de jets à vapeur, d'un sablage au jet, et autres procédés similaires.

4229-4 — Entrepreneur en pose de pieux et caissons:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de mise en place des pieux, caissons, palplanches, reprises en sous-oeuvre, étançonnement des terres, parois moulées, puits filtrants et autres ouvrages similaires ou connexes.

4229-5 — Entrepreneur en soudure:

Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux du métier de soudeur dans l'industrie de la construction.

4227-1 — Insulation Contractor Class I:

This subcategory includes the work associated with the trade of insulator such as: the thermal insulation of all piping systems, all conduits, heating pipes. boilers, furnaces, tanks and other similar equipment, including the application of rigid or semi-rigid insulating materials.

4227-2 — Insulation Contractor Class II:

This subcategory includes thermal and acoustic insulation work not included in subcategory 4227-1 such as: the laying of insulating materials in bulk, sacks, rigid or semi-rigid panels and the laying of insulation and weather-stripping;

4228 — Glazier Contractor:

This subcategory includes generally the work associated with the trade of setter mechanic (glazier) such as the installation of work related to the flat glass industry and other similar work made of metal or substitute materials.

4229-1 — Ornamental Iron Work Contractor:

This subcategory includes generally the work associated with the trade of ornamental iron worker such as the cutting, preparing, assembling of all metal pieces for the manufacture of stairs, railings, fences, gates, canopies, ornamental iron items all types of wire netting, fire doors and other similar or related work.

4229-2 — Dynamiting Contractor:

This subcategory includes blasting operations with dynamite, including the preparation of drilling diagrams and of explosives usage charts, storage of explosives, drilling and blasting and related work, according to the laws pertaining to this part of the industry.

4229-3 — Building Cleaning Contractor:

This subcategory includes building cleaning work with the use of steam jets, sandblasting and other similar processes.

4229-4 — Pile Setting and Caisson Installation:

This subcategory includes the setting of piles, caissons, pileplanks, underpinning, earth shoring, moulded walls, filtering wells and other similar or connected work.

4229-5 — Welding Contractor:

This subcategory includes generally the work associated with the trade of welder in the construction industry.

4229-6 — Entrepreneur en imperméabilisation:

Cette sous-catégorie comprend les travaux d'application ou d'injection d'enduits spéciaux, de coulis, de membranes et de matériaux similaires ou connexes.

4229-7 — Entrepreneur en déplacement de bâtiment:

Cette sous-catégorie comprend les travaux préliminaires en sous-oeuvre, la protection, le transport ou déplacement, la mise en place et la remise en état, d'utilisation des bâtiments, de même que tous travaux similaires ou connexes.

4229-8 — Entrepreneur en démolition:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de préparation du programme sécuritaire de démolition, la démolition, le transport des matériaux et la remise en état sécuritaire du site des travaux, de même que les travaux connexes.

4229-9 — Entrepreneur en montage d'enseignes:

Cette sous-catégorie comprend les travaux de charpente, de supports ou d'autres appuis nécessaires à l'installation d'enseignes publicitaires ou autres, lesquels travaux faisant l'objet de normes spécifiques à l'industrie de la construction.

2. L'entrepreneur spécialisé doit spécifier dans sa demande la ou les sous-catégories des travaux de sa catégorie pour lesquels il demande l'émission d'une licence.

Règlement no 5 concernant les licences

1. Nul ne peut agir comme entrepreneur en travaux de construction, à moins qu'il ne justifie de la possession d'une licence à cet effet, licence qui doit faire état de la ou les catégories ainsi que des sous-catégories de travaux que l'entrepreneur est autorisé à exécuter «ou à faire exécuter».

2. «Pendant la période transitoire», les personnes qui doivent être membres de la Corporation des maîtres électriciens du Québec visée au chapitre 153 des statuts refondus, 1964, ne sont pas obligées de détenir une licence de la Régie pour exécuter les sous-catégories suivantes de travaux de la catégorie d'entrepreneur spécialisé, lorsqu'ils sont membres de ladite Corporation savoir:

4213-1 — Entrepreneur en électronique

4213-2 — Entrepreneur en système d'intercommunication

4213-3 — Entrepreneur en installation de systèmes d'alarme.

3. «Pendant la période transitoire», les personnes qui doivent être membres de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec visée au chapitre 155 des Statuts refondus, 1964, ne sont pas obligées de détenir une

4229-6 — Water-proofing Contractor:

This subcategory includes application or injection of special caulking, grouting, films, or similar or related materials.

4229-7 — Building Moving Contractor:

This subcategory includes preliminary underpinning, the protection, transportation or removal of buildings, the installation and refection and the preparation of buildings, as well as any similar or related work.

4229-8 — Wrecking Contractor:

This subcategory includes the preparation work of the wrecking safety program, wrecking, transportation of materials, and safe refection of the work site, as well as related work.

4229-9 — Sign Erection Contractor:

This subcategory includes work on structures, supports and other necessary supporting devices for the installation of commercial signs or others, such work being the object of specific standards in the construction industry.

2. The specialized contractor shall specify in his request the subcategory or subcategories of work in his category for which he is requesting the issue of a licence.

Regulation No. 5 concerning licences

1. No one shall act as a contractor in construction work unless he holds a licence to that effect. This licence shall indicate the category (categories) and subcategory (subcategories) of work that the contractor is authorized to carry out or to cause to be carried out.

2. During the transition period, the persons who shall be members of the corporation of Master Electricians of Québec contemplated in chapter 153 of the Revised Statutes, 1964, are not obliged to hold a licence from the board to carry out the following subcategories of work of the specialized contractor category when they are members of the said corporation, that is:

4213-1 Electronics contractor

4213-2 Intercommunication systems contractor

4213-4 Alarm systems contractor

3. During the transition period, the persons who shall be members of the Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec contemplated in chapter 155 of the Revised Statutes, 1964, are not obliged to hold a licence from the board

licence de la Régie pour exécuter les sous-catégories suivantes de travaux de la catégorie d'entrepreneur spécialisé, lorsqu'ils sont membres de ladite Corporation, et ont passé avec succès les examens pertinents requis par la Corporation, savoir:

4211 — Entrepreneur en ventilation

4212 — Entrepreneur en réfrigération

4. Pendant la période transitoire, les personnes visées aux paragraphes 2 et 3, ne sont pas obligées de détenir une licence de la Régie pour exécuter les travaux connexes de leur métier respectif couvert par les lois corporatives précitées.

Règlement no 6 concernant les honoraires payables pour l'obtention d'une licence

1. Les honoraires annuels payables sur les licences délivrées ou renouvelées conformément aux dispositions de la section III de la Loi, sont:

a) Dans le cas d'une licence comprenant une ou plusieurs catégories et une ou plusieurs sous-catégories, les honoraires sont établis à $240 par année.

b) Sous réserve des dispositions des articles 53 et 55 de la Loi, dans le cas d'une licence de constructeur-propriétaire, les honoraires sont de $120 lorsque la durée des travaux envisagés ne dépasse pas 185 jours de calendrier depuis l'émission de la licence et de $240 lorsque cette durée dépasse 185 jours mais moindre que 366 jours.

c) Dans le cas d'une licence temporaire émise en vertu des dispositions de l'article 35, les honoraires exigibles sont ceux prévus au sous-paragraphe *a* du présent article, dont les dispositions s'appliquent *mutatis mutandis*.

2. Lorsque la Régie décide d'émettre ou de renouveler une licence pour une période de moins d'un an, les honoraires sont calculés au prorata du nombre de moins de la durée de la licence par rapport aux honoraires de 12 mois, une partie de mois comptant pour un mois entier.

3. Les montants de honoraires payables sur les licences doivent être payés à la Régie lors du dépôt de la demande de licence.

4. Dans le cas où la licence demandée n'est pas accordée au requérant par la Régie ou le Tribunal du Travail, les honoraires déposés lors de cette demande de licence, sont remboursés au requérant sauf lorsqu'il s'agit d'un refus de renouvellement de la licence auquel cas une somme de $50 est retenue par la Régie sur les honoraires déposés.

to carry out the following subcategories of work of the specialized contractor category when they are members of the said corporation and have successfully written the relavant examinations required by the Corporation, that is:

4211 — Ventilation contractor

4212 — Refrigeration contractor

4. During the transition period, the persons contemplated in subsections 2 and 3 are not obliged to hold a licence from the board to carry out work related to their respective trades governed by the corporation by-laws mentioned above.

Regulation No. 6 concerning fees payable to obtain a licence

1. The annual fees payable for the licences issued or renewed in conformity with the provisions of Division III of the Act are as follows:

(a) In the case of a licence including one or more categories and one or more subcategories, the fees are established at $240 per year.

(b) Subject to the provisions of sections 53 and 55 of the Act, in the case of a licence of owner-builder, the fees are $120 when the duration of the work planned does not exceed 185 calendar days from the issue date of the licence and $240 when the duration exceeds 185 days but is less than 366 days.

(c) In the case of a temporary licence issued under the provisions of section 35, the fees exigible are those provided for in item *a* of this section, the provisions of which apply *mutatis mutandis*.

2. When the board decides to issue or to renew a licence for a period of less than one year, the fees are computed as a ratio of the number of months of duration of the licence and the fees for 12 months, any part of a month being considered as a complete month.

3. The fees payable for licences must be paid to the board when the request for a licence is made.

4. In the case where the requested licence is not granted by the board or the Labour Court, the fees deposited for the licence are reimbursed to the applicant, except when the renewal of a licence is refused; in such case, a sum of $50 is retained by the board from the deposited fees.

5. Advenant la suspension ou l'annulation d'une licence, ou son abandon par le détenteur, les honoraires versés pour cette licence demeurent à l'acquit de la Régie.

Règlement no 7 concernant les frais d'enquête lors de l'émission d'une licence

1. Des frais d'enquête de $50 sont payables à la Régie par l'entrepreneur dans les cas qui suivent:

a) Lorsque l'entrepreneur requiert l'émission de sa première licence;

b) Lorsque le renouvellement de sa licence lui est refusé par la Régie ou le Tribunal du Travail en appel de la décision de la Régie;

c) Lorsqu'un entrepreneur requiert un amendement à sa licence pour y ajouter une catégorie ou une ou plusieurs sous-catégories.

2. Les frais d'enquête sont payables à la Régie lors de la demande relative à la délivrance d'une licence ou son amendement. Dans le cas du paragraphe 1 *b*, les frais sont pris à même le dépôt des honoraires.

3. Les frais d'enquête ne sont pas remboursables au requérant d'une licence, si telle licence lui est refusée ou si le requérant se désiste de sa demande.

Règlement no 8 concernant la forme et la teneur des licences

1. La licence d'entrepreneur émise par la Régie doit mentionner le nom de l'entrepreneur qui détient la licence, et dans le cas où l'entrepreneur est une société ou une corporation, la licence doit également faire état du nom de la ou des personnes habilitant cette société ou cette corporation à détenir une licence d'entrepreneur.

2. La licence doit spécifier sa date d'émission, le jour à compter duquel elle entre en vigueur et le jour auquel elle se termine.

3. La licence doit spécifier la ou les catégories de travaux de même que les sous-catégories de travaux que l'entrepreneur est autorisé à exécuter ou à faire exécuter en vertu de sa licence.

4. Lorsque la régie désire imposer une réserve aux travaux que l'entrepreneur est autorisé à exécuter ou à faire exécuter, la licence doit en faire explicitement mention.

5. Les licences sont signées par le président ou le vice-président de la Régie et par le secrétaire. Un fac-similé

5. In the case of suspension or cancellation of a licence, or its resignation by the holder, the fees paid for this licence remain the property of the board.

Regulation No. 7 concerning investigation costs when issuing a licence

1. Investigation costs of $50 are payable to the board by the contractor in the following cases:

(a) When the contractor requests the issue of his first licence;

(b) When the renewal of his licence is refused by the board or the Labour Court after appealing the board's decision;

(c) When a contractor requests an amendment to his licence in order to add a category or one or more subcategories.

2. The investigation costs are payable to the board when requesting the issue of a licence or its amendment. For subsection 1 *b*, the costs are taken from the fees deposited.

3. Investigation costs are not reimbursable to the person applying for a licence if such licence is not granted or if the person withdraws his request.

Regulation No. 8 concerning the form and terms of licences

1. The contractor's licence issued by the board must indicate the name of the contractor who holds the licence, and in the case where the contractor is a partnership or a corporation, the licence must also mention the name of the person or persons qualifying this partnership or corporation to hold a contractor's licence.

2. The licence must specify the date of issue, the day on which it comes into force and on which it expires.

3. The licence must specify the work category (categories) and subcategory (subcategories) that the contractor is authorized to carry out or causes to carry out under his licence.

4. When the board wishes to precribe a restriction to the work a contractor is authorized to carry out or causes to carry out, the licence must clearly mention the restriction.

5. Licences are signed by the president or vice-president of the board and by the secretary. A lithographed true copy

lithographié de ces signatures ou un fac-similé par cachet approuvé par la Régie, sont également valides.

6. Les licences sont numérotées suivant la méthode adoptée par décision administrative de la Régie.

7. Les licences émises par la Régie demeurent toujours la propriété de la Régie et elles peuvent être en tout temps enlevées au détenteur, pour cause définie à la Loi, sur décision de la Régie ou du Tribunal.

8. La licence détenue par un entrepreneur doit être affichée bien en vue du public dans la pièce principale de son siège social ou de son principal établissement commercial.

9. La licence est dans la forme qui apparaît en fac-similé en annexe du présent règlement.

Règlement no 9 concernant la forme et la teneur des demandes de licence

1. L'entrepreneur qui demande une licence doit le faire sur le formulaire de demande prévu à cette fin par la Régie et y inscrire ou y joindre tous les renseignements, pièces ou documents que peut exiger la Régie.

2. La teneur et la forme de la demande de licence que doit compléter l'entrepreneur qui désire se prévaloir des dispositions de l'article 79 de la Loi apparaissent sur le fac-similé du formulaire des demandes de licence prévu par la Régie et annexé au présent règlement.

3. La teneur et la forme de la demande de licence que doitvent compléter les entrepreneurs autres que ceux visés à l'article 79 de la Loi apparaissent sur le fac-similé du formulaire des demandes de licence prévu par la Régie et annexé au présent règlement.

4. L'entrepreneur doit fournir à la Régie tous les renseignements ci-bas mentionnés sans que cette liste soit en aucune façon restrictive et sous réserve que les renseignements demandés soient pertinents, aux fins de permettre à la Régie de s'acquitter des devoirs que la Loi lui impose:

a) Nom, siège social et numéro de téléphone de l'entreprise;

b) nom, domicile, date et lieu de naissance, numéro d'assurance sociale, numéro de téléphone, photographie récente de tout entrepreneur, toute personne habilitant une société ou une corporation;

c) la liste des administrateurs et officiers des corporations requérantes;

of these signatures or sealed facimile approved by the board are also valid.

6. The licences are numbered according to the procedure adopted by virtue of an administrative decision of the board.

7. The licences issued by the board always remain the property of the board and they may at any time be withdrawn for cause as defined in the Act, upon the decision of the board or the Court.

8. The licence held by a contractor shall be posted in full view in the main room of his head office or of his major business place.

9. The form of the licence is similar to the exact copy found in the appendix to this regulation.

Regulation No. 9 concerning the form and terms of request for licences

1. The contractor who requests a licence must do so on the application form provided by the board and all required written information or documents must be attached thereto.

2. The term and form of the request for a licence to be filled in by the contractor who wishes to take advantage of the provisions of section 79 of the Act appear on the exact copy of the application form provided by the board and attached to this regulation.

3. The term and form of the request for a licence to be filled in by contractors other than those contemplated in section 79 of the Act appear on the exact copy of the application forms provided by the board and attached to this regulation.

4. The contractor must supply the board with all information mentioned below without this list being in any way restrictive and provided that all requested information be relevant for the purposes of allowing the board to assume its duties as prescribed by the Act:

(a) name, head office and phone number of the enterprise;

(b) name, address, date and birthplace, social insurance number, phone number, recent photo of any contractor, or any person qualifying a partnership or a corporation;

(c) the list of administrators and officers of requesting corporations;

d) le nom de tous les associés et gestionnaires d'une société requérante;

e) le bilan personnel, état financier de la société, état financier de la corporation, tous renseignements sur des faits pouvant affecter la solvabilité du requérant, des administrateurs de la corporation ou des sociétaires;

f) la répartition des actions d'une corporation requérante;

g) tous renseignements pertinents à la connaissance des infractions prévues au sous-paragraphe I, IV, V, VI du paragraphe *b* de l'article 43 de la Loi;

h) tous renseignements concernant la structure juridique d'une société ou corporation;

i) la carte de compétence et renseignements relatifs à l'expérience en construction.

Règlement no 10 concernant les renseignements à être fournis par le titulaire d'une licence

1. La Régie peut exiger de tout titulaire d'une licence qu'il lui donne accès à ses livres comptables et aux pièces justificatives des revenus et dépenses de son entreprise.

2. La Régie peut exiger que le titulaire d'une licence lui fasse connaître en détail la nature et le volume des travaux qu'il a en commande ou qu'il est en voie d'exécuter, de même que l'endroit où sont exécutés ces travaux, la liste de son personnel et de ses salariés, et tout renseignement pertinent aux activités de l'entrepreneur que la Régie a comme obligation de surveiller.

3. Lorsque les travaux d'un entrepreneur ont fait l'objet de plans et devis, ces documents doivent être tenus à la disposition de la Régie durant la période des travaux et pour un an par la suite, par l'entrepreneur général dans tous les cas et par l'entrepreneur spécialisé lorsqu'il en a reçu un exemplaire.

930-o

(d) the name of all partners and directors of a requesting partnership.

(e) the personal assets, financial statement of the partnership, financial statement of the corporation, all information or facts that may affect the solvency of the requesting person, administrators of the corporation or persons in a partnership;

(f) the distribution of the shares of a requesting corporation;

(g) all information relevant to the knowledge of offences mentioned in items I, IV, V, VI of subsection *b* of section 43 of the Act;

(h) all information respecting the legal structure of a partnership or corporation;

(i) the competency card and information respecting construction experience.

Regulation No. 10 concerning the information to be provided by the holder of a licence

1. The board may demand from any holder of a licence access to his account books and to the documents attesting to the income and expenses of this enterprise.

2. The board may demand that the holder of a licence report any detail concerning the nature and importance of the work he has contracted or that he is performing, as well as the location where such work is being performed, the list of his employees and staff and all information pertaining to the activities of the contractor governable by the board.

3. When the work performed by a contractor involves plans and specifications, such documents shall be made available to the board while work is being performed and for one year after by the general contractor in all cases, and by the specialized contractor if he received a copy of such documents.

930-o

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté, en vertu du paragraphe *a* de l'article 92 du Code des professions, le «Règlement concernant les affaires du Bureau», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement concernant les affaires du Bureau

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 92 du Code des professions (1973, c. 43).

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

a) «corporation»: la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;

b) «Bureau»: le Bureau de la corporation;

c) «secrétaire»: secrétaire général de la corporation.

Section 2

LE BUREAU

2.01 Le Bureau élit le vice-président et le trésorier parmi les 3 administrateurs élus du Bureau, membres du comité administratif.

Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont nommés par les administrateurs du Bureau.

DRAFT REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to paragraph *a* of section 92 of the Professional Code, the "Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 This Regulation is made under paragraph *a* of section 92 of the Professional Code (1973, c. 43).

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

1.03 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

(a) "corporation": the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec;

(b) "Bureau": the Bureau of the Corporation;

(c) "secretary": the secretary general of the corporation.

Division 2

THE BUREAU

2.01 The Bureau shall elect the vice-president and treasurer from among the 3 elected directors of the Bureau who are members of the administrative committee.

The secretary and the assistant secretary shall be appointed by the directors of the Bureau.

2.02 Le Bureau est convoqué à la demande du président par le secrétaire au moyen d'un avis écrit accompagné de l'ordre du jour expédié au moins 10 jours avant la date de la réunion.

Les réunions extraordinaires du Bureau sont convoquées par le secrétaire à la demande du président ou du quart des membres du Bureau.

2.03 En cas d'urgence, le président de la corporation peut convoquer une réunion extraordinaire du Bureau par télégramme, indiquant l'ordre du jour, expédié au moins 3 jours avant la réunion.

2.04 Nonobstant les articles 2.02 et 2.03, une réunion du Bureau est considérée comme régulièrement tenue lorsque tous les administrateurs sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

2.05 Le président ou le comité administratif établit l'ordre du jour pour chaque assemblée.

L'ordre du jour ne peut être modifié sans l'assentiment de la majorité des membres présents du Bureau.

À une réunion extraordinaire, il ne peut être discuté d'autres sujets que ceux apparaissant à l'ordre du jour de telle assemblée.

2.06 Chaque fois que le président ajourne la réunion faute de quorum, l'heure de l'ajournement et les noms des administrateurs alors présents sont notés par le secrétaire.

2.07 Le vote se prend à main levée sauf lorsqu'un administrateur demande le vote secret. Dans ce dernier cas, le président établit la procédure à suivre.

Les décisions du Bureau sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, le président a un vote prépondérant.

Section 3

LE COMITÉ ADMINISTRATIF

3.01 Le secrétaire de la corporation agit comme secrétaire du comité administratif et du Bureau et n'a pas droit de vote.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire, le secrétaire adjoint remplit ses fonctions.

3.02 Les assemblées du comité administratif sont convoquées au moyen d'un avis écrit du secrétaire expédié au moins 7 jours avant la date de l'assemblée avec l'ordre du jour préparé par le secrétaire sous la direction du président.

3.03 En cas d'urgence, le président peut convoquer une réunion du comité administratif par télégramme au moins 3 jours avant l'assemblée.

2.02 The Bureau shall be convened at the president's request by the secretary by means of a written notice together with the agenda sent at least 10 days prior to the date of the meeting.

Special meetings of the Bureau shall be convened by the secretary at the request of the president or one-quarter of the members of the Bureau.

2.03 In case of emergency, the president of the corporation may convene a special meeting of the Bureau by telegram, stating the agenda, sent at least 3 days before the meeting.

2.04 Notwithstanding sections 2.02 and 2.03, a meeting of the Bureau shall be considered to be regularly held if all the directors are present and waive the notice of convocation.

2.05 The president or the administrative committee shall determine the agenda for each meeting.

The agenda may not be modified without the consent of the majority of the members of the Bureau present.

At a special meeting, no other subjects than those on the agenda for that meeting may be discussed.

2.06 Each time the president adjourns the meeting for lack of a quorum, the time of adjournment and the names of the directors then present shall be recorded by the secretary.

2.07 The vote shall be taken by a show of hands except when a director requests a secret ballot. In the latter case, the president shall determine the procedure to be followed.

The decisions of the Bureau are taken by the majority of the members present. In the case of a tie-vote, the president shall have a casting vote.

Division 3

THE ADMINISTRATIVE COMMITTEE

3.01 The secretary of the corporation shall act as secretary of the administrative committee and of the Bureau and shall not have the right to vote.

If the secretary is absent or unable to act, the assistant secretary shall perform his duties.

3.02 The meetings of the administrative committee are convened by means of a written notice by the secretary sent at least 7 days prior to the date of the meeting together with the agenda prepared by the secretary under the direction of the president.

3.03 In case of emergency, the president may convene a meeting of the administrative committee by telegram sent at least 3 days before the meeting.

3.04 Nonobstant les articles 3.02 et 3.03, une réunion du comité administratif est considérée comme régulièrement tenue si tous les membres du comité administratif sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

3.05 En cas d'absence du président de la corporation, le vice-président préside les reunions du comité administratif.

3.06 Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; au cas d'égalité, le président donne un vote prépondérant.

Section 4

OFFICIERS

4.01 Le président exerce les fonctions qui lui sont dévolues dans le Code des professions, les règlements et les résolutions de la corporation.

4.02 Le vice-président remplit les fonctions du président en cas d'absence ou d'incapacité par celui-ci d'agir. Il exerce tous les autres pouvoirs que le Bureau lui confie.

4.03 Le trésorier est responsable des livres comptables de la corporation et présente des rapports financiers périodiques au Bureau. Il supervise les opérations financières de la corporation et exerce tous les autres pouvoirs que le Bureau lui confie.

Section 5

DÉLÉGATION

5.01 Le comité administratif exerce les pouvoirs attribués au Bureau par le Code des professions sauf les pouvoirs que celui-ci doit exercer par règlement.

Section 6

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

6.01 Sauf dispositions contraires ou incompatibles au Code des professions et au présent règlement, les règles établies dans «Procédures des assemblées délibérantes» de Victor Morin s'appliquent aux assemblées prévues au présent règlement de même qu'à l'assemblée générale annuelle des membres de la corporation.

6.02 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

931-o

3.04 Notwithstanding sections 3.02 and 3.03, a meeting of the administrative committee shall be considered to be regularly held if all the members of the administrative committee are present and waive the notice of convocation.

3.05 In the absence of the president of the corporation, the vice-president shall preside over the meetings of the administrative committee.

3.06 Decisions shall be taken by the majority of votes of the members present; in the case of a tie-vote, the president shall have a casting vote.

Division 4

OFFICERS

4.01 The president shall perform the duties devolving upon him under the Professional Code, regulations and resolutions of the corporation.

4.02 The vice-president shall perform the duties of the president where the latter is absent or unable to act. He may exercise all the other powers entrusted to him by the Bureau.

4.03 The treasurer is responsible for the accounting books of the corporation and shall submit periodic financial reports to the Bureau. He shall supervise the financial operations of the corporation and exercise all the other powers entrusted to him by the Bureau.

Division 5

DELEGATION

5.01 The administrative committee shall exercise all the powers attributed to the Bureau under the Professional Code except the powers that the latter must exercise by regulation.

Division 6

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

6.01 With the exception of any provisions contrary to or inconsistent with the Professional Code and this Regulation, the rules set forth in "Chairman's and Debater's Guide in Deliberative Assemblies" by Victor Morin shall apply to the meetings provided for in this Regulation as well as to the annual general meeting of the members of the corporation.

6.02 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

931-o

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 92 du Code des professions et du paragraphe *b* de l'article 10 de la Loi des ingénieurs (S.R.Q., 1964, c. 262), le «Règlement concernant les affaires de l'Ordre et les assemblées générales», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement concernant les affaires de l'Ordre et les assemblées générales

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 92 du Code des professions (1973, c. 43) et du paragraphe *b* de l'article 10 de la Loi des ingénieurs (R.S.Q., 1964, c. 262).

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

2.01 Le quorum d'une assemblée générale est fixé à 50 membres.

2.02 Pour être reçue à une assemblée générale, une proposition doit parvenir, par écrit, au siège social de l'Ordre, à l'attention du secrétaire, au moins 10 jours avant la tenue d'une assemblée.

2.03 Nonobstant l'article 2.02, une proposition visant à déterminer le mode d'élection du président doit apparaître à l'ordre du jour accompagnant l'avis de convocation d'une assemblée générale.

DRAFT BY-LAW

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft By-law

The Bureau of the Order of Engineers of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to paragraph *a* of section 92 of the Professional Code and subparagraph *b* of section 10 of the Engineers Act (R.S.Q., 1964, c. 262), the "By-law respecting the carrying out of the business of the Order and the general meetings", a copy of which is annexed hereto.

This By-law will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

By-law respecting the carrying out of the business of the Order and the general meeting

Division I

GENERAL PROVISIONS

1.01 This By-law is made under paragraph *a* of section 92 of the Professional Code (1973, c. 43) and subparagraph *b* of section 10 of the Engineers Act (R.S.Q., 1964, c. 262).

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this By-law.

Division 2

GENERAL MEETINGS

2.01 The quorum for a general meeting shall be fixed at 50 members.

2.02 To be accepted at a general meeting, a proposal must be sent, in writing, to the head office of the Order, for the secretary's attention, at least 10 days before the holding of a meeting.

2.03 Notwithstanding section 2.02, a proposal to determine the method of election of the president must appear on the agenda accompanying the notice of convocation of a general meeting.

2.04 Une assemblée générale spéciale doit être convoquée dans les 45 jours d'une demande à cet effet.

2.05 L'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle de l'Ordre comprend notamment les sujets suivants:

a) lecture et adoption des procès-verbaux de la dernière assemblée générale annuelle et de toutes les assemblées générales spéciales subséquentes, s'il en est;

b) sujets découlant des procès-verbaux;

c) prévisions budgétaires;

d) rapports des comités;

e) rapport sur les affaires juridiques;

f) propositions des membres; et

g) affaires nouvelles.

2.06 Sous réserve du Code des professions, les questions de procédure non prévues à la présente section sont régies *mutatis mutandis* par les règles contenues dans V. Morin, «Procédure des assemblées délibérantes», édition française la plus récente.

Section 3

LE BUREAU

3.01 Le Bureau détermine l'endroit, le jour, la date et l'heure de ses réunions ordinaires.

3.02 Le comité administratif détermine l'endroit, le jour, la date et l'heure des réunions extraordinaires du Bureau.

3.03 Le Bureau est convoqué par le directeur général au moyen d'un avis écrit, accompagné de l'ordre du jour, expédié à chaque administrateur au moins 5 jours avant la date prévue pour la réunion.

3.04 Aucune matière non inscrite à l'ordre du jour ne peut faire l'objet d'une résolution, sauf en cas d'urgence.

3.05 Une vacance à un poste d'administrateur élu est comblée dans les 90 jours de la date où le poste est devenu vacant.

3.06 L'article 2.06 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section.

2.04 A general special meeting must be convened within 45 days of an application to that effect.

2.05 The agenda of the annual general meeting of the Order shall, in particular, contain the following items:

(a) reading and adoption of the minutes of the last annual general meeting and of all subsequent general special meetings, where applicable;

(b) subjects issuing from the minutes;

(c) budgetary estimates;

(d) committee reports;

(e) reports on legal matters;

(f) members' proposals; and

(g) new matters.

2.06 Subject to the Professional Code, questions of procedure which are not prescribed in this division shall be governed *mutatis mutandis* by the rules contained in "Chairman's and Debater's Guide in Deliberative Assemblies", V. Morin, latest French edition.

Division 3

THE BUREAU

3.01 The Bureau shall determine the place, day, date and time of its ordinary meetings.

3.02 The administrative committee shall determine the place, day, date and time of the special meetings of the Bureau.

3.03 The Bureau shall be convened by the executive director by means of a written notice, accompanied by the agenda, forwarded to each director at least 5 days before the date prescribed for the meeting.

3.04 No item which is not entered on the agenda may be the object of a resolution, except in emergencies.

3.05 A vacancy for the office of elected director shall be filled within 90 days of the date on which the office became vacant.

3.06 Section 2.06 shall apply *mutatis mutandis* to this Division.

Section 4

HONORAIRES ET ALLOCATIONS DES MEMBRES

4.01 Les administrateurs qui assistent à une réunion du Bureau ont droit aux allocations suivantes:

a) une somme forfaitaire pour y assister;

b) le remboursement de leurs frais de déplacement et d'hébergement.

4.02 Des allocations semblables, mais dont les sommes peuvent être différentes, sont versées aux experts consultants dont l'Ordre retient les services de temps à autre.

4.03 La rémunération des administrateurs ainsi que les sommes mentionnées aux articles 4.01 et 4.02 sont déterminées par résolution du Bureau.

Section 5

LE COMITÉ ADMINISTRATIF

5.01 Le comité administratif est composé des administrateurs suivants: le président, le vice-président à l'administration, le vice-président aux finances, un administrateur élu et un administrateur nommé.

5.02 Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président à l'administration a tous les pouvoirs du président et exécute tous les devoirs de ce dernier.

5.03 Le vice-président aux finances préside le comité des finances et soumet au Bureau, à chacune de ses réunions ordinaires, l'état financier de l'Ordre.

5.04 Tous les administrateurs élus sont éligibles aux postes de vice-président.

5.05 Une réunion du comité administratif est considérée comme régulièrement tenue si tous les administrateurs sont présents et renoncent à l'avis de convocation ou si tous les administrateurs sont convoqués à une conférence téléphonique et renoncent à l'avis de convocation.

5.06 Sous réserve du Code des professions, la procédure prévue aux articles 4.02 à 4.06 du « Règlement concernant les modalités d'élection » s'applique *mutatis mutandis* à l'élection des membres du comité administratif.

Division 4

MEMBERS' FEES AND ALLOWANCES

4.01 The directors who attend a meeting of the Bureau shall be entitled to the following allowances:

(a) a lump sum to attend thereat;

(b) reimbursement of their travelling and lodging expenses.

4.02 Similar allowances, the amounts of which may be different, however, shall be paid to consulting experts whose services are retained by the Order from time to time.

4.03 The remuneration of the directors and the amounts mentioned in sections 4.01 and 4.02 shall be determined by resolution of the Bureau.

Division 5

ADMINISTRATIVE COMMITTEE

5.01 The administrative committee shall be composed of the following directors: the president, vice-president — Administration, vice-president — Finance, an elected director and an appointed director.

5.02 In the absence of the president or should he be unable to act, the vice-president — Administration shall have all the powers of the president and shall perform the latter's duties.

5.03 The vice-president — Finance shall preside over the finance committee and shall submit the financial statement of the Order to the Bureau, at each of its ordinary meetings.

5.04 All the elected directors shall be eligible for the office of vice-president.

5.05 A meeting of the administrative committee shall be deemed to be regularly held if all the directors are present and waive the notice of convocation or if all the directors are convened to a telephone conference and waive the notice of convocation.

5.06 Subject to the Professional Code, the procedure prescribed in sections 4.02 to 4.06 of the "By-law respecting the terms and conditions for election" shall apply *mutatis mutandis* to the election of the members of the administrative committee.

Section 6

LES SCEAUX

6.01 Le sceau de l'Ordre contient les armoiries du Québec entourées des inscriptions «ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC» et «ORDER OF ENGINEERS OF QUÉBEC».

6.02 Un ingénieur peut obtenir un sceau sur lequel apparaissent son nom, son numéro d'inscription, le mot «INGÉNIEUR» ou les mots «INGÉNIEURS-ENGINEER», et le mot «QUÉBEC».

Section 7

DISPOSITIONS DIVERSES

7.01 Le directeur général exerce ses fonctions sous la direction du Bureau. Il convoque les réunions du Bureau et du comité administratif, y présente l'ordre du jour et en rédige les procès-verbaux. Il agit à titre de trésorier de l'Ordre et est responsable du secrétariat. Il signe tous les chèques émis par l'Ordre, conjointement avec le vice-président aux finances ou un autre membre du comité administratif. Il fait partie de tous les comités sauf du comité des examinateurs, du comité de discipline et du comité d'inspection professionnelle.

7.02 Le secrétaire exerce les fonctions et s'acquitte des devoirs et des obligations qui lui incombent en vertu du Code des professions, de la Loi des ingénieurs et des règlements adoptés sous leur autorité. Il agit à titre de directeur général en l'absence de ce dernier ou en raison de son incapacité d'agir.

7.03 Le directeur général, le secrétaire et le syndic sont assurés, aux frais de l'Ordre, dans une société de garantie approuvée par le Bureau.

7.04 Un administrateur ne peut postuler un emploi au secrétariat de l'Ordre pendant qu'il est en fonction.

7.05 Les membres se prononcent par référendum aux fins de l'approbation d'une résolution adoptée par le Bureau en vertu du paragraphe *k* de l'article 84 du Code des professions.

7.06 Le permis délivré par l'Ordre porte la signature du secrétaire. Il demeure la propriété de l'Ordre et en cas de révocation, doit lui être retourné dans les 8 jours d'une demande écrite du secrétaire à cet effet.

Division 6

SEALS

6.01 The seal of the Order shall contain the armorials of Québec encircled with the inscriptions "ORDER OF ENGINEERS OF QUÉBEC" and "ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC".

6.02 An engineer may obtain a seal on which his name, his number of entry on the roll, the word "INGÉNIEUR" or the words "INGÉNIEUR-ENGINEER", and the word "QUÉBEC" appear.

Division 7

MISCELLANEOUS

7.01 The executive director shall carry out his duties under the direction of the Bureau. He shall convene the meetings of the Bureau and of the administrative committee, submit the agenda and draft the minutes thereof. He shall act as treasurer of the Order and be responsible for the secretariat. He shall sign all the cheques issued by the Order, jointly with the vice-president — Finance or another member of the administrative committee. He shall belong to all committees except the committee of examiners, the committee on discipline and the professional inspection committee.

7.02 The secretary shall carry on the functions and perform the duties and obligations devolving upon him under the Professional Code, the Engineers Act and the By-laws made under their authority. He shall act as executive director in the latter's absence or by reason of his inability to act.

7.03 The executive director, secretary and syndic shall be insured, at the Order's expense, with a bonding company approved by the Bureau.

7.04 A director may not solicit employment in the secretariat of the Order while he is in office.

7.05 The members shall pronounce themselves by referendum for the purpose of approving a resolution passed by the Bureau pursuant to subparagraph *k* of section 84 of the Professional Code.

7.06 The permit issued by the Order shall bear the signature of the secretary. It shall remain the property of the Order and in the case of revocation, must be returned to it within 8 days of a written application from the secretary to that effect.

Section 8

DISPOSITION FINALE

8.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

931-o

Division 8

FINAL PROVISION

8.01 This By-law will come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

931-o

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté, en vertu du paragraphe *l* de l'article 10 de la Loi des ingénieurs (S.R.Q., 1964, c. 262), le « Règlement concernant le fonds de secours», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles.
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement concernant le fonds de secours

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *l* de l'article 10 de la Loi des ingénieurs (S.R.Q., 1964, c. 262).

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

COMPOSITION DU FONDS

2.01 Le fonds de secours est constitué:

a) d'une somme de $25,000;

b) des sommes que le Bureau y affecte, et

c) de l'accroissement des actifs du fonds.

Section 3

DEMANDE AU FONDS

3.01 La demande d'un ingénieur pour obtenir de l'aide à même le fonds de secours est adressée au comité administratif de l'Ordre, qui en prend connaissance à la réunion qui suit la réception de la demande. Le comité administratif procède alors ou fait procéder à une enquête et transmet au Bureau sa recommandation.

DRAFT BY-LAW

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft By-law

The Bureau of the Order of Engineers of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to subparagraph 1 of section 10 of the Engineers Act (R.S.Q., 1964, c. 262), the "By-law respecting the assistance fund", a copy of which is annexed hereto.

This By-law will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

By-law respecting the assistance fund

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 This By-law is made under subparagraph 1 of section 10 of the Engineers Act (R.S.Q., 1964, c. 262).

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this By-law.

Division 2

CONSTITUTION OF FUND

2.01 The assistance fund shall consist of:

(a) a sum of $25,000;

(b) sums allocated therefor by the Bureau, and

(c) the growth of the assets of the fund.

Division 3

APPLICATION TO THE FUND

3.01 The application of an engineer to obtain aid out of the assistance fund shall be addressed to the administrative committee of the Order, which shall take cognizance thereof at the meeting following the receipt of the application. The administrative committee shall then make or cause to be made an investigation and shall forward its recommendation to the Bureau.

3.02 Le Bureau étudie la recommandation du comité administratif et rend sa décision à la première réunion qui suit la réception de cette recommandation.

Section 4

ADMINISTRATION DU FONDS

4.01 Le fonds est administré par un comité de fiduciaires composé de 3 membres nommés annuellement par le Bureau lors de sa première réunion ordinaire qui suit l'assemblée générale annuelle. Ces fiduciaires sont choisis parmi les anciens présidents de l'Ordre et leur mandat prend fin avec la nomination de leurs successeurs.

4.02 Le quorum du comité est de 2 fiduciaires.

4.03 Il y a vacance au sein du comité lorsqu'un fiduciaire démissionne, cesse d'être membre de l'Ordre ou voit son mandat révoqué par le Bureau. Le Bureau nomme un ancien président pour terminer le mandat du fiduciaire dont le poste est devenu vacant.

4.04 La démission d'un fiduciaire ne prend effet qu'au moment de son acceptation par le Bureau.

4.05 Sous réserve de l'approbation du comité administratif, le comité de fiduciaires peut:

a) nommer un secrétaire-trésorier, un conseiller en placements et un dépositaire, qui doit être soit une banque à charte soit une compagnie de fiducie. Il peut également les remplacer et leur verser la rémunération qu'il détermine;

b) ouvrir un ou plusieurs comptes en banque au nom du fonds;

c) acheter des titres conformément à l'article 981*o* du Code civil et les revendre, et

d) procéder à une enquête en vue de faire ses recommandations au Bureau.

4.06 Les titres appartenant au fonds qui ne sont pas confiés à un dépositaire sont gardés dans un coffret de sureté qui ne peut être ouvert que par 2 fiduciaires agissant conjointement ou par un fiduciaire agissant conjointement avec le secrétaire-trésorier.

4.07 L'argent liquide appartenant au fonds est déposé dans une ou plusieurs banques ou sociétés de fiducie choisies par le comité et les sommes reçues pour le compte du fonds y sont déposées. Les retraits et versements effectués à même les comptes ouverts auprès de ces banques et sociétés de fiducie se font par chèque ou ordre de paiement signé par 2 fiduciaires ou par un fiduciaire et le secrétaire-trésorier.

3.02 The Bureau shall study the recommendation of the administrative committee and render its decision at the first meeting following the receipt of such recommendation.

Division 4

ADMINISTRATION OF FUND

4.01 The fund shall be administered by a committee of trustees consisting of 3 members appointed annually by the Bureau at its first regular meeting following the annual general meeting. The trustees shall be selected from among the past presidents of the Order and their term of office shall terminate upon the appointment of their successors.

4.02 2 trustees shall constitute a quorum.

4.03 A vacancy shall occur on the committee when a trustee resigns, ceases to be a member of the Order or is removed from office by the Bureau. Such vacancy shall be filled by the Bureau from among the past presidents for the remainder of the term of office of the trustee replaced.

4.04 The resignation of a trustee shall take effect only from the time of its acceptance by the Bureau.

4.05 Subject to the approval of the administrative committee, the committee of trustees may:

(a) appoint a secretary-treasurer, an investment counsellor and a depositary, which depositary shall be either a chartered bank or a trust company. It may also replace them and pay them the remuneration which it determines;

(b) operate one or several bank accounts in the name of the fund;

(c) acquire securities in accordance with article 981*o* of the Civil Code and dispose of such securities;

(d) make an investigation for the purposes of submitting its recommendations to the Bureau.

4.06 All securities of the fund not entrusted to a depositary shall be kept in a safety deposit box to which 2 trustees acting jointly, or one trustee and the secretary-treasurer acting jointly, only may have access.

4.07 Ready cash belonging to the fund shall be deposited in one or several banks or trust companies selected by the committee and all sums received for the account of the fund shall be deposited therein. Withdrawals from and payments made out of the accounts opened at such banks and trust companies shall be by cheque or order signed by 2 trustees or by one trustee and the secretary-treasurer.

4.08 Le comité tient une comptabilité appropriée de l'actif, du passif, des recettes et des déboursés du fonds et soumet chaque année au Bureau un rapport des activités du fonds pour l'exercice terminé le 31 mars, ainsi qu'un état sommaire des comptes du fonds pour ledit exercice. Le Bureau présente aux membres lors de l'assemblée générale annuelle de l'Ordre le rapport et l'état sommaire qu'il a approuvés. En aucune circonstance ni le comité ni le Bureau ne sont tenus de divulguer les noms des bénéficiaires.

4.09 Les vérificateurs de l'Ordre sont les vérificateurs du fonds. Ils présentent leur rapport aux membres de l'Ordre lors de l'assemblée générale annuelle.

Section 5

DISPOSITION FINALE

5.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

931-o

4.08 The committee shall keep an appropriate accounting of the assets, liabilities, receipts and disbursements of the fund and each year shall submit a report to the Bureau on the operations of the fund for the fiscal year ending on 31 March, together with a summarized statement of the accounts of the fund for the said fiscal year. Once it has approved such report and statement, the Bureau shall submit them to the members at the annual general meeting of the Order. Under no circumstances shall the committee or the Bureau be required to disclose the names of beneficiaries.

4.09 The auditors of the Order shall be the auditors of the fund. They shall submit their report to the members of the Order at the annual general meeting.

Division 5

FINAL PROVISION

5.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

931-o

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 88 du Code des professions, le «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 88 du Code des professions (1973, c. 43).

1.02 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

a) «comité»: le comité d'inspection professionnelle;

b) «dossiers»: les dossiers, livres et registres que tient un ingénieur dans l'exercice de sa profession, incluant:

i) parmi les dossiers, livres et registres de son employeur ou de ses confrères de travail, les documents auxquels il a effectivement collaboré, et

ii) un bien qui lui a été confié par un client;

c) «enquêteur»: le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

1.03 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

DRAFT BY-LAW

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Engineers of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43), that it made, pursuant to section 88 of the Professional Code, the "By-law determining the procedure of the professional inspection committee", a copy of which is annexed hereto.

This By-law will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

By-law determining the procedure of the professional inspection committee

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 This By-law is made under section 88 of the Professional Code (1973, c. 43).

1.02 In this By-law, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

(a) "committee": the professional inspection committee;

(b) "records": the records, books and registers kept by an engineer in the practice of his profession and including:

(i) among the records, books and registers of his employer or colleagues, the documents in which he has in fact collaborated, and

(ii) any property that has been entrusted to him by a client;

(c) "investigator": the committee, one of its members or a person authorized to assist the committee in the exercise of its functions.

1.03 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this By-law.

Section 2

LE COMITÉ

2.01 Le comité est formé de 3 membres nommés par le Bureau parmi les ingénieurs exerçant depuis au moins 3 ans.

2.02 Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou son président.

2.03 Le Bureau désigne le secrétaire du comité.

2.04 Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre; y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

Section 3

CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

3.01 Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque membre de l'Ordre qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

3.02 Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience d'un ingénieur, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

3.03 Un ingénieur a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

Section 4

SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

4.01 Le comité surveille l'exercice de la profession par les membres de l'Ordre suivant le programme qu'il détermine et qu'il soumet au Bureau pour approbation.

4.02 Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin officiel de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité.

4.03 Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un ingénieur par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'ingénieur visé, sous pli recommandé, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

Division 2

THE COMMITTEE

2.01 The committee is composed of 3 members appointed by the Bureau from among the engineers who have been practising for at least 3 years.

2.02 The committee shall hold its sittings on the dates and at the places determined by it or by its chairman.

2.03 The Bureau of the Order designates the secretary of the committee.

2.04 The office of the committee is situated at the head office of the Order; all the minutes, reports and other documents of the committee are kept at the said office.

Division 3

DRAWING UP OF A PROFESSIONAL RECORD

3.01 As its activities progress, the committee shall draw up and keep up-to-date a professional record for each member of the Order who is the object of an inspection under this By-law.

3.02 The professional record contains a summary of the engineer's academic qualifications and experience as well as all the records pertaining to the inspection of which he is the object under this By-law.

3.03 An engineer is entitled to consult his record and to obtain a copy thereof.

Division 4

GENERAL SUPERVISION OF THE PRACTICE OF THE PROFESSION

4.01 The committee shall supervise the practice of the profession by the members of the Order according to the programme established by it and submitted to the Bureau for approval.

4.02 Each year, the Bureau shall publish the committee's general supervision programme in the official bulletin of the Order.

4.03 At least 15 days before the date fixed for the inspection of an engineer's records by an investigator, the committee shall, through its secretary, send the engineer in question, by registered mail, a notice in accordance with the form in Schedule A.

4.04 Si un ingénieur ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

4.05 Lorsqu'un enquêteur constate que l'ingénieur n'a pas pu prendre connaissance de l'avis mentionné à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise l'ingénieur.

4.06 Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

4.07 L'ingénieur dont les dossiers font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire.

4.08 S'il a des raisons de croire que le comité devrait soumettre un ingénieur à une enquête particulière, l'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

4.04 If an engineer cannot receive an investigator on the prescribed date, he must, upon receips of the notice, notify the secretary of the committee and decide on another date with him.

4.05 When an investigator ascertains that the engineer was unable to take cognizance of the notice referred to in section 4.03, he shall so inform the committee which shall fix a new date for the verification and notify the engineer thereof.

4.06 An investigator must, if required to do so, submit a certificate attesting to his qualifications, signed by the secretary of the committee.

4.07 The engineer whose records are the object of verification may be present or be represented by a mandatory.

4.08 If he has reason to believe that the committee should subject an engineer to a special inquiry, the investigator shall draw up a verification report and forward it to the committee for study, within 15 days following his verification.

Section 5

ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN INGÉNIEUR

5.01 À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un ingénieur ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

5.02 Au moins 15 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'ingénieur visé, sous pli recommandé, un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

Dans le cas où la transmission d'un avis à l'ingénieur pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

5.03 Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un ingénieur de lui donner accès aux dossiers de cet ingénieur.

5.04 Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, l'ingénieur doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

5.05 Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

Division 5

SPECIAL INQUIRY INTO THE COMPETENCE OF AN ENGINEER

5.01 At the request of the Bureau or on its own initiative, the committee or one of its members shall make a special inquiry into the competence of an engineer, or designate an investigator for such purpose.

5.02 At least 15 clear days before the date of the special inquiry, the committee shall, through its secretary, send to the engineer in question, by registered mail, a notice in accordance with the form in Schedule B.

Where the sending of a notice to the engineer could jeopardize the objects for which a special inquiry is to be held, the committee may authorize an investigator to make such inquiry without notice.

5.03 An investigator may give the employer, representative or employee of an engineer notice of the order to allow him access to the records of that engineer.

5.04 Where records are held by a third party, the engineer must, at the investigator's request, authorize the latter to take cognizance or a copy thereof.

5.05 An investigator may request that a person who makes a declaration to him relative to an inquiry attest such declaration under oath or by solemn affirmation.

5.06 Si l'ingénieur refuse de recevoir un enquêteur, celui-ci en avise immédiatement le syndic.

5.07 L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 15 jours de la fin de son enquête.

5.08 Les articles 4.06 et 4.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

Section 6

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

6.01 Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un ingénieur à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet ingénieur d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et l'ingénieur visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

6.02 Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un ingénieur à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet ingénieur d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre à l'ingénieur visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

6.03 À cette fin, le comité convoque l'ingénieur et lui transmet, sous pli recommandé, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants:

a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition;

b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité, et

c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

6.04 Un ingénieur ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

6.05 Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle de l'ingénieur et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

6.06 L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande de l'ingénieur, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

5.06 If the engineer refuses to receive an investigator, the latter shall immediately notify the syndic.

5.07 The investigator shall draw up a report and forward it to the committee for study within 15 days after termination of his inquiry.

5.08 Sections 4.06 and 4.07 shall apply *mutatis mutandis* to an inquiry held under this Division.

Division 6

RECOMMENDATIONS OF THE COMMITTEE

6.01 Where the committee, after study of an investigator's report, has reason to believe that it is not expedient to recommend to the Bureau that an engineer be required to serve a period of refresher training and that the right of such engineer to engage in professional activities during the said period be limited, it shall notify the Bureau and the engineer in question within 15 days following its decision.

6.02 Where the committee, after study of an investigator's report, has reason to believe that it is expedient to recommend to the Bureau that an engineer be required to serve a period of refresher training and that the right of such engineer to engage in professional activities during the said period be limited, it must permit the engineer in question to present a full and complete defense relative to the appraisal of his competence.

6.03 For such purpose, the committee shall convene the engineer and send him, by registered mail, 15 days before the date fixed for the hearing, the following information and documents:

(a) a notice specifying the date and hour of the hearing;

(b) a statement of the facts and reasons for convening him before the committee, and

(c) a copy of the report made by the investigator concerning him.

6.04 An engineer or witness summoned before the committee may be assisted by an advocate.

6.05 The committee shall receive the oath or solemn affirmation of the engineer and the witnesses through the intermediary of a commissioner for oaths.

6.06 The hearing shall be held *in camera* unless the committee, at the request of the engineer, considers that it is in the public interest that it not be held in this manner.

6.07 Le comité peut procéder par défaut si l'ingénieur ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

6.08 Les dépositions sont enregistrées à la demande de l'ingénieur ou du comité.

6.09 Le comité et l'ingénieur acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux. Cependant, lorsque le comité demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

6.10 Dans ses recommandations concernant un ingénieur, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par cet ingénieur.

6.11 Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres dans les 30 jours de la fin de l'audition. Elles sont motivées, signées par les membres du comité qui y concourent et transmises sans délai au Bureau et à l'ingénieur visé.

6.12 Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

6.13 Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 114 du Code des professions, pourrait être formulée contre un ingénieur, il en avise le syndic de l'Ordre.

Section 7

DISPOSITION FINALE

7.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

ANNEXE A

Ordre des ingénieurs du Québec

COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis de vérification

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre Comité procédera à la vérification de

6.07 The committee may proceed *ex parte* if the engineer does not appear on the date and at the hour prescribed.

6.08 The depositions shall be recorded at the request of the engineer or of the committee.

6.09 The committee and the engineer shall pay their own costs, with the exception of recording expenses which shall be shared equally between them. However, where the recording of depositions is made at the request of the committee, the latter shall assume the expenses thereof.

6.10 In its recommendations concerning an engineer, the committee shall take into account the type of professional activities in which the engineer is generally engaged.

6.11 The recommendations of the committee are made by the majority of its members within 30 days after the end of the hearing. The reasons on which they are based shall be given, signed by the members of the committee who concurred in them and forwarded to the Bureau and the engineer in question without delay.

6.12 The committee may also make recommendations to the Bureau on the continuing refresher training periods organized by the Order for its members.

6.13 When the committee has reason to believe that a complaint within the meaning of section 114 of the Professional Code might be laid against an engineer, it shall notify the syndic of the Order.

Division 7

FINAL PROVISION

7.01 This By-law shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

SCHEDULE A

Order of engineers of Québec

PROFESSIONAL INSPECTION COMMITTEE

Notice of verification

Notice is given that, within the framework of the programme for general supervision of the practice of the profession, an investigator from our Committee will

dossiers, livres et registres, le .....

19.... à ..... heure.

Signé à .....

ce ..... 19....

Le Comité d'inspection professionnelle

Par: .....
Secrétaire du Comité

ANNEXE B

Ordre des ingénieurs du Québec

COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le Comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le .....

19.... à ..... heure.

Signé à .....

ce ..... 19....

Le Comité d'inspection professionnelle

Par: .....
Secrétaire du Comité

931-o

verify your records, books and registers on .....

19.... at ..... o'clock.

Signed at .....

on ..... 19....

The Professional Inspection Committee

Per: .....
Secretary of the Committee

SCHEDULE B

Order of engineers of Québec

PROFESSIONAL INSPECTION COMMITTEE

Notice of special inquiry

Notice is given that, at the request of the Bureau (or on its own initiative), the Committee has designated an investigator to make a special inquiry into your professional competence on .....

19.... at ..... o'clock.

Signed at .....

on ..... 19....

The Professional Inspection Committee

Per: .....
Secretary of the Committee

931-o

PROJET DE RÈGLEMENT

Code des professions
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 86 du Code des professions, le «Règlement concernant la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement concernant la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 86 du Code des professions (1973, c. 43).

1.02 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

a) «directeur général»: le directeur général de l'Ordre;

b) «conseil»: le conseil d'arbitrage de comptes constitué en vertu de la section 3.

1.03 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

CONCILIATION

2.01 Le directeur général doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

2.02 Un client qui a un différend avec un membre de l'Ordre quant au montant d'un compte pour services professionnels doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du directeur général en lui transmettant, par

DRAFT BY-LAW

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft By-law

The Bureau of the Order of Engineers of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to section 86 of the Professional Code, the "By-law respecting the procedure for the conciliation and arbitration of accounts", a copy of which is annexed hereto.

This By-law will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

By-law respecting the procedure for the conciliation and arbitration of accounts

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 This By-law is made under section 86 of the Professional Code (1973, c. 43).

1.02 In this By-law, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

(a) "executive director": the executive director of the Order;

(b) "council": the council for the arbitration of accounts set up under Division 3.

1.03 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this By-law.

Division 2

CONCILIATION

2.01 The executive director shall forward a copy of this By-law to every person who so requests.

2.02 A client who has a dispute with a member of the Order with respect to the amount of an account for professional services must, before seeking arbitration, apply for conciliation by the executive director by sending him, by

courrier recommandé, une demande rédigée selon la formule prévue à l'annexe 1.

2.03 La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une réclamation en justice de la part de l'ingénieur concernant le compte contesté. Une demande expédiée après ce jour ne peut être reçue, sauf du consentement de l'ingénieur.

2.04 Dans les 10 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le directeur général transmet à l'ingénieur une copie de cette demande par courrier recommandé.

2.05 Le directeur général, ou la personne qu'il désigne, procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

2.06 Pour les fins de la conciliation, le directeur général, ou la personne qu'il désigne, peut requérir de l'ingénieur ou du client tout document relatif au compte contesté et obtenir de ceux-ci les renseignements qui lui sont nécessaires. À cet égard, l'ingénieur doit collaborer avec le directeur général ou avec la personne qu'il désigne.

2.07 Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le directeur général expédie aux 2 parties le rapport de sa conciliation.

2.08 Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du directeur général ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation recourir à l'arbitrage conformément à la section 3.

Section 3

ARBITRAGE

Sous-section 1

LA DEMANDE D'ARBITRAGE

3.01.01 Un client demande l'arbitrage en déposant chez le directeur général 2 exemplaires d'un «acte de compromis» rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complété et portant sa signature.

3.01.02 Dans les 10 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le directeur général transmet à l'ingénieur, par courrier recommandé, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client.

registered mail, an application in the form prescribed in Schedule 1.

2.03 The application for conciliation must be sent before the day on which an action for a claim concerning the account contested is served by the engineer upon the client. An application sent after that day shall not be accepted, save with the engineer's consent.

2.04 Within 10 days from the date on which he receives the application for conciliation, the executive director shall forward the engineer a copy of such application by registered mail.

2.05 The executive director, or the person designated by him, shall proceed with the conciliation in the manner he deems most appropriate.

2.06 For the purposes of conciliation, the executive director or the person designated by him may require the engineer or the client to furnish any document relating to the account contested and all the information essential to him. In this respect, the engineer must co-operate with the executive director or the person designated by him.

2.07 The executive director shall send a report of his conciliation to both parties as soon as possible and not later than 30 days from the date of receipt of the application for conciliation.

2.08 Where the conciliation has not brought about an agreement between the parties, the client may, within 15 days from the date of receipt of the executive director's report or, in default of such report, within 45 days from the date of receipt of his application for conciliation, have recourse to arbitration in accordance with Division 3.

Division 3

ARBITRATION

Subdivision 1

APPLICATION FOR ARBITRATION

3.01.01 A client applies for arbitration by filing with the executive director 2 copies of a "submission to arbitration" drafted in the form prescribed in Schedule 2, duly completed and bearing his signature.

3.01.02 Within 10 days from the receipt of the application for arbitration, the executive director shall forward to the engineer, by registered mail, a copy of the submission to arbitration signed by the client.

3.01.03 Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, l'ingénieur doit le signer et le retourner au directeur général.

Sous-section 2

LE CONSEIL D'ARBITRAGE

3.02.01 Pour statuer sur le différend entre le client et l'ingénieur, le Bureau forme un conseil d'arbitrage composé de 3 ingénieurs et désigne un président parmi eux.

3.02.02 Le directeur général avise les parties et les arbitres de la formation du conseil.

3.02.03 Une demande de récusation à l'endroit d'un arbitre ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile et doit être communiquée par écrit aux arbitres et à l'autre partie dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

3.02.04 Avant d'agir, les arbitres prêtent le serment ou font l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions.

3.02.05 Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'un des arbitres, les autres terminent l'affaire et leur décision est valide. Dans le cas où c'est le président du conseil qui décède ou qui est incapable d'agir, le Bureau nomme un président parmi les 2 autres arbitres du conseil.

Sous-section 3

AUDITION

3.03.01 Le président du conseil donne au client et à l'ingénieur un avis écrit d'au moins 10 jours de la date, de l'heure et du lieu fixés pour l'audition.

3.03.02 Le client et l'ingénieur ont droit à l'assistance d'un avocat.

3.03.03 Le conseil entend les parties et reçoit leur preuve. Il procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

3.03.04 Le conseil peut requérir, après avis sommaire aux parties, toute preuve additionnelle qu'il juge pertinente.

3.03.05 Les témoignages ne sont pas enregistrés, à moins que l'une des parties ne le requière, auquel cas cette partie en assume le coût.

3.01.03 Within 10 days from the receipt of such copy, the engineer must sign it and return it to the executive director.

Subdivision 2

ARBITRATION COUNCIL

3.02.01 In order to settle the dispute between the client and the engineer, the Bureau shall set up an arbitration council composed of 3 engineers and designate a chairman from among them.

3.02.02 The executive director shall notify the parties and the arbitrators of the formation of the council.

3.02.03 A motion for recusation of an arbitrator shall only be made for one of the causes set forth in article 234 of the Code of Civil Procedure and must be forwarded in writing to the arbitrators and the other party within 10 days from the day on which the party who invokes it becomes aware of the cause for recusation.

The Bureau shall decide on the motion for recusation and, where applicable, designate a new arbitrator.

3.02.04 Before acting, the arbitrators must take the oath or make the affirmation of discretion prescribed in Schedule II to the Professional Code.

3.02.05 In the case of death or inability to act of one of the arbitrators, the others shall settle the matter and their decision shall be valid. If the chairman of the council dies or is unable to act, the Bureau shall appoint a chairman from among the other 2 arbitrators of the council.

Subdivision 3

HEARING

3.03.01 The chairman of the council shall give the client and the engineer a written notice of at least 10 days of the date, hour and place of the hearing.

3.03.02 The client and the engineer have the right to be assisted by an advocate.

3.03.03 The council shall hear the parties and receive their evidence. It shall proceed with dispatch to the hearing of the dispute according to the procedure and mode of evidence it deems appropriate.

3.03.04 The council may require, after summary notice to the parties, any additional evidence it deems pertinent.

3.03.05 The evidence shall not be recorded unless one of the parties so requests, in which case that party shall assume the cost thereof.

3.03.06 Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

Sous-section 4

SENTENCE

3.04.01 La sentence arbitrale doit être rendue à la majorité des voix, dans les 6 mois de la date de la signature par les parties de l'acte de compromis. Elle doit, dans tous les cas, être motivée et signée par chacun des arbitres; si l'un refuse de signer, les autres doivent en faire mention et la sentence a le même effet que si elle avait été signée par tous.

3.04.02 Le président du conseil doit transmettre la décision aux parties sans délai.

3.04.03 Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

3.04.04 La sentence doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par l'Ordre pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 15% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la sentence du conseil ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

3.04.05 La sentence est finale et sans appel.

3.04.06 Le dossier de l'arbitrage est déposé chez le directeur général qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau. Ce dossier comprend la demande de conciliation, l'acte de compromis et la sentence.

Le directeur général retourne aux parties les pièces et documents que ces dernières ont déposés à l'audition.

Section 4

DISPOSITION FINALE

4.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3.03.06 Articles 945 and 947 of the Code of Civil Procedure shall apply *mutatis mutandis* to the arbitration held in virtue of this Regulation.

Subdivision 4

AWARD OF ARBITRATORS

3.04.01 The award must be made by a majority of the arbitrators within 6 months from the date on which the submission to arbitration is signed by the parties. It must in all cases give the reasons for the decision and be signed by each arbitrator; if one refuses to sign, the others must record such refusal and the award has the same effect as if it had been signed by all the arbitrators.

3.04.02 The chairman of the council shall forward the decision to the parties without delay.

3.04.03 The expenses incurred by the parties for the holding of the arbitration shall be assumed by each of them respectively and cannot be claimed by the adverse party.

3.04.04 The award must adjudge on the arbitration fees, that is, the expenses actually incurred by the Order for the holding of the arbitration. However, the total amount of the arbitration fees shall in no case exceed 15% of the amount which is the object of the arbitration as fixed in section 3 of the submission to arbitration.

Where an agreement is reached between the parties before the award of the council is rendered, the latter shall nevertheless adjudge on the arbitration fees in accordance with this section.

3.04.05 The award is final.

3.04.06 The record of arbitration is filed with the executive director who, unless explicitly authorized by the parties, shall issue a copy thereof in whole or in part only to the latter, their advocate, the syndic and the members of the Bureau. This record shall include the application for conciliation, the submission to arbitration and the award.

The executive director shall return the documents filed by the parties at the hearing to the latter.

Division 4

FINAL PROVISION

4.01 This By-law shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

ANNEXE 1

Demande conciliation

Je, soussigné, ...
(nom et adresse)
.....
personnellement ou (le cas échéant) représentant .....
..... pour les fins de cette demande, comme en fait foi l'autorisation annexée à la présente, étant dûment assermenté, (ou déclare solennellement:) déclare:

1) Monsieur ..... (nom de l'ingénieur) me réclame la somme de ..... pour des services professionnels rendus entre le ..... et le ....., comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s): .....
.....
.....
mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de ... relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte;

3) Je demande la conciliation du directeur général en vertu de la section 2 du Règlement concernant la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes de l'Ordre des ingénieurs du Québec, dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi
à .....
ce ..... 19....,

Et j'ai signé
.....
(signature du client ou de son représentant dûment autorisé)

.....
Commissaire à l'assermentation

ANNEXE 2

Acte de compromis

Intervenu entre:
.....
(nom et adresse)
personnellement ou (le cas échéant) représentant .....
pour les fins du présent acte, comme en fait foi l'autorisation annexée au présent acte,
ci-après désigné «le client»,
et
.....
(nom et adresse)
membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec,
ci-après désigné «l'ingénieur»,
lesquels font les déclarations et conventions suivantes:

SCHEDULE 1

Application for conciliation

I, the undersigned, ...
(name and address)
.....
in person or (where applicable) representing .....
..... for the purposes of this application, as attested to by the authorization annexed hereto, being duly sworn, declare (or solemnly declare):

(1) Mr. ..... (name of engineer) claims from me the sum of ..... for professional services rendered between ..... and as attested to by the account a copy of which is annexed hereto;

(2) I refuse to pay this account for the following reason(s):
.....
.....
.....
but (where applicable) I acknowledge that I owe the sum of ..... for the professional services referred to in such account;

(3) I apply for conciliation by the executive director pursuant to Division 2 of the By-law respecting the procedure for the conciliation and arbitration of accounts of the Order of Engineers of Québec, of which I declare having received a copy and taken cognizance.

Sworn to or solemnly declared before me
at .....
this ..... 19....,

And I have signed
.....
(signature of client or his duly authorized representative)

.....
Commissioner for oaths

SCHEDULE 2

Submission to arbitration

Entered into by:
.....
(name and address)
in person or (where applicable) representing .....
for the purposes of this submission, as attested to by the authorization annexed hereto, hereinafter referred to as "the client",
and
.....
(name and address)
member of the Order of Engineers of Québec,
hereinafter referred to as "the engineer",
who make the following declarations and agreements:

1) L'ingénieur réclame du client la somme de ..... pour des services professionnels rendus entre le ..... et le ....., relativement à des travaux de ..... comme en fait foi le compte dont copie est annexée au présent acte;

2) Le client refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s): .....
.....
.....
.....

mais (le cas échéant) le client reconnaît devoir la somme de ..... relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte, et renonce au bénéfice du temps écoulé quant à la prescription de cette somme;

3) Le différend entre les parties porte sur la totalité du compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui excède ce que le client reconnaît devoir à l'ingénieur, c'est-à-dire sur la somme de .....;

4) Le différend entre les parties sera résolu par arbitrage tenu conformément à la section 3 du Règlement concernant la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes de l'Ordre des ingénieurs du Québec, dont les parties déclarent avoir reçu copie et pris connaissance;

5) L'ingénieur s'engage, pendant la durée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux civils la partie du compte qui fait l'objet du différend;

6) Les parties consentent à ce que les arbitres statuent sur le différend comme amiable compositeur;

7) La décision arbitrale lie les parties et les règles prévues au Livre septième du Code de procédure civile s'appliquent à son exécution;

8) Le présent acte ne peut être résilié que du consentement écrit des parties.

..... (signature du client ou de son représentant dûment autorisé)

..... (signature de l'ingénieur)

Signé à .....
le ..... 19....

Signé à .....
le ..... 19....

931-o

(1) The engineer claims from the client the sum of ... for professional services rendered between ..... and ..... relative to ..... works, as attested to by the account a copy of which is annexed hereto;

(2) The client refuses to pay this account for the following reason(s): .....
.....
.....
.....

but (where applicable) the client acknowledges that he owes the sum of ..... for the professional services referred to in such account, and renounces to the benefit of any time elapsed with respect to the prescription of that sum;

(3) The dispute between the parties bears on the entire account or (where applicable) on that part of the account which exceeds that which the client acknowledges that he owes to the engineer, namely, the sum of .....;

(4) The dispute between the parties will be settled by arbitration held in accordance with Division 3 of the By-law respecting the procedure for the conciliation and arbitration of accounts of the Order of Engineers of Québec, of which the parties declare having received a copy and taken cognizance;

(5) The engineer undertakes, for the duration of the arbitration, not to claim before the civil courts that part of the account which is the object of the dispute;

(6) The parties accept that the arbitrators act as mediators in the dispute.

(7) The award binds the parties and the rules set forth in Book Seven of the Code of Civil Procedure apply to its enforcement;

(8) This submission may be annulled only with the written consent of the parties.

..... (signature of client or his duly authorized representative)

..... (signature of engineer)

Signed at .....
this ..... 19....

Signed at .....
this ..... 19....

931-o

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 90 du Code des professions, le «Règlement concernant la publicité», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement concernant la publicité

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 90 du Code des professions (1973, c. 43).

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03 Les éléments qu'un ingénieur peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

1.04 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots «panneau d'affichage» signifient: une enseigne située sur le lieu d'un chantier et indiquant le nom des personnes participant aux travaux de ce chantier.

Section 2

LA CARTE PROFESSIONNELLE

2.01 Un ingénieur ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que:

a) son nom et, s'il y a lieu, celui de ses associés;

b) ses titres consacrés par un diplôme;

c) ses affiliations professionnelles et scientifiques;

DRAFT BY-LAW

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft By-law

The Bureau of the Order of Engineers of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to section 90 of the Professional Code, the "By-law respecting advertising", a copy of which is annexed hereto.

This By-law will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the laws respecting the professions.

By-law respecting advertising

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 This By-law is made under section 90 of the Professional Code (1973, c. 43).

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this By-law.

1.03 The items that an engineer may include in his public advertisements and the conditions under which he may advertise are described in this By-law.

1.04 In this By-law, unless the context indicates otherwise, the word "billboard" means: a sign located on the premises of a site indicating the names of the persons who participate in the works on that site.

Division 2

THE PROFESSIONAL CARD

2.01 An engineer may not enter on his professional card any data other than:

(a) his name and, where applicable, that of his partners;

(b) his titles sanctioned by a diploma;

(c) his professional and scientific affiliations;

d) ses affiliations d'affaires;

e) l'adresse et le numéro de téléphone de son bureau;

f) le domaine du génie dans lequel il exerce principalement sa profession, et

g) son insigne, ou son symbole, ou son sigle.

2.02 La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 50 millimètres de large sur 90 millimètres de long.

Section 3

LES MEDIA D'INFORMATION

3.01 Un ingénieur peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré.

3.02 Nonobstant l'article 3.01, une annonce publiée dans un annuaire téléphonique ne peut mesurer plus de 50 millimètres de large sur 90 millimètres de long.

3.03 A l'occasion d'un changement d'associés, de l'ouverture de son bureau, de son entrée dans un bureau existant, de sa première inscription au tableau de l'Ordre, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un ingénieur peut publier un avis à cet effet, de même que sa photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

La photographie autorisée au présent article ne peut excéder 64 centimètres carrés.

3.04 Un ingénieur peut publier dans des journaux et des revues techniques des articles décrivant les travaux auxquels il a participé.

3.05 Un ingénieur peut participer à une émission de radio ou de télévision portant sur un sujet relié à l'exercice de la profession.

Section 4

LA PAPETERIE

4.01 L'ingénieur peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Il peut également y inscrire le nom des ingénieurs travaillant à son bureau.

(d) his business affiliations;

(e) his office address and telephone number;

(f) the field of engineering in which he principally practises his profession, and

(g) his sign, symbol or initials.

2.02 The professional card shall not exceed 50 millimetres in width by 90 millimetres in length.

Division 3

INFORMATION MEDIA

3.01 An engineer may publish or allow to be published in newspapers, magazines, periodicals, directories or other printed matter an advertisement containing all or part of the data set forth in section 2.01. Such advertisement may not, however, exceed one square decimetre.

3.02 Notwithstanding section 3.01, an advertisement published in a telephone directory shall not exceed 50 millimetres in width by 90 millimetres in length.

3.03 At the time of a change of partners, the opening of his office, his entering in an existing office or his first entry on the roll of the Order, or upon his appointment to a post related to the practice of the profession, an engineer may publish a notice to that effect, together with his photograph and certain biographical data in newspapers, magazines, periodicals or other printed matter.

The photograph authorized in this section shall not exceed 64 square centimetres.

3.04 An engineer may publish in newspapers and technical magazines articles describing the works in which he participated.

3.05 An engineer may participate in a radio or television programme dealing with a subject related to the practice of the profession.

Division 4

STATIONERY

4.01 An engineer may enter on his stationery all or part of the data set forth in section 2.01. He may also enter the names of the engineers working in his office.

Section 5

PUBLICITÉ SUR LE LIEU DE TRAVAIL

5.01 Un ingénieur peut afficher à l'intérieur ou à l'extérieur de son bureau une enseigne non lumineuse contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Une telle enseigne ne peut dépasser 25 décimètres carrés.

5.02 Un ingénieur peut afficher, sur le lieu d'un projet en voie de réalisation et auquel il participe, une enseigne n'excédant par 1.1 mètre carré et contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Il peut en outre y indiquer le domaine de ses activités professionnelles relativement à ce projet.

5.03 Un ingénieur peut inscrire sur le panneau d'affichage d'un chantier où il exerce ses activités professionnelles tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Il peut en outre y indiquer le domaine de ses activités professionnelles relativement à ce projet.

5.04 Un ingénieur peut inscrire sur les portières avant d'un véhicule qu'il utilise exclusivement pour des activités professionnelles les éléments mentionnés aux paragraphes *a*, *e*, *f* et *g* de l'article 2.01.

Section 6

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

6.01 Un ingénieur peut publier une brochure comprenant des renseignements sur son expérience professionnelle et sur l'organisation de son bureau pour distribution à un client éventuel.

6.02 Un ingénieur qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, utilise une carte professionnelle, de la papeterie ou une enseigne non conformes aux dispositions du présent règlement peut continuer d'utiliser une telle carte, papeterie ou enseigne pour un période n'excédant pas 8 mois à compter de l'entrée en vigueur dudit règlement.

Section 7

DISPOSITION FINALE

7.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

931-o

Division 5

ADVERTISING ON WORK PREMISES

5.01 An engineer may post up inside or outside his office a non-luminous sign containing all or part of the data set forth in section 2.01. Such sign shall not exceed 25 square decimetres.

5.02 An engineer may post up, on the premises of a project under way and in which he participates, a sign not exceeding 1.1 square metre and containing all or part of the data set forth in section 2.01. He may, in addition, indicate the field of his professional activities with respect to that project.

5.03 An engineer may enter on the billboard of the site on which he exercises his professional activities all or part of the data set forth in section 2.01. He may, in addition, indicate the field of his professional activities with respect to that project.

5.04 An engineer may write on the front doorsof a vehicle which he utilizes exclusively for professional activities the items set forth in paragraphs *a*, *e*, *f* and *g* of section 2.01.

Division 6

MISCELLANEOUS AND TRANSITIONAL PROVISIONS

6.01 An engineer may publish a booklet containing information on his professional experience and the organization of his office to be distributed to prospective clients.

6.02 An engineer who, upon the coming into force of this By-law, uses a professional card, stationery or sign which does not comply with the provisions of this By-law may continue to use such card, stationery or sign for a period not exceeding 8 months effective from the coming into force of the said By-law.

Division 7

FINAL PROVISION

7.01 This By-law shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

931-o

AVIS

Avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a adopté, lors d'une assemblée tenue le 21 novembre 1975, le règlement concernant les demandes de révision.

Conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte, ce règlement sera soumis pour approbation du lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze (15) jours suivant la présente publication.

Québec, le 21 novembre 1975.

Le vice-président
et directeur général adjoint,
JEAN BLANCHET.

NOTICE

Notice is given that the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* made, at a meeting held on 21 November 1975, the Regulation respecting applications for review.

In accordance with section 75 of the Crop Insurance Act, this Regulation will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval upon the expiry of fifteen (15) days following the present publication.

Québec, 21 November 1975.

JEAN BLANCHET,
Vice President
and Assistant General Manager.

Règlement concernant les demandes de révision

SOMMAIRE

SECTION I	Définitions
SECTION II	Présentation et admissibilité d'une demande de révision
SECTION III	Composition du comité de révision
SECTION IV	Traitement d'une demande de révision
SECTION V	Dispositions finales

Section I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) Loi: la Loi sur l'assurance-récolte (L.Q. 1974, c. 31);

b) règlement: un règlement édicté en vertu de la Loi;

c) Régie: la Régie de l'assurance-récolte du Québec;

d) régisseur: un membre de la Régie;

e) requérant: un producteur au sens défini dans la Loi;

f) demande de révision: demande en vertu de laquelle un requérant conteste une décision de la Régie décrétée sous l'empire de la Loi ou d'un règlement;

g) comité: groupement de membres acceptés par la Régie pour analyser une demande de révision.

Regulation respecting application for review

SUMMARY

DIVISION I	Definitions
DIVISION II	Presentation and admissibility of an application for review
DIVISION III	Composition of the review committee
DIVISION IV	Processing of an application for review
DIVISION V	Final provisions

Division I

DEFINITIONS

1. In this Regulation, the following words and expressions mean:

(a) Act: the Crop Insurance Act (1974, c. 31);

(b) regulation: a regulation made under the Act;

(c) Régie: the *Régie de l'assurance-récolte du Québec*;

(d) controller: a member of the Régie;

(e) applicant: a producer within the meaning defined in the Act;

(f) application for review: application under which an applicant contests a decision of the Régie rendered pursuant to the Act or a regulation;

(g) committee: group of members accepted by the Régie for the purpose of analysing an application for review.

Section II

PRÉSENTATION ET ADMISSIBILITÉ D'UNE DEMANDE DE RÉVISION

2. Tout requérant peut formuler une demande de révision.

3. Une demande de révision doit être présentée sur la formule reproduite en Annexe « A » et être adressée à la Régie, par courrier recommandé à son siège social ou au bureau régional qui dessert le territoire dans lequel réside le requérant.

4. Outre les conditions prévues à l'article 3, une demande de révision est admissible pourvu que:

a) elle soit produite à la Régie dans les 30 jours de la date d'envoi de la décision contestée;

b) les motifs qui la justifient soient explicités;

c) elle soit accompagnée, s'il y a lieu, des documents ou pièces justificatives à l'appui de sa demande;

d) elle soit signée par le requérant ou son mandataire.

Section III

COMPOSITION DU COMITÉ DE RÉVISION

5. Le comité de révision est formé de 3 membres comme suit:

a) un régisseur;

b) deux représentants dont les noms ont été soumis par les associations ou groupements de producteurs et que la Régie désigne en vertu de l'article 15 de la Loi.

6. Le régisseur préside le comité qui est assisté d'un secrétaire nommé par la Régie.

Section IV

TRAITEMENT D'UNE DEMANDE DE RÉVISION

7. Toute demande de révision conforme à la section II fait l'objet d'une analyse par la Régie.

La Régie, suivant les circonstances, décrète le maintien ou la révocation de la décision contestée.

8. La Régie confie l'analyse d'une demande de révision qui est conforme à la section II et qui requiert une enquête sur une question de fait à un comité tel que composé à la section III.

Division II

PRESENTATION AND ADMISSIBILITY OF AN APPLICATION FOR REVIEW

2. Every applicant may submit an application for review.

3. An application for review must be submitted on the form in Schedule "A" and must be mailed to the Régie, by registered mail, at its corporate seat or to the regional office serving the territory in which the applicant resides.

4. In addition to the conditions prescribed in section 3, an application for review shall be admissible provided that:

(a) it be filed with the Régie within 30 days of the date on which the contested decision was forwarded;

(b) the grounds on which it is founded be clearly set forth;

(c) it be accompanied, where applicable, by the documents or vouchers in support of his application;

(d) it be signed by the applicant or his mandatory.

Division III

COMPOSITION OF THE REVIEW COMMITTEE

5. The review committee shall consist of 3 members as follows:

(a) one controller;

(b) two representatives whose names are submitted by associations or producer groups and who are appointed by the Régie pursuant to section 15 of the Act.

6. The controller, assisted by a secretary appointed by the Régie, shall preside over the committee.

Division IV

PROCESSING OF AN APPLICATION FOR REVIEW

7. Every application for review in accordance with Division II shall be subject to an analysis by the Régie.

The Régie, depending on the circumstances, shall order that the contested decision be sustained or rescinded.

8. The Régie shall entrust the analysis of an application for review, which complies with Division II and requires an inquiry on a question of fact, to a committee set up under Division III.

9. Le comité étudie la décision qui fait l'objet d'une demande de révision et formule une recommandation sur son maintien ou sa révocation.

10. Les recommandations, colligées par le secrétaire et signées par tous les membres du comité, sont transmises, sans délai, au secrétaire de la Régie.

11. La Régie, ayant pris connaissance de la recommandation du comité, décrète le maintien ou la révocation de la décision contestée.

Section V

DISPOSITIONS FINALES

12. La Régie peut constituer autant de comités de révision que les besoins le nécessitent.

13. Les délibérations du comité de révision doivent se dérouler sous le sceau de la confidentialité.

ANNEXE «A»

Formule de demande de révision

DEMANDE DE RÉVISION

Endroit ..... Date: .....

Bureau régional de: .....

Monsieur,

En faisant référence à mon dossier d'assurance portant le numéro ....., je désire par la présente demander une révision de ma réclamation pour la catégorie de récolte suivante: .....

La raison qui motive cette demande est la suivante:

.....

.....

.....

.....

.....

Nom: .....

Adresse: .....

.....

929-o

9. The committee shall study the decision which is the object of an application for review and shall make a recommendation on its sustaining or rescinding.

10. The recommendations recorded by the secretary and signed by all the members of the committee shall be transmitted without delay to the secretary of the Régie.

11. After having taken cognizance of the committee's recommendation, the Régie shall order that the contested decision be sustained or rescinded.

Division V

FINAL PROVISIONS

12. The Régie may set up as many review committees as required.

13. The deliberations of the review committee must be held under the seal of confidentiality.

SCHEDULE "A"

Application for review form

APPLICATION FOR REVIEW

Place: ..... Date: .....

Regional Office of: .....

Sir:

In reference to my insurance record bearing No....., I hereby wish to apply for a review of my claim in respect of the following crop category: .....

The grounds on which this application is founded are the following:

.....

.....

.....

.....

.....

Name: .....

Address: .....

.....

929-o

AVIS

Avis est donné que le texte de règlement concernant la régie interne de la Régie de l'assurance-récolte du Québec déjà publié aux pages 5343 à 5346 inclusivement dans la *Gazette officielle du Québec* en date du 8 octobre 1975 a été remplacé par la texte suivant adopté par la Régie de l'assurance-récolte du Québec à son assemblée du 21 novembre 1975.

Conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte, ce règlement sera soumis pour approbation du lieutenant-gouverneur en conseil à l'expiration des quinze (15) jours de la présente publication.

Québec, le 21 novembre 1975.

Le vice-président
et directeur général adjoint,
JEAN BLANCHET.

Règlement concernant la régie interne de la Régie de l'assurance-récolte du Québec

SOMMAIRE

SECTION I Siège social

SECTION II Séances de la Régie

SECTION III Fonctions et responsabilités du président et directeur général

SECTION IV Fonctions et responsabilités du secrétaire

SECTION V Comité des directeurs

Section I

SIÈGE SOCIAL

1. Le siège social de la Régie est situé au 352, avenue St-Sacrement, à Québec. Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou d'une localité adjacente, par résolution de la Régie.

Section II

SÉANCES DE LA RÉGIE

2. La Régie se réunit aussi souvent que l'intérêt l'exige, mais au moins une fois par mois, au siège social ou en tout autre endroit de la province fixé par la convocation.

3. Toute séance de la Régie est convoquée par le président ou, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, par le vice-président.

NOTICE

Notice is given that the text of the Regulation respecting the internal management of the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* already published on pages 5343 to 5346 inclusive of the *Québec Official Gazette* of 8 October 1975 was replaced by the following text made by the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* at its meeting held on 21 November 1975.

In accordance with section 75 of the Crop Insurance Act, this Regulation will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval upon the expiry of fifteen (15) days following the present publication.

Québec, 21 November 1975.

JEAN BLANCHET,
Vice-President
and Assistant General Manager.

Regulation respecting the internal management of the *Régie de l'assurance-récolte du Québec*

SUMMARY

DIVISION I Corporate seat

DIVISION II Sittings of the Régie

DIVISION III Duties and responsibilities of the president and general manager

DIVISION IV Duties and responsibilities of the secretary

DIVISION V Committee of directors

Division I

CORPORATE SEAT

1. The corporate seat of the Régie is situated at 352 Avenue St-Sacrement, Québec City. It may be transferred, by a resolution of the Régie, to any other place in the same city or adjoining locality.

Division II

SITTINGS OF THE RÉGIE

2. The Régie shall meet as often as required, but at least once a month, at the corporate seat or at any other place in the province fixed in the convocation.

3. Every sitting of the Régie shall be convened by the president or, if the president is unable to act by reason of absence or illness, by the vice-president.

Le président est tenu de convoquer une séance de la Régie sur demande écrite de trois (3) membres et s'il n'accède pas à leur requête dans les 48 heures de la réception d'une telle demande, ces membres peuvent convoquer eux-mêmes cette séance.

4. Toute convocation doit être faite, par écrit, au moins 3 jours francs avant la tenue de la séance et adressée à chaque membre à la dernière adresse connue du secrétaire.

En cas d'urgence, la convocation peut être faite par téléphone ou par télégramme. Le délai de convocation n'est alors que d'un jour franc.

5. Il peut être dérogé aux formalités de convocation si tous les membres de la Régie y consentent par écrit.

6. Les séances de la Régie sont présidées par le président ou, au cas d'incapacité d'agir de ce dernier par suite d'absence ou de maladie, par le vice-président.

7. Le quorum de la Régie est formé de 3 membres dont le président ou le vice-président.

S'il n'y a pas quorum, une demi-heure après l'heure indiquée sur l'avis de convocation, la séance est remise. Un nouvel avis de convocation est envoyé.

Toutefois le président ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, peut prolonger d'une demi-heure au maximum ce délai d'attente, s'il le juge à propos.

8. Les décisions de la Régie sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas d'égalité des voix, le président ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, a un vote prépondérant sur toute question soumise à la Régie.

Le président ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, peut exercer ou ne pas exercer son droit au vote prépondérant.

9. Toute séance peut être ajournée, par résolution, à une date subséquente et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

Section III

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DU PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

10. Le président qui est directeur général de la Régie est responsable de l'administration de la Régie dans le cadre de ses règlements.

The president is bound to convene a sitting of the Régie upon the written request of three (3) members and if, within 48 jours following the receipt of their request, he does not accede thereto, the members may themselves convene the sitting.

4. Every convocation must be made in writing at least 3 clear days prior to the holding of the sitting and be mailed to each member at the latest address known to the secretary.

In case of emergency, the convocation may be made by telephone or telegram. The convocation deadline shall then be one clear day only.

5. The terms and conditions for convocation may be waived if all the members of the Régie agree thereto in writing.

6. The sittings of the Régie shall be chaired by the president or, if the latter is unable to act by reason of absence or illness, by the vice-president.

7. Three members including the president or the vice-president shall constitute a quorum of the Régie.

If the quorum has not been reached one half-hour after the time indicated on the notice of convocation, the sitting shall be postponed. A new notice of convocation shall then be sent.

However, the president or the vice-president, if the president is unable to act by reason of absence or illness, may extend such waiting period by not more than one half-hour if he so deems appropriate.

8. The decision of the Régie shall be taken by majority vote of the members present.

In the case of a tie-vote, the president, or the vice-president if the president is unable to act by reason of absence or illness, shall have a casting-vote on any matter submitted to the Régie. The president or the vice-president, if the latter is unable to act by reason of absence or illness, may or may not exercise his right to a casting-vote.

9. Every sitting may be adjourned, by resolution, to a later date and a further notice of convocation shall not then be necessary.

DIVISION III

DUTIES AND RESPONSIBILITIES OF THE PRESIDENT AND GENERAL MANAGER

10. The president who is the general manager of the Régie shall be responsible for the administration of the Régie within the scope of its regulations.

11. Le président et directeur général assume, entre autres, les fonctions et responsabilités suivantes:

a) convoquer et présider les séances de la Régie,

b) s'assurer que les décisions de la Régie sont exécutées,

c) exercer la gérance et le contrôle du budget administratif de la Régie,

d) diriger et coordonner les politiques administratives de la Régie notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, son financement, ses dépenses d'opération, ses structures administratives, l'organisation et le fonctionnement de ses divers services, le recrutement et la répartition des tâches de son personnel.

12. Le vice-président qui est directeur général adjoint de la Régie assume les fonctions et responsabilités du président et directeur général, au cas d'incapacité d'agir de ce dernier par suite d'absence ou de maladie.

Section IV

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS DU SECRÉTAIRE

13. Le secrétaire assume, entre autres, les fonctions et responsabilités suivantes:

a) donner tous les avis de convocation,

b) rédiger et conserver les procès-verbaux des séances de la Régie,

c) conserver les archives,

d) certifier avec le président et directeur général ou avec le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, les procès-verbaux approuvés par la Régie,

e) maintenir à date la liste complète des membres de la Régie avec leur dernière adresse,

f) remplir toute autre fonction ou responsabilité relative à ses fonctions ainsi que celles que la Régie ou le président peuvent lui assigner.

14. En plus des fonctions énumérées à l'article 13, le secrétaire agit comme trésorier et, à ce titre, assume les responsablilités suivantes:

a) percevoir les cotisations des assurés et les contributions gouvernementales qui constituent le fonds d'assurance;

b) faire, selon les recommandations de la Régie, les dépôts requis en vertu de l'article 72 de la loi;

11. The duties and responsibilities of the president and general manager are, *inter alia:*

(a) to convene and chair the sittings of the Régie;

(b) to ensure that the decisions of the Régie are carried out;

(c) to exercise management and control of the administrative budget of the Régie;

(d) to direct and coordinate in particular the administrative policies of the Régie, but without restricting the generality of the foregoing, its financing, operating expenditures, administrative structures, the organizing and the operation of its various services, the recruiting and distribution of the tasks of its personnel.

12. The vice-president who is the assistant general manager of the Régie shall assume the duties and responsibilities of the president and general manager if the latter is unable to act by reason of absence or illness.

Division IV

DUTIES AND RESPONSIBILITIES OF THE SECRETARY

13. The duties and responsibilities of the secretary are, *inter alia:*

(a) to give all notices of convocation;

(b) to draw up and retain the minutes of the sittings of the Régie;

(c) to keep the records;

(d) to certify with the president and general manager, or with the vice-president if the president is unable to act by reason of absence or illness, the minutes approved by the Régie;

(e) to keep up-to-date the complete list of the members of the Régie with their latest addresses;

(f) to perform any other duty or responsibility relating to his duties and also those which the Régie or the president may assign to him.

14. In addition to the duties set forth in section 13, the secretary shall act as treasurer and, in that capacity, shall assume the following responsibilities:

(a) to collect the assessments of insured persons and government contributions which constitute the insurance fund;

(b) to make the deposits, in accordance with the recommendation of the Régie, required under section 72 of the Act;

c) signer conjointement avec le président les chèques de paiement des compensations et des indemnités.

Section V

COMITÉ DES DIRECTEURS

15. Les directeurs de services et leur adjoint composent le comité des directeurs qui est dirigé par le président et directeur général ou le vice-président, au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie.

16. Le comité des directeurs doit se réunir aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par mois.

17. Le comité des directeurs a pour principales fonctions de favoriser l'échange d'idées sur le fonctionnement et la coordination des divers services et d'assister le président et directeur général dans l'exercice des fonctions et responsabilités qui lui sont dévolues.

929-o

(c) to sign jointly with the president cheques for the payment of compensations and indemnities.

Division V

COMMITTEE OF DIRECTORS

15. The committee of directors is composed of the directors of services and their assistants and such committee shall be directed by the president and general manager or the vice-president, if the president is unable to act by reason of absence or illness.

16. The committee of directors shall meet as often as required and at least once a month.

17. The main duties of the committee of directors shall be to promote the exchange of ideas with respect to the operation and coordination of the various services and to assist the president and general manager in the performance of the duties and responsibilities devolving upon him.

929-o

ERRATA

Gazette officielle du Québec, partie 2, 10 septembre 1975, vol. 107 no 33. Règlement 11.H modifiant le règlement sur le transport des écoliers. (A.C. 3927-75 du 20 août 1975)

Page 4890, article 2.271.1, à la quatrième ligne du 1er paragraphe, remplacer « 1974 » par « 1975 ».

Page 4890, article 11.272, à la quatrième ligne du premier paragraphe remplacer le mot « commercial » par le mot « commençant ».

Page 4901, article 11.286.19, à la deuxième ligne, après le mot « frais », enlever les mots « d'opérations du transporteur pour l'année scolaire 1974-75 démontrent que ces coûts et frais. . . »

Page 4905, article 11.311.4, à l'avant-dernière ligne du deuxième paragraphe, ajouter après le mot « scolaire » les mots « ou d'une commission scolaire ».

Page 4909, article 4, remplacer Cn par Sn.

927-o

INDEX **Textes réglementaires (Règlements)**

Statutory Instruments (Regulations)

Abréviations: A — Abrogé
Abbreviations: Abroged
N — Nouveau
New
M — Modifié
Modified

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Agrologists – Admission to the practice of the profession of agrologist (Professional Code, 1973, ch. 43)			6071	Draft
Agronomes – Admission à la pratique de la profession d'agronome (Code des professions, 1973, ch. 43)			6071	Projet
Aide au développement industriel du Québec, Loi de l'. . . – Règlements (1971, ch. 64)	Règ. 75-590	28-11-75	5931	M
Amélioration des fermes, Loi de l'. . ., modifiée – Entrée en vigueur le 15 décembre 1975 (1975, ch ...)			6069	Proclamation
Amélioration des fermes, Loi de l'. . . – Règlements (S.R.Q. 1964, ch. 109)	Règ. 75-592	28-11-75	5935	M
Assistance for the industrial development of Québec – Regulations (Québec Industrial Development Act, 1971, ch. 64)	Reg. 75-590	28-11-75	5931	M
Assurance-récolte, Loi sur l'. . . – Demandes de révision (1974, ch. 31)			6121	Projet
Assurance-récolte, Loi sur l'. . . – Règlement concernant la régie interne de la Régie de l'assurance-récolte du Québec (1974, ch. 31)			6125	Projet
Automobile – Mauricie – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964 ch. 143)	Règ. 75-598	21-11-75	6013	N
Automobile – Montreal – Levy (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-606	01-12-75	6043	N
Automobile – Montréal – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-606	01-12-75	6043	N
Automobile – St. Maurice Valley – Levy (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-598	21-11-75	6013	N
Avis de la date fixée pour l'enquête et l'audition (art. 278) (Code de procédure civile, 1965 sess. 1, ch. 80)	Règ. 75-591	28-11-75	5933	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Barbers and hairdressers – Saguenay – Levy (Collective Agreement Decrees Act. R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg–75–600	21–11–75	6021	N
Barbiers et coiffeurs – Saguenay – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75–600	21–11–75	6021	N
Biens culturels, Loi sur les... – Moulin à vent Dansereau sis au 1025, boulevard Marie-Victorin, Verchères – Bien culturel (1972, ch. 19)	Règ. 75–616	01–12–75	6061	
Biens culturels, Loi sur les. . – Moulin à vent sis au 14, Parc des Vieux Moulins, Repentigny – Bien culturel (1972, ch. 19)	Règ. 75–615	01–12–75	6059	
Boite de carton – Province – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75–607	01–12–75	6047	N
Brad delivery, Montreal – Levy (Collective Agreement Decrees Act. R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75–605	01–12–75	6039	N
Building Contractors Vocational Qualifications Act – Regulations concerning licenses (1975, ch. . .)			6077	Draft
Cité Universitaire, U.L. – Endroit touristique (Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux, 1969, ch. 60)	Règ. 75–589	28–11–75	5929	
Cité Universitaire, U.L. (L.U. Campus) – Tourist area (Commercial Establishment Business Hours Act, 1969, ch. 60)	Reg. 75–589	28–11–75	5929	
Code of Civil Procedure – Notice pursuant to art. 278 (1965, sess. 1, ch. 80)	Reg. 75–591	28–11–75	5933	
Code de procédure civile – Avis en vertu de l'article 278 (1965, sess. 1, ch. 80)	Règ. 75–591	28–11–75	5933	
Code des professions – Agronomes – Admission à la pratique de la profession d'agronome (1973, ch. 43)			6071	Projet
Code des professions – Diététistes – Procédure du comité d'inspection professionnelle (1973, ch. 43)			6063	Avis

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Code des professions – Ergothérapeutes – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (1973, ch. 43)			6065	Avis
Code des professions – Infirmières et infirmiers – Affaires du Bureau (1973, ch. 43)			6091	Projet
Code des professions – Ingénieurs – Affaires de l'Ordre et assemblées générales (1973, ch. 43)			6095	Projet
Code des professions – Ingénieurs – Fonds de secours (1973, ch. 43)			6101	Projet
Code des professions – Ingénieurs – Procédure du comité d'inspection professionnelle (1973, ch. 43)			6105	Projet
Code des professions – Ingénieurs – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (1973, ch. 43)			6111	Projet
Code des professions – Ingénieurs – Publicité (1973, ch. 43)			6117	Projet
Code des professions – Optométristes – Procédure du comité d'inspection professionnelle (1973, ch. 43)			6067	Avis
Code de la route – Fiche à être établie par une école de conduite – Règ. EC-5 (S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 75-596	28-11-75	6011	N
Code de sécurité pour les travaux de construction (Loi des établissements industriels et commerciaux, S.R.Q. 1964, ch. 150)	Règ. 75-552	30-10-75	5919	M
Coiffeurs – Drummond, Richelieu et Shefford (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-603	01-12-75	6033	Correction a/c 4715-75
Coiffeurs – Hull – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-602	01-12-75	6029	N
Coiffeurs pour hommes – Montréal – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-599	21-11-75	6017	N
Coiffeurs – Saint-Hyacinthe – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-604	01-12-75	6035	N

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Coiffeurs – Saint-Jean – Prélèvement ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-601	21-11-75	6025	N
Commercial Establishments Business Hours Act – Cité Universitaire. U.L. (L.U. Campus) – Tourist area..... (1969, ch. 60)	Reg. 75-589	28-11-75	5929	
Construction – Code de sécurité ..... (Loi des établissements industriels et commerciaux, S.R.Q. 1964, ch. 150)	Règ. 75-552	30-10-75	5919	M
Construction, Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de... – Règlements concernant les licences (1975, ch.)			6077	Projet
Construction Safety Code..... (Industrial and Commercial Establishments Act. R.S.Q. 1964, ch. 150)	Reg. 75-552	30-10-75	5919	M
Corrugated paper products – Province – Levy..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-609	01-12-75	6053	N
Credit to farm producers. Act to promote... – Regulation (1972, ch. 38)	Reg. 75-593	28-11-75	5999	M
Crédit à la production agricole, Loi favorisant le... – Règlement..... (1972, ch. 38)	Règ. 75-593	28-11-75	5999	M
Crop Insurance Act – Applications for review..... (1974, ch. 31)			6121	Draft
Crop Insurance Act – Regulation respecting the internal management of the Régie de l'assurance-récolte du Québec (1974, ch. 31)			6125	Draft
Cultural Property Act – Dansereau Windmill situated at 1025 boulevard Marie-Victorin, Verchères – Cultural property..... (1972, ch. 19)	Reg. 75-616	01-12-75	6061	
Cultural Property Act – Windmill situated at 14 Parc des Vieux Moulins, Repentigny – Cultural Property..... (1972, ch. 19)	Reg. 75-615	01-12-75	6059	
Dansereau Windmill situated at 1025 boulevard Marie-Victorin, Verchères – Cultural property..... (Cultural Property Act, 1972, ch. 19)	Reg. 75-616	01-12-75	6061	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Diététistes – Procédure du comité d'inspection profesionnelle (Code des professions, 1973, ch. 43)			6063	Avis
Dieticians – Procedure of the professional inspection committee (Professional Code, 1973, ch. 43)			6063	Notice
Distributeurs de pain – Montréal – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-605	01-12-75	6039	N
Driving schools – File to be kept – Reg. EC-5 (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 75-596	28-11-75	6011	N
École de conduite – Fiche à être établie – Règ. EC-5 (Code de la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 75-596	28-11-75	6011	N
Engineers – Advertising (Professional Code, 1973, ch. 43)			6017	Draft
Engineers – Assistance fund (Professional Code, 1973, ch. 43)			6101	Draft
Engineers – Business of the Order and general meetings (Professional Code, 1973, ch. 43)			6095	Draft
Engineers – Procedure for the conciliation and arbitration of accounts (Professional Code, 1973, ch. 43)			6111	Draft
Engineers – Procedure of the professional inspection committee (Professional Code, 1973, ch. 43)			6105	Draft
Ergothérapeutes – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes (Code des professions, 1973, ch. 43)			6065	Avis
Etablissements industriels et commerciaux, Loi des – Code de sécurité pour les travaux de construction (S.R.Q. 1964, ch. 150)	Règ. 75-552	30-10-75	5919	M
Exécutif, Loi de l' – Bernard Lachapelle – Ministre d'État à l'Éducation – Attributions (S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-587	28-11-75	5925	
Exécutif, Loi de l' – Bernard Lachapelle – Ministre d'État à l'Éducation – Attributions (S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-588	28-11-75	5927	M

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Executive Power Act - Bernard Lachapelle - Minister of State for Education - Functions ..... (R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-587	28-11-75	5925	
Executive Power Act - Bernard Lachapelle - Minister of State for Education - Functions ..... (R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-588	28-11-75	5927	M
Farm Improvement Act, amended - Coming into force on 15 December 1975 ..... (1975, ch. ..)			6069	Proclamation
Farm Improvement Act - Regulations ..... (R.S.Q. 1964, ch. 109)	Reg. 75-592	28-11-75	5935	M
Fourrure, gros - Montréal - Prélèvement ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-608	01-12-75	6099	N
Fur, Wholesale - Montreal - Levy ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-608	01-12-75	6099	N
Gaspesian Provincial Park ..... (Provincial Parks Act, R.S.Q. 1964, ch. 201)	Reg. 75-579	21-11-75	5923	M
Hairdressers - Drummond, Richelieu and Shefford ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-603	01-12-75	6033	Correction o.c 4715-75
Hairdressers - Hull - Levy ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-602	01-12-75	6029	N
Hairdressers (Men's) - Montreal - Levy ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-599	21-11-75	6017	N
Hairdressers - Saint-Hyacinthe - Levy ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-604	01-12-75	6035	N
Hairdressers - St. Jean - Levy ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-601	21-11-75	6025	N
Heures d'affaires des établissements commerciaux, Loi des. . . - Cité universitaire, U.L. - Endroit touristique .... (1969, ch. 60)	Règ. 75-589	28-11-75	5929	
Highway Code - File to be kept by driving schools - Reg. EC-5 ..... (R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 75-596	28-11-75	6011	N

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Industrial and Commercial Establishments Act – Construction Safety Code ..... (R.S.Q. 1964, ch. 150)	Reg. 75-552	30-10-75	5919	M
Infirmières et infirmiers – Affaires du Bureau ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			6091	Projet
Ingénieurs – Affaires de l'Ordre et assemblées générales... (Code des professions, 1973, ch. 43)			6095	Projet
Ingénieurs – Fonds de secours ..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			6101	Projet
Ingénieurs – Procédure du comité d'inspection professionnelle..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			6105	Projet
Ingénieurs – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			6111	Projet
Ingénieurs – Publicité..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			6117	Projet
Institutions religieuses – Saint-Hyacinthe – Prélèvement... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-610	01-12-75	6055	N
Lachapelle, Bernard – Minister of State for Education – Functions..... (Executive Power Act, R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-587	28-11-75	5925	
Lachapelle, Bernard – Minister of State for Education – Functions..... (Executive Power Act, R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-588	28-11-75	5927	M
Lachapelle, Bernard – Ministre d'État à l'Éducation – Attributions..... (Loi de l'exécutif, S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-587	28-11-75	5925	
Lachapelle, Bernard – Ministre d'État à l'Éducation – Attributions..... (Loi de l'exécutif, S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-588	28-11-75	5927	M
Metal Trade – Québec – Levy..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-611	01-12-75	6057	N
Métallurgie – Québec – Prélèvement..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-611	01-12-75	6057	N

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Minister of State for Education – Bernard Lachapelle – Functions (Executive Power Act. R.S.Q. 1964. ch. 9)	Reg. 75-587	28-11-75	5925	
Minister of State for Education – Bernard Lachapelle – Functions (Executive Power Act, S.R.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-588	28-11-75	5927	M
Ministre d'État à l'Éducation – Bernard Lachapelle – Attributions (Loi de l'exécutif, S.R.Q. 1964. ch. 9)	Règ. 75-587	28-11-75	5925	
Ministre d'État à l'Éducation – Bernard Lachapelle – Attributions (Loi de l'exécutif, S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-588	28-11-75	5927	M
Moulin à vent Dansereau sis au 1025, boulevard Marie-Victorin, Verchères – Bien culturel (Loi sur les biens culturels. 1972. ch. 19)	Règ. 75-616	01-12-75	6061	
Moulin à vent sis au 14, Parc des Vieux Moulins, Repentigny – Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, ch. 19)	Règ. 75-615	01-12-75	6059	
Notice of the date fixed for proof and hearing (Art. 278) (Code of Civil Procedure, 1965, sess. 1, ch. 80)	Reg. 75-591	28-11-75	5933	
Nurses – Business of the Bureau (Professional Code, 1973, ch. 43)			6091	Draft
Occupational Therapists – Procedure for the conciliation and arbitration of accounts (Professional Code, 1973, ch. 43)			6065	Notice
Optometrists – Procedure of the professional inspection committee (Professional Code, 1973, ch. 43)			6067	Notice
Optométristes – Procédure du comité d'inspection professionnelle (Code des professions, 1973, ch. 43)			6067	Avis
Paper Box – Province – Levy (Collective Agreement Decrees Act. R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-607	01-12-75	6047	N
Parc provincial de la Gaspésie (Loi des parcs provinciaux, S.R.Q. 1964, ch. 201)	Règ. 75-579	21-11-75	5923	M
Produits de papiers et de cartons ondulés – Province – Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-609	01-12-75	6053	N

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Professional Code – Agrologists – Admission to the practice of the profession of agrologist (1973, ch. 43)			6071	Draft
Professional Code – Dieticians – Procedure of the professional inspection committee (1973, ch. 43)			6063	Notice
Professional Code – Engineers – Advertising (1973, ch. 43)			6117	Draft
Professional Code – Engineers – Assistance fund (1973, ch. 43)			6101	Draft
Professional Code – Engineers – Business of the Order and general meetings (1973, ch. 43)			6095	Draft
Professional Code – Engineers – Procedure for the conciliation and arbitration of accounts (1973, ch. 43)			6111	Draft
Professional Code – Engineers – Procedure of the professional inspection committee (1973, ch. 43)			6105	Draft
Professional Code – Nurses – Business of the Bureau (1973, ch. 43)			6091	Draft
Professional Code – Occupational Therapists – Procedure for the conciliation and arbitration of accounts (1973, ch. 43)			6065	Notice
Professional Code – Optometrists – Procedure of the professional inspection committee (1973, ch. 43)			6067	Notice
Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, Loi sur la... – Règlements concernant les licences (1975, ch. ..)			6077	Projet
Québec Industrial Development Act – Regulations (1971, ch. 64)	Reg. 75-590	28-11-75	5931	M
Régie de l'assurance-récolte du Québec – Applications for review (Crop Insurance Act, 1974, ch. 31)			6121	Draft
Régie de l'assurance-récolte du Québec – Demandes de révision (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, ch. 31)			6121	Projet

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Régie de l'assurance-récolte du Québec – Règlement concernant la régie interne (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, ch. 31)			6125	Projet
Régie de l'assurance-récolte du Québec – Regulation respecting the internal management (Crop Insurance Act, 1974, ch. 31)			6125	Draft
Religious Institutions – Saint-Hyacinthe – Levy (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-610	01-12-75	6055	N
Special or chartered trips – Regulation 17.B (Transport Act, 1972, ch. 55)	Reg. 75-595	28-11-75	6009	M
Taxicab – Reg. 6.I (Transport Act, 1972, ch. 55)	Reg. 75-594	28-11-75	6003	M
Transport Act – Reg. 6.I – Transport by taxicab (1972, ch. 55)	Reg. 75-594	28-11-75	6003	M
Transport Act – Reg. 11.H – Transport of pupils (Mod.) (1972, ch. 55)	Reg. 75-542	22-08-75	6129	Erratum
Transport Act – Reg. 17.B – Special of chartered trips (1972, ch. 55)	Reg. 75-595	28-11-75	6009	M
Transports, Loi des... – Règ. 6.I – Transport par véhicule-taxi (1972, ch. 55)	Règ. 75-594	28-11-75	6003	M
Transports, Loi des... – Règ. 11.H – Transports des écoliers (Mod.) (1972, ch. 55)	Règ. 75-542	22-08-75	6129	Erratum
Transports, Loi des... – Règ. 17.B – Voyages spéciaux ou à charte-partie (1972, ch. 55)	Règ. 75-595	28-11-75	6009	M
Transport des écoliers – Règ. 11.H – (Mod.) (Loi des transports, 1972, ch. 55)	Règ. 75-542	22-08-75	6129	Erratum
Transport of pupils – Reg. 11.H (Amend.) (Transport Act, 1972, ch. 55)	Reg. 75-542	22-08-75	6129	Erratum
Transports – Règlement EC-5 – Fiche à être établie par une école de conduite (Code de la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 75-596	28-11-75	6011	N
Transport – Regulation EC-5 – File to be kept by driving schools (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 75-596	28-11-75	6011	N

INDEX — Fin / Concluded

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration No	Date	Page	Commentaires Comments
Véhicule-taxi – Règ. 6.I ..... (Loi des transports, 1972, ch. 55)	Règ. 75-594	28-11-75	6003	M
Voyages spéciaux ou à charte-partie – Règlement 17.B ... (Loi des transports, 1972, ch. 55)	Règ. 75-595	28-11-75	6009	M
Windmill situated at 14 Parc des Vieux Moulins. Repentigny – Cultural Property ..... (Cultural Property Act. 1972, ch. 19)	Reg. 75-615	01-12-75	6059	

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Règulations)

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 75-552	4790-75	Travail et main-d'oeuvre	Code de sécurité pour les travaux de construction *Construction Safety Code* – (Mod. / *Amend.*)	5919
Règ. 75-579	5083-75	Tourisme, chasse et pêche	Parc provincial de la Gaspésie / *Gaspesian Provincial Park* – (Mod. / *Amend.*)	5923
Règ. 75-587	4680-75	Conseil exécutif	Attributions du ministre d'État à l'Éducation / *Functions of the Minister of State for Education* – Bernard Lachapelle	5925
Règ. 75-588	5144-75	Conseil exécutif	Attributions du ministre d'État à l'Éducation / *Functions of the Minister of State for Education* – Bernard Lachapelle (Mod. / *Amend.*)	5927
Règ. 75-589	5154-75	Industrie et commerce	Cité Universitaire, U.L. (*L.U. Campus*) – Endroit touristique / *Tourist area*	5929
Règ. 75-590	5155-75	Industrie et commerce	Aide au développement industriel du Québec / *Assistance for the industrial development of Québec* – (Mod. *Amend.*)	5931
Règ. 75-591	5148-75	Justice	Code de procédure civile / *Code of Civil Procedure* – Avis en vertu de l'art. 278 / *Notice pursuant to art. 278*	5933
Règ. 75-592	5169-75	Agriculture	Amélioration des fermes / *Farm improvement* – Règlements concernant la Loi / *Regulations respecting the Act* – (Mod. / *Amend.*)	5935
Règ. 75-593	5170-75	Agriculture	Règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole / *Regulation under the Act to promote credit to farm producers* – (Mod. – *Amend.*)	5999
Règ. 75-594	5226-75	Transports	Transport par véhicule-taxi / *Transport by taxicab* – Règ. 6.I (Mod. / *Amend.*)	6003
Règ. 75-595	5227-75	Transports	Voyages spéciaux ou à charte-partie / *Special or chartered trips* – Règ. 17.B – (Mod. – *Amend.*)	6009
Règ. 75-596		Transports	Fiche à être établie par une école de conduite / *File to be kept by driving schools* – Règ. EC-5	6011
Règ. 75-598	5078-75	Travail et main-d'oeuvre	Automobile – Mauricie / *St. Maurice Valley* – Prélèvement / *Levy*	6013
Règ. 75-599	5079-75	Travail et main-d'oeuvre	Coiffeurs pour hommes / *Hairdressers (Men's)* – Montréal – Prélèvement / *Levy*	6017

TABLE DES MATIÈRES — Suite / **TABLE OF CONTENTS** — Continued

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 75-600	5080-75	Travail et main-d'oeuvre	Barbiers et coiffeurs / *Barbers and hairdressers* – Saguenay – Prélèvement / *Levy*	6021
Règ. 75-601	5081-75	Travail et main-d'oeuvre	Coiffeurs / *Hairdresscrs* – Saint-Jean – Prélèvement *Levy*	6025
Règ. 75-602	5172-75	Travail et main-d'oeuvre	Coiffeurs / *Hairdressers* – Hull – Prélèvement / *Levy*	6029
Règ. 75-603	5173-75	Travail et main-d'oeuvre	Coiffeurs / *Hairdressers* – Drummond, Richelieu et Shefford – Correction a/c 4715-75	6033
Règ. 75-604	5174-75	Travail et main-d'oeuvre	Coiffeurs / *Hairdressers* – Saint-Hyacinthe – Prélèvement / *Levy*	6035
Règ. 75-605	5175-75	Travail et main-d'oeuvre	Distributeurs de pain / *Bread delivery* – Montréal – Prélèvement / *Levy*	6039
Règ. 75-606	5176-75	Travail et main-d'oeuvre	Automobile – Montréal – Prélèvement / *Levy*	6043
Règ. 75-607	5177-75	Travail et main-d'oeuvre	Boite de carton / *Paper Box* – Province – Prélèvement *Levy*	6047
Règ. 75-608	5178-75	Travail et main-d'oeuvre	Fourrure, gros / *Fur, Wholesale* – Montréal – Prélèvement / *Levy*	6049
Règ. 75-609	5179-75	Travail et main-d'oeuvre	Produits de papiers et de cartons ondulés / *Corrugated paper products* – Province – Prélèvement / *Levy*	6053
Règ. 75-610	5180-75	Travail et main-d'oeuvre	Institutions religieuses / *Religious Institutions* – Saint-Hyacinthe – Prélèvement / *Levy*	6055
Règ. 75-611	5181-75	Travail et main-d'oeuvre	Métallurgie / *Metal Trade* – Québec – Prélèvement *Levy*	6057
Règ. 75-615		Affaires culturelles	Moulin à vent sis au 14, Parc des Vieux Moulins *Windmill situated at 14 Parc des Vieux Moulins* (Repentigny) – Bien culturel / *Cultural property*	6059
Règ. 75-616		Affaires culturelles	Moulin à vent Dansereau sis au 1025, boulevard Marie-Victorin / *Dansereau Windmill situated at 1025 boulevard Marie-Victorin* (Verchères) – Bien culturel / *Cultural property*	6061

TABLE DES MATIÈRES — Suite / **TABLE OF CONTENTS** — Continued

AVIS	NOTICES	Page
Diététistes – Procédure du comité d'inspection professionnelle	Dieticians – Procedure of the professional inspection committee	6063
Ergothérapeutes – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes	Occupational Therapists – Procedure for the conciliation and arbitration of accounts	6065
Optométristes – Procédure du comité d'inspection professionnelle	Optometrists – Procedure of the professional inspection committee	6067

PROCLAMATION	PROCLAMATION	
Amélioration des fermes, Loi de l' . . . , modifiée – Entrée en vigueur le 15 décembre 1975	Far Improvement Act, amended – Coming into force on 15 December 1975	6069

PROJETS DE RÈGLEMENT	DRAFT REGULATIONS	
Agronomes – Admission à la pratique de la profession d'agronome	Agrologists – Admission to the practice of the profession of agrologists	6071
Construction, Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de . . . – Règlements concernant les licences	Building Contractors Vocational Qualifications Act – Regulations concerning licenses	6077
Infirmières et infirmiers – Affaires du Bureau	Nurses – Business of the Bureau	6091
Ingénieurs – Affaires de l'Ordre et assemblées générales	Engineers – Business of the Order and general meetings	6095
Ingénieurs – Fonds de secours	Engineers – Assistance fund	6101
Ingénieurs – Procédure du comité d'inspection professionnelle	Engineers – Procedure of the professional inspection committee	6105
Ingénieurs – Procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes	Engineers – Procedure for the conciliation and arbitration of accounts	6111
Ingénieurs – Publicité	Engineers – Advertising	6117
Régie de l'assurance-récolte du Québec – Demandes de révision	Régie de l'assurance-récolte du Québec – Applications for review	6121
Régie de l'assurance-récolte du Québec – Règlement concernant la régie interne	Régie de l'assurance-récolte du Québec – Regulation concerning the internal management	6125

TABLE DES MATIÈRES — Fin / **TABLE OF CONTENTS** — Concluded

ERRATUM			ERRATUM	
No d'enregistrement Registration No.	A.C O.C.	Recommandé ou établi par Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 75-542	3927-75	Transports	Transport des écoliers / *Transport of pupils* – Règ. 11.H (Mod. / *Amend.*)	6129